

Menaces sur la Colombie

Ce mois de novembre 1985 restera en Colombie celui du deuil. Le 7, le mouvement de guérilla M 19 déclenchait une opération de commando au palais de justice qui entraîna, après de violents affrontements, la mort de cent personnes. Deux semaines plus tard, un torrent de boue submergea la vallée d'Armero, et plus de vingt mille habitants périrent. Au moment même où les secours s'organisaient, la guérilla investit une ville voisine. Les combats provoquent là encore des victimes.

Certes ces malheurs sont de nature totalement différente et la violence d'un séisme n'a rien de commun avec la frénésie de guérillas. Mais la coïncidence de ces épreuves accroît les difficultés d'un chef d'Etat qui ne méritait en rien cette exceptionnelle malchance. En effet, M. Betancur, au pouvoir depuis 1982, a choisi le parti délicat de tenter, contre le gré de certains militaires, une expérience de pacification intérieure. De même, il a joué un rôle modérateur dans les conflits qui déchirent l'Amérique latine.

Le double coup qui le frappe ne le laisse pas sans arguments pour justifier son attitude. Dans l'affaire du palais de justice, d'aucuns lui reprochent d'avoir ordonné l'assaut en sachant qu'il serait meurtrier, et, ce faisant, d'avoir « cédé à l'armée ». Pour ce qui est de la catastrophe d'Armero, c'est d'imprévoyance et de « négligence coupable » qu'on accuse son gouvernement.

Il est aisé de découvrir après coup qu'il fallait faire évacuer la ville sur la foi de rapports plus ou moins contradictoires. Etait-ce si facile, dans un pays en proie à des difficultés économiques considérables ? L'attaque du palais de justice pouvait-elle être avantageusement remplacée par des pourparlers, à un jet de pierre du palais présidentiel, alors que les précédentes tentatives de négociation avec la guérilla avaient très vite échoué en ce qui concerne le M 19 ?

Certains jugent le moment propice à des questions gênantes, car une nouvelle élection présidentielle doit avoir lieu l'été prochain. Ils s'emploient donc à démontrer la fragilité d'un régime en butte à de violentes rivalités politiques, compliquées par l'importance du trafic de drogue.

Ce régime, qui a su limiter la dette extérieure, n'en continue pas moins de jouer de la confiance des milieux financiers internationaux. Il est le seul du continent à continuer d'honorer intégralement ses engagements. Les quelque 160 millions de francs d'aide parvenus à l'occasion du drame d'Armero semblent gérés de manière convenable, les petits flottements qui sont apparus ici ou là étant plus imputables aux pays expéditeurs, mélangés dans leurs colis des chaussures à talon et des bouteilles d'eau minérale.

Pour autant, dans un pays dont la longue tradition démocratique et juridique fut souvent mise entre parenthèses par l'état de siège ou l'exception, les séismes ne relèvent pas seulement de la nature.

M. Haroun Tazieff vient d'estimer à propos de l'éruption du volcan Nevado del Ruiz que « tout danger n'est pas écarté ». On peut en dire autant de la situation politique colombienne.

LA FIN DU SOMMET DE GENÈVE ET LE DIALOGUE SOVIÉTO-AMÉRICAIN

MM. Reagan et Gorbatchev décident d'« accélérer » les négociations sur les armes nucléaires et spatiales

La déclaration commune rendue publique, ce jeudi 21 novembre, à l'issue du sommet soviéto-américain de Genève indique que les deux pays sont convenus de multiplier les contacts à tous les niveaux et d'accélérer les négociations sur les armes nucléaires et spatiales. M. Reagan et

M. Gorbatchev soulignent que de « sérieuses divergences » les séparent, mais se déclarent prêts à œuvrer en commun en faveur du maintien de la paix.

Tandis que le secrétaire général du PC soviétique tenait une conférence

de presse avant de quitter Genève, le président Reagan s'envolait pour Bruxelles, où il doit informer les alliés européens des Etats-Unis des résultats de ses conversations. Il est prévu qu'il prenne la parole devant le Congrès américain dès son retour à Washington jeudi soir.

De notre envoyé spécial

Genève. — La rencontre au sommet entre M. Reagan et M. Gorbatchev a pris fin ce jeudi matin 21 novembre sur une note très prudemment optimiste. Au cours d'une brève cérémonie, organisée dans le grand amphithéâtre du Centre international de conférences, les dirigeants soviétique et américain, tout en recon-

naissant leurs importantes divergences, notamment en ce qui concerne la « guerre des étoiles », ont annoncé qu'ils s'étaient mis d'accord pour multiplier les contacts à tous les niveaux. Selon le président des Etats-Unis, un nouveau sommet américano-soviétique devrait avoir lieu l'an prochain. De sources américaines, on précise que M. Gorbatchev est attendu en 1986 à Washington.

Préside par le président de la Confédération suisse, M. Kurt Furgler, la cérémonie n'a duré qu'une vingtaine de minutes.

M. Reagan et M. Gorbatchev sont entrés chacun d'un côté de la scène, se sont une nouvelle fois chaleureusement serrés la main, puis se sont installés dans deux fauteuils avec uniquement leurs interprètes derrière eux.

M. Gorbatchev a pris la parole le premier. Il a souligné le « tra-

vail important » accompli « de manière très franche et directe ». Le but de la rencontre était, selon le secrétaire général, « d'améliorer nos relations », « de diminuer les risques d'affrontement, de mettre fin à la course aux armements sur terre comme dans l'espace extra-atmosphérique ».

(Lire la suite et le texte de la déclaration commune page 34.)

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Mitterrand défend son bilan

A l'occasion de la quatrième conférence de presse de son septennat, jeudi 21 novembre, à l'Élysée, M. Mitterrand défend, en défendant son bilan, l'insistance sur les données du choix qui sera soumis aux Français en mars 1986.

Seul le général de Gaulle paraissait se détacher de cet exercice périlleux par nature, la conférence de presse présidentielle. Il est vrai qu'il avait la manière — une autorité sélective cachée sous l'apparence d'une bonhomie benoîte — pour délivrer son message en faisant fi de toutes les tentatives de diversion.

Or, de ce point de vue, M. Mitterrand a été particulièrement gâté. Le sommet Reagan-Gorbatchev de Genève, la cinquième chaîne de télévision privée, l'aménagement du temps de travail, le verdict attendu d'Auckland dans l'affaire Greenpeace ont donné à ses interlocuteurs du grain à moudre.

M. Mitterrand, une fois de plus, s'est retrouvé seul contre tous, et contraint de justifier ses

décisions et celles de son gouvernement avant de tenter de mettre en valeur son bilan, somme toute présentable. Sur la cinquième chaîne et l'aménagement du temps de travail, les socialistes sont isolés. Sur Greenpeace, le pouvoir socialiste fait toujours figure d'accusé.

Afin de mieux « cadrer » sa conférence de presse, M. Mitterrand avait donc prévu de consa-

crer une brève introduction et la première partie de la réunion au choix qui sera soumis aux Français en mars 1986.

La encore, l'exercice est difficile. Président de tous les Français, élu par une partie seulement d'entre eux — largement réduite depuis — espoir d'un camp politique mais soucieux de mener son mandat à son terme, M. Mitterrand était depuis longtemps un

discours sur deux tocs qui laisse une impression ambiguë.

Le chef de l'Etat ne peut guère en sortir. Il lui reste à le faire comprendre et à mettre en lumière les choix de 1986 : la continuité d'une politique de redressement économique, de modernisation et de justice sociale, ou le retour en arrière proposé, selon lui, par ceux qui ont « tout manqué » avant 1981.

De ce point de vue, la conférence de presse présidentielle tombe à point nommé. M. Mitterrand exploite un dossier dont les socialistes estiment qu'il leur est favorable : réduction spectaculaire de l'inflation, légère reprise de l'activité économique, stabilisation du chômage, relative paix sociale.

Ce dossier vaut d'être défendu, même si les socialistes font tout ce qui est en leur pouvoir pour que les Français ne retiennent pas le meilleur et parlent d'autre chose. L'affaire de la cinquième chaîne de télévision est révélatrice d'une politique de communication faite de continuité dans l'incohérence.

J.-Y. L.



GRANDES ENTREPRISES ET CRÉATIONS D'EMPLOIS

La courte échelle

par PIERRE DROUIN

Les « gros » se rebiffent. Non, il ne s'agit pas d'obèses qui auraient décidé, comme aux Etats-Unis, de fonder des confréries pour défendre leur embonpoint et la façon de manger des gâteaux. Le mouvement qui se propage invite les multinationales et les firmes qui ont de forts bataillons à sortir plus souvent leur drapeau.

Que se passe-t-il en effet depuis quelques années, et plus précisément depuis le tournant des années soixante-dix ? A mesure que se développait ce qu'il est convenu d'appeler la crise, des courants de pensée de plus en plus insistants se faisaient jour, sur les thèmes : pour s'adapter aux nouvelles configurations du marché mieux vaut piloter de petites unités ; *small is beautiful* ; le personnel s'accommode mieux des entreprises « à taille humaine » ; la créativité naît des micro-cellules et non de firmes qui ont certes des munitions en capitaux mais aussi « la grosse tête » ; regardez ce qui se passe dans la Silicon Valley, c'est le paysage de l'an 2000 ; les créations d'emplois se font au ras du sol, pas besoin de cathédrales, etc.

Les premiers à réagir avaient été des sociétés à réseau mondial, comme Nestlé qui finança en partie un très efficace Institut de recherche sur les multinationales dont le siège est à Genève. Le but était surtout alors de lutter contre la mauvaise image donnée ici et là de ces Etats dans l'Etat, de ces mastodontes dont le chiffre d'affaires dépassait le PNB de nombreux pays, univers industriels « dont le centre est partout et la circonférence nulle part ».

La multinationale n'a plus une odeur de soufre depuis que l'on s'aperçoit qu'il faut travailler pour le marché mondial si l'on veut avoir une chance de survivre, et que même certains pays du tiers-monde se paient maintenant leurs sociétés à filiales dans six ou sept points du globe.

En revanche, il paraît opportun, aujourd'hui, de combattre la mauvaise image dégoûtée par le gigantisme. On l'a bien vu récemment encore, lors d'une conférence internationale à haut niveau organisée par l'OCDE sur « l'apport des grandes sociétés à la création d'emplois et d'entreprises ».

Un « tour de table » composé de MM. Umberto Agnelli, prési-

dent de FIAT-Auto, William Morris, président de Control Data, Curt Nicolin, président d'ASEA (Production de robots-Subde), Michel Pecqueur, président d'Elf-Aquitaine, Mario Schimberni, président de Montedison, Patrick Sheehy, président de British American Tobacco, et de Kasper Cassani, président d'IBM Europe, cela fait du bruit.

Ils étaient tous là, non pour défendre les couleurs de leur firme (elles sont loin de pâlir), mais pour montrer leurs cartes dans un domaine où on les attend moins d'ordinaire, celui de l'enrichissement de leur environnement. Pour des économistes trop frottés aux théories, il devient nécessaire en effet de voir concrètement comment la vie industrielle naît autour d'un « pôle de croissance ».

Un phénomène fut notamment dégagé par de nombreux participants : celui de la « courte échelle », pour reprendre l'expression de Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE : les grandes firmes utilisent de plus en plus leur puissance pour créer autour d'elles des emplois périphériques. Les méthodes varient beaucoup.

(Lire la suite page 32.)

Tempête contre la 5^e chaîne

Le gouvernement n'est pas parvenu à apaiser les protestations contre le projet Seydoux-Berlusconi.

PAGE 12

Crise de croissance en Corée du Sud

Nuages économiques sur le pays du matin calme.

PAGE 28

Un entretien avec M^{me} Lakumière

Le secrétaire d'Etat aux affaires européennes justifie l'élargissement de la CEE.

PAGE 4

M. Barre à la Réunion

L'ancien premier ministre a retrouvé son île natale.

PAGE 9

Le Monde

LIVRES

- L'histoire de la vie privée : « Le lieu du secret », par Georges Duby.
- Lettres étrangères : écrivains d'Europe centrale.
- Le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech.

(Pages 15 à 22)

Débats : le cumul des mandats (24) • Étranger (13 à 7) • Politique (19 à 11) • Communication (12) • Société (14) • Culture (23) • Économie (28 à 33)

Programmes des spectacles (24) • Radio-télévision (25) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (27) • Carnet (26) • Annonces classées (25)

Jean Ziegler

VIVE LE POUVOIR!
ou les délices de la raison d'Etat

Un livre iconoclaste!

(89 F)

S E U I L

débats

LE CUMUL DES MANDATS

La classe politique est agitée à nouveau par la question du cumul des mandats. Florence d'Harcourt expose les raisons pour lesquelles il est tentant de mettre le holà, et, dans un sens contraire, Michel Crozier et Jacques Rondin estiment que, du fait de l'organisation de notre société, cette pratique n'a pas les inconvénients qu'on lui attribue.

Tirer plusieurs ficelles à la fois

Dans notre système, plus vous avez de fonctions, plus il vous est facile de bien remplir chacune d'elles

JE suis choqué de la légèreté avec laquelle la classe politique, mais aussi les quotidiens - le Monde malheureusement ne fait pas exception - traitent un problème aussi complexe que celui des cumulés.

1) On admire l'habileté avec laquelle notre président fabrique un nouveau piège dans lequel ne manquera pas de tomber l'opposition et l'on ne voit dans l'affaire que les intérêts étroits des uns et des autres : cumulards du Sénat, magouilles socialistes, désaccord entre RPR et UDF.

2) Sur le problème pratique, on ne voit que l'aspect démagogique : accompagnement du pouvoir, des places et des prébendes d'une part ; incapacité des intéressés à bien remplir à la fois toutes les fonctions qu'ils ont ainsi trustées ; personne, absolument personne ne se demande pourquoi les Français, tout de même pas plus bêtes que leurs voisins, et leurs hommes politiques, qui ne sont certainement pas plus avides ou corrompus que les autres, ont créé ce système effectivement assez unique.

par MICHEL CROZIER (*)

3) Des analyses sérieuses ont pourtant été faites qui montrent à la fois l'utilité, ou plutôt la « fonctionnalité », du cumul des mandats dans un système comme le nôtre et les inconvénients réels du système ainsi créé.

Résumons en quelques lignes.

Paradoxal, mais simple

Les Français élisent la même personne à plusieurs postes parce qu'ils savent d'expérience qu'un cumulard fait mieux son travail - ou plutôt ses différents travaux - qu'un non-cumulard. Dans un tel système en effet, plus vous avez de fonctions, plus il vous est facile de bien remplir chacune d'elles.

Cela paraît paradoxal, mais c'est fort simple. Le système administratif bureaucratique est inextricable : pour le manipuler et le modifier, il faut le manipuler et le modifier. C'est-à-dire qu'un bébé en naissant n'est pas encore vivant, puisqu'un bébé ayant perdu ses fonctions est déjà mort...

(*) Sociologue.

Ce système est efficace. Il permet de contrebalancer la lourdeur et la rigueur administratives par les astuces, les inventions et l'humanité des cumulards petits et grands. Mais il est naturellement conservateur, et surtout, comme il est fondé sur des arrangements particuliers hors de toute publicité, il ne favorise pas le débat démocratique. Il présente effectivement de plus en plus de difficultés d'adaptation dans un monde plus rapide, plus ouvert.

Mais supprimer les cumulés sans que d'autre part on ait attaqué le cœur du système, c'est-à-dire le système administratif national, est une mesure démagogique dont les effets seront très défavorables.

La bureaucratie va s'alourdir encore et le seul contrepoids possible sera offert par les appareils des partis politiques. Comme ceux-ci ne sont rien moins que démocratiques et unanimement rejetés par les Français, la décentralisation ne risque malheureusement pas de progresser ni même de rester populaire.

Pour une bonne pratique du pouvoir

La politique ne doit pas devenir une profession

par FLORENCE D'HARCOURT (*)

ET voilà revient le serpent de mer de la limitation du cumul des mandats, une limitation dont beaucoup d'élus reconnaissent plus ou moins tacitement le bien-fondé.

Si le cumul des mandats doit s'inscrire dans le cadre plus vaste des réformes, c'est-à-dire des incompatibilités parlementaires, il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir quels sont les emplois privés ou publics incompatibles avec l'exercice de la fonction parlementaire, mais de définir quels sont les postes à caractère politique pourvus par voie d'élection et situés à différents niveaux institutionnels qu'un élu peut occuper simultanément.

Notons pour mémoire que le cumul des fonctions de ministre et de membre du Parlement est interdit chez nous en fonction de la séparation des pouvoirs, inscrite dans la Constitution.

Le problème du cumul des mandats, c'est-à-dire d'un mandat parlementaire et d'un mandat au titre d'une assemblée d'un niveau différent, se pose donc en d'autres termes. Il ne s'agit plus du sens strict de séparation des pouvoirs, mais de l'opportunité de faire représenter des collectivités publiques ayant parfois des intérêts opposés (État, régions, départements, communes) par une même personne, même si celle-ci offre des garanties de compétence : c'est ainsi que des conseillers généraux, qui sont en même temps des conseillers régionaux, auraient tendance à défendre leur département au sein de la région, ce qui n'est pas favorable à l'unité régionale.

Dans les pays occidentaux, l'expérience montre qu'une distinction se fait entre le niveau auquel on se place. Lorsqu'il s'agit d'assemblées provinciales ou à plus forte raison d'États dans les systèmes fédéraux, les cumulés de mandats sont interdits (Espagne, États-Unis) ou déconseillés (RFA). Seule la Grande-Bretagne admet, semble-t-il sans réserve, la possibilité de cumul.

Au niveau local, et toujours dans les pays occidentaux, on semble, par contre, tenir compte davantage de la

compétence que peut apporter un parlementaire à une assemblée locale, et les cumulés de mandats sont, en général, autorisés.

Dans la réalité, à l'étranger, il apparaît que, à la différence de la France où la détection par un parlementaire de mandats locaux est souvent considérée comme le signe d'une bonne implantation, les cumulés de mandats sont infiniment plus rares. On y paraît plus sensible à l'argument de bon sens et vérifié dans les faits que la multiplicité des mandats nuit à leur bon exercice. Enfin, et cela n'a été confirmé par Simone Veil, l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne, pour ce qui est du cumul d'un mandat de député européen, la même constatation doit être faite.

Les vœux de l'opinion

En réalité, une loi limitant le cumul des mandats est fort bien vue par l'opinion publique française. Les sondages récents le confirment largement : 73 % des Français sont contre le cumul des mandats. Et cet aspect des choses n'est pas étranger à l'initiative en la matière du pouvoir encore en place. Et même si une loi de ce type répond à un souci d'efficacité et de moralité, on ne peut s'empêcher de voir là une manœuvre des socialistes visant à limiter les dégâts aux prochaines élections, en quelque sorte mieux répartir la pénurie !

L'UDF a manifesté depuis toujours ses vœux en la matière. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Michel d'Ornano, Pierre Méhaignerie, André Rossinot, François Léotard et beaucoup d'autres se sont exprimés dans le sens de la limitation. Le rapport du socialiste

(*) Députée UDF des Hauts-de-Seine, conseillère régionale d'Ile-de-France.

Les vrais enjeux

Même après la décentralisation, le cumul garde une bonne part de son intérêt

par JACQUES RONDIN (*)

LA miraculeuse résurrection de la volonté de limiter le cumul des mandats répond, cela ne fait pas de doute, à un dessein politique à court terme : montrer que les grands mythes de la décentralisation d'une part (autonomie, responsabilité, démocratie locale contre unité nationale, autorité de l'État), les arguments techniques sur la compensation des charges financières de l'autre.

Les vrais problèmes, ceux que pose la définition des compétences respectives des différents niveaux de collectivités, ont été jusqu'ici abordés sans une vision claire des objectifs et des besoins : on a transféré les compétences de l'État au niveau où il les exerçait, c'est-à-dire, pour l'essentiel, au département. Mais il n'y a pas eu de réexamen global cherchant à répondre, pour chaque domaine de l'action publique locale, à la question : quel est le meilleur niveau de responsabilité ?

La limitation du cumul des mandats permettrait-elle d'élargir le vivier politique français, de diversifier une classe politique où dominent toujours les fonctionnaires, les professionnels libéraux et les agriculteurs ? On entre là dans le domaine des hypothèses. Du conseiller municipal au député, il y a environ en France 500 000 élus politiques, soit en gros 1 Français sur 100 : c'est dix fois plus qu'en Angleterre.

Il n'est pas impossible, dans ces conditions, que la limitation du cumul aboutisse à une nouvelle donne des mandats entre les seuls élus actuels au profit des non-cumulards plus qu'à une réelle diversification à une démultiplication des rôles plutôt qu'à une ouver-

ture réelle du jeu politique. Cette nouvelle répartition, qui la décidera ? Les appareils locaux des partis, dans la majorité des cas, ce qui confortera le poids croissant qu'ils occupent dans notre vie politique.

Bien sûr, certains gros cumulards sauront tirer parti de l'obligation où ils vont se trouver de céder une partie de leur portefeuille en organisant autour d'eux des réseaux d'élus fidèles. Mais qui dit que demain l'union du suffrage universel ne se transformera pas le fidèle en Brutus ? Y aura-t-il encore demain des notables à vie ? Le destin de Gaston Defferre n'annonçait-il pas celui de tous les grands élus ?

(*) Auteur du *Sacré des notables - La France en décentralisation*, Fayard, 1985.

Enfin, le Parlement lui-même risque de changer de visage. Et pas seulement parce qu'on y verra siéger un peu plus de monde. On peut imaginer ce que le Sénat, représentant organique des collectivités territoriales, conserve des liens étroits avec les maires et les conseillers généraux, qui lui fournissent son électoral, tandis que l'Assemblée nationale lissée, elle, des liens plus étroits avec les régions, dont elle partage désormais le mode de scrutin, la proportionnelle dans le cadre départemental.

Verra-t-on s'opposer des élus ayant une base très locale - la commune, le canton - et des contacts permanents avec leurs électeurs à des élus élus par les appareils de parti, et moins ancrés dans un territoire ? C'est l'une des nombreuses questions dont il faudrait aujourd'hui débattre.

COURRIER DES LECTEURS

La vie et la mort

A propos de la nouvelle doctrine du Vatican sur l'euthanasie, il est toujours choquant d'entendre l'Eglise prendre des positions bloquées et réactionnaires comme elle a toujours subi le faire dans le passé.

Elle burle au meurtre en parlant contre l'avortement, sous prétexte que le fœtus est vivant, et elle se prononce pour la « libre mort ». L'aimerais juste vous dire que le cortex cérébral, c'est-à-dire la substance nerveuse qui nous différencie des plantes, n'est en action qu'après la naissance. C'est-à-dire qu'un bébé en naissant n'est pas encore vivant, puisqu'un bébé ayant perdu ses fonctions est déjà mort...

JEAN-EMILE RUAZZA (Paris)

Un acte blâmable

Le journal télévisé de TF 1 nous a donné d'assister presque « en

direct » à la mort d'une petite fille colombienne. On la voyait s'enfoncer peu à peu dans l'eau, pendant qu'elle disait : « Je t'aime, papa ; Je t'aime, ma mère ; Je t'aime, mon frère (...). »

Donner en spectacle la mort d'un enfant est un acte blâmable, répréhensible moralement (...).

MIGUEL ANGEL SEVILLA (Paris)

Une liste, s.v.p.

Dans le Monde du 6 novembre, M. Alain Lipietz avance que si un État despotique contracte une dette, à des fins a priori douteuses, cette dette doit tomber avec la chute de la dictature. Il manque, me semble-t-il, à cet article une annexe, où M. Lipietz dresserait la liste des pays libres du Sud, de façon à éclairer les éventuels prêteurs.

ANDRÉ RODE (Paris)

PRIX GONCOURT

Yann QUEFFÉLEC

Les noces barbares
roman

GALLIMARD nrf

Mieux, il porte remède à la faiblesse des communications internes entre niveaux de l'administration en appuyant les initiatives des fonctionnaires de base auprès de leur chef de service au niveau départemental ou en se faisant même leur porte-parole : tous les fonctionnaires savent qu'il vaut souvent mieux passer par un élu que par la voie hiérarchique.

De même pour le président du conseil général en même temps député ou sénateur : son mandat parlementaire lui permet d'intervenir directement auprès des échelons les plus élevés des administrations centrales, ou des ministères eux-mêmes. Ce n'est pas un hasard si plus d'un président de conseil général sur deux est aussi parlementaire.

La décentralisation permet - en théorie et parfois en pratique - d'éviter certaines remontées à Paris, mais pas toutes : le cumul garde donc une bonne part de son intérêt, même après la décentralisation. Sur-tout, celle-ci crée une situation nouvelle qui rend les communications entre les communes, les départements, les régions plus difficiles qu'avant, puisque chaque collectivité est maîtresse d'elle-même et n'a pas de comptes à rendre aux autres.

Proposer une limitation drastique du cumul des mandats - le projet actuel est maximaliste - devrait donc conduire tôt ou tard à poser la question des relations entre com-

Savoir prendre des risques

Que serait la vie politique française si la limitation du cumul des mandats entraînait dans les faits ? A l'évidence, le cursus honorum de l'élus serait profondément transformé. Le cumul des mandats ne consisterait plus à accumuler le plus de mandats possible sur un même territoire, mais à choisir les mandats les plus pertinents à un moment donné, compte tenu du contexte local et national. A défaut de pouvoir théoriser, il faudrait savoir prendre des risques. Moins que jamais la carrière politique ne sera une sécurité : on peut s'étonner dans ces conditions que toute référence « au statut de l'élus » ait disparu du projet du gouvernement.

La limitation du cumul des mandats permettrait-elle d'élargir le vivier politique français, de diversifier une classe politique où dominent toujours les fonctionnaires, les professionnels libéraux et les agriculteurs ? On entre là dans le domaine des hypothèses. Du conseiller municipal au député, il y a environ en France 500 000 élus politiques, soit en gros 1 Français sur 100 : c'est dix fois plus qu'en Angleterre.

Il n'est pas impossible, dans ces conditions, que la limitation du cumul aboutisse à une nouvelle donne des mandats entre les seuls élus actuels au profit des non-cumulards plus qu'à une réelle diversification à une démultiplication des rôles plutôt qu'à une ouver-

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-31
Tél. : (1) 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

LE MONDE PUBLICITÉ SA
5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; É.-U., 1,20 \$; Grèce, 80 dr. ; France, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,200 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

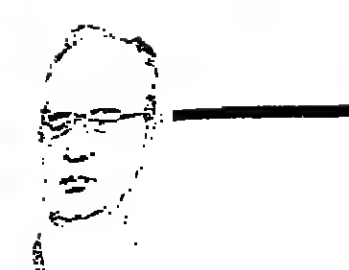
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande, une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395 - 2037



MM. Ronald Reagan et Mick Jagger ont présenté ensemble à la presse, au moment de leur rencontre, un communiqué de presse dans lequel ils déclarent que leur rencontre n'a été qu'un simple échange de salutations et qu'ils n'ont pas eu de discussions politiques.

Secret, sus

De notre envoyé spécial

Génér... La nouvelle est si... vous la dirons... Il est, ce m... un peu plus de... le président Rea... journalistes, avec un... d'information, avec un... tantin sadique... pratiquement achevé... M. Kurt Furgler, le... la Confédération helvétique... M. Reagan et... cocktail d'express... d'inform... le black-out pro... les journalistes... du carême proche. Vers... La petite phrase... de la Maison Blanche... à quinze heures... d'attente... Le dîner était poursuivi toute la nuit. Pendant ce temps, le... M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, prend soin, en début d'après-midi, de ne rien dire en privé. Il y a eu un nouveau télégramme de Gorbachev - il a duré soixante minutes - mais, comme c'est le troisième, ce n'est pas une nouveauté, cela devient une habitude des entretiens - qui ont lieu à l'ambassade soviétique et qui ont été portés sur les pages régionales (c'était prévu) - par M. Reagan, « sérieux, sérieux, respectueux » par M. Gorbachev.

Le secrétaire général soviétique M. Znamenski, le porte-parole du



Notre système fait d'incompétence. Et je sais de quoi je parle. Je jouis d'un pouvoir privé... J'ai la liberté de sentiment. Les cons, j'avais m'en ont donné. Ces citations sont de Pierre le livre-brûlot qui se cache le P.D. Que dit-il ? dénonce les illusions, contrôle plus rien au grand débat.



étranger



LE SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN DE GENÈVE

MM. Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev ont présenté ensemble à la presse, ce jeudi matin 21 novembre, les conclusions auxquelles ils sont parvenus à l'occasion de leur rencontre de Genève, marquée de bout en bout par une grande cordialité et sur laquelle aucune indisposition n'avait filtré, conformément au vœu des deux parties.

Le numéro soviétique devait, après la fin du sommet, regagner Moscou en faisant probablement une escale à Prague pour s'y entretenir avec M. Gustav Husak et, éventuellement, avec les diri-

geants d'autres pays socialistes. Il devait, auparavant, donner une conférence de presse à Genève.

M. Reagan ne devait, pour sa part, faire aucune autre communication publique avant d'avoir à Bruxelles, ce jeudi après-midi, rendu compte à ses alliés de l'OTAN du résultat de ses conversations avec M. Gorbatchev. Une douzaine de chefs de gouvernement - dont M. Kohl et M^{me} Thatcher - assistent à cette réunion, à laquelle la France est représentée par M. Roland Dumas, ministre des relations

extérieures. Le président Reagan avait par ailleurs l'intention de s'adresser au Congrès américain dans la soirée de jeudi (heure de Washington). Des émissaires de la Maison Blanche vont en outre se rendre dans différentes capitales pour y exposer l'analyse américaine des résultats du sommet de Genève.

A Paris, M. Dumas s'est félicité, mercredi, de l'atmosphère de cette rencontre, même si, a-t-il estimé, « il ne faut pas trop en attendre ». « Si les Deux Grands acceptent de continuer à se rencontrer, ce sera pour l'équilibre du monde une bonne chose et

pour la recherche du renforcement de la paix un événement heureux, a-t-il ajouté. La France se réjouira de ce premier succès. »

Dans un entretien accordé à la télévision du Qatar, à l'occasion de la visite de l'émir à Paris, M. Mitterrand a déclaré : « Il n'est pas possible qu'une conversation, fût-elle de quelques heures, suffise à régler des problèmes aussi complexes. Mais c'est une façon de procéder, c'est un climat de dialogue. »

Secret, suspense et ultimes négociations

De notre envoyé spécial

Genève. — « La nouvelle est si bonne que nous ne vous la dirons pas aujourd'hui ! » Il est, ce mercredi 20 novembre, un peu plus de 19 heures lorsque le président Reagan lance aux journalistes, avec un sourire digne du meilleur dentiste, cette réflexion un tantinet sadique. Le sommet est pratiquement achevé puisque nous en sommes aux adieux des Deux Grands à M. Kurt Furgler, le président de la Confédération helvétique, qui a invité MM. Reagan et Gorbatchev à un cocktail express dans sa résidence. Frustrés d'informations depuis le black-out proclamé la veille, les journalistes croyaient la fin du carême proche. Vains espoirs ! La petite phrase assassine du chef de la Maison Blanche nous condamne à quinze heures supplémentaires d'attente...

Le calvaire s'était poursuivi toute la journée. Rendait compte des entretiens du matin, M. Larry Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche, prend soin, en début d'après-midi, de ne rien dire ou presque. Il y a bien eu un nouveau tête-à-tête Reagan-Gorbatchev - il a duré soixante-neuf minutes - mais, comme c'est le troisième, ce n'est plus une nouvelle, cela devient une habitude. Les entretiens - qui ont eu lieu à l'ambassade soviétique et qui ont, semble-t-il, porté sur les crises régionales (c'était prévu) - ont été jugés « utiles » par M. Reagan, « animés, francs, sérieux, responsables » par M. Gorbatchev.

Le secrétaire général soviétique (M. Ziamiatine, le porte-parole du

Kremlin, le confirmera un peu plus tard) a eu, lors d'une interruption de séance, des paroles pleines de bon sens pour dresser un premier bilan : « Beaucoup de choses nous divisent, a-t-il dit, mais le monde respire mieux depuis nos entretiens. Des divergences sérieuses existent entre nous, mais nous sommes aussi d'accord pour améliorer notre compréhension réciproque. Le fait que cette rencontre ait eu lieu est important. »

M. Speakes confirme aussi qu'il a été question d'un voyage de M. Gorbatchev aux Etats-Unis, mais refuse de préciser si l'invitation a été acceptée. Il nous détaille, en revanche, tous les cadeaux échangés entre les Reagan et les Gorbatchev, jusqu'aux dimensions, au centimètre près, du coffret Chippendale qui va dorénavant orner l'intérieur du secrétaire général, sans oublier le motif floral du bol de porcelaine offert par M^{me} Reagan à M^{me} Gorbatchev.

Un quatrième tête-à-tête

La seconde prestation de la journée de M. Speakes, qui porte sur les entretiens de l'après-midi, n'est guère plus riche que la première. Nous apprenons cependant qu'il y a eu un quatrième tête-à-tête Reagan-Gorbatchev dans l'après-midi (total : quatre heures vingt-trois, à diviser par deux en raison de la traduction), et que les deux dirigeants ont chargé leurs collaborateurs de mettre au point une formule pour dresser un bilan de ce sommet qui, décidément, privilégie beaucoup la forme peut-être au détriment du fond. Les experts devront faire leurs

propositions à l'issue du dîner offert par M. Reagan à la délégation soviétique (c'est M. Gorbatchev qui avait « traité » la veille au soir la délégation américaine).

M. Speakes, qui esquivait avec adresse des rafales de questions, promet de revenir à l'heure du dîner fatidique. On comprend parfaitement alors que, du côté américain, on continue à rechercher une prestation médiatique de MM. Reagan et Gorbatchev pour enrouler les quarante-huit heures de la rencontre et alors qu'on se fait tirer l'oreille du côté soviétique. Le secrétaire général n'a-t-il pas déjà fait savoir depuis plusieurs heures qu'il tiendra, quoi qu'il en soit, une conférence de presse jeudi matin à 10 heures ?

C'est à 23 h 30 que M. Speakes est enfin habilité à annoncer la nouvelle : MM. Reagan et Gorbatchev participeront jeudi matin à 10 heures (la conférence de presse du secrétaire général est maintenue mais elle a été retardée) à une brève « cérémonie » au cours de laquelle ils exposeront leurs impressions à la suite du sommet et les décisions auxquelles ils sont parvenus.

S'agira-t-il d'un communiqué commun ? De déclarations séparées ? M. Speakes, manifestement, ne le sait pas encore. Il sait cependant que la « cérémonie » aura lieu au Centre de presse international. Nous aussi, puisque la bâtisse, qui vient d'être envahie par des agents de sécurité américains, soviétiques et suisses, va nous être interdite dans quelques minutes jusqu'au lendemain.

JACQUES AMALRIC.

M^{mes} Reagan et Gorbatchev ont posé la première pierre du musée de la Croix-Rouge

De notre correspondante

Genève. — S'il est un emblème qui écarte toute politique, c'est bien celui de la Croix-Rouge. Il a pris naissance à Genève en 1859 grâce à l'idée d'un banquier du cru, Henry Dunant, bouleversé par les horreurs de la guerre. C'est donc probablement sans arrière-pensées que les deux dames les plus importantes du monde se sont retrouvées le deuxième jour du sommet en compagnie de M^{me} Ursula Furgler, épouse du président de la Confédération, pour poser la première pierre du musée international de la Croix-Rouge. Geste qui ne fut, à vrai dire, que symbolique car les services de sécurité avaient estimé qu'il était dangereux pour les deux grandes dames d'être en contact avec du ciment. La pierre fut donc remplacée par un cylindre contenant des messages sur parchemin signés de M^{mes} Gorbatchev et Reagan.

La création de ce musée est due à l'initiative d'un délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Louis Marti. En mission à plusieurs reprises au Proche-Orient depuis la guerre de six jours, en Grèce au temps des colonels, où il réussit à visiter sans témoins des détenus politiques, puis au Bangladesh, au Liban et en Tchad, il s'était rendu compte que le monde ignorait presque tout de l'activité de la Croix-Rouge dans les conflits armés et dans les situations

de troubles internes. Le musée, qui ouvrira ses portes en 1988, est destiné à pallier cette lacune. Sa construction doit coûter 14 millions et demi de francs suisses, et son architecture sera totalement inédite. Le CICR et les autres institutions de la Croix-Rouge ne participent d'aucune façon à son financement, car leurs fonds doivent servir à des tâches humanitaires. C'est par conséquent une fondation privée qui est chargée de récolter les sommes nécessaires.

Un climat très détendu

M^{me} Nancy Reagan, tête nue, pull-over noir et manteau rouge, a souligné dans son discours le « rôle particulièrement important » qui revient à la Croix-Rouge « dans le monde trouble d'aujourd'hui ». Elle a exprimé le souhait que soit « gardé un but bien vivant dans nos cœurs : le bien de l'humanité ». Elle a offert pour le musée un chèque de 10 000 dollars, ce qu'elle a qualifié de « don symbolique », en précisant qu'il ne s'agissait que du coup d'envoi de la contribution financière de son pays.

Pour M^{me} Raïssa Gorbatchev, également tête nue, mais manteau gris garni d'un col de fourrure, la création de ce musée est bien plus qu'un « témoignage de reconnaissance envers ces femmes et ces hommes dévoués qui ont mis leur talent, leur énergie, leur emhou-

siasme et parfois même leur vie au service des humains ». Elle a ajouté que « les hommes peuvent avoir - et ont - une philosophie différente, mais il nous faut simplement trouver un langage commun lorsqu'il est question de la vie, de la santé et de l'avenir de l'homme ». Le gouvernement soviétique contribuera à la création du musée.

On ignore la forme que pourra revêtir cette contribution, mais on ne saurait affirmer que la compréhension de l'URSS envers l'action du CICR soit au beau fixe : les délégués du CICR ont été contraints de quitter l'Afghanistan et, qui plus est, ils n'ont jamais pu déployer la moindre activité en URSS, alors que même les dictateurs d'Amérique latine leur ont permis de fournir leur assistance traditionnelle, neutre et humanitaire, aux détenus politiques.

La cérémonie ne s'est pas moins déroulée dans un climat très détendu, et M. Marti a invité les épouses des deux hommes les plus puissants du monde à revenir ensemble à Genève pour l'inauguration du musée.

M^{me} Gorbatchev et Reagan devaient se retrouver, puis au cocktail offert par le président de la Confédération et enfin au dîner chez les Reagan, dans la demeure patricienne des environs élégants de Genève, où ils résident durant le sommet.

ISABELLE VICHNAC.

Pierre Dupont Gabriel. Le P.D.G par qui le scandale arrive.

« Notre système d'économie mixte est pervers, théâtral, ambigu, équivoque, fait d'incompétence partagée, de vanité savamment gérée et d'inefficacité. Et je sais de quoi je parle. »

« Je jouis d'un pouvoir absolu bien supérieur à celui de mes collègues du privé... J'ai la liberté d'exercer ce pouvoir à condition de donner quotidiennement le sentiment à l'administration qu'elle est utile... »

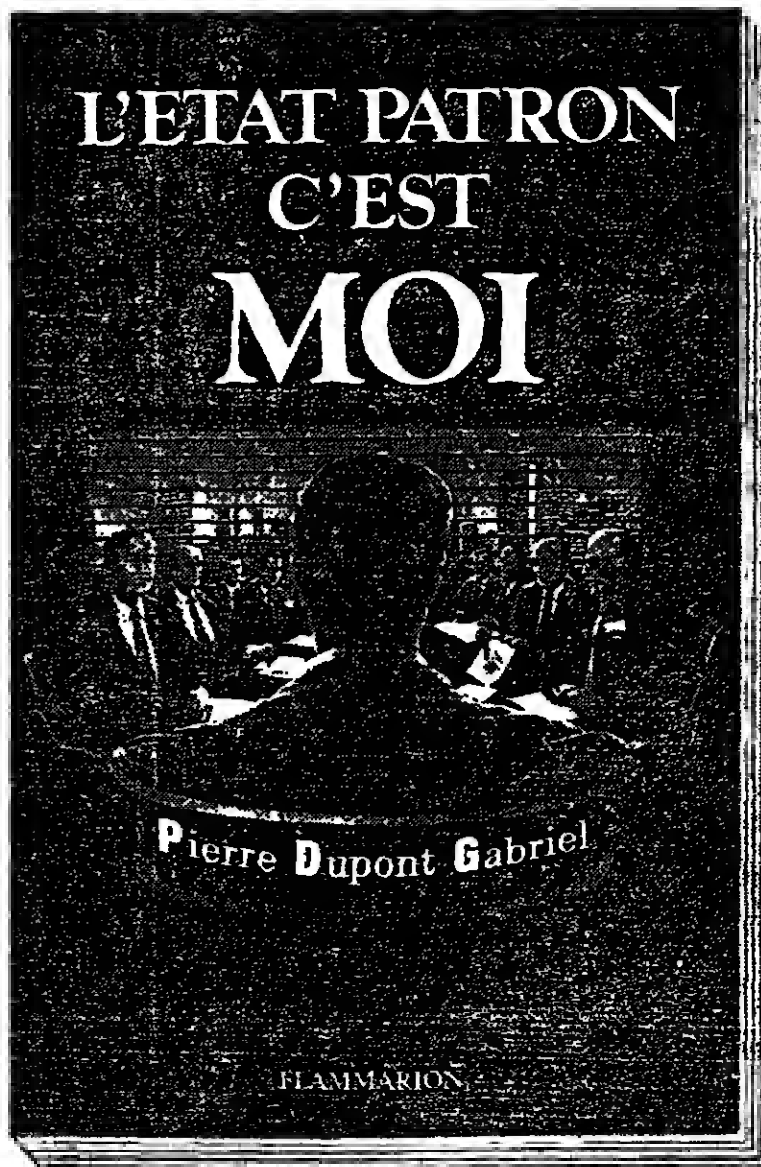
« Les cons, j'avais besoin d'un milliard de francs. J'en ai demandé trois, ils m'en ont donné deux. »

Ces citations corrosives, pleines d'humour, de force et de dérision, sont de Pierre Dupont Gabriel, auteur de « L'Etat-Patron, c'est moi », le livre-brûlot qui agite les classes dirigeantes. Sous ce pseudonyme se cache le P.D.G. d'une des plus grandes entreprises nationalisées.

Que dit-il ? Il témoigne, décrit les lieux de pouvoir les plus secrets, dénonce les illusions d'un gouvernement qui veut tout contrôler et ne contrôle plus rien, et apporte ainsi sa contribution insolente et documentée au grand débat sur les nationalisations.

266 pages, 80 F.

Flammarion



هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

LE SOMMET DE GENÈVE

De modestes espoirs chez ceux qui, à Moscou, « pensent autrement »

De notre correspondant

Moscou. — Le sommet de Genève a suscité un certain espoir chez ceux qui, à Moscou, « pensent autrement ». Mais il n'y a rien eu de comparable à l'effervescence provoquée, par exemple, il y a dix ans par la signature des accords d'Helsinki. Il y avait, à cette époque, une réflexion politique, une volonté de changer le système et toutes sortes de tentatives, libérales, social-démocratiques, etc. On cherchait un tel bouillonnement. D'ailleurs, affirme un candidat à l'écrit, chassé de ce titre de sa chaire à l'université de Moscou, « il n'y a presque plus de dissidents. Il faut oublier ce mot ».

Les trente-huit personnes qui ont apposé leur signature il y a trois semaines au bas d'un manifeste au nom du Groupe pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis sont encore plus isolées que ne l'étaient il y a dix ans les intellectuels. Ces « pacifistes indépendants », comme ils se définissent eux-mêmes, sont le dernier carré d'opposants déclarés.

Estimer que le désarmement est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour assurer la paix, ils proposent aux dirigeants soviétiques et américains une série de mesures supplémentaires. Ils réclament le développement des « échanges d'idées et des hommes ». Ils affirment qu'il est pour cela indispensable d'augmenter « la vente des périodiques, journaux et publications diverses » d'un pays à l'autre. Il faut, en outre, selon eux, « donner régulièrement la possibilité aux dirigeants de l'un de s'exprimer dans les médias, y compris la télévision, de l'autre ». Ils ont élaboré un plan anti-

alcoolique, remarque en souriant un des rares spécialistes russes de la psychanalyse. Celui-ci n'a une consultation dans un hôpital pour alcooliques. On ne peut le soupçonner d'un préjugé favorable puisque voilà des années qu'il a fermé et leur petite fille, il essaie, sans succès, de partir pour la France. L'OVIR (l'organisme qui délivre les visas), leur conseil d'ailleurs, selon la procédure désormais classique, de déposer des demandes pour Israël, alors qu'ils ne sont juifs ni l'un ni l'autre...

« Les intellectuels sont intéressés à la réussite du sommet de Genève, non pas par idéalisme, mais pour des motifs tout à fait égoïstes. Un succès pourrait ouvrir quelques espaces de liberté, par exemple, par la circulation des livres et des revues, des films étrangers », explique un jeune écrivain. « Pour les intellectuels de l'Ouest, un échec à Genève ne changerait rien à leur travail, à leur activité quotidienne. Pour nous, si. Et d'ailleurs, pas seulement pour nous. Les « tchinovniki », les bureaucrates du parti, les clercs de la culture officielle, souhaitent également des progrès à Genève. Ne serait-ce que parce qu'ils aspirent décrocher un voyage à l'étranger pour pouvoir acheter sans danger des cigarettes américaines », ajoute-t-il.

On est bien loin des utopies et des exigences du mouvement dissident d'il y a dix ans. Notre interlocuteur conclut, non sans ironie, que le sommet aura au moins permis la diffusion, le 16 novembre, sur la première chaîne de télévision, d'un film avec Lawrence Olivier et Katharine Hepburn. Voilà longtemps, en effet, que les spectateurs soviétiques n'avaient pas eu droit, le samedi soir, à un bon film américain.

On est bien loin des utopies et des exigences du mouvement dissident d'il y a dix ans. Notre interlocuteur conclut, non sans ironie, que le sommet aura au moins permis la diffusion, le 16 novembre, sur la première chaîne de télévision, d'un film avec Lawrence Olivier et Katharine Hepburn. Voilà longtemps, en effet, que les spectateurs soviétiques n'avaient pas eu droit, le samedi soir, à un bon film américain.

Lassitude

Les intellectuels non conformistes ou indépendants (les termes sont désormais plus adéquats que celui de « dissidents ») sont de toute façon un peu les des discussions de jadis, des manifestations et des pétitions, ainsi que de la cascade de perquisitions, arrestations, interrogatoires, reniement pour certains, départ dans les camps pour d'autres, qui ont suivi. Même le débat, d'ailleurs bien antérieur à la révolution de 1917, entre « slavophiles » et « pro-occidentaux » suscita désormais un bûlement d'ennui chez beaucoup d'intellectuels. « L'heure est à la vie privée, à la recherche des satisfactions individuelles, qu'elles soient matérielles ou esthétiques », affirme l'un d'eux.

Il y a en outre le phénomène Gorbatchev. Beaucoup d'indépendants sont conscients de leur isolement, ainsi que la popularité du numéro un. Il plaît aux femmes, surtout à cause de la lutte anti-

« Les intellectuels sont intéressés à la réussite du sommet de Genève, non pas par idéalisme, mais pour des motifs tout à fait égoïstes. Un succès pourrait ouvrir quelques espaces de liberté, par exemple, par la circulation des livres et des revues, des films étrangers », explique un jeune écrivain. « Pour les intellectuels de l'Ouest, un échec à Genève ne changerait rien à leur travail, à leur activité quotidienne. Pour nous, si. Et d'ailleurs, pas seulement pour nous. Les « tchinovniki », les bureaucrates du parti, les clercs de la culture officielle, souhaitent également des progrès à Genève. Ne serait-ce que parce qu'ils aspirent décrocher un voyage à l'étranger pour pouvoir acheter sans danger des cigarettes américaines », ajoute-t-il.

On est bien loin des utopies et des exigences du mouvement dissident d'il y a dix ans. Notre interlocuteur conclut, non sans ironie, que le sommet aura au moins permis la diffusion, le 16 novembre, sur la première chaîne de télévision, d'un film avec Lawrence Olivier et Katharine Hepburn. Voilà longtemps, en effet, que les spectateurs soviétiques n'avaient pas eu droit, le samedi soir, à un bon film américain.

On est bien loin des utopies et des exigences du mouvement dissident d'il y a dix ans. Notre interlocuteur conclut, non sans ironie, que le sommet aura au moins permis la diffusion, le 16 novembre, sur la première chaîne de télévision, d'un film avec Lawrence Olivier et Katharine Hepburn. Voilà longtemps, en effet, que les spectateurs soviétiques n'avaient pas eu droit, le samedi soir, à un bon film américain.

DOMINIQUE D'HOMBRES.



Doha

Tous les mardi et jeudi
Départ 20 h 50 d'Orly-Sud.
Arrivée 08 h 35 via Vienne.

Choisissez la qualité !
En première classe
comme en classe
Touriste, Austrian
Airlines vous offre un
service de haut niveau.
Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : 266.34.66

ANDRÉ ESSEL

“Des pages formidables”

Bernard Pivot
Apostrophes le 15.11.85

Le roman vrai d'un patron pas comme les autres

544 pages
99 F

je voulais changer le monde

Stock

UN ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EUROPÉENNES

L'élargissement de la CEE va encourager l'essor de nos régions du Sud

nous déclare M^{me} Lalumière

L'Assemblée nationale devait, ce jeudi après-midi 21 novembre, examiner deux projets de loi relatifs au fonctionnement financier de la Communauté européenne, puis celui qui concerne l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, M^{me} Catherine Lalumière précise, dans l'entretien qu'elle nous a accordé, les conséquences de cet élargissement et la façon dont se pose désormais, selon elle, la question de la réforme des institutions communautaires.

« L'adhésion de l'Espagne et du Portugal doit devenir effective dans quelques semaines. Que va y gagner la CEE ?

« Je suis persuadée que cette adhésion, qui permet au Sud de faire contrepoids au Nord, renforce l'Europe. L'Europe des démocraties sera confortée par l'arrivée de ces deux nouveaux membres, qui nous offrent également de nouveaux débouchés économiques au plan industriel et même agricole. Je songe, par exemple, à nos possibilités d'exportation de céréales, de lait, de viande...

« Certains ne vont-ils pas nous reprocher d'avoir négocié trop vite et d'avoir ainsi sacrifié des intérêts nationaux ou régionaux ?

« Ceux qui ont ouvert ces négociations — il y a huit ans ! — souhaitent les terminer beaucoup plus rapidement. En 1979, le ministre des affaires étrangères de l'époque (1) déclarait qu'elles dureraient seulement trois ans. Vous voyez que nous avons été réalistes et prudents. D'autre part, n'oubliez pas que les négociations qui ont précédé les autres élargissements ont été, en comparaison, presque bâclées. Un travail fantastique a été accompli pour préparer l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Tous les observateurs crédibles admettent que nous avons mis au point de bonnes réformes préventives, des garanties très sérieuses au niveau du traité et des mesures d'accompagnement intéressantes.

« Les producteurs de fruits et légumes et de vin manifestent tout de même beaucoup d'impatience. Qu'avez-vous fait pour eux ?

« Nous avons, en quelque sorte, mis la maison en ordre, avant d'accueillir nos nouveaux hôtes, et nous avons fait précéder l'élargissement de réformes internes dans différents domaines : fruits et légumes, viticulture, pêche, questions financières, etc. Au sein du traité, tous les chapitres et garanties ont été travaillés en profondeur, point par point : industrie, sidérurgie, agriculture, vie, pêche... Rien n'a été négligé. La plupart des organisations professionnelles concernées nous ont d'ailleurs délivré des satisfecits pour le nombre et la qualité des précautions mises en place. Les apprentis sorciers, qui, imprudemment, annoncent leur intention de renégocier, feraient bien de consulter non seulement la Constitution française et les traités, mais aussi, et pour d'autres raisons, les professionnels concernés.

« Qu'avez-vous prévu pour les régions méditerranéennes françaises les plus touchées par l'élargissement ?

« Nous avons obtenu à Bruxelles des mesures financières d'accompagnement afin de préparer au mieux l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ce sont les fameux programmes intégrés méditerranéens (PIM) qui doivent permettre à ces régions de se restructurer et de consolider leur économie. D'ailleurs, l'élargissement va contribuer à désenclaver nos régions du Sud, ce qui va encourager leur essor.

Un grand marché intérieur

« La mise en place d'un grand marché intérieur avant 1992 semble être devenu un objectif prioritaire de la Communauté. Quelle est la position de la France à l'égard de ce projet ?

« Le marché intérieur est effectivement une priorité dégage par le conseil européen de Milan, en juin dernier. Une Europe à deux va regrouper trois cent vingt millions de consommateurs ! Il nous faut exploiter cette dimension. C'est une donnée fondamentale pour la modernisation de nos entreprises. Il y a chez nos partenaires deux conceptions différentes du marché intérieur.

« La conception étroite s'inspire des options libéro-économiques traditionnelles, et prône la constitution d'un grand marché européen supprimant les obstacles, les normes techniques et les disparités de législation qui s'opposent à la mise en œuvre effective des libertés de circulation : des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. Il s'agit, en fait, de constituer une vaste zone de libre-échange, mais sans ossature véritable.

« Dans la conception plus large, qui est celle de la France, l'intérêt d'un grand marché intérieur doit reposer sur un environnement homogène pour les entreprises et les autres acteurs économiques.

« Un environnement seulement économique ?

« Economique... et social ! Nous pensons donc qu'il faut à la Communauté de nouvelles politiques et mieux prendre en compte l'intérêt commun, par exemple en matière monétaire, fiscale, commerciale. Pour ma part, je crois essentielle une avancée du droit des sociétés facilitant l'implantation et le développement des entreprises dans les Etats membres. Un grand marché intérieur suppose également un espace social européen, et donc, le rapprochement des législations sociales, du droit du travail et des systèmes de protection. Il faut promouvoir le dialogue social à l'échelle européenne.

L'Union européenne

« L'élargissement et l'objectif d'un grand marché intérieur ne rendent-ils pas nécessaire la réforme des institutions communautaires en faveur de l'Union européenne ?

« C'est un enjeu qui répond, ainsi que le soulignait récemment le président Mitterrand, à « la nécessité de prendre ».

sité de porter l'Europe aux dimensions que commande l'histoire ». Depuis quelques mois, nous nous réunissons au sein d'une conférence intergouvernementale qui doit présenter un certain nombre de propositions au conseil européen de Luxembourg, en décembre. Il devrait être décidé de réformer certaines clauses du traité de Rome en matière d'institutions communautaires, et de renforcer la pratique d'une coopération politique aussi bien en matière de politique extérieure que de sécurité européenne. Du côté français, nous souhaitons aussi la création de l'Union européenne qui regrouperait la Communauté économique et la coopération politique.

« Selon quels principes généraux ?

« Disons, d'une manière un peu schématisée, qu'il s'agit de donner à la Commission des moyens de gestion, de faciliter au conseil des ministres la prise de décisions rapides, de reconnaître au Conseil européen le rôle d'initiateur des grandes lignes de la politique européenne. Nous cherchons aussi les moyens d'associer davantage le Parlement européen aux décisions et aux initiatives européennes.

« En renforçant ses pouvoirs ?

« Les attributions du Parlement européen suivront en quelques décennies une évolution par étapes, semblable à celle que les Parlements nationaux ont connue au cours des siècles. La réflexion actuelle s'organise autour d'un renforcement de la coopération et de la concertation entre le Parlement et les autres institutions. Dans cet esprit, nous nous interrogeons sur des procédures telles que l'avis conforme du Parlement pour certaines décisions, ou encore sur les modalités d'une navette entre le Parlement et le Conseil aboutissant à des décisions inspirées par les deux institutions.

« L'amélioration du fonctionnement de la Communauté ne suppose-t-elle pas que l'on prenne davantage de décisions par vote à la majorité — et non pas à l'unanimité ?

« Certainement ! Et, dans ce but, nous étudions la possibilité de prendre, dans certains cas, des décisions à la majorité, alors que le traité prévoit encore l'unanimité. D'autre part, il est certainement nécessaire de solliciter, de rendre plus rare, le recours au fameux « droit de veto ».

« Croyez-vous que l'Europe puisse être, si peu que ce soit, un enjeu des prochaines élections législatives françaises ?

« C'est possible. Mais il faudra que chacun se pose honnêtement la question : « Pourquoi une Communauté et pour y faire quoi ? » Le gouvernement français n'est pas européen par mode, ou parce que cela fait décoratif dans un programme électoral. Les propositions françaises en faveur de la réforme institutionnelle du grand marché intérieur, et même du passage de Dix à Douze, sont inscrites dans une seule et même politique : moderniser l'Europe comme nous modernisons la France. Parce qu'il serait vain de faire à l'échelle nationale ce qui doit nécessairement être fait à l'échelle du continent. C'est sans doute là que nous nous séparons de ceux qui, par tricherie, fuient devant les décisions difficiles à prendre.

« Non seulement nous avons pris à bras le corps le dossier européen, mais nous ne perdons jamais de vue la nécessaire cohérence de nos politiques nationales de redressement et de relance européenne. Voilà une bonne raison pour que l'idée européenne soit, en toile de fond, un enjeu de 1986. »

Propos recueillis par
BERNARD BRIGOLEUX.

(1) M. Jean François-Ponce.

A Bruxelles

MM. MARIN ET MATUTES
SERONT
LES DEUX COMMISSAIRES
ESPAGNOLS

Madrid (Reuters). — Le gouvernement espagnol a désigné, mercredi 20 novembre, ses deux commissaires à la CEE. Il s'agit de MM. Manuel Marin, principal négociateur de l'adhésion de son pays au Marché commun, et Abel Matutes, vice-président de l'Alliance populaire (opposition). Leur nomination prendra effet au 1^{er} janvier 1986, lorsque l'adhésion de l'Espagne et du Portugal sera devenue effective. M. Marin se verra confier le poste de commissaire aux affaires sociales.

TOUS LES BÂTIMENTS
DE GUERRE DU MONDE

TOUTES LES PUISSANCES
MARITIMES EN PRÉSENCE

flottes de combat
1986

Le seul annuaire
qui donne les caractéristiques
de tous les bâtiments de guerre du monde
(6500 répertoriés) ainsi que celles des armes et
équipements embarqués.

EDITIONS MARITIMES
A. PORTHEMER

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
boutiques, bureaux,
fonds de commerce
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 40 ans
“Les Annonces”

En Vente Partout 4,00 F et 36 F. MAIRIE, 76011 PARIS

AMÉRIQUES

LES ÉLECTIONS DU 24 NOVEMBRE AU HONDURAS

Un test pour la politique de Washington en Amérique centrale

De notre envoyé spécial

Tegucigalpa. — Les élections générales qui doivent avoir lieu, dimanche 24 novembre, au Honduras sont d'abord un test pour la politique des États-Unis en Amérique centrale. Il s'agit sans doute pour les électeurs de désigner un président (trois personnalités pouvant aspirer à la vice-présidence), les 132 députés du nouveau Congrès national (soit cinquante de plus que l'actuelle Chambre) ainsi que les membres des 284 municipalités. La très longue campagne électorale n'a pas été exempte d'incidents féroces et de trahisons, de rumeurs de coups d'État, de querelles de sous-préfecture. La plus grave a opposé l'actuel chef de l'État, Roberto Suazo Cordova, au Congrès, qui le soupçonnait de vouloir se maintenir au pouvoir.

Dernier épisode, la semaine dernière, de cette bataille heureusement arbitrée par les syndicats, l'Église et les forces armées : des coups de revolver ont été échangés, sans mal, dans l'enceinte du Congrès entre députés du Parti libéral (au pouvoir) et du Parti national (dans l'opposition). On peut ajouter, pour compléter le tableau très « couleur locale » de ce scrutin, que les deux principales formations, libérales et nationales, sont chacune divisées en plusieurs tendances présentant des candidats à la présidence.

Quatre pour le Parti libéral (Efraín Giron, Carlos Roberto Reina, Oscar Mejía Arellano et José Azcocha Hoyo), trois pour le Parti

national (Fernando Lardizabal Guilbert, Juan Pablo Urrutia et Rafael Leonardo Callejas, ce dernier en tête des sondages). Deux autres formations sont en lice : le Parti innovation et unité, le PINU, qui présente Enrique Aguilar Paz à la présidence ; et la démocratie chrétienne, à la fois influente et minoritaire dans le pays, qui soutient Hernán Corrales Padilla. Neuf prétendants donc pour un seul siège auquel le Dr Suazo s'accroche encore, semble-t-il, un peu plus qu'il ne conviendrait.

Mais l'essentiel, au-delà de ces péripéties, est que le Honduras est en train de perdre son image tradi-

Pour la première fois, si tout se passe bien, l'alternance démocratique va fonctionner...

tionnelle de république bananière somnolente. Pour la première fois, si tout se passe bien, l'alternance démocratique va fonctionner : un président civil transmettant paisiblement le pouvoir à son successeur, civil, régulièrement élu. En cent soixante et une années d'une indépendance souvent plus formelle que réelle — à l'ombre de la United Fruit ou du gouvernement des États-Unis — le quatre-vingt-troisième gouvernement qui sortira du prochain scrutin pourrait être exemplaire, à plus d'un titre.

L'expérience des Honduriens dans l'exercice du suffrage universel est plutôt modeste. Les révolutions de palais et les coups d'État ont été plus nombreux que les élections libres. Cette fois, on leur demande aussi de voter pour trancher les différends au sein des Partis libéral et national : les élections du 24 novembre sont également des « primaires ». Plusieurs centaines d'observateurs internationaux sont arrivés à Tegucigalpa pour ce nouvel « exercice démocratique » en Amérique centrale, après ceux, très controversés, du Salvador et du Nicaragua en 1984. Les militaires, chargés de veiller au bon déroulement du scrutin, ont solennellement promis de « respecter la volonté du peuple ».

Et les soldats ont reçu l'ordre cette semaine de déléter les civils des armes, blanches ou à feu, qu'ils pourraient encore par habitude avoir conservées sur eux. Le mythe de Sisyphe...

Une puissante base militaire américaine

L'administration Reagan ne cache pas son intérêt pour une consultation qui devrait, selon elle, renforcer en Amérique centrale le courant « démocratique et pro-américain ». Mais les choses sont plus complexes. Le Honduras, depuis trois ans, a été progressivement envahi par la présence de bases militaires américaines. Il a été transformé — à l'occasion en l'occurrence — à la fois en une puissante base militaire nord-américaine capable de frapper à tout moment aussi bien au Salvador, contre les guérilleros du Front Farabundo Martí, qu'au Nicaragua, accusé par Washington de menacer la sécurité de ses petits voisins. Spectateurs très réticents au début, les Honduriens sont devenus à leur corps défendant des acteurs à temps partiel.

Profondément et par nature pacifique, préoccupé par la menace des péris, il ne pouvait plus ignorer qu'il se trouvait au cœur d'un jeu de conflits régionaux. Aussi la politique croissante de l'option hondurienne est-elle très nette. Et le Honduras est un allié moins docile des États-Unis qu'il ne paraissait. Significativement, huit des neuf candidats à la présidence ont exprimé leur hostilité à la présence sur le territoire national de bases de la Contra. Cette présence pourtant évidente et prouvée a été et continue d'être niée par le gouvernement du docteur Suazo.

Les soucis des militaires

La thèse officielle est qu'il n'y a pas de rebelles nicaraguayens au Honduras. Une thèse contredite par les multiples témoignages de tous ceux qui ont circulé dans les régions frontalières. Seul Oscar Mejía Arellano, candidat du Parti libéral et du docteur Suazo à la présidence, a « oublié » le problème brûlant de la Contra peccant sa campagne.

La manière d'aborder les relations avec le Nicaragua sandiniste domine en fait la vie politique du Honduras, le plus pauvre de tous les pays d'Amérique centrale. Et les militaires, dont le poids en coulisses reste déterminant, n'échappent pas davantage aux questions que se posent les politiciens et l'homme de la rue. Comment éviter d'être de plus en plus entraîné dans un conflit redouté et refusé, alors que l'aide américaine est indispensable à la survie d'une petite nation appauvrie.

ASIE

Thaïlande

Les relations entre le pouvoir civil et l'armée demeurent difficiles

Le procès des auteurs de la tentative de coup d'État du 9 septembre — dont certains sont en fuite ou réfugiés à l'étranger — doit s'ouvrir à Bangkok le 4 décembre, alors que la tension persiste entre le pouvoir civil et une partie au moins de la hiérarchie de l'armée.

De notre correspondant

Bangkok. — Ce qui était d'abord apparu comme la tentative désespérée d'un petit groupe de soldats conduits par un colonel rayé des cadres s'est révélé être un complot bien plus complexe. On s'en aperçut lorsque furent arrêtés un ancien premier ministre, le général Kriangsak Chomanan, un ancien commandant suprême, le général Sern Na Nakkhon, plusieurs autres officiers et anciens officiers, des chefs syndicalistes et des dirigeants étudiants. Les suspects furent presque tous incarcérés et, le 25 octobre, les plus importants d'entre eux ont été formellement accusés de sédition, un délit passible de la peine de mort (le Monde du 26 octobre).

Un mandat d'arrêt a également été lancé contre deux anciens directeurs de tonnes, interdites fin 1984 par décret royal. L'un d'eux, M. Ekayuth Anchanburi, disparu depuis des mois, a été aperçu en compagnie des rebelles le 9 septembre. Depuis, il est introuvable. Ces tonnes avaient au cours de ces dernières années pris une importance telle que, non sans raison, le ministre des finances s'en était inquiété : certaines cagnottes brassaient des milliards de bahts (1), sommes qui échappaient à tout contrôle fiscal ou bancaire. Les militaires étaient parmi les plus gros « actionnaires » de ces tonnes, qui offraient des taux d'intérêt allant jusqu'à 750 % l'an.

Le fond le plus célèbre était incontestablement celui qu'animait une ancienne employée de la Compagnie nationale du pétrole, M^{me} Chamoy Thipso (connue dans tout le pays sous le nom de « Mae » (maman) Chamoy). Pendant un temps, elle se crut à l'abri de toute enquête. N'était-elle pas protégée par le commandant en chef de l'armée, le général Arthit Kamlaog Ek lui-même ? Pourtant, « Mae » Chamoy est aujourd'hui en prison (le Monde du 8 octobre). Depuis son incarcération, la police a retrouvé des dizaines de kilos d'or, des monceaux de bijoux, des millions de bahts en liquide, une véritable flotte de voitures de luxe, des terrains et des comptes en banque mystérieusement vides. Le procès de « Mae » Chamoy est en cours, et la dernière audience s'est déroulée à huis clos, l'un des témoins à charge ayant expliqué que sa déposition allait mettre en cause des personnalités d'importance nationale.

Certains estiment que la perspective du procès de « Mae » Chamoy et les révélations gênantes dont il sera, le cas échéant, l'occasion, avaient été l'une des causes de la tentative de coup d'État, certains militaires voulant, à tout prix, éviter des révélations sur leurs pratiques financières.

Les rapports entre le pouvoir civil et l'armée restent, en effet, délicats. Issus souvent de milieux ruraux, ayant relativement peu de contacts avec l'étranger, la plupart des militaires comprennent mal les étalages d'opinions divergentes et les querelles d'intérêts de la vie publique. Les politiciens leur apparaissent souvent comme des gens qui ajoutent à la confusion au lieu de contribuer à l'ordre social.

Quelques jours avant l'élection du gouverneur de Bangkok (le Monde du 16 novembre), les radios et télévisions militaires ont déclenché une vague de critiques acerbes contre les parlementaires et les politiciens, accusés « de se quereller entre eux sans jamais rien faire d'utile ». Ces propos du général Arthit lui valurent une ferme réplique de plusieurs députés, surtout de ceux du Parti démocrate, un parti considéré par nombre de militaires comme « inamical ».

JACQUES BEKAERT.

(1) Un baht = 0,3 F environ.

GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Patrick Besson



PATRICK BESSON

Dara

ROMAN

GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

SEUIL

Rien n'est plus mauvais pour un P.D.G. qu'une artère bouchée.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

le nouvel **Observateur**

LES PRÉVISIONS DES PLUS GRANDS ÉCONOMISTES MONDIAUX

Milton **FRIEDMAN** (U.S.A.) - Hans-Jurgen **KRUPP** (Allemagne)
 Lester **THUROW** (U.S.A.) - Lawrence **KLEIN** (U.S.A.)
 Serge-Christian **KOLM** (France) - Jean **DENIZET** (France)
 Raul **PREBISCH** (Argentine)

en exclusivité, la carte du monde des chances de sortir de la crise

avec la participation d'Alain **CHEVALIER**
un grand dossier dirigé par Georges **VALANCE**.

هكذا من الأصل

EUROPE

Espagne

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES EN GALICE

La gauche morcelée dans un fief de l'opposition

De notre correspondant

Madrid. - Les Galiciens se rendent aux urnes le dimanche 24 novembre pour élire leur Parlement régional, le deuxième depuis l'instauration de l'autonomie dans cette région, située au nord-ouest de l'Espagne, en 1981. Paradoxalement, cette consultation semble susciter davantage d'intérêt à Madrid qu'en Galice même. Elle fait en effet figure de « primaire » avant les élections générales prévues pour 1986, et les nationalistes galiciens n'ont sans doute pas tort lorsqu'ils accusent les partis « madrilenos » d'effectuer dans leur région une simple « répétition générale » des joutes électorales prévues pour l'an prochain. Les Galiciens, de leur côté, semblent d'autant moins motivés par ces élections qu'ils sont loin d'attacher à leur autonomie la même importance que les Basques et les Catalans. L'abstention (53 % des électeurs en 1981) est d'ailleurs traditionnellement élevée dans cette région rurale et peu politisée, et la manière dont s'est déroulée la campagne électorale n'était pas de nature à renforcer les motivations des intéressés. Les

attaques personnelles ont dans l'ensemble tenu lieu d'arguments politiques, et les slogans (« Une Galice pour tous », « Construire la Galice », « En avant la Galice ») n'ont certes pas brillé par leur originalité. La formation conservatrice Alliance populaire s'est, sans conteste, montrée la plus active dans cette région qui constitue l'un de ses fiefs traditionnels : c'est elle qui contrôle depuis 1981 la Xunta, le gouvernement autonome galicien. Originaire lui-même de cette région, le président national de l'Alliance populaire, M. Manuel Fraga, a personnellement mené tambour battant la bataille électorale de sa formation, parcourant quelque six mille kilomètres en trois semaines. Actuel président de la Xunta, M. Gerardo Fernandez Albor est à nouveau le candidat du parti de M. Fraga. Chirurgien de renom, lié aux secteurs nationalistes modérés, il a une image de modéré qui devrait lui permettre de récupérer une bonne partie de l'électorat centriste qui s'était prononcé en 1981 pour l'Union du Centre démocratique, aujourd'hui dispersée. L'Alliance populaire espère de la sorte con-

rir cette fois la majorité absolue, un objectif qui paraît toutefois difficile au vu des sondages. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) présente de son côté comme tête de liste M. Fernando Gonzalez Laxe. Ancien directeur général de la pêche dans l'administration socialiste à Madrid, il est moins connu de l'électorat local que son principal rival. La Galice est d'ailleurs pour les socialistes une région difficile : c'est elle qui a été le plus touchée par la politique de reconversion de la construction navale menée durant ces deux dernières années par le gouvernement de Madrid (le chômage atteint 35 % de la population active à Vigo!). En outre, l'inquiétude y est très vive à la veille de l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

Deux formations se disputent à la fois l'électorat centriste et la position-clé de « parti-charnière » entre l'Alliance populaire et le PSOE. D'une part, le Centre démocratique et social (CDS) de

M. Adolfo Suarez et, de l'autre, le nouveau Parti réformiste démocratique (PRD) de M. Miguel Roa, qui entend se constituer sur la base d'une fédération de partis nationalistes modérés. Le PRD, qui connaît à cette occasion son véritable baptême électoral, sera représenté par la formation « Coalición gallega », et devance le CDS dans les sondages. Enfin, les communistes abordent à nouveau cette consultation sous le signe de la division : au PCE « officiel » de M. Gerardo Iglesias s'oppose en effet désormais le nouveau « Parti communiste révolutionnaire » qui vient de fonder son pré-décesseur, M. Santiago Carrillo. Le PCE devra en outre compter avec les nationalistes de gauche de la formation « Esquerra gallega » et ceux, plus radicaux, du « Bloque nacionalista gallego » : une profusion de partis de gauche pour un électorat qui pourait l'un des plus conservateurs d'Espagne!

THIERRY MALINIAK.

A TRAVERS LE MONDE

MALAISIE

Affrontements meurtriers entre extrémistes musulmans et policiers

Kuala-Lumpur. - Dix-huit personnes ont été tuées et vingt-neuf autres blessées, mardi 19 novembre, lors d'affrontements qui se sont produits dans l'Etat de Kedah, dans le nord de la Malaisie, et qui ont opposé des extrémistes musulmans à la police. Selon le ministre de l'intérieur, M. Musa Hitam, les incidents ont éclaté alors qu'un contingent de deux cents policiers tentait de procéder à l'arrestation du dirigeant pro-ibyen d'un groupe de musulmans extrémistes et d'une trentaine de ses hommes. Plusieurs centaines de villageois armés de couteaux, de haches et d'armes à feu se seraient alors opposés à l'arrestation, déclenchant l'affrontement. Quatre policiers et quatorze civils ont péri au cours d'une bataille rangée de plusieurs heures. Plus de cent cinquante personnes, y compris des femmes et des enfants, ont été arrêtées. Mercredi, un couvre-feu a été décrété dans le district où ont eu lieu les affrontements. Tous les rassemblements ont été interdits sine die dans les Etats à forte densité musulmane du nord de la péninsule. - (Reuters, UPI, AFP.)

POLOGNE

Un opposant victime d'une crise cardiaque pendant son procès

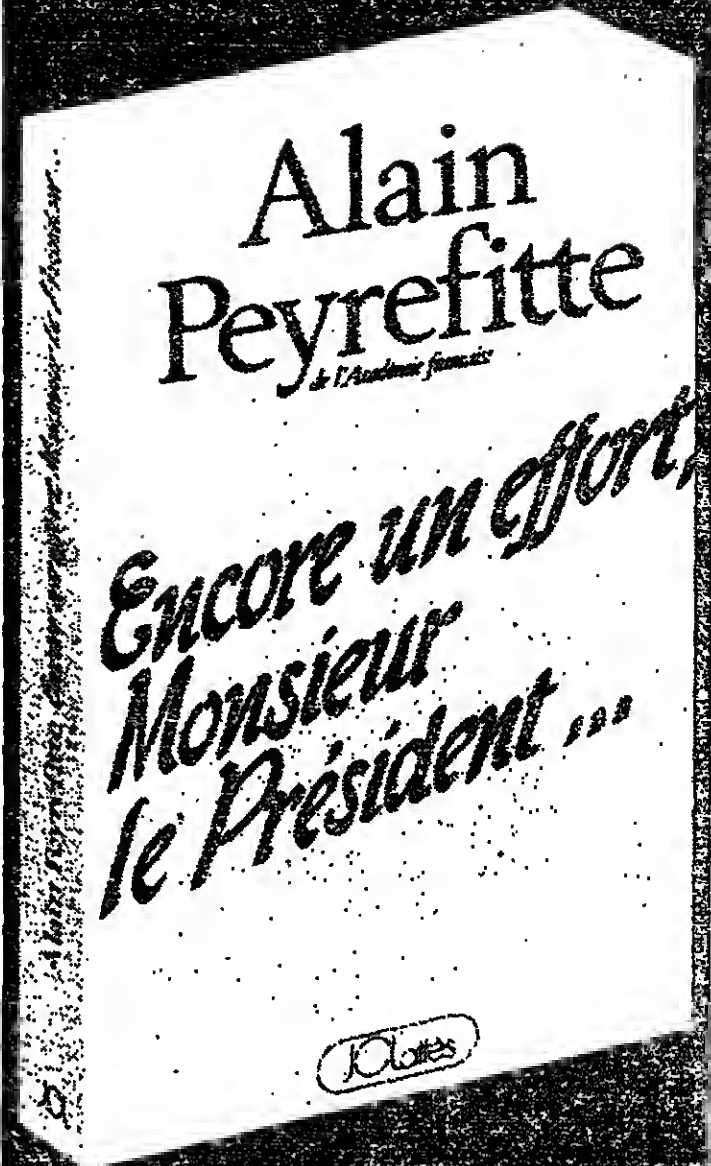
Varsovie. - Un juriste polonais proche de l'opposition démocratique, M. Antoni Lenkiewicz, cinquante ans, a été victime d'une crise cardiaque pendant son procès le mardi 19 novembre à Wrocław et hospitalisé d'urgence. M. Lenkiewicz était jugé pour « utilisation de la force » contre des policiers et « détournement de biens publics », en compagnie de son frère Tadeusz et d'un étudiant, M. Bogdan Giermek. Ces deux derniers, qui avaient tenté de s'interposer alors que M. Lenkiewicz était interpellé et brutalisé par des hommes en civil, ont été condamnés à un an et demi de prison ferme et à une forte amende. L'incident s'était produit dans le cour d'une église de Wrocław où M. Lenkiewicz venait de prononcer une conférence sur le maréchal Józef Pilsudski, principal artisan de la restauration d'un Etat polonais indépendant en 1918. M. Lenkiewicz, qui n'était déjà déclaré souffrant, s'est effondré alors que son procès durait déjà depuis plusieurs heures. Le procès avait été qualifié de nombreux incidents. Des interpellations - en particulier celle d'un professeur de l'école polytechnique - ont été opérées parmi la centaine de personnes qui n'étaient pas venues à l'entrée du tribunal. - (AFP, Reuters, UPI.)

ANGOLA

Luanda disposerait de huit cent dix lanceurs de missiles

Selon le magazine britannique Jane's Defence Weekly (spécialisé dans les questions de défense), huit cent dix postes de tir de missiles (du SAM-2 au SAM-6, de fabrication soviétique) sont actuellement déployés dans le Sud angolais. Cette information a été transmise à Jane's par un responsable militaire sud-africain. Elle signifierait, pratiquement, que les militaires angolais (probablement aidés par des conseillers militaires soviétiques et cubains) disposent de plusieurs milliers de missiles pour approvisionner ces lanceurs. Jane's indique qu'un réseau ultra-sophistiqué de radars, capables de suivre les mouvements aériens de la partie septentrionale de l'Afrique du Sud, a été déployé en Angola et au Mozambique, offrant à ces deux pays de nouvelles capacités d'interception. Indispensables aux missiles, ces systèmes radars serviraient également aux avions de combat. En Angola, ils surveilleraient la moitié nord de la Namibie, notamment les bases aériennes sud-africaines d'Ondangwa et d'Oshana. Ceux déployés au Mozambique « couvriraient » les bases aériennes d'Hoedspruit, Pietersburg, Pretoria, ainsi que tout le Swaziland, précise Jane's. - (AFP.)

"UN BONHEUR D'INTELLIGENCE"



"De bout en bout, un bonheur. Un bonheur d'équilibre, de compréhension, de raison. Un bonheur surtout d'intelligence. Chaque phrase fait mouche." Jean d'Ormesson, Figaro Magazine

"Un livre complexe, nuancé, audacieux, le plus attachant sans doute parmi ceux qu'il a consacrés à la France. Il pousse l'analyse bien plus loin qu'on ne l'a fait jusqu'ici." Maurice Duverger, Le Monde

"Il me bouleverse. Dans tous ses livres, on retrouve la même aisance. Il a le génie français, il est le génie qui fut français, de dire simplement les choses les plus profondes. Pas une page de ce grand classique de la littérature politique qui ne brille de l'un de ces feux." Pierre Chaunu, Le Figaro

"Livre vif, mais profond, et qui vient de loin pour tomber à son heure." Claude Imbert, Le Point

"Il stimule sans ostentation. De très loin, le texte le plus élaboré, le mieux étayé, le plus brillant qu'ait su produire l'école neo-libérale depuis 1981." Alain Duhamel, L'Express

"Le meilleur livre d'Alain Peyrefitte, aux mille et un agréments : clair, habile, accumulant les faits, les références. Il atteint sa cible." Jean David, V.S.D.

"Un chef-d'œuvre de littérature politique. Par son art suprême d'épistoler, le Voltaire du XX^e siècle." Paul Guich, Voix du Nord

J.C. LATTES

Royaume-Uni

Le secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord molesté à Belfast par des manifestants unionistes

De notre correspondant

Londres. - Le secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, M. Tom King, a été rudement malmené, le mercredi 20 novembre, à Belfast, par des manifestants unionistes, conduits par le pasteur Paisley. M. King a ainsi reçu une confirmation pour le moins « frappante » des sentiments de colère et de violence qui se développent actuellement dans les milieux politiques de la communauté protestante depuis la signature de l'accord anglo-irlandais la semaine dernière.

Alors qu'il se rendait à l'hôtel de ville, M. King a été arrêté sur les marches du bâtiment par un groupe de plusieurs dizaines de militants du Parti unioniste démocratique (DUP), le plus virulent des deux principaux mouvements parlementaires loyalistes de la province. L'accusant d'être un « traître » et un « républicain », les manifestants, qui brandissaient l'Union Jack et le drapeau de la province, ont rapidement débordé le service d'ordre. Un collaborateur du secrétaire d'Etat a été jeté à terre et M. King lui-même saisi au col, a été frappé de plusieurs coups de poing. Il n'a pas été blessé, mais a dû battre en retraite pour regagner sa voiture blindée.

Entre autres images étonnantes retransmises par la télévision, on a pu voir celle de la silhouette imposante de M. Ian Paisley, courant dans la rue à la poursuite du véhicule... L'homme d'Eglise et leader du DUP, a ensuite sommé une nouvelle fois la police (en grande majorité protestante) de choisir « son camp ».

Cette manifestation annonce des jours difficiles pour l'administration britannique, désormais boycottée au niveau local et parlementaire par les partis unionistes, alors que ces derniers prévoient un rassemblement de masse dans les rues de Belfast pour samedi prochain 23 novembre.

FRANCIS CORNU.

● Les comptes suisses de l'IRA. - Le tribunal fédéral helvétique a ordonné, mercredi 20 novembre, à la Société de banque suisse de communiquer à Scotland Yard des informations sur les comptes ouverts au nom de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). La requête de la police a été formulée dans le cadre de l'affaire de l'enlèvement, en novembre 1983, du directeur d'une chaîne de magasins alimentaires pour lequel une rançon de 5 millions de livres (60 millions de francs) avait été demandée. - (Reuters.)

Grande-Bretagne

La télévision toujours bannie de la Chambre des communes

De notre correspondant

Londres. - Il s'en est fallu de douze voix seulement, mais dans la soirée du 20 novembre la Chambre des communes n'en a pas moins repoussé une fois de plus l'« intrusion » des caméras de télévision dans ses locaux. Ses débats continueront d'être retransmis uniquement par la radio, alors que depuis le mois de janvier la Chambre des lords a tenté l'expérience, après bien des hésitations, et s'en trouve finalement satisfaite, au point d'y avoir trouvé une raison supplémentaire de se rappeler à l'attention du public et de faire valoir la qualité de ses délibérations et leur caractère souvent très critique à l'égard du gouvernement.

Mais les Communes, l'assemblée parlementaire qui a servi de modèle à tant d'autres dans le monde, continue d'être l'une des rares à refuser encore l'épreuve des caméras. Des personnalités des deux bords de l'Assemblée, comme l'ancien leader travailliste, M. Michael Foot, ou l'ancien premier ministre conservateur, M. Edward Heath, ont souligné cet anachronisme en affirmant que les Communes ne pouvaient plus longtemps refuser au public ce

qui doit être désormais considéré comme un droit. Les partis avaient laissé à leurs membres la liberté de voter en conscience sur cette question qui leur est posée depuis près de vingt ans et l'a encore été il y a deux ans. Il ne s'agissait cette fois que de faire un essai, mais l'opposition de M. Thatcher - qui a échangé d'avis à plusieurs reprises ces derniers mois - semble avoir été déterminante. Le premier ministre est d'avis que l'introduction de la télévision risque de perturber le jeu subtil du fonctionnement de l'Assemblée. Elle soulignait que l'expérience soit limitée aux « grandes occasions » et qu'on contrôle très strict de la réalisation des émissions et de leur « équilibre politique » soit imposé. D'autres ont reconnu plus clairement que la télévision présenterait parfois un bien piètre spectacle, tel celui donné récemment par des membres de l'extrême gauche travailliste quittant leurs bancs pour empêcher un ministre de parler en allant lui déchirer les feuillets de son discours. Ou encore celui, en 1976, de M. Michael Heseltine, aujourd'hui ministre de la défense, s'emparant de la masse d'arme du speaker pour menacer d'en frapper ses adversaires.

F. C.

inlingua
PARIS RIVE DROITE
16 ans de références dans l'ENSEIGNEMENT des LANGUES
● toutes langues ● français pour étrangers
● spécialistes du cours individuel
● organisation de cours dans les entreprises
Documentation détaillée sur simple demande
172, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. 47.63.89.72 et 46.22.45.85

Editions L'HERMÈS
LA RESISTANCE
A LYON
Prix Charles 1981 de l'Académie de Lyon
Prix littéraire de la Résistance 1983
C'est le récit minutieux, exhaustif des événements qui se sont déroulés entre le 19 juin 1940 et le 3 septembre 1944.
2 vol., 1050 p., ill., 220 F
L'HERMÈS
31 r. Pasteur LYON 7
23 r. du Départ PARIS 14^e

فكزا من الأصل

La technologie est une ressource mondiale

Notre actif est une question de personnes.

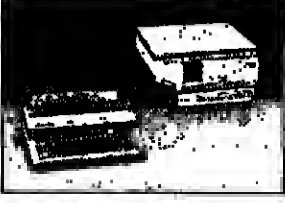


A la base de notre entreprise, les gens. Ceux qui créent nos produits et ceux qui s'en servent. Ils ne figurent certes pas à l'actif de notre bilan, mais nous savons qu'ils représentent la plus précieuse de nos ressources.

La technologie au service des gens

La technologie fait désormais tout à fait partie de notre existence. Elle contribue à notre style de vie, elle influence notre vie professionnelle et elle améliore la qualité de nos loisirs. Mais pour la contrôler, il faut lui redonner des dimensions humaines. C'est ce que nous cherchons à obtenir, chez Canon. Qu'il s'agisse de conception, de fabrication ou de commercialisation, Canon s'assure que la technologie répond aux exigences des utilisateurs.

Il y a dix ans, quand nous avons mis pour la première fois un microprocesseur dans un appareil photo SLR, nous avons mis la photographie professionnelle à la portée des amateurs. Et récemment, nous avons permis à tout un chacun de posséder un copieur.



Désormais, la technologie de la cartouche, qui élimine pratiquement les pannes et constitue le principe de nos copieurs individuels, transforme également le reste du matériel de bureau — des équipements micrographiques aux imprimantes à laser.

La technologie Canon aide également les gens de manière beaucoup plus inattendue. Prenez le Canon Communicator. Cet appareil compact se porte sur soi pour permettre à ceux qui ont des problèmes de langage ou

aux handicapés moteurs d'imprimer un message sur une bande-papier. Ou encore nos appareils photo rétinien, dont la sophistication contribue à faciliter l'établissement d'un diagnostic médical précis grâce à des photos extrêmement sensibles de l'œil humain.

Créer une nouvelle industrie en Europe

Les individus Canon et les produits Canon sont aussi internationaux que les marchés qu'ils desservent. Près d'un tiers de nos 30.000 employés n'est pas japonais. En fait, un sur six est Européen. Et nos dix-sept unités de vente implantées localement offrent un service efficace et personnalisé dans toute la région où elles sont.

Nos plans à long terme ont toujours compris une relation avec nos partenaires étrangers qui toucherait la production aussi bien que les ventes. Depuis 1973, les copieurs Canon NP sont fabriqués à Giessen, en R.F.A. Et à Liffre, en France, nous fabriquons des copieurs individuels depuis 1984. Ces usines ont réussi à tel point que la plupart des copieurs que nous vendons en Europe sont fabriqués en Europe. Nous fabriquons également des machines à écrire électroniques à Liffre.

Une prospérité dont chacun profite

Nos usines de fabrication soutiennent non seulement nos employés mais aussi de nombreuses industries locales, puisque de plus en plus de nos pièces détachées et fournitures viennent de ces industries. Sans parler du secteur tertiaire, de la restauration aux sociétés de transport, ou de nos investisseurs européens qui possèdent 25 pour cent de notre stock.

Mais nous ne nous contentons pas de partager nos bénéfices. Nous investissons également en ressources humaines. Nous formons les revendeurs et les représentants, les techniciens et les cadres. Et dans la foulée, nous échangeons bien davantage et apprenons à nous connaître. Et en fin de compte, c'est peut-être le plus important.

Canon

M. E
de la « sa »
notre envoyée spéciale
Le maraton pour M. R.
qui, parti de Sai
au nord de l'île de la R
est originaire, a ra
22 novembre. Ses
au sud, avec de no
étapes dans les co
de Saint-Paul, d
de l'étang-Sa, d
Joseph et du Tampion.
commencée par u
l'union des coopérat
la journée s'est ach
tombée, au mil
et des chants de bie
franchi
Cécile a été à l'ho
comme « tout Ré
pas marche s
tout Réunionnaie
pas marcher sur l
et les danses n'oi
pas fait oublier les « d
que connaît l'île et q
des mares a voulu év
acquiesçant l'ancien ph
ce « compatriotes » de
l'archaïsme » de
commerciaux, le coût pr
logements, le chô
absence de part
avec la métropole, l'
de sentiment lancin
subies », de subir u
à injustifié avec le
séparément d'outre-mer
un manque de « coh
« Nous avons l'esp

M. L. Bernard Villette, député
notre correspondant
M. Bernard Villette, député
de la 1^{re} circonscription
de la Seine-Saint-Denis, a
présenté, sa lettre de dé
mission. Il revendiquait la
liste socialiste pour la
région parisienne, décla
rant que Michel Boucheron,
député sortant, maire
de la 1^{re} circonscription de la
Seine-Saint-Denis, assistant du
président du conseil de M. Mitte
rand, ne pouvait pas être
présenté. M. Villette a affirmé qu'aucune
compromission n'avait été proposée,
qu'il ne s'agissait pas de non-négociable
mais d'un principe.

APPEL AUX FRANÇAIS DE SENSIBILITÉ COMMUNISTE

Cet espace vous est offert par RCH, l'hebdomadaire des communistes dans la gauche

مكتبة الأمل

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Barre à la Réunion : de la « sagesse », pas de promesses

De notre envoyée spéciale

Le Tampon (La Réunion). — Journée marathon pour M. Raymond Barre qui, parti de Saint-Denis, au nord de l'île de la Réunion dont il est originaire, a rallié, le mercredi 22 novembre, Saint-Pierre, au sud, avec de nombreuses étapes dans les communes de Saint-Paul, d'Avrora, de l'Étang-Salé, de Saint-Joseph et du Tampon.

Sagement accompagné par une visite de l'union des coopératives d'éleveurs, la journée s'est achevée, à la nuit tombée, au milieu des danses et des chants de bienvenue à l'irrésistible « frappeur ». « La p'tite Crête » était à l'honneur, celui qui comme c'est tout Réunionnais ne se laisse pas marcher sur les pieds.

Les chants et les danses n'ont pourtant pas fait oublier les « difficultés » que connaît l'île et que chacun des maires a voulu évoquer en accueillant l'ancien premier ministre, ce « compétiteur » : la sécheresse, l'archaïsme des circuits commerciaux, le coût prohibitif des logements, le chômage, l'absence de parité sociale avec la métropole, et toujours ce sentiment lancinant d'être « oublié », de subir un « amalgame » injustifié avec les autres départements d'outre-mer, de souffrir d'un manque de « considération ». « Nous avons besoin

qu'on prenne parti pour nous », affirmait M. Paul Bénard, le maire de Saint-Paul.

« Des mesures sont nécessaires pour que cette île cesse d'être une belle île en hélicoptère », poursuivait le maire des Avrora, M. Lacaille.

Peu enclin à des concessions, M. Barre, corrigent le tir quand il le fallait : « Beaucoup de progrès ont été accomplis... Tous les gouvernements ont beaucoup fait pour cette île », n'a pas cherché à présenter un programme. « Des programmes, des promesses, vous en aurez dans cette période électorale, mais cela ne vous avancera pas d'un pas. Rien n'est plus dangereux que les promesses que l'on ne peut pas tenir. Ce qui réussit, c'est ce qui est sérieux et raisonnable. » Il a convié les Réunionnais à participer à l'effort de redressement de la France, qui connaît une situation difficile à associer leurs efforts à ceux de la métropole, comme cela avait pu être le cas, à l'inverse, en janvier 1980, quand le cyclone Yacine avait nécessité l'octroi à la Réunion de 450 millions de francs.

Jamais sans doute l'ancien premier ministre n'avait autant évoqué son action à la tête du gouvernement de 1978 à 1981. Et pas seulement pour marquer son attachement à l'île et l'intérêt qu'il y portait quand il était au pouvoir. A la Réunion, mercredi, il n'était pas simplement un compatriote de retour chez les siens.

Même s'il a fait de nombreuses allusions à son enfance dans l'île, aux mœurs de sa famille enterrée dans un cimetière proche, il était, surtout l'ancien premier ministre, celui qui pourrait occuper demain les plus hautes responsabilités, comme n'ont cessé de le prédire les élus locaux qui se pressaient à ses côtés sur les estrades.

Celui aussi qui insistait sur la situation géographique de l'île « en avant-poste » de l'océan Indien : « On l'oublie jamais, il n'y a dans ces mers aucun autre représentant de l'Europe que vous. » Celui encore qui, en dépit du détachement qu'il affiche vis-à-vis de la politique politicienne, a su prendre le temps d'examiner la situation électorale de l'île avant les législatives et de plaider pour l'union de l'UDF et du RPR au nom de la « sagesse ».

A ce langage, M. Bénard, sénateur (app. RPR), resté farouchement hermétique. Il a annoncé, quelques minutes après avoir reçu M. Barre dans sa ville, qu'il constituait sa propre liste : « Il faut secouer le cocotier, même si des cacahouates tombent. » Pourtant, M. Bénard, au milieu des élus UDF et RPR, assistait le soir même à la grande réunion publique organisée à Saint-Pierre, qui a rassemblé quelque cinq mille personnes.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Le « oui mais » de la droite et des communistes au droit d'expression des salariés

Les lois Auroux, lors de leur vote en 1982, avaient été accusées de tous les maux. Aujourd'hui, elles sont entrées dans les mœurs, ou presque. La démonstration en a été donnée le 19 novembre à l'Assemblée nationale. Les députés devaient débattre de la nécessité, ou non, de pérenniser une de ces fameuses lois, celle sur le droit d'expression des travailleurs, qui, il y a trois ans, n'avait été adoptée que pour une période d'essai allant jusqu'au 31 décembre 1985.

Il ne s'est trouvé personne pour souligner que l'expérience prouve que, tout le monde, au contraire, s'est félicité des conditions dans lesquelles elle s'était déroulée. Avec des nuances, quand même.

Le plus critique a été M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine). Pour lui, « le bilan est très faible », tout simplement parce que « les lois Auroux sont devenues des chiffons de papier », les droits nouveaux ayant été vidés de leur substance. Pour un communiste la preuve est facile : Si la droite juge acceptable, aujourd'hui, ce qu'elle refusait hier, c'est bien qu'il s'est passé quelque chose qui ne peut être sa conversion à l'intérêt des travailleurs. La clé de l'enigme, c'est que le patronat a réussi à utiliser ces nouveaux droits dans le cadre de « la flexibilisation de la société ».

Les communistes n'ont pas pourtant au bout de leur logique ; ils ont approuvé ce texte de pérennisation, sous réserve que « sa discussion devienne l'occasion d'une réflexion », alors même que tous leurs amendements avaient été repoussés.

La droite, tout aussi embarrassée, a reconnu, par les voix de MM. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) et Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), que ses prévisions catastrophiques d'il y a trois ans ne s'étaient pas réalisées. Si, finalement, elle s'est abstenue, c'est que ce texte étend l'obligation de négocier, pour tenter de mettre en œuvre un droit d'expression des salariés, aux entreprises de moins de 200 personnes, y compris celles de moins de 50 salariés si elle disposent d'une section syndicale. L'apposition aurait préféré que seule la possibilité de négocier fût ouverte aux petites et moyennes entreprises.

La position du PS était plus facile, puisqu'il lui suffisait de faire remarquer que, tout s'étant bien passé, il n'y avait pas de raison de ne pas continuer. M. Ghislaine Thutin (PS, Paris), rapporteur de la commission des affaires sociales, espère même que cette pérennisation permettra une « relance » de la mise en œuvre de ce droit d'expression, dont elle a bien dû reconnaître qu'il s'est un « peu essouffé » ces derniers temps.

Retour aux subventions spécifiques pour les petits commerces

La dotation globale d'équipement des communes ne représente, financièrement, pas grand-chose : 2,4 milliards de francs en 1986, alors que les communes dépensent, pour s'équiper, 55 milliards de francs. Mais c'est un sujet politiquement brûlant, les 36 000 maires de France étant des « grands électeurs ». Aussi

tous avaient-ils salué, en 1982, sa création, qui permettait aux maires d'échapper à la tutelle de l'administration. Chacun a dû convenir, néanmoins, que le mécanisme de cette dotation n'était pas adapté aux petites communes. D'où le projet gouvernemental de créer, pour les communes de moins de 2 000 habitants, des subventions spécifiques, réparties par les préfets après avis d'une commission d'élus.

Comme au Sénat, qui a repoussé ce texte le 6 novembre, tous les intervenants à l'Assemblée nationale, le mercredi 20 novembre, ont voulu se montrer les meilleurs défenseurs des élus. M. Dominique Frelaud (PC, Hauts-de-Seine) a expliqué que la non-participation de son groupe au vote par son souhait que soit accoré le crédit de l'Etat pour cette DGE. C'était déjà la position de la droite sénatoriale et, donc, de M. Jean-Pierre Soisson, qui s'est plaint aussi d'un recul de la décentralisation et de la complexité du texte, ce qui a amené le RPR et l'UDF à voter contre.

Les socialistes ont pensé que cette réforme vaux mieux que la situation actuelle. Ils ont amélioré le cas des communes touristiques, prévu une situation particulière pour les DOM-TOM, modifié la composition de la commission d'élus, notamment en supprimant la présidence de droit du président du conseil général.

● Mise en valeur de la forêt : chaque s'est félicité de l'accord intervenu, en commission mixte paritaire, avec la majorité sénatoriale sur ce projet (Le Monde daté 12-13 mai, 23-24 juin, 6 octobre et 2 novembre). C'est donc à l'unanimité que le texte de la CMP a été approuvé, après qu'il eût été adopté un amendement de précision du gouvernement. Ce texte est définitivement voté, puisque le Sénat l'a adopté, dans les mêmes conditions, un peu plus tard dans la soirée.

● Fonds spécial de grands travaux : la cinquième tranche de ce fonds est, elle aussi, définitivement adoptée, les députés l'ayant, après les sénateurs, approuvée (le PC et la droite s'abstenant) le mercredi 20 novembre. Pour récolter 6 milliards de francs, qui devraient permettre 16 milliards de travaux, le prix des produits pétroliers sera augmenté de 2,5 centimes par litre en décembre 1986.

Th. B.

La discussion budgétaire au sénat

LA COMMISSION DES FINANCES S'OPPOSE AUX RECETTES

Le Sénat a commencé, ce jeudi 21 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1986. La commission des finances réunie la veille a débattu de la première partie du budget relative aux recettes. Conformément à la décision des groupes de l'opposition majoritaire au palais du Luxembourg, elle a décidé de donner un avis négatif sur cette partie assorti de cinq amendements proposant la suppression d'autant d'articles du projet (la reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière ; l'actualisation des seuils et la majoration conjoncturelle de l'impôt sur les grandes fortunes ; la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers ainsi que sur le gaz naturel et par « coordination » de ces suppressions, celle de l'article d'équilibre).

Le rejet de la première partie auquel la majorité sénatoriale entend aboutir entraîne le non-examen de la seconde consacrée aux dépenses, ministère par ministère. M. Henri Duffaut, sénateur socialiste du Vaucluse, a présenté lors de la réunion de la commission des finances une motion faisant part de son souhait de voir examiner les fascicules budgétaires. Cette motion a recueilli l'approbation de neuf commissaires (PS, PC et M. Joël Moynet, sénateur Gauche démocratique de Charente-Maritime), onze votant contre.

De son côté, M. Hélène Luc, présidente du groupe communiste — lequel a l'intention de déposer une trentaine d'amendements sur les articles de la première partie du projet de budget — estime que la prochaine loi de finances étant une loi de « droite », la majorité « de droite du Sénat se livre à toute une comédie pour ne pas avoir à se prononcer sur un texte qu'elle aurait pu présenter et défendre elle-même ».

● Le conseil des ministres a nommé M. Robert Bono, inspecteur général de la santé publique et de la population, et M. Gilles Jobannet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, directeur de l'Etablissement public des invalides de la marine.

M. Bernard Villette, député de la Charente, quitte le PS

De notre correspondant

Angoulême. — M. Bernard Villette, député de la 2^e circonscription de la Charente, a rendu public, le mardi 19 novembre, sa lettre de démission du PS. Il revendiquait la deuxième place sur la liste socialiste pour les élections législatives, derrière M. Jean-Michel Boucheron, également député sortant, maire d'Angoulême. La fédération de la Charente lui a préféré M. Germaine Lambert, vingt-huit ans, assistante du parti et petit-neveu de M. Mitterrand. M. Villette affirme qu'aucune compensation ne lui a été proposée, ni à un rang inférieur de non-éligible ni sur la liste régionale.

Une liste alternative, qui rétablissait M. Villette à la deuxième place, a recueilli la majorité dans dix-neuf sections sur les trente-deux que compte la fédération, mais la grosse section d'Angoulême a rétabli la situation et la liste fédérale a obtenu 181 voix contre 248. La convention nationale du PS des 9 et 10 novembre a ratifié ce choix.

La lettre de démission de M. Vil-

lette qualifie cette décision de « désobéissance et injustice à l'égard d'un militant sincère et dévoué de longue date », et de « politiquement stupide ». M. Villette avait adhéré au PS en 1974, et se rattachait au courant A (mitterrandiste). Elu conseiller général de Cognac-Nord en 1979, il avait perdu son siège le 10 mars 1985 au profit de M. Hardy, maire de Cognac, RPR, qu'il avait lui-même battu au deuxième tour des législatives de juin 1981. M. Hardy conduisait la liste de l'union de l'opposition aux prochaines législatives.

J.-P. D.

● L'Office foncier de Nouvelle-Calédonie a été la cible d'un nouvel attentat dans la nuit du 20 au 21 novembre. La villa d'un quartier résidentiel de Nouméa qui abrite provisoirement les services centraux de cet organisme a été incendiée. Du mobilier et de nombreux dossiers sont partis en fumée. Le siège de l'Office avait déjà été l'objet d'un attentat à l'explosif quelques jours avant les élections régionales du 29 septembre dernier sur le territoire. — (Interim.)

Selon la SOFRES

L'ÉCART SE CREUSE EN FAVEUR DE LA DROITE

Si les élections législatives avaient lieu maintenant, la gauche recueillerait 36 % des suffrages, et l'opposition de droite, avec le Front national, 60 %. C'est ce qu'indique le dernier sondage de la SOFRES sur les intentions de vote des Français, réalisé du 7 au 13 novembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié par le Figaro.

Lors de la précédente enquête de la SOFRES, le rapport gauche-droite s'établissait à 38 %/59 %. A gauche, le PC, crédité de 10 % des intentions de vote, et le PSU et l'extrême gauche (2 %) restent stables tandis que le PS (22 %) et le MRG (2 %) perdent chacun un point par rapport au mois dernier.

Dans l'opposition de droite, le Front national (9 %) gagne 0,5 point et les divers droits (6 %) 2,5 points. Le RPR et l'UDF, en revanche, accusent une baisse de deux points : crédités de 45 % des intentions de vote en octobre, ils recueillent ce mois-ci 43 % des suffrages.

CUMUL DES MANDATS

Les députés socialistes durcissent le projet du gouvernement

La commission des lois de l'Assemblée nationale a approuvé, le mercredi 20 novembre, le rapport de M. Jean-Pierre Worms (PS Saône-et-Loire) sur le cumul des mandats. Les socialistes ont durci le dispositif proposé par le gouvernement.

Un amendement de l'UDF qui devait de 9 000 à 30 000 habitants la population des villes dont le mandat de maire est compris dans la liste limitative des fonctions électorales ne pourra cumuler un homme politique a été repoussé. En revanche, la majorité a assimilé aux mandats des conseils généraux des territoires français d'outre-mer et aux fonctions des adjoints au maire des villes de plus de 100 000 habitants ceux des maires des arrondissements de Lyon et de Marseille (ceux de Paris étant déjà pris en compte par le projet gouvernemental). Cette nouvelle disposition ne concernerait que M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF au Palais-Bourbon. Cette initiative a renforcé la grogne des

députés UDF, qui en général sont favorables à ce projet, à condition de pouvoir l'assouplir. Or leur leur a été refusé.

M. Worms a clairement expliqué la raison de ce refus, en déclarant au terme de la réunion : « Pour aboutir au vote de ce projet, je souhaite négocier avec le Sénat les conditions de son acceptation par la majorité sénatoriale, sans que soit remis en cause l'axe du dispositif : la limitation à deux mandats par élu ».

La commission des lois a aussi précisé les conditions d'application de cette future législation. Elle n'entrerait en vigueur qu'au lendemain des élections de mars prochain. Dès mars 1986, les députés seront concernés, les autres hommes politiques n'étant obligés de renoncer à certains mandats qu'au fur et à mesure des échéances électorales. Ainsi, d'après M. Worms, ce n'est qu'en 1989 que sera totalement respectée par tous les élus l'interdiction du cumul de plus de deux mandats.

A GAUCHE TOUS

APPEL AUX FRANÇAIS DE SENSIBILITÉ COMMUNISTE

Cet espace vous est offert par RCH, l'hebdo des communistes dans la gauche

Dans l'affrontement actuel entre la gauche et la droite sur l'avenir du pays, notre préoccupation primordiale d'anciens militants ou sympathisants du PCF est de favoriser le rassemblement de toutes les forces populaires et de contribuer à ce que le processus de transformation sociale, entamé en 1981, se poursuive et s'approfondisse.

Nous constatons qu'aujourd'hui, le PCF ne mène plus ce combat. L'intervention des travailleurs de sensibilité communiste aux côtés du PS est nécessaire pour que la gauche continue à gouverner. Les meilleures traditions de la culture communiste telles que la mise en cause radicale du capitalisme, l'expression des aspirations du

monde du travail, l'influence des idées marxistes dans la lutte des classes constituent une contribution irremplaçable à l'action de la gauche. Nous appelons toutes celles et tous ceux qui partagent ces préoccupations à faire en sorte que l'ensemble des travailleurs et des démocrates restent dans leur camp, celui de la gauche.

1. Marius ARMANDO - 2. Léon BATAILLE - 3. Gérard BELLOIN - 4. Henri BERTHOLET - 5. David BLOCH - 6. Jean-Paul BOSSAVIT - 7. Serge BRIAND - 8. Jean BRUGIE - 9. René BUIH - 10. Pierre CAPPANERA - 11. Jean CESSAT - 12. Huguette CHABAN - 13. Gisèle CHARLOT - 14. Michel CHARLOT - 15. Didier CHARTIER - 16. Anita CHICARD - 17. Gérard CHOUGHAN - 18. Jacques CLOAREC - 19. Charles COCU - 20. Pierre COIRIER - 21. Daniel COHEN - 22. Jean-Louis COHEN - 23. William COHEN - 24. Lucien CURZI - 25. Claude DALIBERT - 26. Eric DAUTRIAT - 27. Simone DEBAZAC - 28. Monique DECHAUD-FERBUS - 29. Monique DE DOMINICIS - 30. Louis DE GIORGI - 31. Philippe DEPONT - 32. Claude DETRAZ - 33. Michel DISEZ - 34. Josiane DUBOIS - 35. Elisabeth DUCHE - 36. Tony DUCHE - 37. Patrick DUMOND - 38. Robert DUMONT - 39. Jeanine ECHARD - 40. Sylvie ELISADE - 41. Jean ELLENSTEIN - 42. Samuel ETTEGUE - 43. Gaby EVIEUX - 44. Roger FAJNZYLBERG - 45. Henri FISZBIN - 46. Jean-Claude FONDROS - 47. Michel FORESTIER - 48. Jacques FOULON - 49. Jean FRAYSSE - 50. Michel GAUTHIER - 51. Bernard GIBAUD - 52. Christiane GILLES - 53. Eugène GUILLEVIC - 54. Georges HECKLI - 55. Daniel HERRERO - 56. François HINCKER - 57. Michel JORANO - 58. Eddy KENIG - 59. Yann KERBRIOU - 60. Gaston KOTZKI - 61. Didier LABUSSIÈRE - 62. Jeanine LACHAUD - 63. Serge LACHAUD - 64. Guy LACDUR - 65. Guy LAUDINIE - 66. Robert LAMBLIN - 67. Henri LANTA - 68. Christian LAROCHE - 69. Gérard LE BOURHIS - 70. Jacques LEGAZDUAT - 71. Jacques LE MOAL - 72. Alain LEBERRIER - 73. Marianne LHUILIER - 74. Lise LONDON - 75. Artur LONDON - 76. Geneviève LDREY - 77. Chantal MAQUJ - 78. José MARCO - 79. Madeleine MARECHAL - 80. Jean-Claude MARECHAL - 81. Bernard MARTIN - 82. Didier MARTZ - 83. Jean MASSONI - 84. Roland MENARD - 85. Jean MEUNIER - 86. Jacky MONTEILLARD - 87. Jean-Louis MOYNOT - 88. Claude NACHIN - 89. Louis NERET - 90. André OUZOULAS - 91. Laurence PERANI - 92. Jean PERRAULT - 93. Marie-Reine PERRAULT - 94. André PICCIGLIA - 95. Viviane PICCIGLIA - 96. Claude POLAK - 97. Jean-Claude PRADELLES - 98. Louisette PRIESTER - 99. Louis REGULIER - 100. Jean-Marc RENNES - 101. Frédéric RICOL - 102. Christian ROBINET - 103. Philippe ROBRIEUX - 104. Jean RONY - 105. Ario SERACCHIOLI - 106. Antoine SPIRE - 107. Paul SUANEZ - 108. Gérard TASSO - 109. Anne TILLY - 110. Françoise VAN DE CASTEELE - 111. Madeleine VERET - 112. Maria VIGNES - 113. Sylvain VUE - 114. Raymond ZABETH.

JOIGNEZ-VOUS A CET APPEL, APPORTEZ VOTRE SOUTIEN FINANCIER
correspondance et versements à
EDDY KENIG
19, rue Béranger 75003 Paris

PREMIER MELTING - POTES DIMANCHE 24 de 11 à 20 H

(Théâtre de l'Athénée - Square Louis Juvet 9^e
Métro Opéra)

La société française, les réalités de l'immigration face aux fantasmes
et aux violences racistes : la pote - génération débat avec des écri-
vains, journalistes, scientifiques, syndicalistes, élus locaux ...

PROGRAMME

- 11h - 11h 15** Harlem Désir
- 11h 15 - 12h 45** Identité française : différences ou assimilation ?
PARTICIPANTS :
- Mohamed Arkoun (Professeur à Paris III Sorbonne
Directeur de l'Institut des Etudes arabes et
islamiques)
- Pierre Bourdieu (Professeur au Collège de France)
- André Miquel (Professeur au Collège de France)
- Sami Nair (Professeur d'université - Membre du
comité de direction des Temps Modernes)
- Jean-Louis Schlegel (Directeur de la revue Projet)
- Paul Thibaud (Directeur de la revue Esprit)
- Jean François Tragic (Secrétaire nationale CFDT)
- Jean Pierre Vernant (Professeur Honoraire au
Collège de France)
- 13h - 14h** Médias et Racisme
La liste des participants sera communiquée
ultérieurement
- 14h15 - 15h** Science et Racisme
PARTICIPANTS :
- Albert Jacquard (Génétiicien - Institut National des
Etudes démographiques)
- Jacques Alain Miller (Psychanalyste)
- Alexandre Minkowsky (Professeur à la Faculté de
Médecine)
- 15h 15 - 16h** L'Appel de Stockholm
PARTICIPANTS :
- Michel Butel
- Harlem Désir
- Marguerite Duras
- Marek Halter
- Bernard Henri Lévy
- 16h 15 - 17h** Religions et discriminations
PARTICIPANTS :
- Cheik Abbas (Recteur de la Grande Mosquée de
Paris)
- Père André Caste (Secrétaire de la Commission
épiscopale pour les migrants)
- Jacques Galtier (Pasteur de l'Eglise Réformée de
France - Président de la fédération protestante de
France)
- Le Grand Rabbin Goldman
- 17h 15 - 18h** Générosité là-bas, racisme ici
PARTICIPANTS :
- Docteur Ba Thien
- Docteur Serge Chalons
- Bertrand Gallet (Prix Albert Londres 1984)
- André Glucksmann
- Docteur Bernard Kouchner
- Docteur Jacques Lebas
- 18h 15 - 19h 30** Les banlieues : comment coexister ?
PARTICIPANTS :
- Jean Claude Barbaran (Secrétaire général du
SNI-PEGC)
- François Geindre (Maire d'Hérouville St Clair
Calvados - Président de la Commission nationale
pour le Développement social des quartiers)
- Claire Echerelly (Ecrivain)
- Hadid Jazouli (attaché de recherche au centre
d'Analyse et d'Intervention sociologique - EHESS)
- Nacer Kettane (Président de Radio Beur)
- Michel Neymeuf (Professeur, Président de Paris
Gautte d'Or)
- 19h 30** L'Appel des intellectuels
19h 45 Harlem Désir : Rendez-vous au 7 Décembre 1985

et en plus des interventions de témoins du racisme ordinaire ; Mourad
Bourboune ; Assad Djebaa ; P. Pyamootoo, Président de l'association des
mauritiens de Strasbourg ainsi que Michel Giraud et bien d'autres amis
de la pote-génération...

ENTREE LIBRE

SOS RACISME TOUCHE PAS A MON POTE TOUCHE PAS A LA VERITE

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 20 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé. En voici les principaux extraits :

TEMPS DE TRAVAIL
(Voir le Monde du 21 novembre.)

EXTRADITION
(Voir le Monde du 19 novembre.)

LÉGISLATION SOCIALE
Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant aménagements et simplifications de la législation sociale. Une disposition de ce texte a pour objet de renforcer la lutte contre la toxicomanie en facilitant et en accélérant les poursuites contre les petits revendeurs de drogues.

Les autres dispositions du texte visent notamment à améliorer le régime de protection sociale des artistes-auteurs ; à simplifier les modalités de calcul des cotisations sociales afin de favoriser le développement du travail à temps partiel ; à généraliser l'octroi de la carte familiale de priorité ; à instituer un congé de représentation pour les responsables d'associations familiales.

Enfin, le projet de loi porte ratification de la partie législative du code de la Sécurité sociale.

JURIDICTIONS COMMERCIALES
Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux juridictions commerciales et aux modes d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie. Ce projet (...) est le complément des réformes intervenues en matière de droit des entreprises en difficulté. Ses dispositions portent sur le régime d'élection des juges consulaires, les modalités d'exercice de leur mandat et la discipline qui leur est applicable.

DÉCONCENTRATION
Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan et les perspectives de la politique de déconcentration (...). Il est apparu nécessaire de donner à la politique de déconcentration une impulsion nouvelle. Dans ce but, les mesures suivantes ont été arrêtées :

1) Dans le domaine de l'action économique :

- les comités régionaux des aides, présidés par les commissaires de la République, seront généralisés et prendront le titre de comités régionaux d'animation économique ;
- le rôle du représentant de l'Etat auprès des délégations régionales de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) sera renforcé sans qu'il en résulte un ralentissement des procédures ;
- Pour la gestion des crédits publics :
- des mesures ont déjà été prises ou sont en cours de discussion au Parlement en vue de confier aux commissaires de la République une plus grande responsabilité dans la gestion des crédits d'aide à l'emploi, dans la répartition des crédits de la dotation globale d'équipement et dans le contrôle des caisses de Sécurité sociale ;
- dans la même perspective, la déconcentration des crédits relatifs aux contrats de plan sera étendue au commerce extérieur et les conditions d'utilisation des crédits inscrits dans les différents fonds d'intervention seront réexaminées.

2) Dans le domaine de l'organisation administrative :

- les commissaires de la République recevront une compétence de droit commun pour représenter l'Etat dans les recours dirigés contre leurs décisions ou celles des chefs de service placés sous leur autorité ;
- la gestion du domaine de l'Etat sera déconcentrée ;
- une réflexion sera menée pour examiner dans quelles conditions le développement des moyens modernes de communication peut faciliter l'exercice du pouvoir de coordination et de direction des services confiés aux commissaires de la République.

NOUVELLE-CALÉDONIE
(Voir le Monde du 15 novembre.)

COOPÉRATION AVEC LE PACIFIQUE SUD
Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur les perspectives de la coopération scientifique civile avec les pays du Pacifique sud, pour mettre en œuvre les décisions annoncées par le

président de la République à son retour de Mururoa le 15 septembre.

1) A court terme, cinq actions seront menées pour renforcer notre position dans cette zone : développer l'envoi de boursiers et chercheurs français en mission ; augmenter le nombre de stagiaires des pays riverains associés à nos travaux ; former dans nos centres des volontaires du service national actif qui serviront ensuite d'experts mis à disposition des pays de la zone ; intensifier la confrontation des résultats des recherches entre scientifiques des pays concernés ; lancer un plan de modernisation de la flotte océanographique.

2) A moyen terme et en concertation avec les Etats de la région, un plan d'ensemble sera proposé ; il s'appuiera, notamment, sur nos connaissances de la météorologie et l'agronomie tropicale, de l'exploitation de l'océan, de la télédétection et des énergies renouvelables.

3) Notre coopération scientifique et technique avec l'Australie sera renforcée par un effort accru dans les domaines à fortes retombées industrielles, notamment l'espace, les télécommunications, la recherche géologique et minière, et par l'engagement au renforcement de programmes d'intérêt commun, concernant, en particulier, l'océanographie et la météorologie.

SECTORISATION PSYCHIATRIQUE
(Lire page 14.)

ATTRIBUTIONS MINISTÉRIELLES
(Voir le Monde des 17, 18 novembre et 20 novembre.)

LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES DANS LES TOM
Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres un projet de décret modifiant la réglementation du logement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat dans les territoires d'outre-mer. Ce décret fixe les conditions et les limites dans lesquelles les intéressés peuvent bénéficier du remboursement du loyer qu'ils acquittent lorsque leur administration n'assure pas leur logement.

DISSOLUTION D'UN CONSEIL MUNICIPAL
Le conseil des ministres a prononcé, sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, la dissolution du conseil municipal de la commune de Saint-Martin-d'Éuble (Orne).

Le mouvement préfectoral

FRANCHE-COMTÉ : M. Maurice Theys
M. Maurice Theys, préfet, commissaire de la République du Val-de-Marne, est nommé commissaire de la République du Jura en remplacement de M. Alain Bidou, nommé, le 9 octobre dernier, directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'intérieur.

[Né le 26 décembre 1924 à Vastres, M. Maurice Theys, ancien élève de l'ENA, a notamment été chef de cabinet du préfet de Tlemcen (février 1957), sous-préfet de Béziers (décembre 1958), secrétaire général de l'Yonne (septembre 1959), sous-préfet de Castelsarrasin (mai 1962), secrétaire général de l'Orne (mars 1963), il a été chargé de mission au cabinet de M. Jean Chastant, ministre des transports de novembre 1967 à juin 1969, et conseiller technique au cabinet de M. Jean Bally, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances (juin 1969-avril 1972). Secrétaire général de la Côte-d'Or en mars 1972, préfet du Lot en septembre 1973, de la Charente-Maritime en avril 1978, il était commissaire de la République du Val-de-Marne depuis novembre 1981.]

EURE : M. Georges Peyroume
M. Georges Peyroume, commissaire de la République, délégué pour la police dans le Rhône, est nommé commissaire de la République de l'Eure en remplacement de M. Henri Coury, nommé commissaire de la République du Loiret-cher.

[Né le 21 septembre 1935 à Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), ancien élève de l'ENA, M. Peyroume administrateur civil à la direction générale de la fonction publique, devient, en 1975, secrétaire général du Gers, puis sous-préfet de Brignoles, secrétaire général de l'Ain chargé de mission auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne. Nommé en janvier 1982, sous-préfet adjoint de Dunkerque, il était depuis juillet 1984 commissaire de la République délégué pour la police dans le Rhône.]

HAUTE-LOIRE : M. Bernard Augustin
M. Bernard Augustin, sous-préfet hors classe hors cadre, est nommé commissaire de la République de la Haute-Loire en remplacement de M. Michel Lajus, nommé préfet hors cadre.

[Né le 3 juin 1932 à Jonzac (Charente-Maritime), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Augustin a été membre du divers cabinets ministériels, aux côtés de secrétaires d'Etat UDR, de MM. Niangou et Comiti, puis conseiller du directeur général de l'énergie et des matières premières (août 1978), responsable de la mission nationale pour la valorisation et la distribution de charbon (avril 1980). Il est depuis novembre 1980, secrétaire général du comité interministériel de la sécurité nucléaire.]

JURA : M. Roland Hodel
M. Roland Hodel, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de la Nièvre, est nommé commissaire de la République du Jura en remplacement de M. Alain Bidou, nommé, le 9 octobre dernier, directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'intérieur.

[Né le 4 septembre 1943 à Guebwiller (Haut-Rhin), M. Roland Hodel est professeur certifié dans un CES de 1967 à 1970, professeur agrégé dans un lycée de 1971 à 1973, enseignant puis professeur de lycées techniques, à Mulhouse, de 1973 à 1977. Il devient inspecteur d'académie adjoint auprès de l'inspecteur d'académie de Bobigny en décembre 1977, directeur des services départementaux de l'éducation de la Nièvre en octobre 1979. En juin 1984, il est nommé directeur de la Nièvre, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, ministre de Nevers au mois de mai précédent.]

LOIRET-CHER : M. Henri Coury
M. Henri Coury, commissaire de la République de l'Eure, est nommé commissaire de la République du Loiret-cher, en remplacement de M. Jean Poyer, nommé préfet hors cadre.

[Né le 26 mars 1928 à Montluçon (Allier), M. Coury est licencié en philosophie, diplômé d'études supérieures d'histoire et ancien élève de l'ENA. Successivement administrateur civil au ministère de l'intérieur en 1957, sous-préfet d'Ussel en 1959, chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, président de la République (le 1^{er} octobre 1959), il est nommé sous-préfet hors cadre en 1961, puis préfet de la Haute-Savoie (1966), de la Charente-Maritime (1972), avant d'être nommé hors cadre en 1978. Nommé préfet de la Saône-et-Loire en 1979, il était commissaire de la République de l'Eure depuis le 5 août 1981.]

VAL-DE-MARNE : M. Henri Rouanet
M. Henri Rouanet, préfet hors cadre, est nommé commissaire de la République du Val-de-Marne, en remplacement de M. Maurice Theys, nommé commissaire de la République de la Franche-Comté et du Doubs.

[Né le 24 janvier 1933 à Vincennes, M. Henri Rouanet occupe de 1956 à 1960 les fonctions de chef de cabinet des préfets d'Eure-et-Loir, de l'Orne et de l'Aube. En 1962, il est nommé sous-préfet de Saint-Menehould, l'année suivante de Saint-Jean-de-Maurienne et, en 1968, secrétaire général de la Savoie. En septembre 1971, il devient le chef de cabinet du préfet de Paris et, en novembre de la même année, directeur du cabinet du préfet de la région Alsace. Sous-préfet de Brive en avril 1974, préfet de l'Ardèche en avril 1977, il est nommé hors cadre en juin 1980 et devient directeur du cabinet de M. Jac-

ques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale. Préfet du Lot en juillet 1981, directeur de la sécurité civile au ministère de l'intérieur en juin 1982, il était en position hors cadre depuis octobre 1985.]

POLICE DU RHONE : M. Alain Jezequel
M. Alain Jezequel, commissaire adjoint de la République à Bayonne, est nommé commissaire de la République du Rhône, en remplacement de M. Georges Peyroume, nommé commissaire de la République de l'Eure.

[Né le 15 mars 1937 à Lézardrieux (Côtes-du-Nord), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jezequel, après avoir occupé divers postes de sous-préfet, a été secrétaire général de l'Aube (novembre 1974), sous-préfet d'Alberville (décembre 1975), secrétaire général des Pyrénées-Atlantiques (septembre 1979). Il avait été nommé sous-préfet hors classe le 1^{er} décembre 1981 et était devenu en décembre 1982 commissaire-adjoint de la République à Bayonne.]

M. Jean-Paul Proust, directeur du cabinet du commissaire de la République d'Île-de-France.
M. Jean-Paul Proust, préfet hors cadre, est nommé directeur du cabinet du commissaire de la République de la région Île-de-France, commissaire de la République de Paris, en remplacement de M. Jean Le Comte, admis à la retraite.

[Né le 3 mars 1940 à Vaux (Sarthe), ancien élève de l'ENA, M. Jean-Paul Proust, administrateur civil affecté au ministère de l'intérieur, est détaché en octobre 1967, en qualité de sous-préfet, comme directeur du cabinet du préfet du Val-d'Oise. Nommé sous-préfet en avril 1972, il devient adjoint au directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, puis, en avril 1974, secrétaire général de la Réunion. Directeur du cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur, en août 1975, sous-préfet de Lorient en mai 1977, il est nommé, en février 1982, directeur des pêches maritimes et des cultures marines au ministère de la mer. En juin 1985, nommé préfet hors cadre, il est chargé de la préparation des programmes intégrés méditerranéens auprès de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.]

M. Mathieu, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris.
M. Michel Mathieu, sous-préfet hors classe, secrétaire général de l'Isère, est nommé secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, en remplacement de M. Georges Frany.

M. Vauzelle, préfet hors cadre. - M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République, avocat de profession, est nommé préfet hors cadre.

Emprisonnement

Le « Turenge » devait être libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21 novembre. Compte tenu de la situation, les gendarmes ne pouvaient pas le laisser partir. Les deux agents de la gendarmerie, Alain Maffart et le capitaine Jean-Pierre, étaient passibles de peines de prison perpétuelle, mais, selon les juges, les deux hommes n'avaient pas commis de crimes graves. Ils ont donc été condamnés à quatre ans d'emprisonnement.

Le « Turenge » avait été libéré le 21

L'AFFAIRE GREENPEACE

Emprisonnement ou expulsion pour les « Turenges » ?

Les « Turenges » devaient comparaître une nouvelle fois devant la Haute Cour d'Auckland vendredi 22 novembre. Compte tenu du décalage horaire avec la Nouvelle-Zélande, leur sort devait être connu dans la nuit de jeudi à vendredi. Les deux agents de la DGSE, le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Priour, étaient passibles de la réclusion criminelle à perpétuité, mais, selon les usages judiciaires néo-zélandais, leur peine ne doit pas dépasser quatorze ans d'emprisonnement.

Lors de l'audience du 4 novembre, ils avaient accepté de plaider « coupables » respectivement, du même coup, la procédure engagée contre eux. En contrepartie, la justice néo-zélandaise avait consenti à ne plus retenir

contre eux que le crime d'homicide involontaire au lieu de celui de meurtre, qui leur aurait valu une peine beaucoup plus sévère. En conséquence, les autorités néo-zélandaises ne les considéraient plus que comme complices de l'attentat contre le navire-ambassadeur de Greenpeace qui, le 10 juillet dans le port d'Auckland, cotait la vie à un photographe.

Une fois leur condamnation connue, les « Turenges » seraient-ils rapidement expulsés ? Les autorités judiciaires en ont le pouvoir, immédiatement. Le gouvernement le peut ensuite, quand il le verra. Se laissera-t-il convaincre ? Les remous suscités en Nouvelle-Zélande par le coup de théâtre du 4 novembre

ne plaident pas sans doute, aux yeux de Wellington, pour une remise en liberté rapide. Une partie de l'opinion néo-zélandaise entend manifestement que les « Turenges » demeurent en prison, ne serait-ce que quelques mois, symboliquement.

Leur sort reste suspendu aux négociations diplomatiques franco-néo-zélandaises. Paris se dit officiellement prêt à verser à Wellington des dédommagements, contrepartie du renouveau du Rainbow Warrior, des frais d'enquête et de procès. Le dévoué premier ministre néo-zélandais se satisfera-t-il de ce geste et d'excuses, ou fera-t-il monter les enchères ?

Vive... la troisième équipe !

Si les « Turenges » ont une petite chance de ne pas languir trop longtemps dans les geôles néo-zélandaises, ils le doivent à une constatation aujourd'hui quasi générale : ce ne sont pas eux les auteurs de bombes, mais une anonyme et mystérieuse troisième équipe.

Anonyme, car personne ne se serait risqué à révéler l'identité de « lampistes » que le gouvernement a longtemps considérés comme des criminels et à qui il promettait les assises. Mystérieuse, parce que à la différence des autres envoyés spéciaux de la DGSE, cette troisième équipe n'a pas joué au Petit Ponce : aucune trace ni aucune preuve de son expédition meurtrière dans le port d'Auckland n'a pu être découverte.

Cette troisième équipe existe pourtant bel et bien, malgré les dénégations de certains militaires, qui se sont livrés, récemment, pour nier ce fait à une nouvelle tentative d'intoxication, dont certains journaux se sont fait l'écho. Le seul à avoir gardé la tête froide, à ne pas s'être égaré dans le dédale des versions et des contre-versions est, sans doute, le super intendant Allan Galbraith. Juste, les faits soulèvent. Suivie à la lettre par les dizaines d'enquêteurs, dont il coordonnait les recherches, cette consigne à admettre que les « Turenges » n'étaient pas les auteurs de bombes.

L'enquête, a dit ainsi reconnaître le *solicitor général*, lors de l'audience du 4 novembre, ne permet pas d'attribuer aux « Turenges » d'autre rôle que « celui qui a consisté à servir de support logistique à ceux qui ont réellement placé les explosifs ». Des exécutants, affirme la justice néo-zélandaise, dont les identités « n'ont pu être établies ». L'habileté de M. Gerald Curry et Daniel Soulez-Larivière est moins d'avoir exploité alors les ressources de la procédure néo-zélandaise que d'avoir su tirer parti de l'existence de cette troisième équipe.

Vive la troisième équipe donc. C'est grâce à elle-ci que le gouvernement français est sorti sans trop de casse de l'impasse dans laquelle il s'était fourvoyé. On discutera sans fin de ce qui s'est dit en tête à tête

après la pitoyable expédition contre le Rainbow Warrior, entre le président de la République et M. Charles Hernu, son ami, qui le reste. M. Laurent Fabius, lui, sera longtemps soupçonné d'avoir tout fait pour ne rien savoir, laissant le soin d'éclairer l'opinion à M. Bernard Tricot, peu dupe de la situation, puis à son ministre de la Défense, dont les événements révéleront l'extrême intimité avec les militaires. Ces interrogations ne sont rien néanmoins comparées à la catastrophe qui guettait le gouvernement s'il avait persisté à mentir ou à se mentir. Comme l'a dit M. Max Gallo, ancien porte-parole du gouvernement, « il vaut mieux une fin avec fracas qu'un fracas sans fin ». Pour

vres journalistes que l'on soupçonnera longtemps, eux aussi, mais à tort, d'avoir bénéficié de fuites gouvernementales destinées à débloquer la situation.

La découverte de cette troisième équipe permit à M. Fabius, et, malgré quelques tiraillements avec l'Elysée, de vider à chaud l'abcès, en moins d'une semaine.

Jusqu'à là, le gouvernement avait accumulé les bavures et les fausses manœuvres. La lettre du chef de l'Etat au premier ministre néo-zélandais, protestant solennellement de l'innocence de la France, date ainsi de quelques jours à peine avant les aveux complets de M. Fabius.

Il fallut cette découverte pour que le premier ministre coarcté,

enfin, M. Hernu à de vraies explications et exige des officiers généraux, mais en cause par les journaux, des réponses écrites aux questions que chacun se posait.

Les deux nageurs de combat auteurs de l'attentat ont certes un mort sur la conscience, victime malchanceuse d'une opération que le gouvernement « condamne » évidemment, bien qu'il en ait donné l'ordre. Mais la demi-lumière dans laquelle cette troisième équipe a surgi à la mi-septembre a paradoxalement permis au gouvernement de limiter les dégâts, et aux « Turenges » d'échapper à une condamnation à perpétuité.

BERTRAND LE GENDRE.

LES EXPORTATIONS DE BEURRE NÉO-ZÉLANDAIS VERS LA CEE

La France pourrait se montrer compréhensive

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Néo-Zélandais ont-ils profité de l'affaire Greenpeace pour obtenir de Paris des assurances concernant leurs exportations agricoles vers le marché des Dix ? L'hypothèse est tout à fait plausible. Maintenir un courant d'échanges vers la Communauté a été, en effet, une préoccupation constante des gouvernements qui se sont succédés à Wellington depuis le 1^{er} janvier 1973, date de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun.

La Nouvelle-Zélande était alors tout à fait dépendante de ses ventes aux Britanniques. Le Royaume-Uni, qui en avait fait un point fort de la négociation d'adhésion, avait obtenu un accès préférentiel au marché communautaire pour les exportations néo-zélandaises de beurre, de fromage et de mouton. Il était entendu que ce régime privilégié serait provisoire et les quantités en bénéficiaient dégressives. Le problème a duré, même si l'accès privilégié au marché européen a depuis longtemps disparu dans le cas du fromage.

Mais, s'agissant du beurre, les Néo-Zélandais, tout en accomplissant un effort considérable pour diversifier leur production mais aussi leurs débouchés, ont insisté sur les graves difficultés qui résulteraient, pour leur économie, de la perte éventuelle du marché britannique. Leur effort a été couronné de succès. Ils ont obtenu jusqu'à présent le maintien d'un quota d'exportation. L'accord actuel, limité à 75 000 tonnes par an, doit être bientôt renouvelé. M. Henri Nallet, ministre français de l'Agriculture, a pu s'engager à ne pas opposer son veto dans le cas où la Commission de Bruxelles proposerait de reconduire, au moins partiellement, cette facilité d'accès.

Un tel engagement, même s'il ne préjuge pas de la position que prendront les autres États membres, pourrait être précieux, car, traditionnellement, ce sont les Français qui contestent, avec le plus de virulence, le maintien d'un régime préférentiel au faveur de la Nouvelle-Zélande. A chaque renouvellement de l'accord, les tractations sont longues et difficiles. Il est vrai que l'opportunité de faire une place aux exportateurs néo-zélandais n'est pas tout à fait évidente dans les régions

laitières françaises, au moment où l'on contemple sévèrement la production de lait à l'intérieur de la Communauté.

Le problème des exportations de mouton se pose en des termes différents. Il existe un arrangement permanent de la Nouvelle-Zélande de vendre à préférence sur le marché britannique. Ce texte aurait dû déjà être révisé, mais, faute d'accord, il a été prorogé tel quel. Contrairement à ce qui se passe pour le beurre, cet arrangement n'est qu'à moitié satisfaisant pour les Néo-Zélandais. Les prix sur le marché britannique sont tellement bas qu'ils n'arrivent pas à remplir leurs quotas.

Wellington serait intéressé par la possibilité d'exporter directement vers les marchés français ou allemands, supports plus porteurs. Les Français, dont les producteurs de moutons sont confrontés à de grandes difficultés, dues surtout à des dispositions contestables de la réglementation européenne actuelle, pourraient envisager d'acheter du mouton congelé aux Néo-Zélandais, à condition qu'il s'agisse de quantités très limitées et surtout qu'un prix minimum soit fixé pour les livraisons.

PHILIPPE LEMAITRE.



QUATRE MOIS APRÈS LES VAGUES DU « RAINBOW-WARRIOR »

« Cherchons véritables clandestins à la DGSE (bérêts rouges s'abstenir)... »

« Le petit homme ? Nous le perdons dans quelques mois », ironise un fonctionnaire de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) à propos de son « chef », le général René Imbot, qui préfère, symboliquement, ce terme à celui de « directeur général » — son titre officiel — des services secrets français. Dans quelques mois, c'est-à-dire après les élections de mars 1986, prophétise ce même fonctionnaire du renseignement, qui donne l'appellation actuelle gagnante et qui traite de « chef intermédiaire » le quatrième directeur général de la DGSE depuis 1981.

Pourtant, depuis le 25 septembre dernier, date de sa désignation, le général Imbot n'a pas chômé, même s'il n'a pas réussi à « verrouiller », comme il l'a dit lui-même, son service autant qu'il l'eût souhaité. Actif comme un luciole qui aurait moré et descendu tous les étages de la « boîte », du haut en bas jusqu'à ses abysses, pour en dresser l'inventaire avant remue-ménage, le général Imbot doit savoir que le temps lui est compté. En revanche, plus habitués aux sempiternelles réorganisations après bavures, ses fonctionnaires, civils ou militaires, ont appris d'expérience à faire le gros dos devant le tempête qui gronde.

En tout cas, le général Imbot n'entend pas agir comme un « chef intermédiaire » et, dans certains bureaux, dont l'un a participé à la direction du projet Greenpeace, on l'a vite mesuré à ses dépens, avec la dissolution des « cellules ». Il n'en demeure pas moins que, dans l'ensemble de la DGSE, on attend de voir qui s'essouffera le premier, du « chef » ou de la « boîte ». On doit à la vérité de constater que la DGSE est cou-

rière du fait : elle a toujours connu la « vibration » en son sein et la « valise » des grands responsables après chaque impasse.

Depuis 1981, l'affaire s'est compliquée. En onze années, de 1970 à 1981, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), la DGSE de l'époque n'a connu qu'un seul directeur général, M. Alexandre de Marenches. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, le général Imbot est le quatrième « patron » des services secrets français de renseignements, après M. de Marenches, qui a accepté de faire la « suture », M. Pierre Marion et l'amiral Pierre Lacoste, qui dut donner sa démission après l'affaire Greenpeace. « Ce n'est pas une garantie de stabilité et d'efficacité dans le travail des subordonnés », observe l'un d'eux.

« Si le petit homme s'en va, prophétise de nouveau le même fonctionnaire, et il s'en ira faute d'avoir la carte blanche de l'opposition actuelle, qui lui reproche d'avoir accepté de succéder au général Delaunay à la tête de l'armée de terre en 1983, ce sera aussi mauvais pour la « boîte », qui, quoi qu'on pense de son « chef », a besoin plus que jamais d'une certaine continuité. »

Routine

Tous les fonctionnaires de la DGSE ne sont pas aussi critiques. Nombreux sont ceux qui admettent qu'il faille procéder à certains réaménagements dans le fonctionnement même du service, là où la routine favorise le relâchement des hommes et des structures, engendre les mauvaises habitudes de travail et encourage les imprudences

ou les « gaffes », volontaires ou non.

Il en est ainsi des rapports de la DGSE avec l'Elysée, c'est-à-dire cette bourse aux échanges d'informations entre services alliés. En la circonstance, des fonctionnaires français s'accusent d'y avoir manqué de circonspection en dormant, depuis des années, plus de renseignements recueillis par eux qu'il n'en obtenaient, dans le même temps, des bavardeurs de leurs collègues occidentaux. « L'échange est inégal, dit l'un, et, à continuer ce petit jeu sans précautions, nous sommes les dinos de la force en déclinant, sans contrepartie, nos plans de renseignements. »

La même prudence devra, désormais, s'imposer dans la pratique de ce qu'on appelle la « hors commandement », c'est-à-dire le détachement de certains fonctionnaires de la DGSE au profit d'administrations ou d'organismes, tels que la Direction des centres d'expérimentations nucléaires (DIRCEN) dans le Pacifique.

On se souvient que la DIRCEN, par la voix de son haut responsable, l'amiral Henri Fages, a tiré la sonnette d'alarme dans l'affaire Greenpeace, au point d'être le véritable initiateur d'un engrenage d'actions qui devaient culminer avec le sabotage du Rainbow Warrior. Placées « hors commandement », les fonctionnaires de la DGSE constituent des féodalités qui échappent, très vite et quasi inéluctablement, au contrôle de leur « central ». « Loin des yeux, loin du cœur, mais surtout loin des chefs, constate un fonctionnaire civil, on apprend vite à s'autoréguler, à ne plus rendre compte, si, de surcroît, des ordres et des milliers de kilomètres vous séparent de la hiérarchie. »

Mais ce qui fait le plus peur à l'intérieur de la « boîte », c'est sans doute la dissolution de la direction de la DGSE et la re-création du 11^e bureau de choc, issu des g¹ d'Indochine et d'Algérie.

N'en pas que la direction, chargée des opérations, n'ait pas été reprise en mains et échec en Nouvelle-Zélande, la solution retenue n'est pas celle, c'est la même qu'on dit, de tous les membres DGSE. « Cela ne peut que dans la tête d'un fonctionnaire civil », si l'on admet que la plus stricte dans une telle situation, l'unité de la DGSE, sur l'idée que l'avantage de la clandestinité, entraînant chez eux-mêmes, que ces bérêts ne passent pas inaperçus.

Le désaccord se fait net chez certains fonctionnaires, la tête plus « poitrinée » d'autres. Ceux-ci n'hésitent pas à décrire l'origine des difficultés de la DGSE, qu'ils qualifient de « réactions rétrogrades », au sein des listes de l'action. « Entre l'active et les réservistes convoqués régulièrement dans des bases d'instruction, Indochine, les membres de la DGSE, il se crée un osmose idéologique. Ces réservistes ne sont pas répudiés leur progressisme et les a déçoignent sur leurs cadets, en s'assurant leurs souvenirs d'anciens combattants au coin du feu. »

JACQUES ISNARD

مكتبة ابن النجار

COMMUNICATION

LA CRÉATION DE LA CINQUIÈME CHAÎNE

Le gouvernement face à la tempête politique

« *Sommes-attérés par la création cinquième chaîne italienne. Comment justifier pareille anémie ?* » Ce télégramme lapidaire est adressé au ministre de la culture et au secrétaire d'Etat chargé des télécommunications. Il est signé par Claude Chabrol, Jean-Claude Brialy et Jean Poiret en tournée à Dinan. Il témoigne de la stupeur et de l'incrédulité qui a saisi une grande partie des créateurs français à l'annonce le 20 novembre du forfait donné à la candidature de MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi.

Une stupeur qui a rapidement laissé place au cours de la journée à l'indignation et à la mobilisation. La Société des réalisateurs de films tente d'entraîner Société d'auteurs et syndicats d'acteurs dans un grand mouvement de protestation contre la coupe des films par la publicité et envisage un boycottage de la nouvelle chaîne. Producteurs, distributeurs et exploitants de cinéma mettent une sourdine à leurs récentes querelles et doivent décider

vendredi 22 d'une campagne de sensibilisation de l'opinion publique. La CFDT dénonce le « jeu politique » sur l'audiovisuel.

A l'Assemblée nationale, l'opposition chahute le gouvernement et le parti communiste fait chorus. M. René Monory, député CDS, dénonce le « sautoir qui peut » du parti socialiste. M. Michel Girard, président RPR du conseil régional d'Île-de-France, lance un appel solennel aux élus locaux. M. Jacques Chirac affirme que la concession accordée à la nouvelle chaîne « sera annulée ».

Les socialistes sont embarrassés, le ministre de la culture est désarmé. M. Michel Rocard demande que soit soutenu le service public et que soient mis en place « des garde-fous extrêmement précis sur l'accès au marché publicitaire, la place faite à la création et l'appel à la production nationale ».

Bref, c'est la tempête. Le gouvernement qui avait imaginé, il y a un an, une offensive sur les libertés

hertziennes pour faire oublier l'échec de la loi scolaire, risque de se retrouver aujourd'hui devant un problème politique tout aussi épineux qui ne se résout pas au classique affrontement gauche-droite. « Les Français n'ont-ils pas droit à une cinquième chaîne ? » proteste M. Georges Fillioud. Ceux qui ont cru très fort aujourd'hui ont-ils peur du libéralisme ?

Le problème n'est pas aussi simple. Il ne s'agit plus d'opposer M. Berlusconi au banquier belge Albert Frère, qui contrôle RTL, ou même à M. Robert Hersant, qui attend la privatisation d'une chaîne publique. Professionnels de la communication et responsables politiques s'interrogent sur les singuliers avantages dont bénéficieront les nouveaux propriétaires de la cinquième chaîne.

Ainsi, MM. Seydoux et Berlusconi se voient offrir pour 100 millions de francs un réseau qui couvrira en un an 28 millions d'habitants et touchera à terme

80 % de la population. Or, pour le même prix, les candidats à la télévision se voyaient offrir depuis trois mois un des deux réseaux multivilles touchant au maximum 19 millions d'habitants. L'équation économique est radicalement différente et M. Piero Barozzi, président d'Europe 1, qui a lequemment négocié la création de la chaîne musicale, se demande si tous les candidats ont en droit aux mêmes données. C'est toute la transparence de la démarche du gouvernement qui se trouve mise en cause.

Plus notables encore sont les avantages accordés à la cinquième chaîne pour les cinq premières années de son existence : des dérogations importantes aux règles qui régissent les rapports cinéma et télévision ; un très faible quota de production française. Voilà qui est singulier pour un gouvernement qui s'est engagé à de multiples reprises et par écrit à « développer les industries de programmes et à protéger le cinéma français » (1). Au demeurant, il est peu probable que la cinquième chaîne s'aligne au bout de cinq ans sur les règles du service public. Si l'opposition, arrivée au pouvoir, privatisait une ou deux chaînes publiques, MM. Seydoux et Berlusconi en tireraient immédiatement parti pour demander des indemnités et une renégociation de leur cahier des charges.

La faille introduite par la cinquième chaîne risque donc de dégrader définitivement le système audiovisuel français, ruinant du même coup tout l'édifice patiemment construit par le gouvernement depuis quatre ans. En rejetant la nouvelle chaîne, l'opposition apparaît paradoxalement comme le grand défenseur des industries culturelles et tente de rallier créateurs et professionnels, jusqu'à présent favorables au gouvernement socialiste.

Dans la tempête et les contradictions, le gouvernement reste de marbre. La solidarité télévisuelle des États de l'Europe de l'ouest, M. Jack Lang, ministre de la culture, affirme qu'« il n'y a pas de gouvernement au monde qui ait négocié avec autant de rigueur ». Le premier ministre monte au créneau devant l'Assemblée nationale pour soutenir son secrétaire d'Etat chargé de la communication. Le président de la République aboussé sans doute dans le même sens lors de sa conférence de presse.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Dans une lettre adressée le 4 février 1985 au ministre de la culture, M. Laurent Fabius indiquait : « Pour les télévisions nouvelles qui vont apparaître, les obligations en matière de diffusion des films cinématographiques ne pourront en aucun cas être inférieures à celles qui sont aujourd'hui en vigueur pour le service public ».

A MILAN

M. Berlusconi se félicite de la victoire italienne

De notre correspondant

Milan. — « Pouvoir ainsi exporter notre savoir-faire à la troisième puissance atomique du monde, au cinquième pays industriel de la planète ! Ce doit être un sujet de satisfaction pour nous tous italiens. »

Il rayonne d'une joie presque enfantine, M. Silvio Berlusconi, à peine arrivé de Paris, où vient d'être signé le contrat par lequel la France concède la gestion du réseau privé multivilles à une société présidée par M. Jérôme Seydoux et où lui-même figure pour 40 %. « J'y crois à peine ; c'est extraordinaire, jubile cet homme que l'on a dit glacé ; quelle reconnaissance pour notre qualification professionnelle ! »

Lors de la conférence de presse tenue ici le mercredi 20 novembre, M. Berlusconi s'abandonne à donner quelque détail de ce soit sur la nouvelle société créée à Paris. Mais, pour le reste, il livre quelques indications intéressantes :

1) Le 20 février 1986 est la date limite fixée par le contrat pour commencer à émettre. Mais le roi des TV privées italiennes estime pouvoir débiter avant cette date ;

2) Dans l'entourage de M. Berlusconi, on indique que la « 5 » pourra émettre un journal dans un an environ. C'est pour lui une victoire car la loi italienne réserve le monopole de cet exercice à la RAI, c'est-à-dire aux trois chaînes publiques. Quelle sera la couleur politique de ce journal ? M. Berlusconi ne croit qu'à un « professionnalisme ». En Italie, il a donné sur ses trois chaînes la parole à toutes les tendances qui sont nombreuses ;

3) La tour Eiffel n'est pas à ses yeux un élément décisif de l'affaire ; « il y a autour de Paris d'autres positions efficaces » pour « arroser » les dix millions d'habitants vivant dans la capitale et autour ;

Au bureau exécutif du PS

« LE RÉALISME POLITIQUE L'EMPORTE »

« Le réalisme politique l'emporte ». Cette formule de M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, résume la position qu'ont exprimée la plupart des intervenants du bureau exécutif du PS, réuni mercredi 20 novembre. Soucieux, comme le dit M. Queyranne, de « répondre aux exigences légitimes des professionnels de la presse et du cinéma », les dirigeants socialistes ont admis que la décision d'autoriser une chaîne de télévision privée impliquait la recherche d'un opérateur financier, en fonction du cahier des charges défini. Selon le PS, M. Berlusconi, minoritaire dans la société constituée, présente moins d'inconvénients que la CLT, derrière laquelle se profile l'empire de M. Ruppert Murdoch. Les socialistes font aussi valoir qu'ils renforcent le contraindre les chaînes publiques en l'autorisant, à la différence de ce que veut l'opposition, qu'une chaîne privée. Néanmoins, plusieurs intervenants, notamment M. François Seligmann et M. Didier Motchane, ont exprimé leurs inquiétudes. M. Seligmann a souligné que les réticences manifestées dans le passé, au sein du PS, venaient précisément de l'exemple donné en Italie par M. Berlusconi. M. Seligmann n'est pas convaincu de l'efficacité des garde-fous mis en place.

M. Queyranne, avant la réunion du bureau exécutif, avait affirmé, dans un communiqué que la concession négociée « repose sur un certain nombre de garanties ». M. Queyranne soulignait : « Les obligations concernant le contenu des programmes sont fondamentales. Elles doivent être strictement observées pour protéger la création française. » La composition du capital de la société Seydoux-Berlusconi, vise, selon M. Queyranne, à « établir un équilibre entre l'intérêt national et l'indispensable ébauche de l'Europe de l'audiovisuel ».

4) M. Berlusconi ne croit pas que la droite, si elle revenait au pouvoir en mars 1986, lui ferait payer son entente avec M. Mitterrand. Certes, « la clause de dédit énorme, dont on a beaucoup parlé, n'existe pas », il l'assure. Mais la France est un « Etat de droit », et cet Etat a signé un contrat de concession valable pour dix-huit ans ; il sera respecté. D'ailleurs, M. Berlusconi exclut que la présidence de la République ait agi en partisan dans cette affaire : « Il en a vu les avantages réels pour le pays ».

M. Berlusconi réfute gentiment les critiques qui lui sont faites : « Une télévision Coca-Cola ? » « Cheval de Troie » de la sous-culture américaine ? « Nous produisons ici plus des deux tiers de ce que nous montrons aux téléspectateurs italiens ; au contraire, en utilisant leurs forces, comme ils ont commencé à le faire à Paris, les Européens pourront faire des productions de qualité susceptibles de rivaliser avec les produits américains ». Déjà, des discussions sont très avancées, ajoute-t-il, avec l'Espagne ; des contacts sont en cours en RFA et en Grande-Bretagne : « Deux cent vingt millions de téléspectateurs potentiels », de la Scandinavie à l'Afrique du Nord. « Les Etats-Unis d'Europe ? » Ne rêvons pas, mais « les peuples se comestront mieux ».

Trois devoirs

Qu'est-ce qui fait courir M. Berlusconi ? Le pouvoir politique ? Non, c'est son moyen. Lui, c'est un entrepreneur, quelqu'un qui ne peut pas s'empêcher de « faire de l'argent » et qui en est fier. Collégien, a-t-il sérieusement raconté en 1981 à la revue *Capital*, il apportait toujours trois devoirs à l'école : un pour avoir sa note, toujours bonne, et les deux autres pour les vendre à des camarades moins doués ! Etommez-vous qu'avec une telle barge, le patron de son père, le banquier Carlo Rasini, ait pu se faire un nom et qu'il était en 1960, les quelques millions de livres nécessaires à l'achat d'un terrain à Milan pour y édifier un immeuble, vendu par ses soins sur plan. « Notre pendant une guerre, grandir pendant une reconstruction » : voici les deux premiers commandements du décalogue de M. Berlusconi, selon son biographe, le journaliste Alberto Statera.

M. Berlusconi ne se satisfait pas du portrait un peu brutal qu'on dessine de lui. Pour modifier son image d'homme sans qualités artistiques ou intellectuelles, il n'a pas hésité à acheter le théâtre Mazzini, vénérable institution milanaise. Il a lancé *CIAC*, une revue de cinéma de qualité. Il aime montrer à ses visiteurs au Canaletto, qui orne un des bureaux du siège social de son holding Fininvest, ou le Timoteo de sa villa dix-huitième aux portes de Milan.

M. Berlusconi possède plus de cinq cents sociétés, au chiffre d'affaires global de près de 20 milliards de francs. Il n'empêche : la « City » de Milan, ce quadrilatère de moins de 500 mètres de côté qui abrite les sièges sociaux de dizaines de banques prodigieuses, ne l'a pas encore admis parmi les siens. Lui en voudrait-il d'avoir figuré, il y a quelques années sur la fameuse liste des membres de la loge maçonnique P-2, dont le grand maître, M. Lucio Gelli, est aujourd'hui terré en Amérique latine ? Non ! Car il a là-dessus, donné autant de bonnes explications que beaucoup d'autres. C'est que le « crédit » — ce je ne sais quoi qui fait qu'on vous prête en confiance son argent pour le faire fructifier — il ne l'a pas. Mais, par la grâce d'un président socialiste, il est en train de l'acquiescer : n'a-t-il pas malicieusement annoncé, mercredi de Mediobanca, ce saint des saints de la finance italienne, venait de lui proposer une participation dans son capital ?

JEAN-PIERRE CLERC

Contraintes et avantages de la cinquième chaîne face à ses concurrents

	SERVICE PUBLIC	CANAL PLUS	5 ^e CHAÎNE
Interruption des programmes par la publicité :	● Interdite.	● Autorisée pour les programmes diffusés en clair (donc hors films et téléfilms).	● Autorisée.
Le cahier :	● 3 ans entre la sortie du film et sa diffusion à l'antenne.	● 1 an.	● 2 ans jusqu'en 1990.
● Délais de programmation :	● 2 ans en cas de coproduction.	● 60 % minimum de films français (+ 25 % des ressources à l'achat de films français).	● Puis mêmes règles que le service public.
● 60 % minimum de films émanant de la CEE.	● 25 % de films français en moyenne sur 5 ans.	● 25 % de films français en moyenne sur 5 ans.	● Au bout de 5 ans, mêmes règles que le service public.
● 25 % minimum de films « ais ».	● Pas de films le samedi après-midi et le dimanche après-midi avant 18 h, pas de films avant 21 h le mercredi et le vendredi.	● 30 % de programmes français au bout de 3 ans, 50 % au bout de 5 ans.	● 50 % du budget des programmes pour l'achat de programmes français au bout de 5 ans.
● Pas de quotas.	● 250 h de production originale minimale par an dès la 3 ^e année.	● 250 h de production originale minimale par an dès la 3 ^e année.	● 500 h dès la 5 ^e année.
● Facultatives.	● 28 millions d'habitants en un an, à terme 70 à 80 %.	● 18 ans.	

nes à l'Assemblée nationale

vision privée, seuls comptent l'acteur, le fournisseur des « et le responsable de la régulation », dit-il. Or chacun de ces sera tenu, selon lui, par « son », « un homme que le « ment reconnaît comme le des sous-productions les entables américaines, br-japonaises, cosmopolites ! e qui, de fait, est le fo- des plus beaux cinémas e cinéma italien ».

« cherchons pas à rem-malmenée par la nôtre. » pas un Berlusconi à « m-manches », a-t-il « répliqués qui appel- l'union du chœur socia- aussitôt ». Hersant,

prompt

Fillioud, qui paraît- répond à ses contras- ache : « Vous sembler 5^e chaîne pourrait ne à vos vœux, à votre hique ou philosophi- il restera toujours les : publiques. » Et à ses de droite : « Pour des ologiques, l'opposition u monopole et favorable e privée. Mais quand le sement aménage le mono- s'insurge. Quelle première dans ce domaine énoncé- le cas où elle reviendrait or ? La privatisation d'une du service public ! Chacun n'aura... »

remier ministre devait songer héros de son camp manquant sion et que la virulence des : justifiait que le chef du ment y réponde personnel-

lement. Contrairement à son habitude et sans aucun respect pour le scénario, M. Laurent Fabius se mêle à son tour à l'improvisation.

L'amendement tour Eiffel ? L'émetteur ne peut être installé que là, et les négociations travaillent sans que cela soit la faute de TDF. Or, « il ne serait pas normal que, dans un Etat de droit comme la France (...), un maître puisse priver de par sa seule volonté des dizaines de milliers de Français d'une chaîne de télévision supplémentaire ». « Si, dans les jours qui viennent, un simple accord contractuel uplançait les difficultés qui n'ont pu l'être depuis trois mois, il est évident que l'amendement deviendrait sans objet », ajoute-t-il.

L'acceptation d'une chaîne privée ? « Si la France n'organise pas elle-même ses chaînes privées, d'autres chaînes privées, étrangères celles-là, seront capitées d'ici peu d'années dans notre pays, sans que nous puissions rien faire pour les contrôler. »

Les intérêts culturels de la nation ? Ils sont préservés, puisque, « à l'inverse de ce qui se passe en Italie, en Grande-Bretagne et même sur les chaînes publiques françaises actuellement, les programmes seront français pour plus de la moitié ». Quant aux films présentés, ils seront aussi « en majorité français ».

Le dernier mot revient à M. Hersant et le rideau tombe sur sa réplique : « Le fond du débat actuel, c'est simplement l'opposition entre le Parti socialiste avec sa télévision Berlusconi, et la droite avec sa télévision Hersant ! Que devient l'indé- rêt national, celui des téléspectateurs ? »

THÉRIER BRÉMER



« JEU DE MASSACRE »
d'ATLASECO
Payez vous la tête de nos
présidentiables sur votre minitel
36 15 91 77 Puis tapez AFC

Publicité

**JOURS
DE
FRANCE**

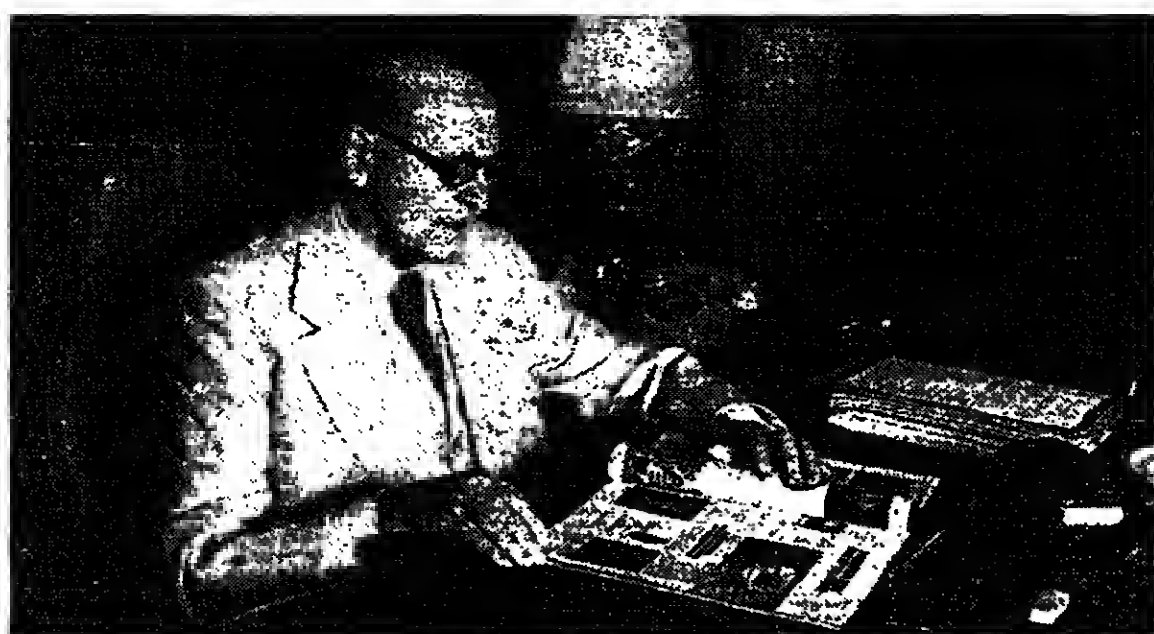


PHOTO : LUC FOURNIER

AU CAFÉ DU COMMERCE FRANCE UNIE

Marie et François sont à la terrasse du Café du Commerce.

MARIE

Tu entends ce bruit?

FRANÇOIS

Ce doit être une manifestation, il y en a tout le temps.

MARIE

Regarde si tu vois ce que c'est.

FRANÇOIS

(Il monte sur sa chaise). Ce sont les majorettes! Mais elles sont charmantes et j'en connais deux ou trois de très jolies...

MARIE

Allons bon! Monsieur connaît des majorettes charmantes, et en plus de ça, très jolies...

FRANÇOIS

Ne dis pas de bêtises, ces majorettes très jolies, je les ai rencontrées chez des amis, c'est tout.

MARIE

Admettons! Que disent-elles?

FRANÇOIS

Elles ne disent rien, elles portent des panneaux.

MARIE

Qu'y a-t-il d'écrit sur ces panneaux?

FRANÇOIS

Il y en a trois. Sur le premier, il est écrit : France unie, sur le deuxième : France unie, sur le troisième : France unie.

MARIE

Ce n'est pas mal, mais c'est justement ton programme.

FRANÇOIS

Oui, c'est mon programme. Tous ceux qui font un programme trouvent le leur très bien, mais si je trouve le mien très bien, je dois reconnaître qu'un programme n'est pas intangible parce qu'il peut varier en fonction des événements intérieurs ou extérieurs. Ce qui est intangible, c'est de réaliser la disparition du chômage.

MARIE

Tu veux faire disparaître le chômage, mais comment?

FRANÇOIS

Permits-moi de réserver cette réponse à mes électeurs. Comme tout bon candidat, pendant cent jours, je vais aller les voir pour essayer de les convaincre, et s'ils sont convaincus tant mieux pour les chômeurs, tant mieux pour la France. Alors, je serai élu et nous viendrons prendre un verre au Café du Commerce. Si je ne suis pas élu, pour nous consoler, nous irons prendre un verre au café d'en face.

De toute façon, après les élections, nous reprendrons la publication du « Café du Commerce ».

MARIE

Tu es toujours le même, toujours de bonne humeur, toujours optimiste, mais ce qu'il y a de plus triste, c'est que nous ne nous verrons plus pendant cent jours.

FRANÇOIS

Oui, nous ne nous verrons plus pendant cent jours, alors embrassons-nous.
(Ils s'embrassent).

Marcel Dassault
député de l'Oise

société

L'Afrique affrontée au SIDA

Un enfant sur trois, un adulte (homme et femme) sur six ont-ils été en contact avec le virus du SIDA en Afrique équatoriale, comme l'indiquent les premiers résultats des tests de dépistage ?

Comment va-t-on faire face dans des pays où règne la misère sanitaire la plus totale, à une situation qualifiée d'ores et déjà « d'apocalypse » et qui représente, pour le reste du monde, un « danger mortel » ?

Tels sont certains des thèmes autour desquels se trouveront réunis à Bruxelles les 22 et 23 novembre, pour un congrès international consacré au SIDA africain, les plus célèbres spécialistes mondiaux de la question.

Selon le professeur Nathan Clumeck (service des maladies infectieuses de l'hôpital universitaire Saint-Pierre de Bruxelles), organisateur du congrès et qui conduit des équipes de recherches engagées au Zaïre et au Rwanda, « si l'on ne traite pas le SIDA africain comme une priorité, il va falloir faire face à un réservoir impossible à éradiquer de virus mortels qui pourront infecter le monde entier, après avoir provoqué une hécatombe au sein des pays atteints ».

La dernière étude conduite au Zaïre et à Kigali, au Rwanda, par les équipes des professeurs Clumeck et Robert Gallo (1) établissent qu'au Rwanda, 80 % des prostituées sont porteuses d'anticorps dirigés contre le virus LAV-HTLV-III. IL en est de même, à l'hôpital de Kigali, pour un donneur de sang sur cinq, ce qui permet d'imaginer ce

En Afrique équatoriale, un enfant sur trois, un adulte sur six auraient été en contact avec le virus du SIDA

que pourrait être l'extension de la maladie dans les pays dont les moyens matériels excluent que l'on puisse, comme en Occident, procéder à des tests systématiques pour écarter les donneurs atteints.

Dans la population en bonne santé, de niveau social élevé, étudiée à titre de référence, un homme et une femme sur six ont un test positif et pourraient contaminer leurs proches, leurs partenaires sexuels et, pour les femmes, les enfants qu'elles portent.

La contamination atteint, certes, des sommets dans les concentrations urbaines mais elle n'épargne pas pour autant les zones rurales les plus reculées. Une recherche conduite conjointement par l'Institut national du cancer de Bethesda (Etats-Unis) et par l'Institut de médecine tropicale d'Anvers dans une région reculée de l'est Zaïrois, à l'hôpital Fommac de Katana, montre que 12,5 % (sur huit) des consultants externes appartenant à une population rurale de la rive orientale du Lac Kivu ont des anticorps contre le virus du SIDA, et que douze autres pour cent ont également un test faiblement positif. Un villageois sur quatre - homme ou femme - a donc rencontré le virus, ou en est

porteur, ce qui montre bien qu'il sévit en Afrique à l'état endémique et qu'il n'y a pas été récemment importé.

En revanche, la même étude révèle qu'aucun des malades soignés pour le sarcome de Kaposi dans ce vaste complexe hospitalier du 700 lits n'a un test positif. Le sarcome de Kaposi, une tumeur maligne, était très rare en Europe jusqu'à l'éclatement des premiers cas de SIDA, en 1981, lorsqu'on observa qu'il s'agissait souvent à ce syndrome. Ces tumeurs sont en revanche fréquemment observées en Afrique et depuis très longtemps. Il semblerait donc que leur origine ne soit pas identique dans les deux continents.

Les hommes, les femmes et les enfants

Les informations qui parviennent, non sans difficulté, de l'Ouganda, du Burundi, de la Tanzanie et du Kenya s'ajoutent aux données irrégulières recueillies au Zaïre et au Rwanda pour indiquer que l'épidémie s'étend de l'Afrique équatoriale vers l'Ouest et vers l'Est et, selon certaines indications, très probablement vers le Sud. Elle revêt partout un caractère très différent de celui observé dans l'hémisphère Nord : les femmes sont aussi atteintes que les hommes ; la voie de la contamination est donc hétérosexuelle.

Tous les tests conduits chez les prostituées indiquent qu'elles sont massivement porteuses d'anticorps contre le virus du SIDA (une sur trois dans une grande localité du Kenya ; plus de 80 % dans la capitale du Zaïre). Ce qui les fait fréquenter le plus, les militaires, sont donc les contaminés eux aussi à raison d'un sur cinq.

Le rôle de « protectrices de la cellule familiale » joué par les prostituées, que fréquentent largement les jeunes gens en attente du mariage, laisse entrevoir le danger de ce foyer d'infection, qui constitue déjà une source incontestable d'autres maladies sexuellement transmissibles. D'autant plus inquiétante que les préservatifs sont, comme les contraceptifs, très mal acceptés, voire purement et simplement refusés par ces populations, cela pour des raisons culturelles.

L'hypothèse d'une origine africaine du virus responsable du SIDA avait été émise dès 1982 lorsque les responsables des services hospitaliers belges spécialisés dans les maladies infectieuses constatèrent que la grande majorité des cas de SIDA diagnostiqués chez ces services résidaient sur des Zaïrois (ou des Rwandais) récemment arrivés en Belgique dans l'espoir d'obtenir un visa d'immigration ou un permis de travail. Dès lors, furent entreprises sur place - non sans difficultés dues aux réticences politiques qu'évoquait ci-contre Jacques de Barrin - les études dont les résultats s'accumulent.

Certains indiquent que l'on retrouve une contamination par le virus LAV dans des sérum de enfants ougandais âgés de six ans en moyenne, ceux aux fins d'études anthropologiques entreprises à l'époque par l'analyse des groupes sanguins et sanguins. Dans ces sérum, conservés en Centre international d'études sur le cancer de Lyon (professeur Guy de Thé) puis testés à l'Institut américain du cancer, les stigmates laissés par le virus indiquent qu'il existait déjà il y a douze ans à l'état endémique, dans une population rurale du cœur africain.

Urbanisation sauvage ou mutation du virus ?

Le fait que des chercheurs aient pu identifier les « cousins germains » du virus LAV chez des races de singes (le macaque le singe vert), dont l'un présente une maladie très proche du SIDA et l'autre semble protégé, bien qu'ayant le virus, par les anticorps qu'il fabrique, suggère l'hypothèse d'un foyer animal africain très ancien, puis d'un passage à l'homme soit parce que le virus s'est transformé, soit parce que les conditions écologiques (l'urbanisation accélérée, notamment) ont accru sa virulence.

GÉRONDIF...

... ou simple participe présent ? BESCHERELLE 3 La Grammoire Pour Tous vous indique tout de suite la réponse HATIER

La population de Kinshasa, la capitale du Zaïre (ex-Congo belge), est passée de trois cent mille habitants en 1960 à trois millions et demi aujourd'hui. L'absence d'infrastructures sanitaires aptes à faire face à une pareille concentration humaine a facilité la pénétration de ce qui pourrait bien être des cofacteurs (ou facteurs facilitants) de l'infection par le LAV, à savoir les trypanosomiasis, les mycoses, les tuberculoses, la malaria et l'ensemble des maladies actuellement transmissibles.

La présence dans l'organisme de certains de ces agents infectieux (notamment ceux de la malaria) pourrait-elle, comme vient de le suggérer des chercheurs allemands installés en Zambie, fausser les indications recueillies quant à la présence africaine massive du virus du SIDA ? Pourrait-il y avoir une interférence dans les tests immunologiques, interférence conduisant à une prévalence élevée de « faux positifs » ?

Des travaux complémentaires sont, à l'évidence, nécessaires pour que s'éclaircissent ces données, qui posent, en tous hypothèses, un problème de santé publique sans précédent.

Deux cent cinquante mille hommes, femmes et enfants au moins paraissent contaminés au Rwanda (sur six millions d'habitants, dont la moitié âgée de moins de dix-huit ans). Le Rwanda, où les fonds consacrés à la santé s'élèvent à 1 dollar (8 F) par an et par personne... Soit, pour la totalité du pays, le quart de ce que coûte à la France le seul dépistage des donneurs de sang.

Le caractère hétérosexuel de la transmission du virus, la contamination massive non seulement des hommes mais aussi des femmes et des enfants, laissent à penser que le LAV-HTLV III présent en Afrique a une virulence bien supérieure à celui observé en Europe, et que la contamination hétérosexuelle, très rare jusqu'à présent dans nos pays, pourrait y faire son apparition et susciter une dissémination exponentielle de la maladie.

En l'attente, dans une dizaine d'années peut-être, d'un vaccin efficace et qu'il faudrait appliquer à la totalité des populations, le drame du SIDA africain laisse les autorités politiques locales totalement démunies. Nier l'ampleur de ce drame ne peut qu'en aggraver l'évolution. Mais il est clair que rien ne pourra être fait, à titre préventif, sans une mobilisation intense de la coopération sanitaire internationale et sans un effort d'information et d'éducation qui semble dépasser, et de loin, les moyens dont dispose l'Organisation mondiale de la santé.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) JAMA du 8 novembre 1985.

UNE RÉFORME DU FINANCEMENT DES SECTEURS PSYCHIATRIQUES

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé, a présenté, mercredi 20 novembre, au conseil des ministres, un projet de loi relatif à la scolarisation psychiatrique. Ce projet, qui fait suite à la loi du 25 juillet 1985 donnant un statut légal au secteur psychiatrique (le Monde du 22 mai), prévoit que, dès 1986, la Sécurité sociale - et non plus l'Etat - financera le secteur psychiatrique extra-hospitalier. Aux trente-deux milliards de francs de dépenses annuelles hospitalières en psychiatrie vont donc venir s'ajouter quelques deux milliards et demi de francs de dépenses extra-hospitalières.

Dans l'esprit du législateur, il reviendra tant à l'autorité préfectorale qu'au conseil départemental des maladies mentales - l'organisme consultatif chargé de donner son avis sur tout ce qui concerne la politique psychiatrique départementale - de prendre certaines mesures incitatives destinées à favoriser la mise en œuvre d'une politique de développement de la psychiatrie extra-hospitalière. Cela étant, rien - légalement - n'obligera un directeur d'hôpital ou de caisse d'assurance-maladie récalcitrant à appuyer le secteur extra-hospitalier plutôt que l'hôpital de secteur.

Si ce projet de loi est plutôt bien accueilli par les différents syndicats de psychiatres, il n'en va pas de même du côté de la Sécurité sociale qui voit là un risque d'aggravation de son déficit. Le gouvernement estime en outre qu'en favorisant le développement d'alternatives à l'hospitalisation (dispensaires, appartements thérapeutiques, centres médico-psychologiques, etc.), on agit du même coup dans le sens d'une réduction des dépenses. Ce qui reste à démontrer, les bilans des expériences pilotes de globalisation du financement faites en particulier à Charleville-Mézières et à Saint-Egrève (Isère) n'étant pas encore connus.

F. N.

Les comas de laboratoire : Haro !

Malheur à celui - à ceux - par qui le scandale arrive. La révélation d'une expérimentation sur un malade en état végétatif chronique menée par une équipe du CHU d'Amiens (le Monde du 20 novembre) suscite dans la communauté médicale une vive controverse et provoque de nombreuses réactions. Le secrétariat d'Etat à la santé a demandé l'ouverture d'une enquête administrative et le conseil national de l'Ordre des médecins critique sans nuances cette initiative. Certaines réactions sont un peu moins sévères dans les milieux médicaux spécialisés. Ainsi, le docteur Guy Tiercelin, président du Syndicat national des anesthésistes réanimateurs : « Je ne suis pas forcément opposé à une expérimentation si on a la preuve qu'il s'agit d'une mort cérébrale. On peut être amené à tester certaines techniques de réanimation, mais il faut être très vigilant, car il ne faut pas qu'on en arrive à faire des expériences sur des patients récupérables ».

La position du professeur Pierre Huguenard (hôpital Henri-Mondor, à Créteil), qui estime qu'« il s'agit là d'une affaire minable qui va encore diminuer la confiance du public à l'égard des médecins », est plus argumentée. Ce spécialiste explique notamment que la notion de « coma végétatif » est imprécise et que les organismes en question sont « anormaux », « ce qui enlève

tout intérêt à des expériences sur ces sujets ». Le professeur Huguenard estime par ailleurs que « l'expérience présumée conduite d'Amiens ne présente aucun intérêt scientifique ».

Curieusement, c'est pourtant du professeur Huguenard que s'est réclamé le professeur Alain Milhaud pour conduire et justifier son expérience. Il est vrai que le chef de service d'anesthésie-réanimation de l'hôpital Henri-Mondor n'a pas toujours eu une position aussi tranchée. « Si l'on admet, écrivait-il en 1972, la circulation croisée pour épreuve par un sujet condamné d'un patient moins gravement atteint, il n'y a pas de raison de renoncer aux essais de pharmacologie clinique chez un comateux inguérissable » (1).

Cette argumentation est en tout point reprise aujourd'hui par l'équipe du CHU d'Amiens. Il faut d'autre part souligner que le professeur Milhaud avait tenu la communauté médicale et le Comité national d'éthique, informés de sa démarche, ce qui n'avait alors suscité ni réactions ni prises de position officielle.

J.-Y. N.

(1) « La pharmacologie clinique dans un département d'anesthésie-réanimation ». Les entretiens de Ruell. Sandoroma, 1972.

Une régression

Les informations parues dans le Monde du 20 novembre 1985 concernant l'expérimentation d'Amiens sur un malade plongé dans le coma depuis trois ans n'ont profondément choqué.

S'agit-il, comme il est dit, d'une « démarche volontairement provocatrice » ou plutôt d'une régression inadmissible de l'éthique médicale ?

Dès 1947, à Nuremberg (lieu et date symboliques) les médecins affirmant en priorité la nécessité du consentement volontaire du sujet soumis à une innovation médicale ; le pacte international de New-York sur les droits civiques, auquel la France a adhéré en 1976, précise qu'il est interdit de soumettre une personne à un essai médical et scientifique sans son libre consentement. Or, on nous dit que ni le malade ni sa famille n'ont été informés et n'ont pu donner leur accord. La violation des textes internationaux comme du code de déontologie médicale aboutit à se servir du malade comme d'un objet, lui dérobant ainsi tout caractère humain.

Il convient par ailleurs de ne pas entretenir de confusion entre deux états fondamentalement différents du point de vue phy-

siologique, médical et légal : le « coma dépassé » s'appuie sur des critères objectifs, universellement reconnus qui permettent d'affirmer la mort, alors que l'on peut artificiellement maintenir en « survie » des organes en vue de greffes : reins, cœur, foie.

« L'état végétatif chronique » dont parle l'article est une notion floue ; toute relation à autrui est devenue impossible, cependant que les activités cérébrales persistent. Un tel malade est encore un sujet humain ? Ce serait de l'impérialisme médical condamnable de réserver aux seuls médecins le pouvoir de répondre à cette question philosophique sans le concours de juristes, de moralistes et de représentants des différents courants spirituels. La prudence s'impose.

Ce n'est pas la première fois que le mépris de l'éthique médicale engendre le non-sens scientifique. L'ordre élaboré des maltraitant une épreuve nouvelle pour un nouveau millénaire, mais certes pas dans cet état d'esprit.

LOUIS RENÉ.

Président de la commission d'éthique du conseil national de l'Ordre des médecins.

TERRORISME

Quatre membres présumés du GAL interpellés

De notre correspondant

Bayonne. - Quatre hommes présumés membres du GAL (Groupe armé de libération) ont été interpellés, mercredi 20 novembre à Marseille, par des inspecteurs de la police judiciaire, dans le cadre d'une commission rogatoire délivrée à la suite d'un attentat manqué, le 5 septembre dernier, en Pays basque. Il s'agit de MM. Domagné, Lambert, Morgand et Roussier, bien connus des services de police.

Le 5 septembre, un artisan électicien de Saint-Jean-Pied-de-Port,

Joseph Arrazato, avait découvert dans sa camionnette une bombe dont la mise à feu devait être commandée à distance.

Par la suite, on devait découvrir, dans un véhicule immatriculé dans les Bouches-du-Rhône, des armes et plusieurs photos de réfugiés basques avec leurs nom et adresse.

A partir de ces éléments, les quatre hommes ont été arrêtés par les hommes du SRPJ de Bayonne. Ils devaient être présentés à M. Gilbert Cousteau, juge d'instruction à Bayonne, et être inculpés de tentative d'assassinat et de port d'armes.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

GALERIES LA FAYETTE

YANN QUEFFÉLEC

Prix Goncourt 85,

dédicacera son livre

"Noces barbares"

paru aux Editions Gallimard,

le vendredi 22 novembre

de 12h à 14h30,

au rayon librairie, rez-de-ch.

du magasin Haussmann

PRIX GONCOURT 85

Editions GALLIMARD

Azzédine BOUNEMEUR



Les lions de la nuit

roman

"Une maîtrise de la langue telle que l'auteur parvient, à travers elle, à nous "faire entendre" l'arabe parlé de ses héros, bandits de l'Atlas que la misère et la justice ont acculés à la révolte."

Claude Roy/Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *nrf*

Les Manières
parisiennes
d'un ethnolo

Une journée dans le
paysan urbain
regard et considère
vous le quelqu'un ven

Il n'est pas aisé d'expliquer à
un public qui ignore tout
de la politique de la politique
internationale pourquoi un
paysan urbain n'est ni radical
ni bourgeois, ni de faire com-
prendre à un étranger à l'his-
toire de la chimie, pourquoi ce
que les historiens appellent des
« révolutions » ne sont pas des
révolutions, mais des révolutions
sociales. Parallèlement, je ne
peux pas à dire ce qu'il
faut penser de Marc Augé et
de son livre de l'ethnologie. Il
suffit de dire dans ce livre que
l'ethnologie n'est pas une science
mais un mode d'emploi de
Georges Duménil et de
Roland Barthes - et de reconnaître
après coup, que ce livre est
excellent.

Bien sûr, il y a de l'ethnologie
dans la littérature du Luxem-

LE FEUILLETON D

André Malraux, de
Deux heures après

Le poids de

« LES MEILLEURS » meilleurs que
les autres, plus cohérents
d'ailleurs. Est-ce un affai-
re d'ethnologie, d'esthétique, plutôt
d'histoire, de philosophie, de politique
ou de littérature ? C'est une question
qui se pose à tous les niveaux de la
culture. Les hommes meurent sans
doute, mais ils vivent. Alors
sentir leur style, branché et
moderne, les profils de carrière et
l'absence de l'absence de la carrière
ne sont pas de nantis ; qu'ils
reprennent la plume puisque, tel
lecteur et politiques occidentaux
font que ce, causer, mais à
recherches à neuf, des souvenirs
marchés à force de foi, et, au ven-
dant, la désobéissance depuis la
naissance à nous : le devoir o
l'urgence de convaincre.

Ce livre de Lawrence d'A
esthète de tous. C'est Malra
l'antique et l'antique et l'antif
Aujourd'hui, c'est l'ancien mi-
parcourent les maquis du ter-
concord avec l'impérialisme sc
concordement aux prises avec lui.

« MALRAUX » Dans le gr
commémorative des a
à faire un peu figure
biographique de Jear
aurait-il soulevé le sujet ?
l'espérance de la période, cons
manière, des vulgarisations univer
La collection « Phare » de c
sembler un crâne. « Un
œuvre une époque », est-il sou-
fait pas s'y tromper. L'auteur, l
nave, ne se contente pas d'initier
de Malraux, en excellent pédago-

20. Lettres étrangères : écrivains d'Europe centrale

Le Monde DES LIVRES

Les flâneries parisiennes d'un ethnologue

Une journée dans la vie de Marc Augé : l'itinéraire urbain d'un homme qui se regarde et considère notre société avec les yeux de quelqu'un venu de loin.

L n'est pas aisé d'expliquer à quelqu'un qui ignore tout des subtilités de la politique intérieure française pourquoi un radical-socialiste n'est ni radical ni socialiste, ou de faire comprendre à un autre, étranger à l'histoire de la chimie, pourquoi ce que les savants appellent des « terres rares » ne sont pas des terres et qu'elles sont encore moins rares. Pareillement, je ne me risquerai pas à dire en quoi l'ethno-roman de Marc Augé n'est ni un roman ni de l'ethnologie. Il suffit de le lire sans se soucier du genre — que je sime toutefois entre la *Vie, mode d'emploi* de Georges Perec et *Mythologies* de Roland Barthes — et de reconnaître, après coup, que ce livre est excellent.

Bien sûr, il y a de l'ethnologie dans la *Traverse* du Luxem-

bourg. Pas une ligne qui ne rappelle que l'auteur et le narrateur sont ethnologues, mais cette ethnologie n'est pas directement exposée : elle est devenue un monologue intérieur. Une voix off. Et s'il y a un roman, c'est que l'auteur est à lui-même son propre personnage...

Fabius et Fignon

Cet exercice de schizophrénie contrôlée, au cours duquel sont mis en scène les souvenirs et les réflexions d'une journée particulière, le 20 juillet 1984, transforme le découpage de la vie en un patchwork tout à fait présentable. Marc Augé feint de parler de tout pour, finalement, ne traiter que d'un seul sujet : l'identité.

An cœur de ce faux roman, il y a donc de vraies questions : Com-



Marc Augé au jardin du Luxembourg : impressions d'enfance.

ment rester le contemporain de soi-même ? Le mot bonheur a-t-il un sens ou, plus précisément, être heureux n'est-ce pas tout bonnement avoir un sens ? La journée du 20 juillet 1984 n'a pas été choi-

sie au hasard. Ce jour-là, en effet, consacre en même temps Laurent Fabius et Laurent Fignon. Le narrateur, au seuil de la cinquantaine, est moins touché par la coïncidence des prénoms que par la remise à l'heure des horloges. Il se sent mi-Mauroy mi-Fignon, tout à coup.

A cela s'ajoute l'impression de jouer les inutilités à la maison, car — célibataire du mois de juillet — il est comme orphelin de sa femme, de ses filles et de son chat. Il boude la télévision. Mais cette panne d'enthousiasme ne va pas durer, et il suffira qu'il quitte cet univers symbolique effondré, qu'il change de monde, pour repartir à nouveau : on peut avoir cinquante ans et refuser d'être quinquagénaire.

JACQUES MEUNIER.

(Lire la suite page 22.)

* LA TRAVERSE DU LUXEMBOURG, de Marc Augé, collection « Histoire des gens », Hachette, 198 p., 74 F.

L'histoire de la vie privée

Après *l'Histoire de la France rurale* et *l'Histoire de la France urbaine*, les éditions du Seuil poursuivent leur série de grandes collections historiques, avec une *Histoire de la vie privée*, en cinq volumes, dont l'idée revient à Michel Winock et Philippe Aries. Le premier volume *De l'Empire romain à l'an mil*, dirigé par Paul Veyne, vient de sortir en librairie. Nous publions ci-dessous une partie de l'introduction de Georges Duby, responsable de la collection, et en page 18, Pierre Chaurin nous promène à travers le premier millénaire : les Romains ont-ils inventé l'intimité ?

Le lieu du secret

PAR GEORGES DUBY

Nous avons décidé d'étendre nos recherches à toute l'histoire de la civilisation occidentale dans sa plus longue durée. Il s'agit de plus de deux millénaires, et du Nord au Midi, parmi de multiples provinces aux coutumes, aux manières de vivre fort diverses, un concept, celui de vie privée, dont nous savons très bien que, sous la forme qui nous est familière, il a pris véritablement consistance très récemment, au XIX^e siècle, en quelques régions d'Europe. Comment en esquisser la pré-histoire ? Comment définir, dans leurs variations, les réalités qu'il recouvre au cours des âges ? Encore fallait-il cerner exactement le thème, ne point s'égarer à traiter, une fois de plus, de la vie quotidienne, à propos de la demeure par exemple, de la chambre, du lit, ne point glisser vers une histoire de l'individualisme, voire une histoire de l'intimité.

Nous sommes donc partis de cette évidence que, de tout temps et partout, s'est exprimé dans le vocabulaire le contraste, clairement perçu par le sens commun, qui oppose au public, ouvert à la communauté du peuple et soumis à l'autorité de ses magistrats, le privé. Qu'une aire particulière, nettement délimitée, est assignée à cette part de l'existence que tous les langages disent privée, une zone d'immunité offerte au repli, à la retraite, où chacun peut abandonner les armes et les défenses dont il lui convient d'être

muni lorsqu'il se risque dans l'espace public, où l'on se défend, où l'on se met à l'aise, en « négligé », délivré de la carapace d'ostentation qui assure, au-dehors, protection. Ce lieu est de familiarité. Il est domestique. C'est aussi celui du secret. Dans la privé se trouve serré ce que l'on possède de plus précieux, qui n'appartient qu'à soi, ce qui ne regarde pas autrui, ce qu'il est interdit de divulguer, de montrer, parce que trop différent de ces apparences que l'honneur exige de sauver en public.

Naturellement inscrite à l'intérieur de la maison, de la demeure, enfermée sous des serrures, dans des clôtures, la vie privée apparaît donc murée. Cependant, de part et d'autre de ce « mur » dont les bourgeoisies du dix-neuvième siècle entendent défendre à toute force l'intégrité, des combats sont constamment livrés. La puissance privée doit, vers l'extérieur, soutenir les assauts de la puissance publique. Il lui faut aussi, de l'autre côté de la barrière, contenir les aspirations des individus à l'indépendance, puisque l'enceinte abrite un groupe, une formation sociale complexe où les inégalités, les contradictions semblent même à leur comble, la puissance des hommes s'y heurtant plus vivement qu'au-dehors à celle des formes, celui des vieux à celui des jeunes, le pouvoir des maîtres à l'indocilité des serviteurs.

(Lire la suite page 18.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

André Malraux, de Michel Cazenave
Deux heures après minuit, de Jean-François Deniau

Le poids de l'âme

SONT-ILS » meilleurs que d'autres, plus courageux, plus cohérents ? Qui peut le dire ! Est-ce affaire d'éthique, d'ailleurs ? D'esthétique, plutôt. Il « leur » paraît soudain que continuer à jacter, à caqueter, tandis qu'ailleurs la poudre parle et que des hommes meurent sans phrase, cela devient... obscène, voilà. Alors « ils » reviennent leur style, branchent la réponse, oubliant les profits de canif et les effets de tribune, ces lueurs furtives, et ils partent crapahuter sur le terrain des causes impossibles, de ces luttes lointaines et répétées perdues d'avance dont dépend peut-être notre sort de nantis : quitte, au retour, à reprendre la plume puisque, tels Zola, intellectuels et politiques occidentaux ne savent faire que ça, causer, mais au moins en hommes de parole, cette fois, avec des mots rechargés à neuf, des souvenirs de visages, muets à force de foi, et, au ventre, ce sentiment en déséquilibre depuis la fin de nos héros : le devoir de témoigner, l'urgence de convaincre.

Ce fut le cas de Lawrence d'Arabie, le plus esthète de tous. C'est Malraux épousant l'anticolonialisme et l'antifranquisme. Aujourd'hui, c'est l'ancien ministre Deniau parcourant les maquis du tiers-monde au contact avec l'impérialisme soviétique, ou indirectement aux prises avec lui...

MALRAUX ! Dans la grande fièvre commémorative des années 80, il fait un peu figure d'oublié. La somme biographique de Jean Lacouture aurait-elle épuisé le sujet ? L'auteur de *l'Espoir* traverse la période, consacrée à sa manière, des vulgarisations universitaires.

La collection « Phare » de chez Balland semble viser ce crâne. « Une vie, une œuvre, une époque », est-il sous-titré. Il ne faut pas s'y tromper. L'auteur, Michel Cazenave, ne se contente pas d'initier à la lecture de Malraux, en excellent pédagogue — il est

normanien, agrégé des lettres. Il se trouve qu'il a rencontré l'homme. Délégué général de l'Institut Charles-de-Gaulle, qu'il Malraux présidait, il a rendu compte à ce dernier, trois fois par an durant quatre ans. Comme beaucoup d'autres fervents, il a accompli le pèlerinage de Verrières, mais il nous fait grâce des habituels numéros de mimétisme où le visiteur rivalise de jonglerie verbale avec son hôte.

Des fulgurances inédites sont versées au dossier déjà lourd des propos à bâtons rompus, mais reclassées, replacées dans l'œuvre. Le point est fait, notamment, sur des thèmes prêtant à malentendus et extrapolations : l'agnosticisme de Malraux, contraire d'une négation du surnaturel, lequel, tel le naturel, tend à revenir, lui aussi, au galop. Témoignage cette définition de l'âme : « L'espace intermédiaire d'une transcendance sans nom et d'une existence ici-bas, dont le scandale est le Temps. »

EST-CE elle, cette âme-là ou une autre, qui fait que certains hommes parmi les plus démunis de la planète donnent soudain son nom à l'acceptable et prennent leur fusil, comme la Grégoire du chant vendéen ? Telle est la question que Jean-François Deniau s'est posée au long de son périple chez les défenseurs en guenilles d'un Occident rodé à les oublier.

Pourquoi cet ancien ministre habité des lambris officiels et des conférences stériles est-il allé regarder de plus près les caches de maquis aux silences éloquentes ? Le dédicé est venu d'une déclaration de l'ambassadeur soviétique au Pakistan après la libération d'Abouchar. Le diplomate avait promis que le prochain Français capturé en Afghanistan serait éliminé. Deniau a voulu relever la défi et opposer à l'interdiction d'informer la seule réponse convenable : informer.

(Lire la suite page 22.)



Le Mahābhārata aux Bouffes du Nord et dans la GF Flammarion

Extraits traduits du sanscrit
par Jean-Michel Pétéralfi.
Introduction et commentaires
par Madeleine Biardeau.
Volume 1 : 29 F - Volume 2 :
à paraître en mars 1986.

هكذا من الأصل

A LA VITRINE

LETTRES ÉTRANGÈRES

De Trieste

à Wimbledon

C'est un étrange et attachant roman que ce *Stade de Wimbledon*, premier livre d'un jeune écrivain italien qui fut lancé, voici deux ans, par Italo Calvino. Il relate les recherches d'un jeune homme autour d'un personnage quasiment mythique dans les lettres italiennes depuis les années 20 : Bobi Bazlen, un Triestin qui, s'il ne publia jamais une ligne de son vivant, fut en revanche un lecteur extraordinairement perspicace de tout ce qui comptait dans la littérature, en Italie et hors d'Italie. C'est à lui, soit dit en passant, que Montale dut la révélation de l'œuvre de Svevo, qu'il allait lui-même faire connaître par des articles retentissants.

Afin de tenter de reconstituer ce qu'était le mystérieux Bazlen, dont toute la vie consistait à absorber les écrits des autres sans rien produire pour sa part, le narrateur se met en quête de personnes qui l'ont jadis connu, étant lui-même trop jeune pour l'avoir rencontré. C'est ainsi qu'il va voir, à Trieste, puis à Londres, deux femmes, Liba, Geri, dont les noms sont désormais indissociables des poésies de Montale. Elles seront pour le jeune écrivain les intermédiaires, on voudrait dire les « passeuses » vers cet univers de la littérature dont il cherche à percer le secret.

● EN BREF

● LE CENTRE D'ÉTUDES DE LA LITTÉRATURE OCCIDENTALE consacre, les 6 et 7 décembre à Toulouse, son quatrième colloque à l'œuvre poétique de l'auteur carennais, René Nelli.

● LE PRIX DE L'AMITIÉ FRANCO-ARABE a été attribué à Assia Djebar pour son livre *L'Amour, la fantasia* (Laffont) et à Myriam Anzaki pour *Le Bleu-Alméida* (Olivier Orban). D'autre part, le prix spécial du jury a été décerné à Naguib Mahfouz et à Joseph Chelid pour l'ensemble de leur œuvre. Naguib Mahfouz est l'un des grands écrivains égyptiens contemporains (voir *Le Monde* du 20 septembre 1985), dont l'un des romans, *Bayn Al Qasrayn* (Impasse des deux palais), vient d'être traduit en français (Laffont). Joseph Chelid, universitaire, a publié une étude sur le Yémen et la péninsule Arabique (Maisoncarre et Larose).

● RUDOLF SCHOTTLAENDER, le premier traducteur allemand à s'être attaqué à la Recherche du temps perdu, sera la vedette d'un symposium qui se penchera, les

Femmes réelles ou figures symboliques, peu importe, puisqu'elles sont porteuses d'une vérité qui est celle-là même qu'illustraient les poèmes de Montale : le passage d'une occasion réelle à un écrit, à un poème, alors que Bazlen précisément, suivit toujours une démarche inverse, partant de l'écrit qu'il absorbait évidemment mais sans parvenir à autre chose qu'au silence.

Avec une écriture calme, volontairement neutre, Daniele Del Giudice mène sans faiblir ce récit qui est aussi une captivante et subtile méditation sur le métier d'écrivain.

M. F.

★ LE STADE DE WIMBLEDON, de Daniele Del Giudice, traduit de l'italien par René de Ceccaty, Ed. Rivages, 148 pages, 55 F.

L'Italie donne sa langue aux chats

« Sans amour, on n'est rien du tout », chantait Edith Piaf, ce qui pourrait aussi s'appliquer à la Tosca des chats, héroïne du roman de Gina Lagorio que couronna l'an passé le prix Viareggio. Elle a de l'amour à revendre, cette Tosca, mais qui s'en soucie ? C'est à peine si les vacances la saluent lorsqu'ils la croisent, en train de laver les escaliers du petit immeuble dont elle a la garde. Parfois, l'insultité de sa vie lui saisit la gorge. Vite une gorgée de vin pour desserrer l'étau et la fourrure d'un chat pour

réchauffer sa main. Mais si tendres, si fascinants soient-ils, les chats ne sauraient tenir lieu de raison d'être.

L'état lui apportera, durant quelques semaines, l'impression, l'illusion d'exister, au moins aux yeux d'un couple de locataires intellectuels qui lui prodiguent un amical intérêt. Ils l'interrogent, l'invitent, l'écourent, le ramènent. Pour l'homme, critique gastronomique aux ambitions déçues, elle fait bientôt figura d'un personnage de roman à l'état brut. Dès son retour à Gênes, il en tirera « quelques choses », un témoignage, une fiction... peu importe puisque la Tosca ne lira jamais l'œuvre qu'elle aura inspirée. Confrontée au vide épouvantable de l'automne, à la menace de perdre son logement et la compagnie des chats, elle se laisse couler à pic.

Sous l'Italie de charme des privilégiés (indigènes ou étrangers), voici que s'en profile une autre, dure et sordide, celle des gagnants, des mal-aimés ou simplement des hors-jou pour cause d'âge ou de guigne. Mais par la grâce d'un livre qui dit vrai, voici que ces deux Italies communiquent, dialoguent, sympathisent, non sans tenter de s'exploiter mutuellement. La mièvre s'accroche à la première main secourable, laquelle relève l'étréme pour prendre la plume. Et si, comme toujours, le dernier mot revient aux « propriétés du langage », cette fois pour tant il salue les « haricots » ou ceux que la société a condamnés au silence. Nul ne s'y fait, pas même les chats.

G.R.

★ TOSCA DES CHATS, de Gina Lagorio, traduit de l'italien par Nino Frank, Éditions Limes, Asco, 268 pages, 88 F.

Ont collaboré aux pages 16 et 17 : Mario Fusco, Gilette Guillard-Auvier, Patrick Kechichian, Florence Lautredon, Monique Nemer, Monique Pétillon.

ROMAN

Le parcours insolite de Bernard Waller

Tout en discrétion et en dévotion, le talent de Bernard Waller pourrait bien être celui d'un romancier intimiste. Ses personnages ont le sentiment qu'une sorte de fluide les sépare du monde réel, quelque chose qui voile la perception, comme la surdité de Liza dans *Le Brume du matin*. Mais dans la dernière livre, les *Portes gigognes*, Gérard Auberger a l'impression soudaine que le monde est plus net, plus neuf, et se demande, cocassement, si cela ne vient pas simplement de ce que les vitres de sa chambre ont été nettoyées. Ce détail représente assez bien ce qui donne aux huit romans de Waller leur cachet si étrange : un léger désajustement.

Les *Portes gigognes* se présente donc comme un bizarre jeu de foies. Vingt-deux chapitres, vingt-deux portes qui s'ouvrent, « les unes dans les autres, selon une perspective en abîme », sur quelques découvertes ? Porte cochère, porte accordée, portail du jardin, portes de la nuit... C'est à la fois dérangeant comme une obsession et rassurant comme une de ces litanies par lesquelles les comptines inventent le monde. Ces portes sont autant de brèches dans un quotidien mesuré, feutré, presque étiqué.

La fascination pour les portes commehes, comme un subtil déré-

glement, lorsque Gérard Auberger apprend qu'il doit subir une intervention chirurgicale. L'appréhension, le choc, la rupture dans la routine, tout cela suffit, en deux mois de printemps, à changer le cours d'une existence monotone. Il découvre qu'il est passé à côté de beaucoup de choses et qu'il n'est pas irremplaçable dans son travail. Auberger se souvient que, avant de devenir chef de service dans une société de distribution de matériel électronique, il a été un enfant rêveur, taciturne et fantasque, qui inventait des jeux le menant de ports en ports.

Peu d'événements dans ce roman, peu de personnages, mais une infinité de symétries qui rapprochent deux familles, deux générations. L'attrait ambigu qu'exerce cette histoire simple, tient peut-être à la sobriété infuse, nerveuse de l'écriture, qui cherche à capter des malaises indéfinissables.

M. P.

★ LES PORTES GIGOGNES, de Bernard Waller, Gallimard, 162 p., 73 F.

NOUVELLES

La magie

L'engoulement est une sorte de merle brun qui s'éveille au crépuscule et se nourrit d'insectes : tout ce qui passe à portée de bec. De

novembre, mois des morts ? Pour le calendrier, sans doute. Il faut croire que l'actualité du roman policier l'ignore superbement. Car c'est de résurrections que traitera cette chronique.

La disparition de Sherlock Holmes dans les chutes de Reichenbach, après un ultime combat contre le sinistre Moriarty, avait laissé des millions de lecteurs inconfortables, au point que Sir Arthur Conan Doyle lui-même dut envisager la réapparition de son célèbre héros.

Avec un inégal bonheur, d'autres auteurs se sont, depuis, attelés à la tâche. René Férouen est de ceux-là. Son *Élémentaire, mon cher Holmes*, lui avait valu, en 1983, le prix Mystère de la critique. Voici aujourd'hui *L'Assassin du boulevard*, où Sherlock est confronté aux attentats anarchistes qui secouent Paris à la fin du siècle dernier.

Pipe, violon, cocaine, déductions habiles, pas un bouton de gilet de la robe holmésienne ne manque à l'appel. Mais Férouen réussit mieux, bien mieux qu'un pastiche.

Écrit avec une élégance aussi raffinée que celle de son héros, *L'Assassin du boulevard* est une très belle balade dans le Paris des années 1900 et une étonnante peinture des milieux « enars » de l'époque que traversent les silhouettes de Caserio et d'Emile Henry, mais aussi, plus surprenant, d'Alphonse Allais ou de Courteline. (*L'Assassin du boulevard*, de René Férouen, Denoël, 68 F.)

Il y a un an, presque jour pour jour — le 12 novembre 1984, — mourait Chester Himes. Prémonition ? Lui aussi avait fait despreux, dans un ultime roman (1), les inoubliables Ed Cerouel et Foscoyeur Jones.

Voilà qui ne fait pas, mais alors pas du tout, l'affaire de deux obscurs filices noires de Harlem, W. Jones Dubois et Ed Smith, qui, trente ans durant, se sont bâtis une légende à peu de frais : à qui voulait les entendre, ils suggéraient, l'air complice, que leur « pote » Chester s'était plus que largement inspiré de leurs aventures.

Une, ni deux. Nous sommes en 1984, et voici Dubois et Smith débarquant à Paris pour convaincre Chester Himes de renoncer à son funeste projet. Tel est le point de départ de Cerouel et C°. La suite, c'est un livre à plusieurs niveaux. Une histoire policière classique, d'abord, qui verra Dubois et Smith se hisser, après avoir rencontré Himes mourant, à la hauteur de leurs modèles romanesques : une plongée au cœur du Paris « black », ensuite : boîtes scintillantes, cafés chaleureux, petits trafics, réseaux de solidarité, etc. ; une réflexion, enfin, sur le déracinement de l'émigration noire en France et sa nostalgique lenteur de mort-jard, l'Afrique.

Le danger était réel d'un ouvrage fourre-tout, manquant son but par trop-plein d'ambitions. Surprise : Njani Simon, l'auteur, n'a que vingt-trois ans, c'est son premier roman, et pourtant, l'ensemble est parfaitement maîtrisé. Dubois et Smith, mais aussi le journaliste Amos Yebga, dououreusement partagé entre ses racines et son exilisme pour le monde des Blancs, n'auraient sans doute pas été reniés par le grand Chester. (Cerouel et C°, Njani Simon, éd. Lieu commun, 82 F.)

Il y a aussi les grands retours dus au hasard des politiques éditoriales.

Celui du sergent Joe Keller, par exemple. On avait perdu de vue ce fil de la police new-yorkaise, héros de Nelson De Mille, depuis une bonne dizaine d'années. Trois aventures dans le « Série noir » en 1976-1977 (2) — trois réussites d'une écriture sèche, impitoyable — et puis, plus rien. Du moins, en version française. Grâce aux éditions de l'Ombre, l'injustice est réparée.

Nelson De Mille ne fait pas dans la tendresse. La vie est dure dans la jungle new-yorkaise et son héros est à l'image d'une ville folle. Individuellement forcené, chasseur sans pitié, qui méprise l'administration de la police, Joe Keller pourrait être une recrudescence pour cet Escadron de la mort que mettait clandestinement sur pied des flics, auteurs de justice parallèle et expéditive. Seul contre tous, il le combattra justice. Pas pour des motivations morales ou démocratiques, qui lui sont largement étrangères, mais parce qu'il n'aime pas qu'on piétine ses plates-bandes et encore moins qu'on s'en prenne à son meilleur ami, policier comme lui, coupable d'avoir eu la naïveté d'informer la hiérarchie. Fasciste, Keller ? « C'est une pure représentation d'un grand nombre de policiers à New-York, dit De Mille. La représentation autrement serait malhonnête ». (*L'Escadron de la mort*, de Nelson De Mille, éd. de l'Ombre, coll. « L'Introuvable », 62 F.)

Matthew Hope, c'est l'anti-Keller. Rien d'étonnant puisque cet avocat de trente-huit ans — dont c'est aussi le retour, seules deux de

ROMAN

Le parcours insolite de Bernard Waller

Tout en discrétion et en dévotion, le talent de Bernard Waller pourrait bien être celui d'un romancier intimiste. Ses personnages ont le sentiment qu'une sorte de fluide les sépare du monde réel, quelque chose qui voile la perception, comme la surdité de Liza dans *Le Brume du matin*. Mais dans la dernière livre, les *Portes gigognes*, Gérard Auberger a l'impression soudaine que le monde est plus net, plus neuf, et se demande, cocassement, si cela ne vient pas simplement de ce que les vitres de sa chambre ont été nettoyées. Ce détail représente assez bien ce qui donne aux huit romans de Waller leur cachet si étrange : un léger désajustement.

Les *Portes gigognes* se présente donc comme un bizarre jeu de foies. Vingt-deux chapitres, vingt-deux portes qui s'ouvrent, « les unes dans les autres, selon une perspective en abîme », sur quelques découvertes ? Porte cochère, porte accordée, portail du jardin, portes de la nuit... C'est à la fois dérangeant comme une obsession et rassurant comme une de ces litanies par lesquelles les comptines inventent le monde. Ces portes sont autant de brèches dans un quotidien mesuré, feutré, presque étiqué.

La fascination pour les portes commehes, comme un subtil déré-

gement, lorsque Gérard Auberger apprend qu'il doit subir une intervention chirurgicale. L'appréhension, le choc, la rupture dans la routine, tout cela suffit, en deux mois de printemps, à changer le cours d'une existence monotone. Il découvre qu'il est passé à côté de beaucoup de choses et qu'il n'est pas irremplaçable dans son travail. Auberger se souvient que, avant de devenir chef de service dans une société de distribution de matériel électronique, il a été un enfant rêveur, taciturne et fantasque, qui inventait des jeux le menant de ports en ports.

Peu d'événements dans ce roman, peu de personnages, mais une infinité de symétries qui rapprochent deux familles, deux générations. L'attrait ambigu qu'exerce cette histoire simple, tient peut-être à la sobriété infuse, nerveuse de l'écriture, qui cherche à capter des malaises indéfinissables.

M. P.

★ LES PORTES GIGOGNES, de Bernard Waller, Gallimard, 162 p., 73 F.

NOUVELLES

La magie

L'engoulement est une sorte de merle brun qui s'éveille au crépuscule et se nourrit d'insectes : tout ce qui passe à portée de bec. De

novembre, mois des morts ? Pour le calendrier, sans doute. Il faut croire que l'actualité du roman policier l'ignore superbement. Car c'est de résurrections que traitera cette chronique.

La disparition de Sherlock Holmes dans les chutes de Reichenbach, après un ultime combat contre le sinistre Moriarty, avait laissé des millions de lecteurs inconfortables, au point que Sir Arthur Conan Doyle lui-même dut envisager la réapparition de son célèbre héros.

Avec un inégal bonheur, d'autres auteurs se sont, depuis, attelés à la tâche. René Férouen est de ceux-là. Son *Élémentaire, mon cher Holmes*, lui avait valu, en 1983, le prix Mystère de la critique. Voici aujourd'hui *L'Assassin du boulevard*, où Sherlock est confronté aux attentats anarchistes qui secouent Paris à la fin du siècle dernier.

Pipe, violon, cocaine, déductions habiles, pas un bouton de gilet de la robe holmésienne ne manque à l'appel. Mais Férouen réussit mieux, bien mieux qu'un pastiche.

Écrit avec une élégance aussi raffinée que celle de son héros, *L'Assassin du boulevard* est une très belle balade dans le Paris des années 1900 et une étonnante peinture des milieux « enars » de l'époque que traversent les silhouettes de Caserio et d'Emile Henry, mais aussi, plus surprenant, d'Alphonse Allais ou de Courteline. (*L'Assassin du boulevard*, de René Férouen, Denoël, 68 F.)

Il y a un an, presque jour pour jour — le 12 novembre 1984, — mourait Chester Himes. Prémonition ? Lui aussi avait fait despreux, dans un ultime roman (1), les inoubliables Ed Cerouel et Foscoyeur Jones.

Voilà qui ne fait pas, mais alors pas du tout, l'affaire de deux obscurs filices noires de Harlem, W. Jones Dubois et Ed Smith, qui, trente ans durant, se sont bâtis une légende à peu de frais : à qui voulait les entendre, ils suggéraient, l'air complice, que leur « pote » Chester s'était plus que largement inspiré de leurs aventures.

Une, ni deux. Nous sommes en 1984, et voici Dubois et Smith débarquant à Paris pour convaincre Chester Himes de renoncer à son funeste projet. Tel est le point de départ de Cerouel et C°. La suite, c'est un livre à plusieurs niveaux. Une histoire policière classique, d'abord, qui verra Dubois et Smith se hisser, après avoir rencontré Himes mourant, à la hauteur de leurs modèles romanesques : une plongée au cœur du Paris « black », ensuite : boîtes scintillantes, cafés chaleureux, petits trafics, réseaux de solidarité, etc. ; une réflexion, enfin, sur le déracinement de l'émigration noire en France et sa nostalgique lenteur de mort-jard, l'Afrique.

Le danger était réel d'un ouvrage fourre-tout, manquant son but par trop-plein d'ambitions. Surprise : Njani Simon, l'auteur, n'a que vingt-trois ans, c'est son premier roman, et pourtant, l'ensemble est parfaitement maîtrisé. Dubois et Smith, mais aussi le journaliste Amos Yebga, dououreusement partagé entre ses racines et son exilisme pour le monde des Blancs, n'auraient sans doute pas été reniés par le grand Chester. (Cerouel et C°, Njani Simon, éd. Lieu commun, 82 F.)

Il y a aussi les grands retours dus au hasard des politiques éditoriales.

Celui du sergent Joe Keller, par exemple. On avait perdu de vue ce fil de la police new-yorkaise, héros de Nelson De Mille, depuis une bonne dizaine d'années. Trois aventures dans le « Série noir » en 1976-1977 (2) — trois réussites d'une écriture sèche, impitoyable — et puis, plus rien. Du moins, en version française. Grâce aux éditions de l'Ombre, l'injustice est réparée.

Nelson De Mille ne fait pas dans la tendresse. La vie est dure dans la jungle new-yorkaise et son héros est à l'image d'une ville folle. Individuellement forcené, chasseur sans pitié, qui méprise l'administration de la police, Joe Keller pourrait être une recrudescence pour cet Escadron de la mort que mettait clandestinement sur pied des flics, auteurs de justice parallèle et expéditive. Seul contre tous, il le combattra justice. Pas pour des motivations morales ou démocratiques, qui lui sont largement étrangères, mais parce qu'il n'aime pas qu'on piétine ses plates-bandes et encore moins qu'on s'en prenne à son meilleur ami, policier comme lui, coupable d'avoir eu la naïveté d'informer la hiérarchie. Fasciste, Keller ? « C'est une pure représentation d'un grand nombre de policiers à New-York, dit De Mille. La représentation autrement serait malhonnête ». (*L'Escadron de la mort*, de Nelson De Mille, éd. de l'Ombre, coll. « L'Introuvable », 62 F.)

Matthew Hope, c'est l'anti-Keller. Rien d'étonnant puisque cet avocat de trente-huit ans — dont c'est aussi le retour, seules deux de

même, c'est lorsqu'elle croque la minuscule dans l'ombre des consciences que Jehanne Jean-Charles réussit ses meilleurs coups. Ainsi vous envoie-t-elle ad patres, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, un accusé innocent trop pressé d'en finir avec l'injustice, ou cette vieille Américaine qui porta au doigt un diamant si énorme qu'il fait forcément envie.

En quelques lignes qui sont l'innocence même, elle vous dépeint jusqu'au cœur véhémente ceux qu'elle fixe de son terrible regard. Ainsi du « voyeur », cruellement puni pour un vice qu'il n'exerce plus, ou de la pin-up idiote, dont elle chipe au passage les tics de langage anobissime et l'égoïsme monumental.

Mais la tendresse n'est pas absente de nouvelles souvent atroces, ni la gaieté. Simplement, il faut prendre garde aux charmes de cette magicienne qui, dès qu'elle commence à écrire velouté, se prépare à vous faire basculer dans l'horrible. Le plus étonnant, c'est qu'on ne s'étonne de rien en sa compagnie, par exemple, de ce qu'un mur sauté par un petit garçon déboulonnant, le fasse choir de l'époque 1900 dans le nôtre, d'Enfances à la Lardau et plein fouilles d'« hachisèmes » et de bleus-jans déguillettés.

Avec elle, les vérités les plus secrètes deviennent évidentes, et des évidences on n'est jamais sûr. Ficelé, embellie, roulé et ravi, tel on se retrouve à la fin de chaque récit, et il se sont d'un ton si varié, tous, qu'on en est même un peu groggy.

M. P.

★ LES PORTES GIGOGNES, de Bernard Waller, Gallimard, 162 p., 73 F.

NOUVELLES

La magie

L'engoulement est une sorte de merle brun qui s'éveille au crépuscule et se nourrit d'insectes : tout ce qui passe à portée de bec. De

novembre, mois des morts ? Pour le calendrier, sans doute. Il faut croire que l'actualité du roman policier l'ignore superbement. Car c'est de résurrections que traitera cette chronique.

La disparition de Sherlock Holmes dans les chutes de Reichenbach, après un ultime combat contre le sinistre Moriarty, avait laissé des millions de lecteurs inconfortables, au point que Sir Arthur Conan Doyle lui-même dut envisager la réapparition de son célèbre héros.

Avec un inégal bonheur, d'autres auteurs se sont, depuis, attelés à la tâche. René Férouen est de ceux-là. Son *Élémentaire, mon cher Holmes*, lui avait valu, en 1983, le prix Mystère de la critique. Voici aujourd'hui *L'Assassin du boulevard*, où Sherlock est confronté aux attentats anarchistes qui secouent Paris à la fin du siècle dernier.

Pipe, violon, cocaine, déductions habiles, pas un bouton de gilet de la robe holmésienne ne manque à l'appel. Mais Férouen réussit mieux, bien mieux qu'un pastiche.

Écrit avec une élégance aussi raffinée que celle de son héros, *L'Assassin du boulevard* est une très belle balade dans le Paris des années 1900 et une étonnante peinture des milieux « enars » de l'époque que traversent les silhouettes de Caserio et d'Emile Henry, mais aussi, plus surprenant, d'Alphonse Allais ou de Courteline. (*L'Assassin du boulevard*, de René Férouen, Denoël, 68 F.)

Il y a un an, presque jour pour jour — le 12 novembre 1984, — mourait Chester Himes. Prémonition ? Lui aussi avait fait despreux, dans un ultime roman (1), les inoubliables Ed Cerouel et Foscoyeur Jones.

Voilà qui ne fait pas, mais alors pas du tout, l'affaire de deux obscurs filices noires de Harlem, W. Jones Dubois et Ed Smith, qui, trente ans durant, se sont bâtis une légende à peu de frais : à qui voulait les entendre, ils suggéraient, l'air complice, que leur « pote » Chester s'était plus que largement inspiré de leurs aventures.

Une, ni deux. Nous sommes en 1984, et voici Dubois et Smith débarquant à Paris pour convaincre Chester Himes de renoncer à son funeste projet. Tel est le point de départ de Cerouel et C°. La suite, c'est un livre à plusieurs niveaux. Une histoire policière classique, d'abord, qui verra Dubois et Smith se hisser, après avoir rencontré Himes mourant, à la hauteur de leurs modèles romanesques : une plongée au cœur du Paris « black », ensuite : boîtes scintillantes, cafés chaleureux, petits trafics, réseaux de solidarité, etc. ; une réflexion, enfin, sur le déracinement de l'émigration noire en France et sa nostalgique lenteur de mort-jard, l'Afrique.

Le danger était réel d'un ouvrage fourre-tout, manquant son but par trop-plein d'ambitions. Surprise : Njani Simon, l'auteur, n'a que vingt-trois ans, c'est son premier roman, et pourtant, l'ensemble est parfaitement maîtrisé. Dubois et Smith, mais aussi le journaliste Amos Yebga, dououreusement partagé entre ses racines et son exilisme pour le monde des Blancs, n'auraient sans doute pas été reniés par le grand Chester. (Cerouel et C°, Njani Simon, éd. Lieu commun, 82 F.)

Il y a aussi les grands retours dus au hasard des politiques éditoriales.

Celui du sergent Joe Keller, par exemple. On avait perdu de vue ce fil de la police new-yorkaise, héros de Nelson De Mille, depuis une bonne dizaine d'années. Trois aventures dans le « Série noir » en 1976-1977 (2) — trois réussites d'une écriture sèche, impitoyable — et puis, plus rien. Du moins, en version française. Grâce aux éditions de l'Ombre, l'injustice est réparée.

Nelson De Mille ne fait pas dans la tendresse. La vie est dure dans la jungle new-yorkaise et son héros est à l'image d'une ville folle. Individuellement forcené, chasseur sans pitié, qui méprise l'administration de la police, Joe Keller pourrait être une recrudescence pour cet Escadron de la mort que mettait clandestinement sur pied des flics, auteurs de justice parallèle et expéditive. Seul contre tous, il le combattra justice. Pas pour des motivations morales ou démocratiques, qui lui sont largement étrangères, mais parce qu'il n'aime pas qu'on piétine ses plates-bandes et encore moins qu'on s'en prenne à son meilleur ami, policier comme lui, coupable d'avoir eu la naïveté d'informer la hiérarchie. Fasciste, Keller ? « C'est une pure représentation d'un grand nombre de policiers à New-York, dit De Mille. La représentation autrement serait malhonnête ». (*L'Escadron de la mort*, de Nelson De Mille, éd. de l'Ombre, coll. « L'Introuvable », 62 F.)

Matthew Hope, c'est l'anti-Keller. Rien d'étonnant puisque cet avocat de trente-huit ans — dont c'est aussi le retour, seules deux de

La certitude qui s'affirme, à mesure que Jehanne Jean-Charles construit son œuvre, c'est qu'elle se place aujourd'hui au premier rang des champions — rares — de la nouvelle courte, ce qu'il y a de plus difficile à réussir parfaitement.

G. G.A.

★ LA NUIT DE L'ENGOULEMENT, de Jehanne Jean-Charles, Flammarion, 176 pages, 70 F.

Le jeu de la montagne et du hasard

Le destin et la mort : telles sont les grandes figures qui président à ces nouvelles de la montagne dont Jean Savary, après les *Flurs* de Jean, nous régale.

A travers des récits qui oscillent entre l'humour, l'émotion et le tragique, apparaît un amour profond de la montagne, en même temps qu'une conscience aiguë du « système de l'alpinisme » : affabulation, orgueil, mégalomanie, paroi, sont les tentations de ces gagnants les personnages de ces nouvelles : ainsi, dites avec amour, ces dernières volontés de Camencia, le riche Letino-mercane, désirant voir ses enfants éparpillés sur le mont Blanc, ou bien les vantardises d'Agaple, le meilleur guide du monde.

Mais, souvent, c'est l'émotion qui donne à ces récits toute leur saveur : souvenirs égrenés par le réaliste du Temps chevronné, plus du déclin, tristesse de la fin que l'on sent chez le Vétéran, cette attitude du grimpeur peut être touchante : ainsi, le Philippe de l'Aiguille, curbe qui disparaît, étranglé par un élan.

Dans un style précis, d'une simplicité parfois excessive, ces nouvelles démontrent, avec finesse, la maîtrise de la montagne, et dévoilent le jeu du destin qui la régit : le jeu de la montagne et du hasard.

R. L.

★ LE JEU DE LA MONTAGNE, de Jean Savary, Montalba, 274 p., 75 F.

Barbey d'Aurevilly à Cerisy

La formule est heureuse qui réunit les deux ans, à l'autorisme, à Cerisy-la-Salle, dans le cadre de rencontres organisées par Jolli Bopart, des spécialistes de Barbey d'Aurevilly, né à quelques kilomètres de là : au « programme », un débat entre les participants. Cette fois, c'était une courte chronique, ou qui ne meurt pas, que relie la chronique commune de l'Inceste.

Si la chronique doit à sa brièveté sa plus relative sobriété, le roman de l'écriture « Kitchy », une de ces nouvelles dont Barbey a le secret, à la fois violente et morbide, excessive et éphémère.

Ce fut un Barbey au kaléidoscope, les mêmes éléments, sur l'écrou, le rêve d'androgynie, l'inceste impossible ou interdit.

VAINCRE LE CHAOS ET L'UTOPIE

THOMAS M. L'UTC

présentés par ANDRÉ PRÉVOST

TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL

traduction nouvelle. Introduit par la puissance de l'Utopie. Notes. 1

Prix Bordin de l'Académie. 12

UN PRESTIGIEUX VOLUME : relié Signets. Sous écriture illustrée. 16

Le livre à offrir : 210 F. franc, ou chaque bancaire, 16, 50110 La Madeleine. Tél. 20 54

Écrire pour spécimen gratuit. Pour envoi

PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS 1985

Roger CHARTIER,
Jacques LE GOFF,
Philippe LEVILLAIN,
Denis RICHEL,
Pierre SIPRIOT

Lauréats

pour l'émission radiophonique

"Les Lundis de l'histoire"

Le Prix DIDEROT-UNIVERSALIS, créé par l'Encyclopædia Universalis, consacre une action ou une œuvre exemplaires en matière de diffusion de la culture.

DU LIBRAIR

La certitude qui s'affirme, à mesure que Jehanne Jean-Charles construit son œuvre, c'est qu'elle se place aujourd'hui au premier rang des champions — rares — de la nouvelle courte, ce qu'il y a de plus difficile à réussir parfaitement.

G. G.A.

★ LA NUIT DE L'ENGOULEMENT, de Jehanne Jean-Charles, Flammarion, 176 pages, 70 F.

DU LIBRAIRE

La certitude qui s'affirme, à mesure que Jehanne Jean-Charles construit son œuvre, c'est qu'elle se place aujourd'hui au premier rang des champions - rares - de la nouvelle courte, ce qu'il y a de plus difficile à réussir parfaitement.

G. G.-A.

★ **LA NUIT DE L'ENGOULE-VENT**, de Jehanne Jean-Charles, Flammarion, 176 pages, 70 F.

Le jeu

de la montagne

et du hasard

Le destin et la mort : telles sont les grandes figures qui président à ces nouvelles de la montagne dont Anne Saury, après les *Fleurs de pierre*, nous régale.

A travers des récits qui oscillent entre l'humour, l'émotion et la tragédie, apparaît un amour profond de la montagne, en même temps qu'une conscience aiguë du « syndrome de l'alpinisme » : affabulation, orgueil, mégalomanie parfois, telles sont les tentations qui gagnent les personnages de ces nouvelles ; s'enliser, dites avec humour, ces dernières volontés de Comencette, la riche Latino-Américaine, désirant voir ses cendres éparpillées sur le mont Blanc, ou bien les vantardises d'Agapit, « le meilleur guide du monde ».

Mais, souvent, c'est l'émotion qui donne à ces récits toute leur saveur : souvenirs égrenés par le vieil alpiniste du Temps chevauché, refus du déclin, tristesse de la fin que l'on sent chez le Vétéran, cette solitude du grimpeur peut être mortelle : ainsi, le Philippe de l'Aiguille courbe qui disparaît, étranglé par sa vision.

Dans un style précis, d'une minutie parfois excessive, ces nouvelles décrivent, avec finesse, le monde de la montagne, et dévoilent la loi du destin qui la régit : le jeu de la montagne et du hasard.

F. L.

★ **LE JEU DE LA MONTAGNE ET DU HASARD**, d'Anne Saury, Montalba, 274 p., 75 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ENTRETIENS

● Christian Jacomino et Michel Butor : *Frontières*. Cet ouvrage inaugure une nouvelle collection, « Rencontres », dont chaque volume sera consacré à un écrivain. Composés d'entretiens réalisés par Christian Jacomino, de textes, d'une bibliographie et de documents photographiques, le présent volume tente de cerner les profils multiples de l'auteur de *La Modification*. (Éditions Le Temps paraitre, 133 p., 65 F.)

PAMPHLET

● Guy Leclerc-Guyrau : *Supplique à François de Jarnac, dit de Gault de Trois...* Dans ce pamphlet en forme de lettre ouverte à François Mitterrand, l'auteur invite le chef de l'État à « dépasser l'alternance » en confiant à Jacques Chaban-Debas la tâche de diriger un gouvernement d'union nationale. (Éditions Albatros, 175 p., 60 F.)

PHILOSOPHIE

● Ruprecht Paqué : *Le Statut paradoxal des nominalistes*. L'auteur, qui n'est pas universitaire, s'attache à analyser le contenu et les implications du « Statut » publié par l'université de Paris en décembre 1340, portant interdiction des doctrines nominalistes. Une contribution à l'étude de la philosophie médiévale. (Éditions PUF, traduit de l'allemand et préfacé par E. Marneux, 412 p., 280 F.)

MATHÉMATIQUES

● Alain Alcouffe : *Les Manuscrits mathématiques de Marx*. Il s'agit de la première traduction en français des travaux mathématiques menés par l'auteur du *Capital*. Alain Alcouffe, maître de conférences à l'université de Toulouse, étudie, dans son introduction, les filiations entre cette partie de l'œuvre de Marx et la *Logique de Hegel*. (Éditions Economica, 351 p., index, 98 F.)

LITTÉRATURE

● Chloé Marcel Proust. Ce treizième cahier présente, sous le titre *Quelques progrès dans l'étude du cœur humain*, l'ensemble des articles, notes et conférences de Jacques Rivière sur Proust. (Éditions Gallimard, 258 p., 145 F.)

● Alfred Jarry : *Ubu Intime*. Présenté et annoté par Henri Bordillon, ce volume contient une pièce posthume inédite de Jarry datant de 1894, ainsi que des textes d'Henri Morin, condisciple de Jarry au lycée de Saint-Brieuc, et de son frère Charles. (Éditions Fata Morgana, Les Bois, 35850 Romilly, 203 p., 130 F.)

ESSAIS

● Michel Dancel : *Tristan Corbière. Thématique de l'inspiration*. Corbière, mort à trente ans, en 1875, est l'auteur d'un seul livre, *Les Amours jeunes*, longue plainte désarticulée, d'où jaillissent

des éclairs de colère et d'ironie. A partir des lieux et des thèmes de son œuvre, Michel Dancel trace l'itinéraire poétique de Corbière. Une bibliographie complète l'ouvrage. (Éditions L'Age d'homme, 285 p., 90 F.)

● Marie-Paula Rambeau : *Chopin dans la vie et l'œuvre de George Sand*. Au-delà de l'anecdote sentimentale, l'auteur s'attache à situer la place et l'influence du musicien dans la pensée et l'inspiration de la Dame de Nohant. Marie-Paula Rambeau a, de plus, reconstitué l'agenda de leurs neuf années de vie commune. (Éditions Les Belles Lettres, 383 p., 98 F.)

● Ouvrage collectif : *Rétorique de Montaigne*. Cet ouvrage, préfacé par Marc Fumaroli, contient les actes d'un colloque réuni à Paris en décembre 1984, par Frank Lestringant. (Éditions Librairie Honoré Champion, 212 p., 80 F.)

● Henri Lemaître : *William Blake, vision et poésie*. Une étude sur l'univers symbolique et sur le thématique du grand visionnaire anglais. (Librairie José Corti, 160 p., 115 F.)

LETTRÉS ÉTRANGÈRES

● Mao Dun : *L'Épreuve*. 1937 : la bataille de Shanghai, l'exode des réfugiés, les bombardements et l'occupation japonaise contés par le fondateur de l'école « réaliste » chinoise, mort il y a quatre ans. *L'Épreuve* est la suite de *Minuit*, qui avait été publié en 1933, la même année que la *Condition humaine* d'André Malraux. (Traduit du chinois par Shen Dali et Zheng Shengqi, présentation de Michéla Loi, Actes du 312 p., 118 F.)

● Ion Drutsé : *Épique blanche*. Dans la Moldavie du XVIII^e siècle, près entre ses deux puissants voisins - la Russie et la Turquie -, deux destins de femmes : Catherine la Grande, tsarina de toutes les Russies, et Catherine la Petite, paysanne moldave. (Traduit du russe par Françoise Baqué-Louge, Messidor-Temps actuels, 288 p., 105 F.)

● Isaac Babel : *Le Moulin chinois et autres scénarios*. « Étoiles errantes » (1928), « Béné Krik » (1928), « le Moulin chinois » (1928), « 4, Vieille Place » (1939). Quatre scénarios qui ne furent jamais réalisés de l'auteur des *Contes d'Odessa*, « disparu » en mai 1939, un mois après avoir remis son dernier texte. (Traduit du russe par Lily Denis, Grail, 244 p., 130 F.)

CRITIQUE

● Jean-Jacques Mayoux : *Vivants pliers*. Le roman anglo-saxon et les symboles. De Quincey, Melville, Conrad, Hawthorne, Conrad, Henry James, Virginia Woolf, James Joyce, Beckett, Faulkner... Une précieuse étude sur une famille d'esprits anglo-saxons, considérée comme un modèle de critique érudite et passionnée, qui avait été publiée en 1960 et était depuis longtemps introuvable. (Maurice Nadeau, 328 p., 120 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Barbey d'Aurevilly à Cerisy

La formule est heureuse qui réunit tous les deux ans, à l'automne, à Cerisy-la-Salle, dans le cadre de rencontres organisées par Joël Dupont, des spécialistes de Barbey d'Aurevilly, né à quelques kilomètres de là : au « programme », un seul texte - ce qui assure un vrai débat entre les participants. Cette année, c'était une courte chronique, *Une page d'histoire*, et un roman : *Ce qui ne meurt pas*, que régit la thématique commune de l'inceste.

Si la chronique doit à sa brièveté une très relative sobriété, le roman est, à première lecture, un sommet de l'écriture « kitsch », une de ces histoires dont Barbey a le secret, à la fois violente et morbide, excessive et asphyxiée.

Ce fut un Barbey au kaléidoscope : les mêmes éléments - l'inceste, le rêve d'androgynie, l'amour impossible ou interdit,

l'obsession du sang et de la mort, - mais saisis dans des configurations différentes ou des confrontations révélatrices.

François Dubois, Raphaël Brossard suggèrent, d'une page d'histoire à Anne Sorel de Marguerite Yourcenar ou Sang réservé de Thomas Mann, des rapprochements éloquentes, engageant une réflexion sur les liens du sang que Julien Bonel analyse avec rigueur comme « dernier spasme d'une agonie romanesque ».

C'est qu'une page d'histoire est le dernier texte de Barbey, alors que *Ce qui ne meurt pas* est un roman de jeunesse, pourtant publié seulement en 1983.

Obscur, incolore, boursoufflé, ce livre ? Wanda Baranov en propose une lecture fascinante, sorte de « scénario policier » d'une machination semi-consciente ourdie par Barbey à l'encontre de Maurice de Guérin. Fiction seconde élaborée sur la première ? Ou l'importe. Philippe Berthier rappelle opportunément que la littérature se soucie

moins d'interprétations vraies que d'interprétations valables. Thomas Love Peacock, l'auteur de *Le roman dans le roman* et Pierre Tournoux, la lente glorieuse de l'identité d'Allan, le malheureux héros du livre, condamné à traquer jusqu'à l'annihilation l'image des morts dont il est le double étendu.

Ce fut Barbey se collant avec l'écriture romanesque mais aussi, dans une superbe démonstration de Philippe Berthier, Barbey faisant de l'enseignement et de l'immobilité l'insidieuse séduction de son livre, nuant le ressassement en fait esthétique, jouant et jouissant d'un monde stupéfié et réalisant une sorte d'anti-roman précurseur. Barbey d'Aurevilly ou le charme véneux des fins de siècle.

M. Ne.

● *La Revue des lettres modernes* publie un cahier consacré à *Un prêtre mort* : ce numéro présente des contributions de plusieurs auteurs, réunies par Philippe Berthier.

Dernière sélection du Femina

Quatre livres perdent le faveur du Jury Femina à l'issue de leur dernière sélection en attendant le prix, lundi 25 novembre, en même temps que le Médicis.

Ce sont dans l'ordre alphabétique : Alain Absire : *Lazare ou le Grand Sommeil* (Calmann Lévy) ; Michel Braudoux : *Néissance d'une passion* (Seuil) ; Hector Bianciotti : *Sans la miséricorde du Christ* (Gallimard) ; Yann Queffélec : *Les Noces barbares* (Gallimard). (La liste a été publiée avant l'attribution du Goncourt à ce dernier.)

Pour la première fois un prix sera attribué à un livre étranger sur trois ouvrages sélectionnés : Nina Barbova, d'origine russe, vivant aux États-Unis, auteur de *l'Accompagnatrice* (Actes Sud) ; l'Africain du Sud, J.M. Coetzee : *Michael K, sa vie, son temps* (Seuil) ; l'Irlandaise Jennifer Johnson : *Un Noël blanc* (Denoël).

Elbeuf fête

André Maurois

A l'occasion du centième anniversaire de la naissance d'André Maurois, le village d'Elbeuf (Seine-Maritime) rend actuellement hommage à l'écrivain. L'auteur de *Chimera* y naquit en 1885, sous le nom d'Emile Herzog, dans une riche famille industrielle de textile.

Exposition à l'hôtel de ville, conférences et spectacles vont se succéder jusqu'au 4 décembre, ainsi que l'édition d'un petit ouvrage (1) sur celui qui fut élève du philosophe Alain, au lycée Commaillat de Rouen, puis, tout naturellement, patron des établissements Frénoel-Herzog, fleuron du « drap d'Elbeuf », avant de s'adonner entièrement à la littérature.

(1) *André Maurois*, par Madeleine Haquet et MM. Francis Copato et Pierre Lorge, 76 p., 25 F (Éditeur : ville d'Elbeuf).

Mort du poète Paul Vincensini

On apprend la mort, survenue à Rochesauve (Ardèche) du poète Paul Vincensini, âgé de cinquante-cinq ans. D'origine corse, il était né à Bassens (Savoie), et fut longtemps enseignant en Haute-Savoie. Il y avait fondé, avec le docteur Paul Gay, le Club du poème, qui édita nombre de poètes amis et qui, écrivain Lucienne Courvaux-Rouché, poursuivit ses activités sous diverses formes : les Poèmes-Nivissés, entre autres, dont le plus récent avatar est la *Guida du poète*. Il avait été chargé dernièrement de « La poésie dans la fonction publique » au ministère des PTT. Paul Vincensini était notamment l'auteur d'une monographie d'Alain Borne dans la collection « Poètes d'aujourd'hui » chez Seghers, poète qu'il a grandement contribué à sauver de l'oubli.

Figures de la ville

Autour de Max Weber

De la cité antique à la guerre de Beyrouth et aux banlieues sans histoire, des sociologues, des historiens, des philosophes abordent ici l'un des problèmes majeurs de notre société : la ville et son devenir.

ROBERT GARDNER

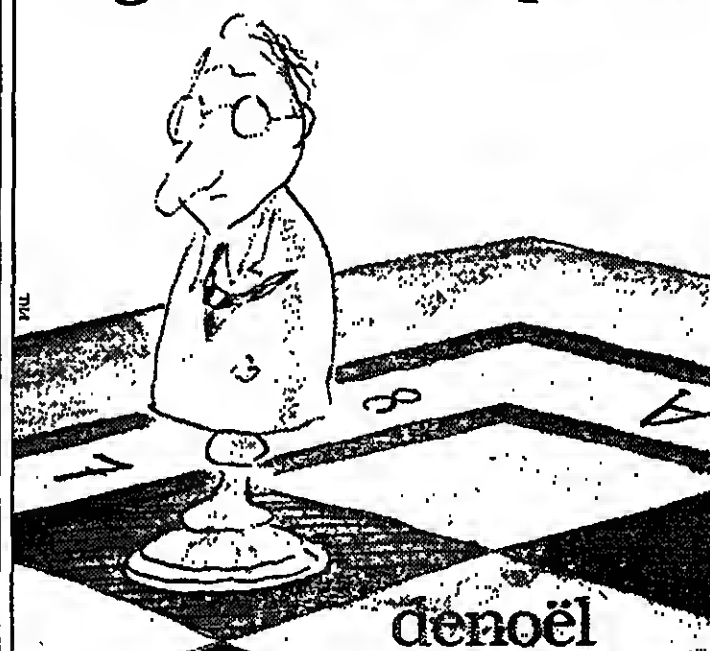
Enquête sur soi

traduit de l'américain par Alain Schuster

Comment, à travers ce que dit, pense ou rêve l'autre, pouvons-nous aller plus avant dans la découverte de nous-mêmes ? Un très joli livre, simple et subtil, dans lequel un psychanalyste met en lumière l'indispensable réciprocité de l'échange.

Aubier

Sempé. Vaguement compétitif



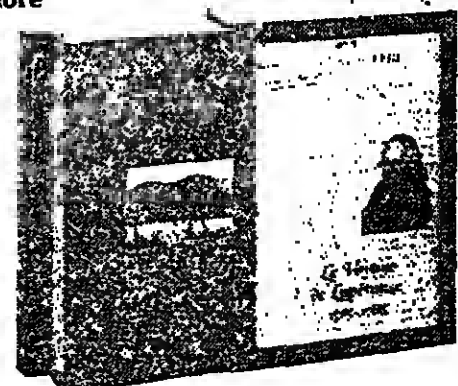
Après le succès de : *Bougainville et ses compagnons autour du monde* (1766-1769) (lépissé)

la collection **VOYAGES ET DÉCOUVERTES** propose :

Le Voyage de Lapérouse (1785-1788)

Journal et textes annexes établis et commentés par John Dunmore et l'Amiral de Brossard

En souscription : 1 050 F jusqu'au 30 novembre 1 300 F après cette date



2 volumes reliés toile bleue - Mer du Japon - sous étui - Format 21 x 29,7 cm - 312 et 528 pages - 276 illustrations dont 105 en couleurs - 8 cartes en couleurs dont 4 dépliants hors texte

IMPRIMERIE NATIONALE
Signés 1680
27, rue de la Convention, 75015 PARIS
Tél. : 45 75 62 66, poste 34.19

(Publicité)
66 Et si demain, vous achetez aussi le FINANCIAL TIMES??

VAINCRE LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC THOMAS MORE

"Le plus grand homme d'Etat de l'Occident"

L'UTOPIE

"Le secret de son génie"

présentés par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres
TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL DE MORE. En regard, traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopie. Notes. Tables. Index analytique. Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie. Mame éditeur. 6^{ème} mille.

UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Sous écrit illustré. 18 x 24, 790 pages. Le livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.C.P. 1482-61 Z. Little ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs 95110 La Madeleine. Tél. 20 55 29 16.

Ecrire pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

● HISTOIRE

Les Romains ont-ils inventé l'intimité ?

Le premier tome de l'Histoire de la vie privée nous fait faire un passionnant voyage dans le premier millénaire.

HISTOIRE de la vie privée, et non quotidienne. Il ne s'agit pas de dresser un répertoire de gestes, d'outils, de costumes, mais de comprendre ce qui donne un sens à leur usage. Cette « sociologie de la culture », comme dit Paul Veyne, s'attache à suivre les lignes changeantes qui séparent les domaines public et privé, à cerner l'organisation de la « famille » et des « amitiés » — deux notions elles aussi très élastiques — à décrire un nouveau domaine, l'intimité, modelé sous sa forme occidentale moderne par les hommes de l'Antiquité tardive — c'est Peter Brown qui le dit. Société, droit, religion, médecine, fournissent des matériaux à une « histoire des morales » (Peter Brown, encore) et des passions, voire des émotions — un univers, par définition, difficile d'accès.

Une révolution spirituelle

De l'audace, donc. Elle se marque aussi dans le point de départ choisi. Ce n'est ni l'Antiquité « classique » par excellence (Athènes de Périclès, Rome républicaine) ni le Proche-Orient ancien ou l'Égypte des pharaons, qui nous ont pourtant gâtés en documents privés. Ce livre commence avec le christianisme dont il couvre le premier millénaire. Tout en regrettant (ou en espérant) un volume sur les périodes antérieures, reconnaissons que le découpage est heureux. Il place en effet le Bas-Empire, aujourd'hui en voie de réhabilitation sous le vocable d'« Antiquité tardive », au centre de l'ouvrage. Du coup, un phénomène majeur prend son vrai visage : l'avènement du christianisme dans l'État, un État puissant, prospère, animé d'une civilisation brillante et de mieux en mieux connue. Derrière la nouvelle façade étatique, un bouleversement s'opère dans les consciences, sur lequel nous vivons encore.

Cette révolution spirituelle qui, à ses débuts, déborda largement le christianisme, est décrite dans ses différentes phases par cinq auteurs. Paul Veyne et Peter Brown envisagent respectivement l'Empire des deux ou trois premiers siècles après Jésus-Christ et l'Antiquité tardive (les trois siècles suivants) ; Yvon Thébert étudie les multiples usages des grandes demeures urbaines de l'Afrique du Nord, à la charnière des deux périodes (du deuxième au quatrième siècle) ; Michel Ruche et Evelyn Patlagean ont des domaines bien définis : d'un côté la société mérovingienne puis carolingienne, de l'autre Byzance aux dixième et onzième siècles.

Paul Veyne, le premier, se charge de tirer ces vieux Romains de leur léthargie, en adoptant une présentation journalistique (ce n'est pas un défaut) avec des formules-chocs et des développements brefs, véritables reportages rétro- et introspectifs. Il a le don de l'anecdote cocasse et instructive, dans le goût de La Fontaine (le médecin et le maître colérique, p. 76) ou de Voltaire (« le roi lui fit sentir que cette morgue de demi-barbare ne l'impressionnait guère, et il ajouta qu'il pardonnait à l'ambassadeur parce que celui-ci était bien jeune, et aussi parce qu'il était beau », p. 174). Le vocabulaire moderne — « colonel » et « régiment », « vandale » et « sacrilège », « Tunisie » et « Tunisie » — les références glissant à point nommé de Tacite à Gobineau : voilà qui redonne aux Romains un visage vivant et souligne aussi combien le dernier siècle écoulé a éloigné de nous tout ce passé, de Cicéron à Stendhal. Quel aspect de la vie antique paraissent naturels à un lycéen sous la Restauration, qui sont aujourd'hui indéchiffrables à première lecture !

Paul Veyne les restitue avec brio, ainsi en peignant « l'affairisme patrimonial » et universel de la société impériale, avec ses

nombreuses voies d'enrichissement, qui toutes amènent des spéculations (et non peysans) à acquérir des terres. Ainsi l'inénarrable double portrait du magistrat romain en *maffioso*, puis en vache à lait. Ce portrait fait cependant toucher une limite du genre, car pour être bien compris il suppose connues des institutions et une chronologie qui ne le sont peut-être pas par le public auquel s'adresse ce livre. De même, tout le monde ne saura pas à quoi correspondent dans le monde romain un « colonel » ou un « vandale ». Mais il fallait sans doute déconcerter le lecteur pour lui faire accomplir cette difficile traversée d'une société.

Pour cela, les guides ne sont ni Karl Max ni Max Weber. Persuadé de l'autonomie de la morale et du rôle déterminant des « mentalités », Paul Veyne observe avec acuité plus qu'il n'explique, et met quelque coquetterie à proclamer qu'il n'a pas « la moindre idée de ce qui pourrait être une explication causale en la matière ».

Le crachin des amonnes quotidiennes

Ce constat initial étant dressé, viennent les retouches, compléments et prolongations. Peter Brown les apporte avec poésie et humour ; poésie pour évoquer le rayonnement de la « vie onghélique » menée par les moines, qui se heurte à la vigueur de la cité antique ; humour pour expliquer comment les pauvres, masse anonyme, grâce au « crachin léger mais permanent des amonnes quotidiennes », aident à voiler ce qu'a de trop voyant la munificence des grands.

Même Michel Ruche, épris jusqu'à l'excès de la violence des Mérovingiens, des Carolingiens et autres Francs, avec ses corollaires de rapacité et de voracité, conclut par de belles pages sur la spiritualité nouvelle associée à la lecture et à l'oralisation silencieuses. Bref, on attendait le sexe au centre de cette vie privée. Ce n'est pas qu'il manque à l'appel, fut-ce pour être réprimé plutôt qu'exalté, mais il est singulièrement distancé par la religion.

Mais peut-on espérer mieux, pour comprendre la vie privée, qu'une porte entrebâillée ? Encore est-ce la porte des puissants et des lettrés, qui ne sont pas forcément « exemplaires ». Aussi, au fur et à mesure qu'il descend l'échelle sociale, l'historien est-il plus démuné. Il doit raisonner à partir des interdits légaux. La répression pouvant être sans commune mesure avec la réalité du délit et révéler un fantasme du législateur plutôt qu'un penchant des « légiférés », le raisonnement a ses dangers, dont les auteurs sont conscients. Mais que dire lorsque Michel Ruche chausse des lunettes jungiennes pour s'apercevoir que l'Eglise trouve, « sans en prendre conscience verbalement », un détour pour punir les incendiaires intouchables (aux yeux des Francs) — en sévissant contre les masturbateurs !

Reprenons de l'altitude. Toute cette période, et c'est révélateur, a vu paraître des recueils de correspondances littéraires : celle de Pliny le Jeune, puis tant d'autres imitant les premières durant un millénaire. Distinguer là-dedans les confidences vraies des fausses demande beaucoup de sagacité, et Evelyn Patlagean y excelle dans le domaine difficile de Byzance aux dixième et onzième siècles. Avec un soin scrupuleux dans le choix de documents pertinents pour l'époque envisagée, avec une rare délicatesse pour décrire comment s'ordonnent les relations entre les personnes, « épingle le vocabulaire du cœur » ou découvre, dans la crudité de certains propos, « moins de franchise personnelle que de fidélité à une tradition littéraire antique », elle ramène une « civilisation lente » mais « ni froide ni immuable ».

PIERRE CHUVIN.

★ HISTOIRE DE LA VIE PRIVÉE, tome I, « De l'Empire romain à l'an mil », sous la direction de Paul Veyne, par P. Brown, E. Patlagean, M. Ruche, Y. Thébert. Le Seuil, 640 p., 350 F.

Le tome II — De l'Europe féodale à la Renaissance — sera en librairie début décembre.

Le tome III — De la Renaissance aux Lumières — paraîtra à l'automne 1986 ; les tomes IV et V — De la Révolution à la Grande Guerre, De la première guerre mondiale à nos jours — sortiront à l'automne 1987. Dans les librairies, on peut souscrire, dès à présent, pour l'achat des cinq volumes.

Terreur de vivre et rage de mourir

Jean-Pierre Vernant et Nicole Loraux jettent un nouveau regard sur les fantasmes des Grecs.

LA nouvelle collection intitulée « Textes du XX^e siècle » fait place à deux volumes consacrés à la Grèce antique. On ne peut que s'en réjouir et penser, bien sûr, que c'est justice ! Ne sommes-nous pas, nous les Grecs, une de vos racines malfaites, à vous tous qui l'oubliez un peu trop ? Nicole Loraux et Jean-Pierre Vernant présentent ce monde lointain et fondamental selon les procédés d'une école désormais célèbre, qui a eu l'insolence d'appliquer le structuralisme de Claude Lévi-Strauss non plus à des contes polynésiens ou amérindiens, mais à la sacrosainte mythologie grecque. Application pas toujours facile, car cette foisonnante mythologie ne se laisse pas volontiers discipliner : elle est connue par des textes qui s'étalent sur douze siècles (au moins), furent rédigés à des fins très diverses et ne sont rarement parvenus dans leur intégrité.

l'éclat aveuglant est celui de la nuit », leur fascination passe dans ce livre et fait surgir, au-delà des frontières de la raison, la Gorgone échouée, de pleine face, sifflant, claquant des dents, mugissant surtout, qui reste, aujourd'hui encore, tapie au fond de nous.

Le sang des femmes

Nicole Loraux, de son côté, s'attaque à une question qui se pose avec acuité à propos d'une civilisation fort soumise de misogynie : les distorsions que les hommes font subir à l'image de la femme. *Façons tragiques de tuer une femme* : s'il est facile de trouver dans la réalité des modèles à la mort d'un héros tragique, qu'il se couvre de gloire au combat ou succombe dans l'ignominie d'un guet-apens, il n'en va pas de même avec les femmes. Leur « mort violente » la plus fréquente — en couches — n'a pas de place sur scène. Dès lors, liberté aux



CAGNAT.

N'importe ! La conviction qu'il y avait du « sens » à trouver là-dessous fit merveille, et dans un recueil d'articles, *Mythe et pensée chez les Grecs*, publié voici vingt ans par François Maspero, le philosophe Jean-Pierre Vernant révéla au grand public un visage neuf des mythes, les faisant apparaître comme des mécanismes étranges mais intelligibles. Fini de dire « ces gens-là sont comme nous ! », fini aussi de retrouver partout des rites agraires... Examinons plutôt comment la société se reflète dans les mythes qu'elle crée. Georges Dumézil n'était pas loin...

Le masque de la Gorgone

Jean-Pierre Vernant « donnait à voir », comme on dit autour de lui, et il n'a cessé d'approfondir et d'élargir le champ du spectacle avec dextérité. *La mort dans les yeux* s'ouvre ainsi par un chapitre qui rappelle des travaux antérieurs : il y est question d'Artemis courtoise (qui aide à grandir les enfants des hommes et les petits des animaux). Elle préside à diverses formes de changement, de communication avec un « autre » proche, situé à l'horizon du monde civilisé ou à l'aube de l'existence. Quant à l'altérité absolue, mortelle à voir, c'est une figure effrayante qui l'incarne, la Gorgone, masque grimaçant souvent dédié en offrande à Artemis, parfois substitué dans certaines représentations archaïques au visage olympien de la déesse.

Jean-Pierre Vernant nous fait sentir comment les Grecs éprouvaient les terreur enfantines du croque-mitaine, puis celles de la folie, de la guerre ou de la mort ; comment aussi ils les ont exorcisées grâce à Persée, le héros qui décapita la Gorgone, la réduit à l'essentiel, une tête, un regard pétrifiant qu'il détourne à son profit. Ce regard, cette lumière « dont

fantasmes ! Des prêtres égorgent les vierges, des femmes se pendent, et Nicole Loraux a beau jeu de démasquer les sous-entendus freudiens de ces gestes : perte de la virginité, clôture définitive du corps, le gossier étant symbolique du vagin. Les Grecs le sentaient bien ainsi : de l'évergissement-défloration, ils ont parlé en termes directs. Quant au suicide par l'épée, c'est un geste éminemment viril.

Nicole Loraux présente ces explications métaphoriques dans un style qui cède à la précision ambiante, ce qui est parfois amusant (*Agamemnon, pris au filet d'un voile en forme de piège*), et parfois remplace par une buée moderne le « brouillage » opéré, nous dit-on, par les vieux poètes. Mais, plutôt que de regretter ce que Nicole Loraux ne dit pas, profitons de ce qu'elle dit et, en particulier, de sa belle analyse de la mort de Polyxène. Polyxène va être sacrifiée à un mort, Achille, dont elle représente la part de butin après la prise de Troie. En nudant sa poitrine devant son meurtrier, Néopolième, le fils d'Achille, elle lui demande une mort glorieuse, virile ; mais l'armée grecque n'y voit que deux beaux seins jeunes, fermes et excitants. Néopolième, un instant troublé, ne s'en comporte pas moins en sacrificateur et frappe sa victime rituellement au cou, et non militairement à la poitrine. L'attention portée au détail du texte, à ses mots, reçoit sa récompense. Coule le sang des vierges, pour la gloire des guerriers et le plaisir du lecteur de l'un et l'autre sexe !

P.C.

★ LA MORT DANS LES YEUX, de Jean-Pierre Vernant. Hachette, coll. « Textes du XX^e siècle », 94 p., 49 F.

★ FAÇONS TRAGIQUES DE TUER UNE FEMME, de Nicole Loraux. Hachette, coll. « Textes du XX^e siècle », 128 p., 48 F.

Le lieu du secret

(Suite de la page 15.)

Depuis le Moyen Âge, tout le mouvement de notre culture a porté ce double conflit : à devenir toujours plus aigu. L'État se renforçant, ses intrusions se sont faites plus agressives et pénétrantes, tandis que l'ouverture des initiatives économiques, l'affaiblissement des rituels collectifs, l'intériorisation des attitudes religieuses tendaient à promouvoir, à libérer la personne, à élargir la sphère de la maison, à l'écart de la famille, de la maison, d'autres groupes de convivialité, conduisant ainsi à diversifier l'espace privé. Progressivement, celui-ci, pour les hommes, et d'abord dans les villes et les bourgades, se distribua en trois parts : la demeure, où l'existence féminine demeurait confinée ; des aires d'activités elles aussi privées, le bureau, l'usine ; des enclos enfin, propices aux complicités et aux délassements masculins, tels le café ou le club.

L'ambition de ces cinq volumes est précisément de rendre perceptibles les changements, lents ou précipités, qui ont, au fil du temps, affecté la notion et les aspects de la vie privée. Les traits de celle-ci, en effet, se transforment sans cesse. A chaque étape, « quelques-uns proviennent d'un passé lointain », notait Philippe Ariès dans l'un des documents de travail qu'il nous a

laissés (1). D'autres, ajoutait-il, « plus récents, sont destinés à évoluer, soit en se développant, soit en avortant ou en se modifiant au point de devenir méconnaissables ». Mieux averti d'une telle mobilité que associée en permanence la continuité et l'innovation, le lecteur se sentira peut-être désemparé devant l'évolution qui se poursuit sous ses yeux et dont le rythme, en s'accroissant, le trouble peu ou prou. Ne voit-il pas s'effriter, entre la logis et le lieu de travail, les espaces intermédiaires de la sociabilité privée ? N'assiste-t-il pas à l'effacement rapide et bouleversant de la distinction entre masculin et féminin, que l'histoire nous montre fortement ancrée sur la distinction entre le dehors et le dedans, entre la public et le privé ? Ne perçoit-il pas qu'il est aujourd'hui urgent de s'engager à sauvegarder l'essence même de la personne, puisque le progrès fulgurant des techniques développe, ruinant les ultimes remparts de la vie privée, ces formes de contrôle étatique qui, si l'on n'y prenait garde, réduiraient bientôt l'individu à n'être plus qu'un numéro au sein d'une immense et terrifiante banque de données ?

GEORGES DUBY.

(1) Philippe Ariès est mort le 8 février 1984 (voir le Monde du 11 février).

— LA VIE DU LIVRE —

librairies / bibliothèques / expositions
signatures / conférences / soirées / spectacles
catalogues / recherches / avis d'éditeurs
Stages / offres et demandes d'emploi

« LA PASTOURELLE »
LIVRES ANCIENS
(Marquand-Edition originale)
Catalogue illustré sur demande
1, avenue Robert-Solans, 06600 Antibes
Tél. : 93-74-39-42

CATALOGUE VARIA
Trimestriel n° 4
SUR DEMANDE
LIBRAIRIE E. DAVAL
26, rue Auguste-Comte, 69002 LYON
Tél. : 78-37-41-43

TOUS LES LIVRES
disponibles en France
dans les meilleurs délais
uniquement par
CORRESPONDANCE
Lettre périodique d'information
gratuite sur demande
Librairie M. HUBMANN
B.P. 43
78392 BOIS-D'ARCY CEDEX

ÉDITIONS ORIGINALES
MODERNES
Dada, Surréalisme, Fantastique.
Catalogue gratuit sur demande
J. F. FOURCADE
4, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 PARIS
Tél. : 43-26-42-46

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à LA LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS
Tél. 326-90-72 (à compter du 25/10/1985 : 43-26-90-72)

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

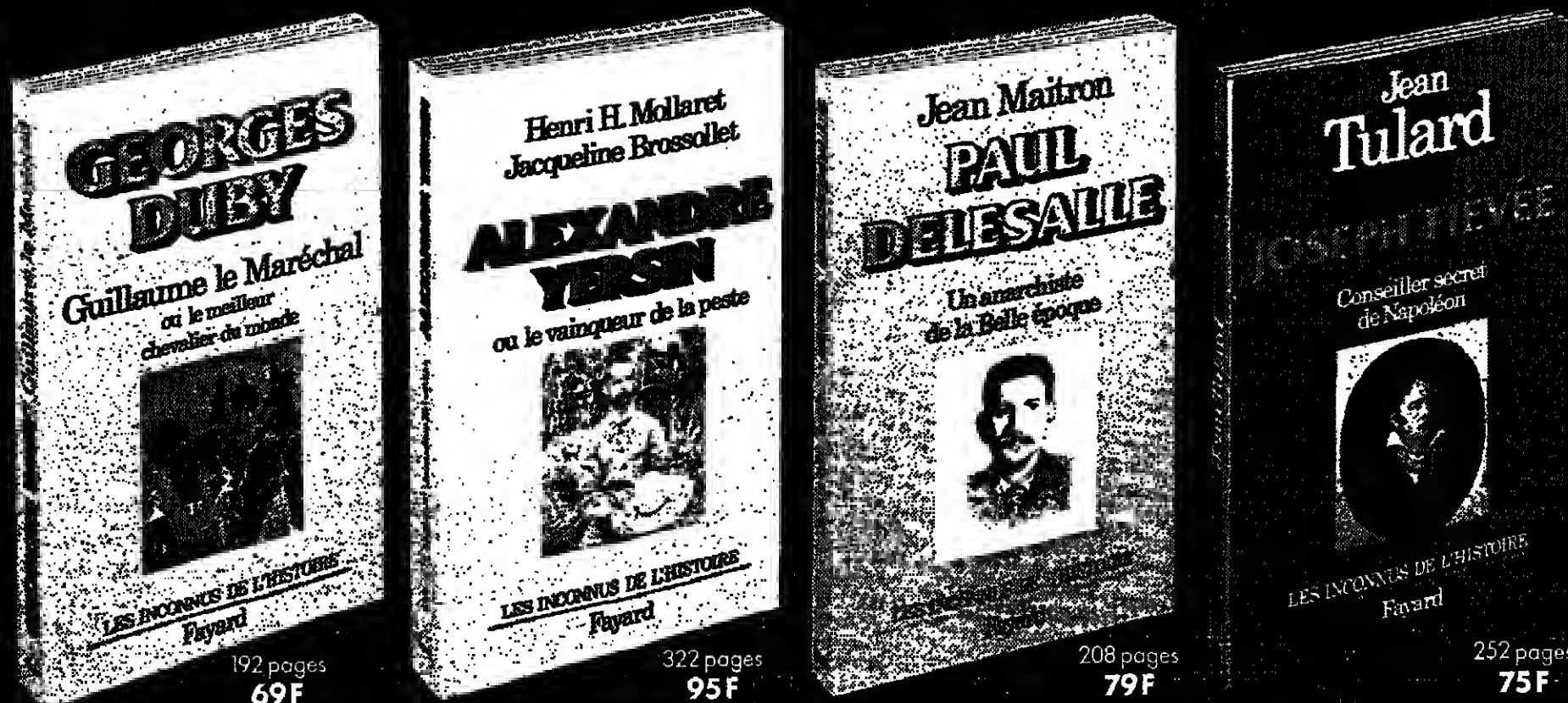
Les nouvelles études historiques



DES LIVRES A LIRE ET A OFFRIR

LES INCONNUS DE L'HISTOIRE

Collection dirigée par Jean Montalbetti



● LETTRES D'EUROPE CENTRALE

ROUMANIE

L'annonce faite par Breban

Comment se forge l'âme d'un dictateur.

NICOLAE BREBAN, cinquante et un ans, né en Roumanie, est l'auteur de sept romans dont certains sont traduits dans plusieurs pays européens. A la faveur de la brève libéralisation des années 60, il devient rédacteur en chef de la plus importante revue littéraire de Bucarest et membre du comité central du Parti. En septembre 1971, à l'occasion d'un voyage en France, l'écrivain déclare au *Monde* (1) qu'il se démet de ses fonctions pour protester contre le dogmatisme manifesté par Ceausescu, après son retour de Chine, en juillet de la même année. Au printemps 1972, Breban rentre en Roumanie et cinq ans plus tard publie *L'Annonciation*, texte qualifié d'*obscur* et d'*anti-socialiste* par les plus hautes instances du parti. Malgré l'opposition des autorités, l'Union des écrivains, encore puissante en ce temps, récompense le livre avec le prestigieux « Prix du roman ». Aujourd'hui l'écrivain vit en France mais garde la nationalité roumaine.

Roumanie, fin des années 50. Une fane étrange rôde dans les ruines du défunt royaume danubien et remplace les espèces en voie d'extinction, paysans bucoliques, clercs besogneux, boyards occidentalisés. En marge de la *Nomenklatura*, la nouvelle petite bourgeoisie rêve de produits de consommation. Staline est mort et le marxisme se porte plutôt mal. Sur cette toile de fond se déroule *L'Annonciation*, second roman de Nicolae Breban, traduit en français (2). Le livre dépeint une époque où tous les espoirs étaient encore permis en Roumanie mais où le pire pouvait toujours arriver. Hélas ! il est arrivé. Vingt ans plus tard, le pays se retrouve avec une économie effondrée, des ressources épuisées, une population affamée et des monuments historiques saccagés. Le chauvinisme remplace le nationalisme légitime des débuts.

Un roman en cache un autre

Comment la grisaille et l'instabilité sociale peuvent-elles générer ces habiles manœuvres qui accèdent à un pouvoir sans partage sur des millions d'êtres muselés ? Le roman de Breban raconte la formation, la montée et la chute d'un de ces illuminés surgis de nulle part, médiocre, lucide et déterminé qui finira aspiré par le néant. Précisons-le d'emblée : l'auteur n'a pas choisi comme modèle le dictateur qui sévit dans son pays asservi. Ceux qui attendent encore une dénonciation du totalitarisme roumain resteront sur leur faim. L'écrivain va plus loin, aux racines mêmes du mal. Il forge un personnage ridicule et velléitaire, doux maniaque provincial, qui découvre les délices du pouvoir et pratique la vertu du renoncement.

Traian-Liviu Grobei, petit commis voyageur, passe ses vacances à Sinaia, ancienne résidence des rois. Transistor à la main, il compte et recompte son argent, « se cultive », et rêve d'un amour en accord avec ses aspirations « élevées ». Il rencontre Léila, belle et conventionnelle à souhait. Grobei la séduit, Corrompu par l'orgueil, il refuse sa coquette et prend conscience de son « exceptionnelle destinée ». Médiocre, il trouve la force de refuser sa médiocrité ; pusillanime, il prend des responsabilités qui engagent son être profond. L'amour de Grobei pour Léila débouche sur une autre aventure qui convient davantage au reflet renvoyé par son miroir intérieur. Pendant que ses fiançailles s'éternisent, quelque part en Transylvanie, un autre roman, politique celui-là, prend naissance comme un fleuve qui aurait creusé son lit souterrainement. Chez ses beaux-parents potentiels, Grobei trouve des manuscrits ayant appartenu à un certain Farca, philosophe nietzschéen du Café du commerce, comme le pays en produisait à la chaîne autrefois. Le minable trouve enfin sa raison d'être et son maître. Il en devient la prophète et l'annonciateur.

Staline dérisoire d'un Lénine compromis.

Dans la Roumanie entre chien et loup qui n'est pas encore celle du tyran, les structures d'un réseau se mettent en place, animé par Grobei à qui les textes de Farca enseignent les techniques et le vertige du pouvoir. Des admirateurs marginaux, anciens détenus, femmes du monde, retraités, analysent avec ferveur la pensée du gourou. Le moment vient de les réunir en une seule organisation. Pour élaborer une idéologie de remplacement ? Pour renverser le régime ? L'auteur ne le dit pas.

Maître et esclave

Mais la soif d'absolu de Grobei est peu compatible avec l'institutionnalisation du message de Farca. Encore une fois, l'orgueil le pousse à se dépasser et il cède à la tentation du néant. Il disparaît pour toujours, salué avec une indulgente et affectueuse ironie par l'auteur alors que l'idéologie de Farca fera lentement son chemin dans l'inconscient collectif de ses compatriotes malheureux.

Les Roumains seraient-ils particulièrement doués pour supporter le pouvoir absolu ? L'annonce faite par l'auteur, allégorie et roman de mœurs, message politique et satire d'une société prête à toutes les abdications, repose sur la dialectique implacable qui unit et oppose le maître à l'esclave dans un rapport de forces dégradant.

Nicolae Breban est un auteur européen important, et l'on pense à Céline quand il nous fait découvrir la petite bourgeoisie d'un pays fragile en quête d'une idéologie. Quelle force, quelle férocité ! L'architecture de *L'Annonciation* est celle d'un château baroque construit sur plusieurs niveaux au bord d'un insondable ravin, bâtiment solide destiné à durer. Les monologues et les dialogues, qui occupent une grande place dans les narrations composant le corpus monumental du roman, sont autant de fenêtres ouvertes sur les âlmes de personnages balzacques, dérisoires et grandioses à la fois.

Bien sûr, l'écrivain se fait l'avocat du diable quand il nous propose des personnages aussi fascinants, complexes et odieux que Farca et Grobei. Le lecteur se demande à juste titre si le romancier ne les aime pas vraiment. Mais n'est-ce pas le droit de tout créateur digne de ce nom, d'aimer, au-delà du sarcasme et de l'amère ironie, les héros à qui il donne vie ?

EDGAR REICHMANN, de Nicolae Breban, (bien) traduit du roumain par Dorina Radu et Marcel Pélissier. Flammarion, 519 p., 140 F.

(1) *Le Monde* du 22 septembre 1971.
(2) Le premier roman, *En l'absence des maîtres*, a été publié chez Flammarion. (Voir *Le Monde* du 3 juin 1983.)

PIERRE ASSOULINE

"Avec son réalisme habituel (...) Pierre Assouline fait revivre le temps des journalistes-procureurs."

Fred Kupferman - *L'Express*

"(...) une édifiante chronique."

Jean-Paul Enthoven - *Le Nouvel Observateur*

"(...) parfaitement documenté et qui devrait faire du bruit."

Libération

"(...) à la mesure de poser courageusement les questions (...)"

Alain - Gérard Slama - *Le Point*

EDITIONS COMPLEXE
Diffusion PUE

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'humour cruel de Bohumil Hrabal

Des épisodes héroï-comiques dans une petite ville de Tchécoslovaquie avant la guerre.

LA PETITE VILLE où le temps s'arrête à cette énigmatique évidence qui caractérise, de Dickens à Vialatte, les grands livres d'enfance. Le monde y est fabuleux, comme des images de lanterne magique, mais séparé de nous par la glace transparente du temps enfui. Ces livres-là, on ne les admire pas, on les aime, presque en secret, parce qu'ils nous ont fait retrouver « l'ombre des tilleuls » et les petites bêtises d'autrefois, le cœur un peu serré : justement, c'était... autrefois.

Pour cette histoire, sans doute partiellement autobiographique, qu'il écrit malade et se croyant au bord de la tombe, Bohumil Hrabal a retrouvé l'étonnante intrépidité des naïfs : il lui importe peu de mener savamment son récit, il préfère au fini artistique d'une chronique bien déroulée les zigzags de la mémoire, il sautille d'une scène à l'autre sans se soucier des années qui les séparent ; sentis le guidant le bonheur de l'émotion, le plaisir du conteur dont le lecteur partage peu à peu l'intimité émerveillée.

C'est un enfant, un ancien enfant, qui se souvient d'avant. Du temps de l'innocence. Dans sa petite ville, il y avait la brasserie dont son père était gérant, et où son oncle travaillait comme ouvrier, il y avait les docks et leurs fastes, les « cafés à personnel exclusivement féminin », et puis toutes les anecdotes attachées à chacun. C'était en Tchécoslovaquie, avant la dernière guerre. Le roman s'ouvre sur l'enfant, et son aptitude toute particulière à collectionner les sottises à ne pas faire, puis, progressivement, ce sont les deux frères, son père et son oncle qui vont prendre le devant de la scène, en une succession de gags où ils apparaissent, grandioses et fantas-

ques, bien plus comme des personnages de la tradition populaire que comme de chers disparus.

Si l'enfant narrateur est assez doué pour l'incongru, il a manifestement de qui tenir : son oncle

« savez ». La petite ville tout entière est donc probablement slavissime, car elle est effectivement passablement cinglée dans le genre gai. Du coup, même quand la guerre arrive, c'est la ville qui gagne : elle contamine l'officier

une succession d'épisodes dont la vigueur paillardise se double d'une étrangeté proche du fantastique, ce n'est plus seulement l'enfance du narrateur qu'il caractérise, mais bien l'enfance robuste d'un monde où tout va lentement basculer quand l'oncle Pepi meurt, car on sait alors que le temps a passé.

Paradoxalement, la révolution a beau survenir, ce n'est pas elle qui véritablement entraîne des changements. Bien sûr, le père n'est plus gérant, mais, comme il a toujours préféré la mécanique, il a enfin le loisir de jouer avec ses moteurs. C'est la mort du frère qui marque vraiment la fin de cette éternité joyeuse où chacun se débrouillait pour ne pas voir les ombres, ce qui ne les empêchait évidemment pas d'exister. Pepi finit usé, quand son presque patron de frère est toujours sur pied.

L'humour tchèque est décidément cruel, qui nous donne des rêves, pour, suavement, en déployer ensuite l'impossibilité. Et Hrabal est un virtuose de cette retorse candeur qui sait nous faire désirer de verts Edens paisibles, puis nous indique que ce sont des champs de mines. Mais son « écriture spontanée », comme il la nomme, admirablement simple, toute en instantanés-chocs et en répétitions épiques, apporte, en même temps que la désillusion, la consolation.

EVELYNE PIELLER.

★ LA PETITE VILLE OU LE TEMPS S'ARRÊTE, de Bohumil Hrabal. Traduit du tchèque par Milos Braud, Laffont, 192 p., 72 F.

Du même auteur : *Trains étroitement surveillés* (Gallimard), *Moi qui ai servi le roi d'Angleterre* (Laffont, 1981), *Une trop bruyante solitude* (Laffont, 1983).



PETR KRÁL

★ NN, de Gyula Krudy, traduit du hongrois par Iboya Virag, préface de Gyula Sipos, L'Harmattan, 140 p., 75 F.

● Au sommaire du numéro 6 de la *Lettre internationale* (automne 1985) : « Une culture nationale ? », du Yougoslave Predrag Matvejević ; « De l'objectivité », d'Edgar Morin ; « L'intellectuel de notre époque », de l'italien Vittorio Strada ; « Anarchisme norvégien », de l'Allemand H.-M. Essensberger ; « Ilsen et la liberté impossible », du Norvégien Helge Rønning ; des poèmes de Soviétique Nikolai Zabotinski (1903-1958), des lettres et poèmes de D.H. Lawrence, trois articles sur la mort de l'Anglais Anthony Barnett, du Polonais Jan Kott et du Français J.-P. Vernant ; « Soljenitsyne et nous », une étude de Georges Nivat ; une pièce sur Lukács ; « La voix de son maître », du dramaturge hongrois Istvan Eörsi, etc. Prix du numéro : 30 F.

Une livraison passionnante qui ouvre des fenêtres sur l'Europe tout entière.

HONGRIE

Pour découvrir Gyula Krudy

Un romancier du silence et de l'immensité

LA NOUVELLE collection « Domaines danubiens », dirigée chez L'Harmattan par Iboya Virag et consacrée aux auteurs d'Europe centrale s'ouvre sur une révélation. Bien qu'écrit au début du siècle, le récit de Gyula Krudy (1878-1933), dans la belle traduction d'Iboya Virag, apporte au lecteur d'aujourd'hui une lecture essentielle : le silence. Retraçant, dès le titre, derrière deux initiales anonymes, le narrateur n'est ici qu'une voix discrète qui compte moins que ce qu'elle

révèle autour d'elle, la province du Nyírség et ses charmes d'arrière-pays.

Il suffit pourtant de lui prêter attention pour que ces charmes - l'écoulement paisible des saisons, le passage fugitif des voyageurs et des amours, les veillées à la maison et à l'auberge - nous happent avec la force d'un envoltement. Le silence de Krudy n'a rien d'une absence de vie : c'est, tout au contraire, un silence qui parle sans cesse, qu'animent en permanence d'insombrables frissons et où s'allument obstinément, jusqu'au plus profond de la nuit, les feux et les éclairs de nouvelles présences. Le moindre fait, le

geste apparemment le plus anodin, éveille aussitôt un écho qui le porte hors de ses limites, en l'éclairant comme à l'infini : le lever du jour est tout un voyage, l'odeur du pain rappelle la beauté de jeunes paysannes, qui, à leur tour, évoquent le cliquetis des faux aiguisées dans les prés.

Par le truchement d'une métaphore ou d'un rapprochement poétique, proches, à tour de rôle, de l'imaginaire des légendes populaires et des réveries ironiques d'un Bruno Schulz, le quotidien est promu au rang d'un mythe. On dirait que toute chose, chez Krudy, est traversée à tout instant par l'étendue des plaines hongroises, et porte en elle un écho de

leur immensité : « Le roulement de la carriole sur le chemin de la forêt retentissait au loin comme la vie qui se met en route. »

Le livre, cependant, n'offre pas seulement de belles images. Comme chez tout vrai poète, la rêverie de Krudy est aussi une pensée qui ouvre la voie - sans insister - à une subtile réflexion sur le temps, la mémoire, l'enracinement des campagnes opposé (déjà !) à l'exil de la vie en ville.

« Domaines danubiens »

La nouvelle collection « Domaines danubiens », dirigée par la Hongroise Iboya Virag, à L'Harmattan, souhaite publier sans a priori tout ce qui a trait à l'Europe centrale. Elle réunira la production - inédite en français - d'Autriche, de Roumanie, de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, ainsi que certains auteurs allemands et suisses, du seizième siècle à nos jours.

Après *N.N.*, « Domaines danubiens » annonce cinq titres hongrois : un essai d'histoire comparative, les *Trois Europe*, de Janos Szilcs, préface de Fernand Braudel ; *Ouvriers hongrois 1856-1886*, d'Istvan Kemeny ; *Misère des nations centre-européennes*, d'Istvan Bibó ; *Tir à belles*, roman de Lajos Grondel ; *Qui garantit la sécurité de la lady ?* roman de Peter Esterházy.

Par ailleurs, la Groupe d'études de la monarchie des Habsbourg, qui s'est créé à Strasbourg, annonce la première numérus des *Etudes danubiennes*. Au sommaire : le redressement économique autrichien sous le règne de Léopold II (1867-1906), l'institution militaire autrichienne, le rôle de Vienne dans la politique tchèque de 1874 à 1914, une agglomération provinciale devient métropole - évolution de Budapest au dix-neuvième siècle. (Abonnements à la revue : Groupe d'études de la monarchie des Habsbourg, IHÉE, 8, rue des Écrivains, 67081 Strasbourg.)

LE DESTIN ULTIME DE L'UNIVERS

DU « BIG BANG » ORIGINAL AU RÉTRODISSEMENT FINAL : hypothèses et certitudes.

Belfond / Sciences

Collection dirigée par Jean Audouze



Sauriez-vous dire, en regardant ce dessin, quel est le plus grand personnage ? Et le plus petit ?
Eh bien, ils sont tous de la même taille ! Il s'agit en effet d'un paradoxe visuel.

Zénon d'Elée, Aristote, Léonard de Vinci, Dürer, Holbein, Lewis Carroll, Henri Bergson, Einstein, Bertrand Russell, Louis de Broglie ne sont que quelques-uns des architectes et maçons de cette absurde maison des paradoxes où l'impossible est chose banale.

Nicholas Falletta étudie les cinq grandes catégories de paradoxes :

- les paradoxes visuels : figures ambiguës (M.C. Escher), figures impossibles, paradoxes de la perspective (anamorphoses), illusions visuelles, disparitions géométriques, paradoxes topologiques
- les paradoxes de l'infini : paradoxes du batracien
- les paradoxes logiques : paradoxe du barbier, paradoxe du menteur (Tous les Crétois...), dilemme du crocodile
- les paradoxes scientifiques : paradoxe des corbeaux, paradoxes temporels de la relativité
- les paradoxes du choix et de la prévision : dilemme du prisonnier, paradoxes de la probabilité (Théorie des jeux)

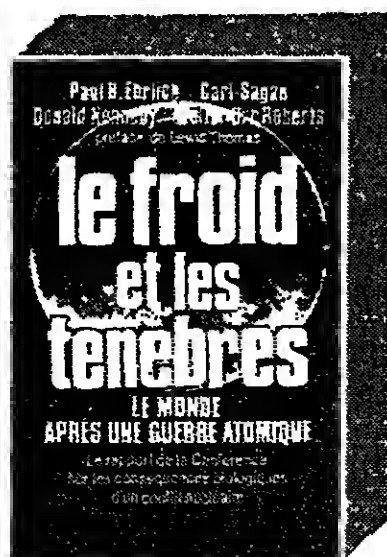


Publiscopie

Dans la même collection :



LE DESTIN ULTIME DE L'UNIVERS
Du "big bang" originel au refroidissement final : hypothèses et certitudes.



LE FROID ET LES TÉNÉBRES
L'"état des lieux" après une guerre nucléaire. Un document plus terrible que les pires scénarios de science-fiction.



L'UNIVERS: SOMMES-NOUS SEULS ?
Existe-t-il d'autres civilisations ? Sommes-nous à la veille d'une future "colonisation galactique" ?



LES SECRETS DU SOMMEIL
Nous passons un tiers de notre vie à dormir. Cela mérite peut-être réflexion...



UN TICKET POUR L'ESPACE
La "route des étoiles" et les missions spatiales racontées par l'un des responsables du CNES.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le poids de l'âme

(Suite de la page 15.)

culture

THÉÂTRE

« LES IRRESPONSABLES », à Gennevilliers

A côté de la vie

Pendant que le Théâtre de Gennevilliers est en travaux, le centre dramatique présente les *Irresponsables* — spectacle de Christian Colin, d'après un roman d'Hermann Broch — dans un hangar peint en noir, dont le plafond est soutenu par des colonnes massives. Les gradins laissent un espace profond, où sont disposées quelques chaises, entre des fleurs en bouquets dans des seaux de zinc. La lumière frappe le métal, elle provient de portes vitrées sur les côtés. L'espace est un no man's land interpersonnel, caré par un monde mouvementé dont on perçoit les échos, une page noire par la parole.

La parole va d'un comédien à l'autre avant de se fixer sur des personnages. Madeleine Marion raconte le trouble d'une jeune fille qui, allant à l'école, se sent suivie par un homme qu'elle imagine communiste. Le premier monologue pose l'ambiance de l'époque — les débuts de Hitler — à travers des gens qui la vivent du bout des lèvres. Ils sont tournés vers le passé, ou lucides mais désabusés. Il s'agit de dire, ce qu'on commence à avoir beaucoup entendu : l'irresponsabilité — ou plutôt l'indifférence — fait le berceau du fascisme. C'est le même genre de vérité première que l'olévrier est mère de tous les vices — surtout

quand elle est subie et s'accompagne de pitié. C'est vrai et insuffisant. Le marasme économique et politique ont joué aussi leur rôle dans l'aberration nazie.

Le spectacle suit le cas d'un jeune homme (Jean-Claude Leger) qui, après le mort de sa mère et sa rencontre avec un professeur laïque (Christian Colin), fuit ses responsabilités en se laissant protéger par les femmes (Suzel Goffre, Claire Vauthion, Valérie Todano, Emmanuelle Riva) adultères par son indifférence. Car il n'est pas séduisant et ne fait rien pour plaire, si ce n'est d'être là et de répondre aux rêves.

On pense à la pièce d'Horvath *Don Juan revient de guerre*, et on regrette que Christian Colin, avec Anne-Françoise Benhamou, ait préféré adapter un roman, le plaisir dans un espace d'abstraction. Les situations se noient dans les paroles, les personnages perdent leur chair. Emmanuelle Riva, en vieille aristocrate toujours jolies, se caricature. Jean-Claude Leger timbalde, du début à la fin, le même air boudeur. Le spectacle laisse l'impression frustrante de frôler quelque chose de très fort.

COLETTE GODARD.

Gennevilliers, salle Henri-Colin, 32, rue François-Kovacs, 20 h 30.

« LE LEGS », et « L'ÉPREUVE », à Nanterre

Marivaux le misanthrope

Une pièce vide, deux chaises branlantes contre un mur, des murs pauvres, une lumière lugubre qui tombe d'une verrière sale. On craint le centième version de Marivaux-fin d'un monde, quand le rideau se lève et découvre le décor de Frédéric Robert au Théâtre des Américains, à Nanterre, où l'on présente une production de la Comédie de Genève, *Le Legs* et *L'Épreuve*, dans la mise en scène de Claude Stratz.

Et puis le spectacle met en action des personnages bien vivants, bien décidés à satisfaire leurs désirs sans rien lâcher en échange, hargneux et désoirs comme de petites bêtes en cage. Les histoires — toujours les mêmes chez Marivaux — sont celles de gens qui pourraient s'épouser tranquillement, car ils s'aiment et sont destinés l'un à l'autre, mais, parce qu'ils sont destinés l'un à l'autre, ils se méfient. Ou bien l'obstacle est une affaire d'argent.

Ainsi, dans *Le Legs*, le Marquis (Jean-Baptiste Malartre) aime la Comtesse (Eveline Didl), mais il doit épouser Hortense (Anne Durand), qui aime le Chevalier (Cario Brandt) ou bien lui verser 200 000 F. Et ça, il ne le veut pas, moins par aversion que par principe.

Voté, le front déformé, les pieds dédents, tel un Alceste encore vulnérable, Jean-Baptiste Malartre justifie le comportement du Marquis par une trinité proche de la paranoïa. Il est fasciné

par la vitalité, le blondor puceau d'Eveline Didl. Elle représente la femme idéale, donc lui fait peur : comment pourrait-elle l'aimer ? Elle éprouve de l'incertitude pour lui, d'autant plus qu'elle est veuve et ne tient pas à le rester. D'ailleurs, le Marquis est insensé au point d'en devenir touchant. Tout le monde a envie de l'aider à sortir de son marasme, y compris son valet (Jacques Bonaffé), portant beau, fût-il un peu canaille, qui se modèle sur son maître, l'aristocrate, en attendant de prendre sa place.

Dans *L'Épreuve*, le valet (Jacques Bonaffé) franchit le pas, par jeu. Un jeu auquel il perd. Son maître Lucidor (Michel Voïtal, bourgeois enrichi encore plus paranoïaque que le Marquis, lui demande d'endosser l'habit d'un homme de bien, de faire sa cour à Angélique (Carole Casser), Lucidor aime Angélique et veut l'épouser, mais pas avant de vérifier si elle lui sera fidèle... *L'Épreuve* a le tort de venir en second. Le décor a peu changé, la mise en scène suit le même système d'affrontements dictés par une misanthropie d'écroulé. On se lasse.

Pourtant, il faut découvrir Claude Stratz. Il a su Marivaux avec beaucoup de finesse et d'intelligence, il a réuni un plaisir rare que donnent ces comédiens-là.

C. G.

Théâtre des Américains, Nanterre, 20 h 30.

SHEPARD CHEZ CARDIN

L'amour, l'ennui

Une jeune femme en combinaison est assise sur un lit dans une chambre d'hôtel. Le personnage de May, dans *Foot for Love*, de Sam Shepard, semble sorti d'un tableau d'Edward Hopper. A ses côtés, un homme, Eddy, il a des cheveux blonds bouclés, des sangliers à éperons, un fusil, un lasso et des lunettes noires. May et Eddy parlent : « Je t'aime Non, non... Vraiment... Pourquoi ? — Adieu — Reviens... » Du mariage américain qui glisse sans qu'un mot soit susceptible de retenir l'attention.

De temps en temps, intervient un autre personnage. Qui est-il ? Un héros qui imagine ou se souvient qu'il a été un héros. La héros de la pièce elle-même, mais vieillie, ou encore la père de ce même héros ? Une chose est certaine, il est en permanence sur la scène, tandis que May et Eddy, tout en se passant une bouteille de tequila, se disputent. Ils marchent en long, en large et

en travers — la mise en scène est d'Andréa Voutinas, — les portes claquent.

Le colbre de May est pathétique. Son compagnon route des épaules (démontre de sa force et de sa détermination ?) ou se roule par terre l'expression de son désarroi ? L'action s'épuise à tel point que l'arrivée d'un nouveau protagoniste est nécessaire : Martin, un Lucky Luke en jeans tuteur de poésie, qui écoute, corseté, le fin mot de cette histoire qui, malgré le talent de Nils Arosstrup, Hélène Zidi, Philippe Besson et Ederne Bierry, ne raconte rien, n'explique rien, ne prouve rien. Sam Shepard est un grand auteur, certes, mais son univers théâtral ne supporte pas toujours sans dommages la traversée de l'Attentisme.

C. Ba.

Espace Cardin, 20 h 30.

DES ŒUVRES DE BEETHOVEN, MOZART, CHOPIN, LISZT, DEBUSSY, FAURÉ SONT AU PROGRAMME DU RÉCITAL

CLAUDE KAHN

A L'ÉGLISE AMÉRICAINE, 65, quai d'Orsay, 23 nov. à 20 h 30. Loc. par tél. : 60-84-15-88

MUSIQUE

AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Dalberto l'infaillible

Michel Dalberto, ce petit monsieur de trente ans qui salue avec le pâle sourire, légèrement triste ou un peu ironique, d'un jeune poète, on le dirait d'une autre époque, entouré de silence. Parisien, il a choisi de vivre dans le calme à Hazy, le pays d'adoption de Clara Haskil, non loin des villes où Cortis a commenté et achevé son existence. On l'attend peu. C'est qu'il rêve de « conquérir le sommet où vie et musique relèvent d'une même philosophie et concourent à l'exprimer d'une manière indissociable ».

Il est passé furtivement mercredi pour un récital d'une heure — les fameux « 18 h 30 » du Théâtre de la Ville — qui laissera le sillage lumineux d'une étoile filante. Un choral de Bach pour établir le contact intérieur ; les doigts, le plus souvent très allongés, épousent le clavier, recherchent la pulpe des notes, se cam-

brant, se redressent, se cassent, pour déceler le son idéal de la pensée.

Dans la *Sonate parisienne* en fa majeur d'un Mozart de vingt-deux ans, le jeu très précis et pudique, proche encore du clavecin ou du piano-forte, oscille de l'innocence à la confiance, du hris au lyrisme, sans rupture du fil intérieur.

Et dans les *Klaviersonnen* posthumes de Schubert, c'est la même alliance des contrastes, la limpidité et la profondeur des sonorités, la grâce d'un lied enfantin et le gouffre d'une eau noire. Liszt enfin, avec sa belle articulation du discours qui n'exclut pas la vivacité du sentiment. Dalberto on la conscience infaillible du style.

J. L.

★ Michel Dalberto joue avec des amis, le 22 novembre à 18 h 30 au Théâtre de la Ville, le *Sonnet* de Ravel et le quintette de Schubert.

EXPOSITION

« LE TIBRE » à Paris

A la reconquête d'un fleuve

Grâce à deux expositions simultanées marquant le trentième anniversaire du jumelage Paris-Rome, la Seine est pour quelques semaines en Italie, et le Tibre dans les salons de l'Hôtel de Ville (1). Le département culturel de la mairie de Rome y propose aux Parisiens une sorte de croisière fluviale fictive : Rome vue des quais. Autrement dit : l'histoire d'une ville à travers celle du fleuve qui la traverse.

Si dans l'histoire de l'art, le Tibre ne peut prétendre rivaliser avec la Seine des impressionnistes, il a tout de même inspiré et il inspire encore de fort belles toiles. L'exposition le rappelle, notamment grâce à un immense et lomaineux Hubert Robert descendant, par la circonstance, des cimaises du musée de Lille.

Le site de Rome ? Un géo bien placé qui permettrait aux Latins juchés sur la colline du Capitole (rive gauche) de commercer avec les Etrusques campés sur le Palatin (rive droite). Rome fut, en effet, grâce à cette voie navigable et à son débouché tout proche sur la Méditerranée, à Ostie, le premier port de l'Antiquité. Havre du commerce et

port de guerre comme en témoignent les immenses entrepôts et arsenaux exhumés par les archéologues. Signe le plus visible, la colline de 80 mètres de haut, Monte Testaccio, uniquement constituée de débris d'amphores.

Le Tibre fut encore la voie des pèlerins médiévaux voguant vers le Vatican sur des embarcations halées par des buffles. Puis une voie d'invasion qu'il fallut punir de fortifications, comme le fameux château Saint-Ange. Enfin, un axe mondial lorsque les princes de la Renaissance édifièrent leurs palais sur ses rives mais ce lui tournant le dos pour bénéficier de terrasses et de jardins sur l'eau. On descendait au fleuve par de vastes emmarchements de pierre sur lesquels se donnaient des fêtes et se tiraient les feux d'artifice.

Catastrophe

Ces aménagements font rêver lorsqu'on voit les sinistres murailles dont, à partir de 1870, et à l'inspiration d'ingénieurs français, on construisit le merveilleux Tibre dont on se portait plus les foucades. Cette

L'ORCHESTRE DE TOULOUSE A CHICAGO

Ravel en automne

A Chicago, sur la façade qui regarde le lac Michigan, est resté, entre deux colosses, un charmant hôtel de huit étages, construit au début du siècle, à l'enseigne de Bach, Mozart, Beethoven et Schubert : le siège d'un des plus grands orchestres du monde, le Chicago Symphony Orchestra de Georg Solti. C'est là que, sans trembler devant de redoutables comparaisons, l'Orchestre national du Capitole de Toulouse s'est produit pour la première fois dans un programme composé uniquement de musique française.

Il en est ainsi partout pendant cette tournée de seize concerts, de Los Angeles à Washington et New York : Michel Plasson, qui connaît bien Chicago pour avoir souvent dirigé au Civic Opera, considère que la mission de son orchestre aux

États-Unis est de défendre notre musique de moins en moins jouée, particulièrement dans cette ville, depuis le départ de Jean Martinot qui fut le prédécesseur de Sir George. Et l'on nous a confirmé que la venue d'artistes français est rarissime, alors que, juste en face de l'Orchestra Hall, à l'Art Institute, trône une des plus belles collections d'impressionnistes, et aussi de Picasso, Braque, Chagall, Matisse, qui soit.

Malgré ses deux mille places, la salle en ellipse, couleur crème, aux lignes harmonieuses, donne une impression d'intimité : chaque spectateur se sent proche des musiciens et l'acoustique, précise et veloutée, ajoute au charme de ce lieu. Le public est nombreux, bien que l'Orchestre de Toulouse soit encore inconnu dans cette ville gorgée de concerts classiques, et l'enthousiasme va croissant tout au long du programme.

Après *Pelléas et Mélisande* de Fauré, joué avec une grande pureté instrumentale, un sentiment profond et frémissant, Brigitte Engerer déchaine des torrents de virtuosité dans le 2^e *Concerto pour piano* de Saint-Saëns, avec une allégresse et une passion communicatives. La *Rapsodie espagnole* de Ravel, d'un beau relief sonore malgré quelque aridité, précède la deuxième suite de *Bach* et d'Arions de Roussel, admirablement déployée par Michel Plasson et son orchestre, comme grisé par le lyrisme qui émane de cette prodigieuse « usine » musicale tournant à plein rendement. Et le concert s'achève comme un hommage aux impressionnistes chers à la cité, par le *Prélude à l'opéra-midi* d'un faune, murmuré en rêve par la flûte de Philippe Boucly.

« Sonorité française »

L'Orchestre du Capitole n'a pas la prétention de rivaliser avec celui de Chicago. Mais il a montré qu'il n'était certes pas déplacé en ce lieu. « A happy surprise », a-t-il écrit John von Rhein, la critique du *Chicago Tribune*, qui met en valeur la direction de Plasson pleine « de couleur et d'atmosphère », et « les sonorités et le style indiscutablement authentiques » de l'orchestre français.

La presse américaine a été sensible à cette défense et illustration de notre musique que Michel Plasson avait pour objectif, comme en témoignent les titres parfois hyperboliques qui lui ont consacré : « Une sonorité belle comme une peinture » (*Tempe Daily News*), « Une démonstration de la sonorité française » (*Albuquerque Journal*) et, sur six colonnes de l'*Indianapolis Star* : « L'Orchestre de Toulouse préserve la gloire de la France ».

Cela sans doute justifie l'effort considérable accompli par la ville de Toulouse (sans un soutien gouvernemental) pour envoyer ses musiciens comme des ambassadeurs aux États-Unis, avec l'aide des industries de la région, notamment Airbus et Matra, qui ont vu dans cette tournée la possibilité d'appuyer leur pénétration du marché américain (Matra est actuellement en concurrence avec Westinghouse pour la construction du métro de Chicago).

JACQUES LONCHAMPT.

CINÉMA

« PASSAGE SECRET », de Laurent Perrin

On ne badine pas avec l'enfance

Dans une rue du troisième arrondissement, à Paris, Anita la brune et Camille la blonde tiennent un bar. Les affaires ne marchent pas, mais les deux femmes s'accrochent à ce bar comme à un refuge d'enfance. C'est le mois d'août ; les meublés du quartier sont presque vides. Une bande de jeunes cambrioleurs (gamins et adolescents) visite les appartements et apporte le bérin. Deux femmes, qui s'écroulent en pleurant une part pour payer leurs dettes.

D'une certaine manière, c'est un jeu. Sans risque apparemment. Mais, quand on est adulte, on ne touche pas impunément à l'enfance. On se laisse pas avec elle. Serge, l'architecte, un beau gargon qui, des fenêtres de son atelier, a surpris et compris pas mal de choses, coupe chez lui un gamin-cambrioleur et fait la connaissance d'Anita. A mener auprès d'elle son propre jeu, Serge va tout dérégler, c'est-à-dire ramener l'ordre. L'été, les vacances,

la marginalité devenue un état de plaisir, ont entretenu des illusions.

Ces illusions, Laurent Perrin les met en scène avant de les effeuiller comme les pétales d'une marguerite. Il ne donne pas dans le réalisme banal ou la psychologie conventionnelle cultivée par le cinéma français. Et son film, vraiment, original n'a pas besoin de l'automne indolgent qu'on se croit tenu d'accorder à un premier long métrage jugé « prometteur ».

Le Paris de Laurent Perrin, des toits du Marais à la terrasse de la Samaritaine, ou au dédale des Catacombes, c'est celui, poétique et fantastique, de Louis Feuillade et de Georges Féraud. Mais dans un temps d'aujourd'hui qui est hors du temps, en couleurs filtrées, peintes « à plat » par une directrice de la photographie, Dominique Le Rigo-leur, qui a le même sens de l'insolite quotidien.

Impossible de se faufiler, toute sa vie, par un passage secret. Les per-

sonnages découvrent cette vérité ; même Serge, ce charmeur qui n'est pas très oct dans sa tête et auquel François Sierce, contrairement à beaucoup de jeunes acteurs qui jouent une ambiguïté de surface, prête le mystère d'une perversité mise à l'épreuve d'elle-même.

Cache-cache, cloche-pied, escarpées, acrobaties, expéditions souterraines : les jeunes cambrioleurs restent suspendus dans un monde à demi-imaginaire. France Camus, qu'on avait vue dans *La Java des ombres* de Romain Goupil, s'affirme étrange et résolue. Et puis, il y a Dominique Laffin, avec sa voix raquette, ses gestes brusques, sa sensibilité d'écroulée, pour la dernière fois.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente au Palais de Justice à BORIGNY, le MARDI 3 DÉCEMBRE 1985 à 13 h 30

UNE PROPRIÉTÉ au RAINCY (93)

33, allée du Château-d'Eau

consistant en un pavillon comprenant : salle à manger, salon, cuisine, entrée, W.C. - An 1^{er} étage : 3 chambres, salle de bains - An 2^e étage : 2 pièces - GARAGE - Sur un TERRAIN de 265 m².

MISE A PRIX : 200 000 F

S'adr. à la Société civile professionnelle d'avocats Bernard ÉTIENNE et autre, 11, rue du Général-Ledoux, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87.

Vente au Palais de Justice à BORIGNY, le MARDI 3 DÉCEMBRE 1985 à 13 h 30

PAVILLON à usage d'habitation et commerce

composé d'une boutique à usage d'habiter, d'une salle, banderole et garage - An 1^{er} étage : 3 pièces, cuisine, W.C. - 2^e étage : une chambre et grenier - COUR et JARDIN - Contenance totale : 337 m²

à AULNAY-SOUS-BOIS (93)

12, rue Rougemont - Rue François-Fortin

MISE A PRIX : 120 000 F

S'adr. à la Société civile professionnelle d'avocats Bernard ÉTIENNE et autre, 11, rue du Général-Ledoux, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87.

مكتبة الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 21 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série : Columbo.**
« Bat d'esprit », d'H. Hart, avec P. Falk (rediff.).
Le docteur Marcus Collier compte parmi ses clients la riche Nadia Donner, dont il tombe bientôt amoureux.
22 h **Les Jours de l'information : Infovision.**
Magazine d'A. Douvres, R. Pic, M. Albert, J. Decourcy et B. Laine.
Du côté de Kaboul, une enquête sur la présence militaire soviétique, la « révolution » officielle ; Femmes algériennes en exil ; Philippines : zone de turbulence ; l'argent du vin ; la Colombie, après la catastrophe...
23 h 5 **Journal.**
23 h 20 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Cinéma : Un étrange voyage.**
Film français d'A. Cavalier (1980), avec J. Rochefort, D. de Casabianca, A. Bonnard, D. Benard.
Un quinquagénaire part à pied, le long de la voie de chemin de fer Troyes-Paris, à la recherche de sa mère disparue. Sa fille, dont il s'est, jusqu'ici, peu occupé, l'accompagne. Film poétique et tendre sur la découverte des liens affectifs père-fille.
22 h 15 **Magazine : Actions.**
Présenté par F.H. de Virieu et G. Morin.
Investir dans la pierre : coup de pousse d'Étienne Laloux, de la Socomac ; trois accords sociaux originaux... Le magazine pratique de l'économie, des actions...
23 h 30 **Journal.**
23 h 55 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Histoire d'un jour : 1^{er} septembre 1989.**
Silence, Gabrielle est morte.
Émission de P. Alfonsi et M. Dugowson, réal. D. Kent.
L'affaire Gabrielle Russer quinze ans plus tard. Une exécution par le silence et par une machine judiciaire aveugle. Perquisition, détention préventive, non-lieu. Les mécanismes d'une mort et d'une société ; l'émission

s'achève par un débat autour du juge d'instruction Palange.

22 h 10 **Journal.**
22 h 35 **Bloc-Notes : François Mauriac.**
22 h 45 **Midi-Matin.**
Le magazine du vin.
23 h 15 **Prélude à la nuit.**

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Hadoûts ; 17 h 15, Docteur France ; 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; 18 h, En direct ; 18 h 50, La peinture rose ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15 Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Camembert, film de P. Bartel ; 22 h 10, Le Pige, film de D. Schmalzer ; 23 h 40, le Pige de la vengeance, film de Lo Wei ; 1 h 15, Hill Street Blues ; 2 h, Lambert Wilson.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Les traits et les moments de Crébillon Filz.
21 h 30 Vocabulaire, Opéra 85, Récital de Paris de « Mac-metto II » as « Siège de Corinthe » (extraits des œuvres).
22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; arts, son, radio.
0 h 5 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'église Saint-Louis des Invalides) : Les Érudits, de Franck, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. A. Jordan, chef des chœurs, J. Jouanneau, chef de chant M. Pauton, sol. L. Lebrun, J. Bérthé, N. Sturzenegger, P. Joffe, D. Rondal.
23 h Les soirées de France-Musique : La musique au Parnasse ; 3.0 h, Allemagne années 80.

Vendredi 22 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 20 **ANTIOPE 1.**
9 h 30 **Canal FIT.**
10 h 55 **Le chemin des écoliers.**
11 h 15 **La Une écho vous.**
11 h 30 **Les Jours heureux.**
12 h 2 **Tournez-moi, manège.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **Série : Le Temps des as.**
14 h 45 **Temps libres... à l'imagination.**
Voyance, astrologie, symbolisme, autodivinations, graphologie, vous connaissez. Mais le bon des voyants ? Le salon de coiffure ouvert à la pleine lune ? (et à 16 h 25).
16 h **Série : Au nom de la loi.**
17 h 10 **La maison de TF1.**
17 h 30 **La chance aux échecs.**
18 h **Solent les petits loups.**
18 h 30 **Mini-journal pour les jeunes.**
18 h 45 **Fouilleton : Santa Barbara.**
19 h 15 **Jeu : Anagramme.**
19 h 40 **Cocorocoboy.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Le jeu de la vérité : Mireille Mathieu.**
22 h 5 **Fouilleton : Belphegor ou le fantôme du Louvre.**
D'après le roman d'A. Bernède, réal. J. Armand et C. Barma. Avec J. Gréco, F. Chaumette, Y. Réa, R. Dary... (rediff.).
Il y avait un fantôme dans le Louvre ! C'est du moins ce qu'affirme le gardien Gaurault. A-t-il son bon sens ? Le gardien Gaurault enquête... Un grand succès populaire de l'ex-ORTF.
23 h 15 **Journal.**
23 h 30 **Tapage nocturne.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

6 h 45 **Télématin.**
10 h 30 **ANTIOPE.**
11 h 30 **Les rendez-vous d'Antenne 2.**
11 h 35 **Magazine : Terra des bêtes (repris).**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
14 h 5 **Journal.**
14 h 30 **Fouilleton : Rancune teneuse.**
14 h **Aujourd'hui la vie.**
Il s'appelle « Normande ».
15 h **Série : Hôtel.**
15 h 50 **C'est encore mieux l'après-midi.**
17 h 30 **Récré A2.**
Ploem / Image Imaginaire / Super doc : Histoire comme ça.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Jeu : la trappe.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Loto sportif (tirage).**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau : « La Révolte des hadoûts » ; à 17 h 30, « Jambes » ; à 18 h 55, « La Panthère rose » ; à 19 h 40, « Un journaliste un peu trop voyant ».
19 h 55 **Désain animé : les Entrecrochets.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 35 **Série : Madame et ses flics.**
Réal. R. Bernard. Avec F. Dorey, E. Colin.
Quand une jeune femme de trente-cinq ans, folle, rigoureuse mais féminine, devient chef d'une brigade de trente inspecteurs, se trouve dans les situations les plus rocambolesques... Un divertissement qui ne sert guère la cause du féminisme.
21 h 35 **Cinquante mots pour le dire.**
21 h 40 **Les méditations : la musicothérapie.**
Émission d'André Campana et Igor Barrère.
« La musique nait de l'affectivité, dit le docteur J. Verdet-Paillet, elle est le langage de l'émotion. Une enquête sur la préparation, les séances, les résultats positifs ou négatifs de la musicothérapie ».
22 h 40 **Journal.**
23 h **March 3.**
Magazine de l'air et de l'espace de M. Bancel.
Invité, Pierre Barret, PDG d'Europe 1, qui a plus d'une corde à son arc puisqu'il a couru au Bol d'Or, escaladé le Kilimandjaro en moto, suivi la nouvelle méthode PAC de la Fédération française de parachutisme, etc.
23 h 55 **Prélude à la nuit.**
Le chœur Gévaton d'Israël interprète cinq pièces populaires.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Caboul Cadin (et à 17 h 5) ; 7 h 35, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 55, Supersur ; 8 h 25, Rue Carnot ; 8 h 50, Vous habitez chez vos parents, film de M. Feraud ; 9 h 25, Téléfilm : Prête-moi ta vie ; 14 h, Le maître d'école, film de C. Berni ; 15 h 35, La semaine de trop, film de P. Capard-Huit ; 17 h 45, C+C ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxilite (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 55, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achève ; 20 h 15, Culucho ; 20 h 35, Supersur ; 21 h, Téléfilm : Les Révoltes d'Antica ; 22 h 35, Missions filmées, film de C. Santiago ; 0 h 20, Le Pige, film de D. Schmalzer ; 1 h 50, La Tête dans le sac, film de G. Lauzier ; 3 h 18, Les drives de Canal Plus ; 4 h 10, Tendres souvenirs, film de M. Anthony ; 5 h 55, Hill Street Blues.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les maîtres de France-Culture ; 7 h, Culture tantin ; 8 h 15, Les experts internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la France : vers une société hors d'âge ; (et à 10 h 50, Michel Bernanos) ; 9 h 5, Marianne du temps qui change : politiques économiques et relations internationales au vingtième siècle ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école hors les murs : maison de jeunes, un soutien d'air dans le béton ; 11 h 30, Festifon : Champagne, contes immortels ; 12 h, Passerelle ; 13 h 40, Ou commence... les dernières rencontres Charles Dullin ; 14 h, Un livre, des voix : « Blanche-Ébène », de Louis Mural ; 14 h 30, Sélection prix Italia : évocation de Paul Gilroy « Paris au fil de la Seine » ; 15 h 30, L'échappée belle : la ville grecque à Beauvais ; portes ouvertes sur l'exil (Isabelle Eberhardt) ; 17 h, Nous nous cherchons ; 17 h 30, Le roman du cinéma ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : l'expédition Kaiko ; 20 h, Musique, mode d'emploi ; Hans Eisler ; 20 h 30 Le grand débat : gauche-droite, une querelle dépassée ? Avec Marie-France Garand, Olivier Duhamel, Pierre Juquin et Alain Lancelot.
21 h 30 Black and blue : Miles, maintenant.
22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; les prochains pas.
0 h 5 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les maîtres de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu ; 9 h 5, Les maîtres des musiciens : Jacques Des Prez, fortune et avatars ; 12 h 10, Le temps du jazz : Les blues urbains ; 12 h 30, Concert : œuvres de Numa ; 14 h 30, Les enfants d'Opéra ; 15 h 30, Les après-midi de France-Musique : l'Oratorio de la RAI, œuvres de Mozart, Busoni ; 18 h, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui ; dernière édition ; 19 h 10, Les musées en dialogue ; 20 h 04, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.
20 h 30 Concert (émis de Baden-Baden) : Symphonie n° 36 en ut majeur, de Mozart ; Symphonie n° 9 en ré mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique, dir. U. Sgarbi.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : les pêcheurs de perles ; à 23 h 5, œuvres de D. Milhaud, et J. Françaix ; à 0 h, le Flamenco.

A VOIR

Le jumeau de Vermeer

L'intérêt de ce feuilleton, c'est bien sûr le « faux » dont il s'inspire, même si Philippe Madral a librement composé avec l'histoire du génial faussaire Van Meegeren. « Le génie du faux » raconte le scandale le plus étonnant de l'après-guerre dans le domaine de l'art, la mystification monumentale - à trois - de ce mauvais peintre (sous son nom) qui réussit à faire authentifier par les plus grands experts internationaux quatre faux Vermeer fabriqués par lui. Accusé à la Libération de collaboration pour avoir fait fortune en vendant un Vermeer à Goering, Van Meegeren passe brusquement du statut infamant de collaborateur à celui de héros national en révélant qu'il s'agissait d'un faux. Les procès ont retenté, à rebondissement... quelques

experts refusent de reconnaître tous les faux avoués comme de vrais faux. Un doute subsiste. Philippe Madral et Stéphane Kurc, le réalisateur, se sont visiblement amusés avec le fait divers. Ils décrivent avec une certaine allégresse le trouble des experts, des critiques d'art, mais ils ont été visiblement fascinés par le tempérament, le caractère de cet escroc d'envergure - ici Johann Geldar, interprété par Patrick Chesnais - qui se prend au jeu du « double » poussant jusqu'au bout la substitution, devenant le jumeau (renouveau) de Vermeer. Geldar ne vit que par l'embûche de l'identité. Après avoir épousé Hélène, il va se prendre de passion pour sa sœur jumelle Siska. Il va quitter le pre-

mière pour la seconde, en obligeant celle-ci à prendre le métier de l'autre. « Le génie du faux » n'est pas une œuvre inoubliable, c'est une œuvre brillante, intelligente, excitante avec le fait divers. Les questions sur le faux et le vrai dans l'art (sur la valeur marchande, esthétique) d'un tableau sa bouillissent. Patrick Chesnais, dans le rôle de Johann Geldar-Van Meegeren, sait être à la fois cabotin, insupportable, amoral, mégalomane, fascinant. La musique de Mosini, lancinante, aiguë, porte, comme il faut, sur les nerfs.

CATHERINE HUMBLLOT.
* « Le génie du faux », les vendredis 15 et 22 novembre et 6 décembre, sur A 2, à 20 h 35.

SPORTS

LA FÉDÉRATION D'ESCRIME ET LE DOCTEUR OLIVENSTEIN EN PROCÈS

Piqué au vif

La Fédération française d'escrime n'est pas contente. La raison de ce mécontentement vient d'un entretien d'un collaborateur du journal l'Equipe, Gérard Edelstein, avec le docteur Claude Olivenstein, directeur du centre médical Marmottan, publié le 13 septembre 1985. Il portait sur le délicat sujet du dopage dans le sport. On y parlait de la boxe, du tennis, du cyclisme, mais aussi de l'escrime.
Le docteur Olivenstein déclarait : « Si je vous parle aussi de l'escrime, c'est parce que je dispose d'informations bien précises. »
Aussi bien plaident, mercredi 20 novembre, devant la première chambre du tribunal civil de Paris, M. Jean-Claude Fréaud, avocat de la Fédération française d'escrime, réclamaient 1 franc symbolique de dommages-intérêts, tant à l'Equipe qu'à M. Olivenstein.
Car, pour M. Fréaud, sa cliente, une « Fédération aussi ancienne que prestigieuse », ne pouvait que se sentir visée par de tels propos.

Alors, répondait ce substance M. Marc-Noël Louvet, avocat de l'Equipe, et M. Charline Elkind, pour le Docteur Olivenstein, la Fédération française d'escrime ne sait pas lire ou fait une lecture singulière d'un texte qui, d'évidence, ne la concerne pas. Car le Docteur Olivenstein comme le journaliste qui l'interrogeait n'ont à aucun moment affirmé que le dopage était en escrime une pratique généralisée. Le docteur a simplement indiqué qu'il avait vu dans son service de l'hôpital Marmottan des sportifs de premier plan.

Bref, l'Equipe pas plus que M. Olivenstein n'ont commis de faute.
Dans ces conditions, l'affaire ne va-t-elle pas tourner court ? C'est ce qu'en tout cas a semblé souhaiter le président du tribunal, M. Jean Douvroux, ex invitait, d'ici au 5 décembre, les adversaires à s'entendre sur un texte par lequel l'Equipe préciserait tout simplement qu'elle n'a jamais songé à causer le moindre tort à la Fédération française d'escrime.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

FOOTBALL : Coupe du monde.
Malgré sa défaite à 1, le mercredi 20 novembre, face aux Pays-Bas, la Belgique, qui avait remporté le match aller par 1 à 0, la deuxième nation qualifiée pour le Mondial.

Championnat de France. - Eu match retardé de la vingtième journée, Monaco et Nantes ont fait match nul à 1.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
PALAI-ROYAL
Dernier état bel imm. XVIII^e 14 m hauteur sous plafond. 200 m² r.-ch. 47-03-32-44. 130 m² local. sole. Quilfer. 1.950 000 F. 45-62-17-17.

5^e arrdt
LUXEMBOURG 1/2 p. r. ch. 8 p. 105 m² + terrasse et balcon. 220 m² aud + service. DORESSAY 45-24-33-33.

6^e arrdt
SAINT-SULPICE
Via 130 m² carrel. Achète 200 m² r.-ch. 47-03-32-44.

BD MONTFARNASSE
8 p. 105 m² + terrasse et balcon. 220 m² aud + service. DORESSAY 45-24-33-33.

7^e arrdt
BEAUNE-UNIVERSITÉ
60 2 PIÈCES CLAIR 1100 000 F. 42-81-20-19.

10^e arrdt
M^e BOISSIÈRE
Pierre de t. r. ch. salon, s. à manger, petit bureau, chambre, salle, b. bain. localisation aménagée, très calme, soleil, sur rue et jardin. Tél. matin : 45-44-21-87.

17^e arrdt
COURCELLES, gd APPT
87 p. bain, 4 ch. imp. 45-00-00.

PLAINE MONCEAU
Imm. 2^e ét. acc. BEAU STUDIO ent. réalt. 490 000 F. 42-81-24-32 heures bureau.

OFFRES D'EMPLOIS
CHIT. INTÉRIUM (PCH). INGENIEUR ETUDES EXPÉRIMENTÉ, minimum 25 ans. Tél. : 30-30-02-99.

locations meublées offres

Paris
STUDIO CUIS. ÉQ.
2-3 pers. 1 200 F sem. Appt 2 p. 2 000 F sem. park. au mois, 10^e arrdt par métro. Résidence Gendoff 45-23-42.

Province
COÛTE D'AZUR Part. tout long durée, hauteur Cagnes, belle villa 3 p., 600 m², piscine, terrain particulier, jardin. 12 000 F mensuel + charges. MORANCAIS 16-93-90-74-22.

locations meublées demandées
Paris
MEUDON-BELLEVUE
VILLA MODERNE
très grand standing, réception 70 m², cuisine, office, 5 chambres, nombreux sanitaires, très beau terrain paysagé. Secteur résidentiel calme, ensoleillé. 3 500 000 F. C.B. : 45-34-41-76.

maisons de campagne
Vendée à ANTRAIGUES (Ardèche)
- Maison de village sur 3 niveaux : garage, 3 chambres, séjour, salle de bain, w.c., 320 000 F.
- Maison avec possibilité commerce rez-de-chaussée 50 m² + cour, 4 pièces à l'étage + salle d'eau, 300 000 F.
Agence Dilex, B.P. 32, 07200 Aubenas. Tél. : (04) 75-35-06-76.

fermettes
FERMETTE avec pré et terre 17 500 m² bordure forêt, soleil, séjour, ch., s. de bns, décoré, à aménager. Prix 280 000 F. Tous trais compris. S'adresser GEURET Agence, 28180 BROU. Tél. : 37-47-03-82.

Région parisienne
Etude ch. pour CADRES vités rive droite,oyer garco. 11 45-98-98-55 42-83-07-02.

propriétés

PPTÉ bord du Lot en bloc ou en lots, près BONNEVAL (281). 11 PAV. 7 p., 85 m², rivière. 21 PAV. 2,10 ha à 250 m r.v. 31 PAV. 800 m² en rivière avec bâtiment et scierie. 41 h 62 a. sem. 51 Bat. indus. 1 500 m² sur terrain 3 511 m². S'adresser Agence CEURET, 28180 BROU. Tél. : 37-47-03-82.

viagers

Libre près La Ferté-Gaucher, maison carreziale + dépend., 4 ares, 175 ans, rente im. à 8 a., 350 000 + 5 000/mois. viagers. F. Cruz 42-86-19-00.

ETUDE LODEL

Viagers, 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. 45-55-61-55.

immobilier information

Informations sur différents types à louer du studio au 5 p. de 2 000 F à 10 000 F. Également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Tél. : APPEL 75. 42-80-22-30.

bureaux

Locations
Votre adresse commerciale ou siège social
bureaux, secrétariat, télés. **CONSTITUTION STES**
Prix compétitifs. Dénies redies. **ASPAC 42-93-60-50 +**

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Construction de sociétés et tous services. T. 43-55-17-50.

STRASBOURG
Cie d'assurances tous burs grand standing, prox. conseil Europe, 190 m² + terrasse. Loyer 600 F HT m² an + ch. Tél. : (03) 88-25-30-07.

fonds de commerce

Exceptionnel
DANS MONTPELLIER (34) Rue très commerçante. Pas de porte 200 m² env. Conv. pour commerce prestige, siège social SOTRAVI. 20, rue Ours. Montpellier 34-53-53-50.

Mont. Sud, grand tab. Loto.
CA 14 000 000, ch. resp., av. 1 500 000. 43-87-78-51.



JUSTICE

INFORMATIONS « SERVICES »

COAUTEUR DU LIVRE « SUICIDE MODE D'EMPLOI »

M. Le Bonniec est condamné à 10 000 francs d'amende pour non-assistance à personne en danger

La 16^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{me} Marie-Claude Duverrier, a rendu, mercredi 20 novembre, son jugement dans l'affaire de non-assistance à personne en danger, concernant M. Yves Le Bonniec, qui, par lettre, avait donné des conseils à Michel Bonnal sur la façon de réaliser le suicide que ce dernier avait décidé et qui avait effectivement lieu le 4 mars 1983 à Paris (la Monde du 25 octobre).

Le tribunal, qui a considéré le délit établi, a toutefois fait une application relativement modérée de la loi au prévenu en le condamnant à 10 000 francs d'amende, l'alinéa 2 de l'article 63 du code pénal, qui réprime « l'abstention volontaire de porter à la personne en péril l'assistance que, sans risque pour l'auteur de cette abstention, ni pour des tiers, il pouvait lui prêter », prévoit en effet des peines de trois mois à cinq ans de prison et des amendes de 360 à 20 000 francs.

Mais le jugement rendu ne motive pas les raisons de ce qui paraît à certains une mansuétude. Ses attendus visent les faits reprochés à M. Le Bonniec, mais ne mentionnent pas de rappel de ceux-ci. Ils font état des lettres qui furent échangées à la fin de 1982, puis au début de 1983, entre Michel Bonnal et M. Yves Le Bonniec, auteur avec M. Claude Guillon du livre *Suicide mode d'emploi*. Michel Bonnal voulait obtenir des conseils, des précisions sur le dosage de l'arsenic en comprimés, propre à lui assurer la mort qu'il souhaitait, alors que le livre mentionnait seulement l'absorption de ce produit en solution buvable.

De l'examen de ces lettres, il résulte pour le tribunal que les textes de Michel Bonnal faisaient « apparaître, d'évidence, l'intention suicidaire de leur auteur » et que « cette détermination révélait à Yves Le Bonniec que le péril dans lequel se trouvait son correspondant était constant ».

Dès lors, ajoute le jugement, « il incombait à Yves Le Bonniec de mettre à profit la confiance amicale que Michel Bonnal lui avait manifestée pour tenter, en lui répondant, de le dissuader de mettre fin à ses jours ». Or, dans sa dernière lettre à Michel Bonnal, le 28 janvier 1983, M. Le Bonniec, « non seulement n'essaya pas de persuader son correspondant de renoncer à un tel projet, mais encore lui précisa la dose mortelle du médicament qui lui avait été prescrit et les conditions dans lesquelles devait avoir lieu son absorption ».

Pour le tribunal, voilà bien où est le délit : « En refusant son assistance à un être qui lui avait confié, dès sa première lettre, son désespoir et son sentiment de culpabilité à l'égard d'autrui, puis dans sa

seconde lettre la nature du traitement médical dont il faisait l'objet et qui se trouvait dans un état évident de détresse, Yves Le Bonniec s'est abstenu d'assumer le devoir d'humanité qui caractérise l'infraction reprochée ».

Un peine de principe

Par le même jugement, la 16^e chambre a, d'une part, déclaré irrecevable la constitution de partie civile de l'Association de défense contre l'incitation au suicide (ADIS) et, d'autre part, débouté M. et M^{me} Henri Bonnal, les parents de la victime. Elle juge que l'association ne peut justifier d'un préjudice personnel et direct et n'est pas autorisée de surcroît, par un texte particulier, à se constituer partie civile. Quant aux parents, il est jugé que le dommage résultant de l'abstention de porter secours retenu contre M. Le Bonniec « ne doit pas être confondu avec celui provoqué par le décès de leur fils ». Leur action ne serait fondée « que dans la mesure où ils auraient pu établir l'existence d'un lien de causalité entre l'abstention de porter secours et la mort du jeune homme, ce qui n'est pas le cas ».

Autrement dit, Michel Bonnal, même en l'absence des informations que lui a fournies M. Le Bonniec, aurait pu quand même se donner la mort. C'est là peut-être qu'il faut rechercher la raison de la peine de principe annoncée. Le tribunal, en tout cas, s'en est tenu à l'examen le plus étroit possible d'une affaire dont on aurait pu penser que le caractère exceptionnel et même inédit lui aurait donné l'occasion d'une réflexion, sinon d'une réponse, à la mesure des questions de fond qui se trouvaient posées.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

LE PDG DE DEUX SOCIÉTÉS DE TRANSPORT EST ÉCRUÉ POUR VOLS ET ESCROQUERIE

M. Jean-Marie Lestoguy, trentenaire, président-directeur général de deux sociétés de transport de Villemur d'Azergues (Nord) - la société qui porte son nom et la CIVA (Compagnie d'industrialisation de véhicules automobiles) - vient d'être inculpé de vols avec effraction, escroquerie, abus de confiance et de biens sociaux. M. Lestoguy a été écroué à la maison d'arrêt de Lons.

Une information judiciaire avait été ouverte au début du mois de septembre contre M. Lestoguy, à la suite de plaintes déposées par six camionneurs qui utilisaient ses camions en location ou en location-vente.

Ceux-ci accusent M. Lestoguy d'avoir à plusieurs reprises volé le chargement des camions qu'il leur avait loués, pour le revendre ensuite et se faire rembourser par sa compagnie d'assurances. Selon eux, M. Lestoguy rééditait également de faux bons de transport, faisait établir plusieurs cartes grises pour le même camion, mettait ses véhicules en location-vente à un prix bien supérieur à leur valeur réelle, et utilisait les fonds ainsi obtenus pour alimenter plusieurs « caisses noires ».

AUTEURS ET ÉDITEUR EN APPEL

MM. Yves Le Bonniec, Claude Guillon, coauteurs de *Suicide mode d'emploi*, et leur éditeur M. Alain Moreau ont publié le communiqué suivant :

« Les juges de la 16^e chambre disent qu'il n'y a pas de victime puisqu'ils déboutent le père de Michel Bonnal de sa plainte, mais ils décrivent néanmoins qu'Yves Le Bonniec est coupable. Ils prétendent qu'il aurait dû « tenter de dissuader » son correspondant, sans dire comment il aurait pu le faire. A cette occasion, les juges créent un nouveau concept qui fera date dans l'histoire de la philosophie et du droit : « Doit être considérée en péril toute personne qui risque de perdre la vie. » Autant dire que chacun de nous est en état de péril permanent !

« Des magistrats pourvoyeurs de prison sont malvenus de nous parler d'un « devoir d'humanité » que nous jugeons remplir parfaitement en honorant la confiance de ceux qui s'adressent à nous.

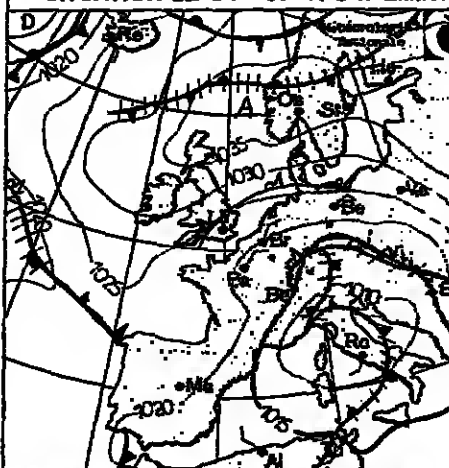
« Les juges parisiens ont cru pouvoir prendre six mois d'avance sur la loi de censure qui sera peut-être votée par la droite revenue au pouvoir.

« Bien entendu, nous faisons immédiatement appel de cette décision aberrante qui ne pourra qu'être réformée si les magistrats se souviennent que leur travail consiste à appliquer la loi existante et non à se faire l'avant-garde d'une campagne d'ordre moral.

« ce à des adversaires qui, forts de ce premier succès, vont tout faire pour obtenir des condamnations en chaîne, nous appelons nos lecteurs et tous les partisans du libre choix d'une « mort douce » à nous manifester leur soutien. »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.11.85 A 0 h G.M.T.

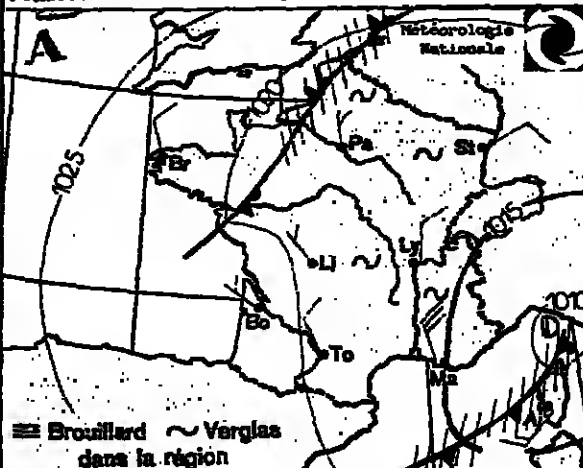


Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 novembre à 6 heures et le vendredi 22 novembre à 24 heures.

Le temps froid et humide va persister sur notre pays et les chutes de neige vont s'étendre au Sud-Ouest.

Vendredi : Le ciel sera couvert sur l'ensemble du pays à l'exception du Sud-Est et de la Corse où, malgré les avertissements, des éclaircies se développeront. Sur ces régions, le mistral et la tramontane souffleront fort. Sur le nord du pays, les chutes de neige deviendront moins importantes tandis qu'elles se renforceraient en cours de journée des Pays de la Loire au Sud-Ouest et au Massif Central. Sur la Bretagne et les côtes atlantiques, ces précipitations se produiront le plus souvent sous la forme de pluies verglaçantes.

PRÉVISIONS POUR LE 22.11.85 DÉBUT DE MATINÉE



Les températures seront sans grand changement. Elles deviendront positives en cours de journée uniquement sur les côtes et dans le Sud-Est. Les températures minimales iront de -3 à -6 degrés, localement -8 dans l'intérieur, et seront voisines de 0 degré sur les côtes. Les températures maximales ne dépasseront pas -1 à -4 degrés dans l'intérieur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 20 novembre, le second le minimum de la nuit du 20 novembre au 21 novembre) : Ajaccio, 10 et 5 degrés ; Biarritz, 1 et 1 ; Bordeaux, 1 et -1 ; Brétigny, 6 et 3 ; Brest, 3 et 2 ; Cannes, 6 et 2 ; Charleville, 4 et 3 ; Clermont-Ferrand, -2 et -4 ; Dijon, -1 et -2 ; Dinard, 2 et 2 ; Enghien, 1 et -3 ;

Grenoble-St-M.-H., 1 (N.C.) ; Grenoble-St-Geoirs, 1 et -3 ; La Rochelle, 2 et 0 ; Lille, -1 et -2 ; Limoges, -4 et -5 ; Lorient, 2 et -1 ; Lyon, -1 et -2 ; Marseille-Marianne, 2 et 1 ; Menton 8 et 4 ; Nancy, -1 et -3 ; Nantes, 2 et 0 ; Nice, 5 et 3 ; Nièvre, 6 (N.C.) ; Paris-Montsouris, -1 et -2 ; Paris-Orly, -1 et -2 ; Pau, 1 et -1 ; Perpignan, 2 et 1 ; Rennes, 1 et 1 ; Rouen, -1 et -1 ; Saint-Etienne, -3 et -4 ; Strasbourg, -1 et -2 ; Toulouse, -3 et -2 ; Tours, -3 (min.) ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 7 ; Genève, -1 et -1 ; Lisbonne, 14 et 7 ; Londres, 3 et 2 ; Madrid, 8 et -7 ; Rome, 15 et 8 ; Stockholm, 0 et -1.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 23 NOVEMBRE

« Lebrun à Versailles », exposition, 19 h 30, musée du Louvre, entrée pavillon Flore, porte Janin (A. Anquetin).

« Le cimetière du Père-Lachaise », 10 h 30, entrée principale (Les Amis de la Terre de Paris).

« Découverte de Notre-Dame au Moyen Age », 14 h 30, portail central (Pour les enfants).

« Château Renaissance d'Ecrouy », 15 h 30, par la rue du Nord, Ecrouy-Ezville direction Lézards.

« L'église russe de la rue Daru », 14 h 30, 12, rue Daru.

« Chez un restaurateur de meubles, expert près la cour d'appel », 15 h 30, devant l'église Saint-Jules-le-Pauvre.

« La canopée de l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (M^{me} Rojon).

« Le conservatoire de musique », 14 h 30, 14, rue de Madrid (La France et son passé).

« Les salons de l'hôtel Lassay », 15 h 30, 128, rue de l'Université.

« Le Père-Lachaise méconnu », 10 h 30, entrée principale, et « Tombes de gens de la culture, du Café et de la Belle Époque », 14 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Orfèvrerie et tapisseries du Moyen Age au musée Cluny », 6, place Saint-Jacques, 14 h 30 (Approche de l'art).

« Le Grand Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie. Mozart, Saint-Exupéry », 15 heures, 16, rue Cadet (J. Heulicr).

« L'hôtel Mondragon (mariage de Bonaparte) », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand.

« Carrières sous le quartier Mouton et escaliers secrets autour de la petite église Saint-Médard », 14 h 30, métro Censier-Daubenton, lampes de poche (M. Banassat).

« Le musée Picasso », 11 heures, entrée.

« L'Inde à Paris », inscriptions 45-26-26-77 (Paris et son histoire).

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le forage océanique profond : premier bilan du programme IFOD, et perspectives du programme ODP ».

« 4, rue des Bourdonnais, 17 h 30 : « La gloire de Victor Hugo ».

« 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'art rupestre saharien à partir des nouvelles découvertes en Libye ».

« L'Inde à Paris », 16 heures : « L'Amérique latine », 19 heures : « La Jordanie » ; 20 h 30 : « Petra ».

« 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 15 heures : « La forêt malade de ses amis » (M. de Vasselot) ; « La construction des pyramides » (M. Main-guez).

« 195, rue Saint-Jacques, Institut océanographique : « Le for

économie

REPÈRES

Dollar : le repli se poursuit : 7,89 F

Après un sursaut initial à 7,98 F, contre 7,91 F, enregistré mercredi soir à New-York, après l'annonce d'une croissance de 4,4 % du PNB américain au troisième trimestre (on attendait moins de 3 %), le dollar a poursuivi son repli jeudi 21 novembre à 7,89 F. A Francfort, le « billet vert » est revenu à 2,5875 DM, après s'être élevé à 2,8180 DM la veille au soir, toujours à New-York, et à Tokyo, il a fléchi à 201,90 yens, contre 202,80 yens. Visiblement, les milieux financiers internationaux restent sceptiques sur la vigueur de la croissance des Etats-Unis, constatant que la conjoncture s'est affaiblie dans ce pays au mois d'octobre, et estimant que le dollar est durablement orienté à la baisse.

Commerce extérieur : excédent en octobre pour la France

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire en octobre de 982 millions de francs, après avoir été déficitaire de 2,8 milliards en septembre. Les exportations ont atteint 78,18 milliards de francs et les importations 77,2 milliards. Ces statistiques corrigées des variations saisonnières montrent une progression des ventes à l'étranger de 1,9 % en un mois et de 7,1 % en un an, les importations diminuant, quant à elles, de 2,7 % en un mois, mais restant stables par rapport à octobre 1984. En données brutes, l'excédent commercial atteint 1,8 milliard en octobre, après un déficit de 3,68 milliards en septembre. Au total, pour les dix premiers mois de l'année, le déficit du commerce extérieur de la France atteint 19,7 milliards de francs, après correction des variations saisonnières, contre 22,6 milliards pendant la même période de 1984. En octobre, les échanges de produits élémentaires ont été excédentaires de 4,5 milliards de francs, ce qui est nettement supérieur à la moyenne des neuf premiers mois (2,2 milliards). Le déficit énergétique a atteint 14,2 milliards de francs, niveau voisin de celui de septembre. L'excédent des échanges industriels s'est amoindri avec 8,1 milliards de francs, contre une moyenne de 5,2 milliards au troisième trimestre.

Conflits du travail : toujours moins

Au cours du mois de septembre, des conflits du travail localisés ont touché 178 établissements, à peu près comme l'an dernier à la même époque. Mais 32 200 seulement des 146 000 salariés concernés (contre 51 900) ont cessé le travail, entraînant la perte de 94 300 heures de travail (contre 124 500), selon les statistiques publiées par le ministère du travail. Ce chiffre est pourtant supérieur à ceux des mois précédents, mais sur neuf mois, 52 000 journées seulement ont été perdues en 1985, alors qu'il y en a eu 109 000 sur l'ensemble de l'année 1984. Quant aux conflits généralisés, ils n'ont fait perdre que 3 900 journées à 3 900 travailleurs : nettement plus qu'en septembre 1984 (1 100 salariés et 700 heures), mais moins encore qu'en août dernier (1 000 personnes et 5 700 journées).

LES NOUVELLES DIFFICULTÉS DE L'ASIE DU SUD-EST

La Corée du Sud aborde sa première crise de croissance

De notre envoyé spécial

Séoul. — « La Corée du Sud n'est pas un nouveau Japon. » Cette affirmation revient comme un leitmotiv dans la plupart des entretiens avec des personnalités officielles ou des industriels coréens. Elle a de quoi surprendre dans une ville comme Séoul qui, au cours des cinq dernières années, s'est transformée encore plus vite que Tokyo et s'apprête à recevoir, en 1988, les Jeux olympiques : un événement qui, comme ce fut le cas pour le Japon en 1964, devrait être la consécration internationale de la réussite économique coréenne.

En un quart de siècle, la Corée du Sud est passée de la situation d'un pays pauvre, essentiellement agricole et de surcroît ravagé par la guerre (1950-1953) à celle d'un pays nouvellement industrialisé. Ceux-là même qui, il y a trente ans, réparaient les camions de l'armée américaine sont désormais à la tête de groupes qui exportent de l'acier, des voitures. A première vue, il y a là une manière de forcer les portes de la réussite économique qui rappelle le Japon.

Le rejet des Coréens de toute assimilation à leur puissant voisin ne tient pas au sursaut d'un nationalisme sourcilieux, propre à un peuple à la civilisation cinq fois millénaire, mais qui fut souvent humilié (par la Chine, puis par le colonialisme japonais). Dans le contexte de la levée de bonnetiers que suscitent dans le monde industrialisé les exportations en provenance de l'Asie du Nord-Est, c'est sans doute, pour les Coréens, une manière de se démarquer et de se protéger.

Historiquement, le Japon a commencé à s'industrialiser il y a un siècle et demi, bénéficiant dès le départ d'une civilisation, celle des Tokugawa (1600-1868), qui, malgré la fermeture de l'archipel pendant trois siècles, avait préparé intellectuellement, économiquement avec le capitalisme marchand, et même, dans une certaine mesure, scientifiquement, la modernité. Ce ne fut pas le cas de la Corée du Sud, avec la dynastie des Lee, qui régna jusqu'à la colonisation japonaise (1910). A partir des années 1960, avec le régime de Park Chung Hee, la Corée du Sud s'est lancée dans la

seule voie de développement possible : l'endettement extérieur, les exportations à outrance — car contrairement au Japon, le pays n'a jamais bénéficié d'un marché intérieur important.

Pendant vingt ans, des taux de croissance records, de l'ordre de 8 %, et une constante augmentation des exportations grâce à des coûts de main-d'œuvre compétitifs, ont assuré à la Corée une progression remarquable. Entre 1973 et 1983, la productivité a augmenté de 11 % et les salaires moyens de 8 %.

Le marché américain, qui absorbe un tiers des exportations sud-coréennes, ont contribué à la détérioration de ces équilibres. Mais ce qui préoccupe surtout les dirigeants sud-coréens, et engendre un malaise diffus dans la population, c'est la prise de conscience du caractère structurel du problème. On ne peut certes plus parler à propos de la Corée du Sud de la précarité de son économie. Mais celle-ci reste très vulnérable à l'environnement international et les recettes traditionnelles de son succès semblent avoir

littes ouvrières : ce fut le cas à Daewoo Motor et dans le secteur textile où des usines furent occupées. On a compté cent quarante-six grèves au cours des six premiers mois de l'année, dont certaines furent brisées par la police. Trois cents syndicalistes et étudiants sont actuellement en prison.

Un mécontentement diffus

Il règne en outre dans la population un mécontentement diffus en raison d'inégalités sociales de plus en plus apparentes entre riches et pauvres : selon la Banque mondiale, 20 % de la population bénéficie de 45 % du revenu national et 20 % de 5,7 % de celui-ci. A cela s'ajoute, pour les classes moyennes, une inflation croissante à l'égard de l'autoritarisme, souvent maladroite, des autorités. Remédier à ces frustrations matérielles et psychologiques est pour le gouvernement un premier défi. Le second est d'ordre économique et exige non moins de doigté.

« Nous devons apprendre à vivre avec une croissance moins forte », estime M. Ko Bohn Young, conseiller du vice-premier ministre chargé de la planification. Mais la Corée du Sud se trouve au point de rencontre de deux forces opposées. D'un côté elle est poussée vers le haut par des pays, comme l'Indonésie ou la Chine, qui lui ravissent les marchés de produits de bas de gamme nécessitant beaucoup de main-d'œuvre. De l'autre, elle est repoussée vers le bas par les nations industrialisées qui ont acquis une avance technologique considérable comme le Japon. Pour se dégager de cet étau, la Corée ne peut qu'essayer de brûler les étapes en cherchant à se faire une place sur les marchés de haut de gamme. « Nous n'avons pas d'autre choix si nous voulons parvenir au stade de pays industrialisé à la fin de ce siècle », affirme M. Ko.

Or il lui faut être particulièrement sélective dans le choix de ses « créneaux » tout en développant son propre secteur de recherche. Mais elle ne doit pas non plus mésestimer les dangers d'une compétition directe avec des géants comme le Japon ou les Etats-Unis, qui ne semblent guère disposés à lui faire une place.

PHILIPPE PONS.

Longtemps considérée, avec envie ou inquiétude, comme l'un des fleurons de l'Asie du Sud-Est, la Corée du Sud, comme Singapour, voit s'accumuler les nuages économiques.

La période d'incertitude consécutive à l'assassinat de Park Chung Hee (1979) et à la prise de pouvoir par le général Chun Doo Hwan, actuellement président de la République, marquée par la sanglante répression des émeutes de Kwangju, a été suivie par une reprise laissant présager un nouveau décollage : en 1983, le taux de croissance a atteint 9,5 %, et 7,6 % en 1984.

Le poids de la conjoncture internationale

Mais aujourd'hui la Corée du Sud est à nouveau au creux de la vague. Pour la première fois, l'objectif d'exportation ne sera pas atteint et la croissance pour l'année écoulée ne dépassera pas les 5 %, ce qui, pour d'autres pays, est certes honorable mais place la Corée du Sud à la limite de la crise.

Le système économique coréen doit traditionnellement faire face à trois contraintes : la dette extérieure (45 milliards de dollars, la quatrième par l'importance dans le monde) ; l'expansion des exportations, qui représentent un tiers du PNB, et enfin une croissance qui ne doit pas être inférieure à 6 % afin de permettre de créer les 400 000 emplois par an nécessaires à l'équilibre social.

Assurément des facteurs conjoncturels comme le ralentissement du

atteint leur limite : la Corée du Sud affronte sa première véritable crise de croissance.

Il s'agit non seulement d'entreprendre des mutations dans l'appareil productif, mais aussi de répondre à des aspirations plus profondes qu'autrefois à une libéralisation du régime.

La période de transition qui s'ouvre pour la Corée du Sud est caractérisée par plusieurs facteurs. Tout d'abord par une plus grande instabilité sociale rendue inévitable par le ralentissement de l'expansion. Le gouvernement a sans doute donné un caractère plus ouvert à la vie parlementaire et il a autorisé, sous la pression américaine, la plus célèbre figure de l'opposition, M. Kim Dae Jung, à revenir peu avant les élections de février dernier. Les villes dans leur majorité ont voté pour l'opposition. Mais celle-ci apparaît trop divisée et trop victime des rivalités personnelles pour être crédible.

Le mouvement étudiant est plus préoccupant. Les abords des universités dont les arbres sont brûlés par les gaz lacrymogènes témoignent d'une agitation pratiquement quotidienne. Une frange bien organisée tend à devenir de plus en plus violente tandis qu'une autre s'efforce de pénétrer le monde ouvrier.

Un phénomène nouveau, qui a contribué à intensifier certaines

SE MARIER AVEC LUI POUR LA VIE, C'EST NUL.



Acheter un ordinateur, c'est idiot. Parce qu'une entreprise saine est une entreprise qui évolue, investit dans l'achat d'un ordinateur peut vite devenir une contrainte. Les besoins auxquels il répond aujourd'hui peuvent changer demain et l'entreprise se trouve alors prisonnière d'un matériel inadapté.

Chez ECS, nous l'avons compris. Et ce qui n'est pas idiot, ce sont nos formules de location. Du gros au petit ordinateur, tout a été prévu pour faciliter votre choix et vous laisser maître de vos investissements. C'est ça, la liberté informatique. Liberté de changer, développer vos activités, disposer du matériel le plus avancé, sans bloquer une part importante de votre capital dans des machines trop vite dépassées par la technologie ou la quantité d'informations à traiter.

ECS a également ouvert, partout en France, des centres complets : ventes, maintenance, formation - à vocation micro-informatique. ECS vous aide et vous suit dans votre évolution. C'est l'intelligence de la liberté.

ECS 16, rue Washington 75008 Paris. Tél. : (1) 42.25.15.15.

ECS

NOUS RENDONS LES ORDINATEURS INTELLIGENTS.

Connaissez-vous ce...
Le clou et la vis font le même travail, mais avec des avantages et des inconvénients.

Le clou est sûr, c'est qu'il est en compétition sur le marché du même travail et dispose de machines premières compétitives.

Formés d'un métal simple et rapide, d'un usage simple et rapide, à tous les bois. Tous deux ont pour leur mission : assembler les pièces de bois.

Avec l'évolution des nouveaux marchés s'ouvrent de nouvelles vis vont de l'avant, ainsi activement à ces développements.

Un jour, poussés par ce désir, les fabricants de vis ont décidé, décidément, les fabricants de vis sont fort actifs. Ah mais, ils ne sont pas un peu plus actifs.

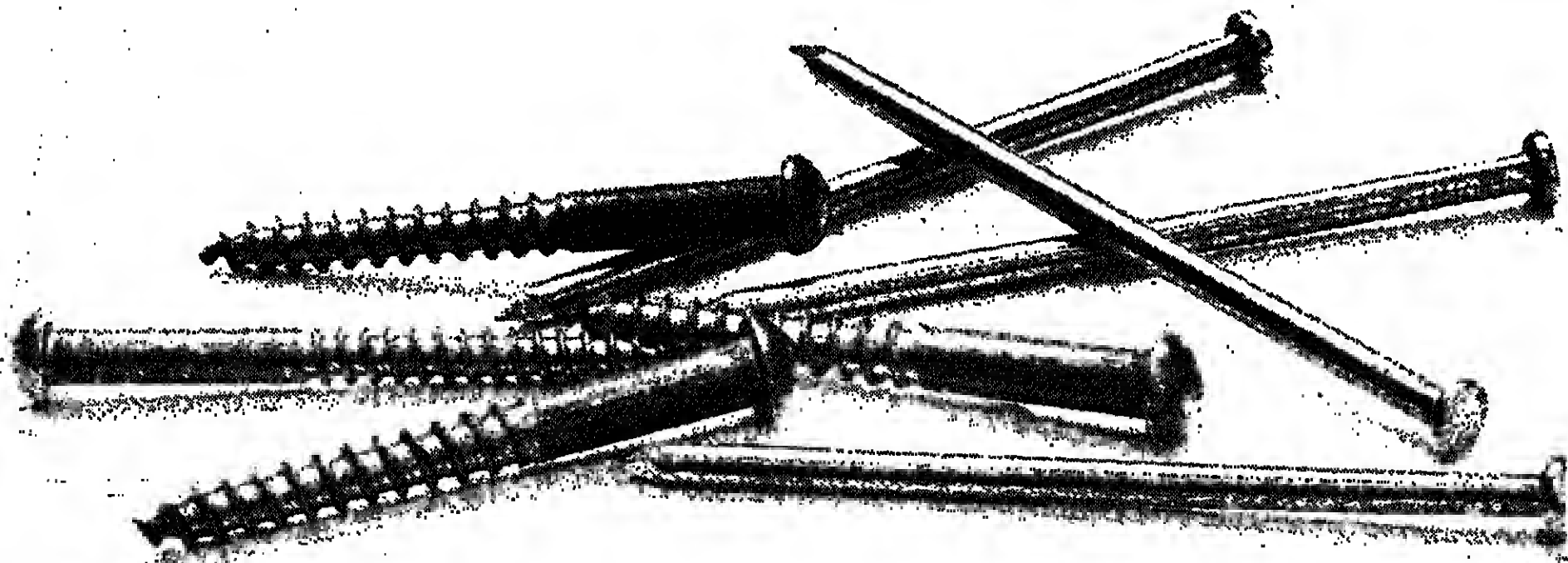
Bien. L'ennui, c'est qu'il s'agit de s'appuyer sur des performances caractéristiques supérieures l'opération.

Que pensez-vous qu'il arrive à la ville, les fabricants de vis.

Si vous voulez en savoir plus, contactez-nous à Frères, 4 rue Patou, 59.

Des clous, des vis... et un mystérieux désir

Chercheurs, agriculteurs, industriels des amylacés ont fortement contribué au développement des bio-industries. Pourquoi cette réussite devrait-elle être pénalisée ? De nouveaux débouchés sont possibles. Pourquoi faudrait-il les réserver à certains ? Faut-il lâcher la proie pour l'ombre ?



Connaissiez-vous cette fable ? Le clou et la vis font à peu près le même travail, chacun à sa façon, avec ses avantages et ses inconvénients.

Ce qui est sûr, c'est que tous deux sont en compétition sur le même marché, pour le même travail et disposent d'un prix de matières premières comparable.

Formés d'un métal semblable, l'un est d'un usage simple et rapide, l'autre s'adapte à tous les bois. Tous deux remplissent correctement leur mission : assembler et fixer les pièces de bois.

Avec l'évolution des techniques, de nouveaux marchés s'ouvrent et les fabricants de vis vont de l'avant, contribuant ainsi activement à ces développements.

Un jour, poussés par quelque mystérieux désir, les fabricants de clous s'aviseront que, décidément, les faiseurs de vis se montraient fort actifs. Ah mais ! Il en fallait rabattre et on allait un peu prendre de leurs marchés.

Bien.

L'ennui, c'est qu'il s'avérerait difficile de s'appuyer sur des performances ou des caractéristiques supérieures pour mener l'opération.

Que pensez-vous qu'il arriva ? Au gouverneur de la ville, les fabricants de clous

demandèrent aussitôt audience. "Modifiez", lui dirent-ils, "la charte qui est nôtre, abaissez le prix du métal qui entre dans nos clous, afin qu'il descende à moitié de celui pratiqué pour les vis". Et d'arguer de leur dureté à la tâche, des injustes privations attachées à leur statut... Il fallait que l'autorité étendit sa juste et puissante protection sur les malheureux clous si utiles à tant d'égards. "Les vis," ajoutaient-ils, "on peut bien s'en passer."

Les charpentiers et les menuisiers se joignirent à la supplique, escomptant en secret, pour les fabricants de vis, qu'ils voulaient se garder, le bénéfice d'une telle mesure.

Revenons à la réalité : cette histoire surprenante traduit précisément la situation où se trouvent aujourd'hui le sucre extrait de la betterave et le sucre extrait des céréales.

Les charpentiers et menuisiers figurent les industries chimiques.

Mais, nous direz-vous, ceci est-il bien important ?

Eh oui ! C'est un sujet vital, car au cœur du futur des industries chimiques françaises et européennes, le sucre est la matière première de la bio-industrie.

Roquette est un des leaders mondiaux

de l'industrie des amylacés : celle des dérivés de l'amidon, du sucre de céréales qui est la vis de notre fable.

Et le clou ? Le sucre de betterave.

L'industrie des amylacés et avec elle, une communauté agricole, ont bâti leur développement sur la parité des matières premières (les métaux si vous préférez) à partir desquelles le sucre est extrait.

Le gouverneur proposant, à juste titre, d'améliorer la compétitivité des charpentiers et menuisiers de la ville face à leurs concurrents étrangers, le clou a cru trouver l'occasion de chasser la vis du marché.

Le sucre de betterave demande ainsi, tout simplement, que la correction de son prix pour l'industrie chimique soit plus avantageuse que celle du prix du sucre extrait des céréales ou de la pomme de terre.

Et voilà.

Alors ? Finie la concurrence du sucre de céréales ou de pomme de terre ? Perdues les sommes investies dans la recherche ? Perdues les moyens de production ? Perdues les débouchés d'avenir des richesses de notre sol ? Gâchés le travail et le génie des hommes et des femmes de chez nous ? Perdues les espoirs de ceux qui auraient eu le tort de miser sur l'avenir et d'y croire ?

Faut-il se reporter sur le marché des clous et se reconverter au sucre de betterave ?

Oui mais, la charte... vous vous souvenez ? Les rôles sont distribués, il n'y a pas de place pour un nouveau venu dans la corporation et Roquette n'a pas le droit d'extraire le sucre de la betterave.

N'y a-t-il donc vraiment aucune solution ?

Si, bien sûr, cette solution existe, car la vis ne demande rien d'autre que le maintien de l'égalité des chances dans le cadre de la politique agricole commune.

Aussi longtemps que le sucre, qu'il provienne de la betterave, du blé, du maïs ou de la pomme de terre, ouvre droit, pour l'industrie chimique, à la restitution d'un même montant, les mêmes chances sont données à chacun.

Mais si cette parité était supprimée, un mauvais coup serait porté à la bio-industrie française, l'une des industries de pointe sur lesquelles le gouvernement considère que repose l'avenir économique de la nation.

Serait-ce raisonnable ?



ROQUETTE

Le bon sens d'abord

Si vous voulez en savoir plus, vous pouvez écrire à Roquette Frères, 4 rue Paton, 59022 Lille Cedex.

مكنا من الأصل

AFFAIRES

ENTREPRISES

Dow Chemical va supprimer 2 500 emplois

Le groupe Dow Chemical, numéro deux de la chimie américaine (95 milliards de francs de chiffre d'affaires), va de nouveau réduire ses effectifs de façon drastique et licencier 2 500 personnes (1 500 aux Etats-Unis, 1 000 à l'étranger), sur les 49 800 qu'il emploie encore. Cette opération portera à 8 000 les suppressions d'emplois auxquelles Dow Chemical a procédé au cours des quatre dernières années. Cette nouvelle cure d'amaigrissement entre dans le cadre d'un vaste programme de restructuration entreprise dès 1981 et visant à réorienter le groupe, très axé jusque-là sur la chimie lourde, vers des activités de diversification plus rentables, la pharmacie notamment, et à réduire son endettement. Elle obligera le groupe à déboursier quelque 475 millions de dollars (3,8 milliards de francs). Conséquence directe : pour la première fois depuis un demi-siècle, les comptes de Dow Chemical pour 1985 seront déficitaires de quelque 100 millions de dollars (800 millions de francs).

Du Pont de Nemours investit près de 1 milliard de francs au Luxembourg

Le groupe américain Du Pont de Nemours, numéro trois de la chimie mondiale (130 milliards de francs de chiffre d'affaires), a décidé d'investir 120 millions de dollars (960 millions de francs) dans la construction d'une fabrique d'articles non tissés (marque Tyvek). L'unité sera opérationnelle en 1988 et emploiera 180 personnes. Jusqu'ici Du Pont approvisionnait sa clientèle européenne à partir de ses usines américaines. Cette décision est fondée sur la volonté manifestée par la groupe de se rapprocher du marché européen où la consommation de ce type de produit (+ 8 % l'an) est plus forte qu'aux Etats-Unis (+ 8 %). Les non-tissés sont principalement utilisés dans l'industrie de la santé (articles d'hygiène jetables), dans le bâtiment et dans l'industrie automobile.

Allied-Signal se réorganise

Le conglomérat industriel américain, Allied-Signal, né en mai dernier de la fusion des groupes américains Allied et Signal, a décidé de se restructurer sur trois secteurs de haute technologie : électronique-aérospatial, équipements automobiles, nouveaux matériaux-chimie. La trentaine d'activités qui ne font pas partie de ces priorités seront regroupées dans une nouvelle société, dont 30 % du capital sera conservé par Allied-Signal et 70 % distribué aux actionnaires du conglomérat. Les activités ainsi transférées, dont certaines sont très largement bénéficiaires, représenteront quelque 3,2 milliards de dollars d'actifs. Cette réorganisation s'accompagnera de la suppression de 3 000 emplois sur un effectif de 165 000 personnes et entraînera 250 millions de dollars d'économies annuelles. A l'issue de la réorganisation, Allied-Signal aura un chiffre d'affaires de 11 milliards de dollars et la nouvelle société 3 milliards.

LA «SWATCH» PART A LA CONQUÊTE DU JAPON

La Suisse rend la monnaie de sa pièce au Japon. Très secouée ces dernières années par la très vive concurrence des montres nippones et d'Extrême-Orient en général, son industrie horlogère vient de réagir en lançant au pays du Soleil Levant sa fameuse Swatch, cette montre-bracelet bon marché aux habilllements multiples, « la seule », assurent les mauvais langues, « à fonctionner avec un moteur diesel ». Mais dont le succès est incontestable.

En deux ans et demi d'existence, la Swatch s'est vendue à plus de 10 millions d'exemplaires dans le monde, dont 6 millions cette année. Le groupe ASUAG-SSIH, qui fabrique ces montres, a l'intention de prendre une revanche et de vendre pour la première année de ce lancement 500 000 Swatch au Japon.

« Contrairement aux Japonais, nous sommes très lents à réfléchir. Il nous a fallu dix ans pour nous rendre compte de la perte de ce marché. Mais nous sommes très bons élèves », a déclaré M. Ernst Thomke, vice-président du groupe. Pour être sûr de réussir dans son entreprise, ASUAG-SSIH a décidé de dépenser plusieurs centaines de millions de yens en publicité et de créer à Tokyo une nouvelle société, la Swatch Japan, chargée de distribuer les vingt-deux modèles de cette montre.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● Les réserves de change de la France ont augmenté en octobre. Les avoirs officiels de change de la France ont augmenté de 936 millions de francs en octobre, atteignant 461,27 milliards de francs. Par rapport à octobre 1984, l'augmentation des réserves est de 12,5 milliards de francs. En octobre, les avoirs en ECU ont diminué de 3,89 milliards de francs alors que les avoirs en devises augmentaient de 4,6 milliards de francs.

Social

● NORMED-Dunkerque : 500 grévistes bloquent un pont. Environ 500 des 2 400 salariés des chantiers navals de Dunkerque (Nord) paralysés par une grève, le 20 novembre, ont bloqué ce même jour un pont reliant Dunkerque à Malo-les-Bains à l'aide de ferrailles. Les salariés de la NORMED (CGT, CFDT, FO et CGC) protestent contre les suppressions d'emplois envisagées au chantier de Dunkerque. Une réunion tripartite doit avoir lieu ce jeudi 21 novembre.

Transports

● Matra l'emporte sur Westinghouse. Un tribunal américain de première instance a débouté, le 20 novembre, la société Westinghouse, qui attaquait le contrat de 100 millions de dollars attribués par la ville de Chicago à la firme française Matra pour la construction du métro desservant son aéroport international (O'Hare). C'est le deuxième échec judiciaire subi par Westinghouse dans sa tentative pour empêcher Matra de prendre pied aux Etats-Unis.

SOCIAL

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

La modulation des horaires dépendra des accords de branche

A la suite de l'adoption du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, les partenaires sociaux sont restés sur leurs positions. M. Bergeron a jugé cette initiative « inopportune » et a demandé audience à M. Gattaz. M. Kaspar, pour la CFDT, voit dans cette décision le moyen « d'éviter la glaciation sociale dans laquelle FO, la CGT et le CNPF voudraient figer

les rapports sociaux d'ici à mars 1986 ». Pour la CFDT, « dirigisme gouvernemental et maximalisme patronal débouchent sur l'impasse ». Pour M. Marchelli (CGC), les bonnes idées du texte « resteront lettre morte » à cause des « maladroites » du gouvernement. Le bureau confédéral de la CGT a appelé à une « grande journée nationale d'action » pour le 26 novembre.

L'exposé des motifs du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail adopté par le conseil des ministres du 21 novembre précise d'emblée l'objectif. Ce texte « réserve aux seuls accords conclus par les partenaires sociaux dans les branches la possibilité d'adapter la réglementation, dans des limites précises, dans le but de favoriser un meilleur ajustement des horaires de travail aux variations d'activité des entreprises ». Ainsi, comme l'a souligné M. Delebarre, « la loi n'aura d'effet que si des négociations s'ouvrent » (1). Mais quels effets ?

Les accords de branche pourront introduire une modulation des horaires : les semaines de travail pourront varier dans la limite de 41 heures si la durée hebdomadaire ne dépasse pas en moyenne

sur l'année 38 heures, dans la limite de 44 heures si cette même durée est ramenée en moyenne à moins de 37 h 30. Afin de stabiliser la rémunération moyenne des salariés - en restreignant le recours au chômage partiel, qui en moyenne a touché en 1984 270 000 salariés par mois, - l'accord pourra prévoir que le salaire mensuel sera indépendant de l'horaire réel - pour éviter des hauts et des bas dans l'année - et être calculé « sur la base de la durée annuelle ».

Les modifications seront plus sensibles sur le paiement des heures supplémentaires et le repos compensateur, même si sur ce point tout n'est pas encore clair. Dans le cadre d'accords de modulation, les majorations pour heures supplémentaires ne joueront que pour les heures effectuées au-delà des limites de 41 heures ou de 44 heures, mais, par dérogation, ce paiement pourra être remplacé par « un repos compensateur de 125 % pour les huit premières heures et de 150 % pour les heures suivantes ». Quant au régime du repos compensateur, il ne met pas en cause le système actuel (toute heure au-delà de la 42^e ouvre droit à un repos compensateur de 20 %), mais il prévoit aussi d'autres dispositions. Ainsi, les heures effectuées au-delà du contingent annuel de 80 heures supplémentaires et celles réalisées en plus de la durée annuelle conventionnelle donneront droit à un repos compensateur de 50 %.

M. Delebarre a vu dans ce texte une possibilité contractuelle d'aller « vers une réduction de la

durée du travail », pour contrebalancer les assouplissements d'horaires, ce qui alimente les craintes du patronat. Mais les objectifs de 38 heures ou de moins de 37 h 30 en durée hebdomadaire moyenne de travail sur l'année pourraient se traduire par un simple *statu quo* dans la plupart des branches professionnelles.

Le texte gouvernemental introduit la notion, nouvelle pour le Code du travail, de « durée annuelle ». Actuellement, *stricto sensu*, on peut calculer la durée du travail sur l'année en multipliant la durée hebdomadaire légale (39 heures) par le nombre de semaines travaillées (47 en raison des 5 semaines de congés payés), ce qui donne 1 833 heures. La loi de 1947 ne retient que le 1^{er} mai comme jour férié chômé, mais l'usage conventionnel a étendu à huit le nombre de jours fériés non travaillés ne donnant pas lieu à récupération. Cela ramène la durée effective annuelle à 1 769 heures, soit une durée hebdomadaire moyenne sur 47 semaines de 37,6 heures (et moins encore là où on a réduit en dessous de 39 heures). Il ne semblerait donc guère nécessaire, dans la plupart des branches, pour moduler les horaires, de descendre en dessous des temps effectivement pratiqués.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le projet de loi ne porte pas atteinte aux accords conclus en fonction des dispositions antérieures sur la modulation. L'accord des travaux publics, jusqu'alors illégal, pourra être étendu, à l'exception de son article sur les équipes de suppléance de fin de semaine.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'Européenne de Banque

LES RÉSULTATS AU 30 SEPTEMBRE 1985

Le Conseil d'administration de l'Européenne de Banque a pris connaissance, au cours de sa réunion du 8 novembre 1985, des résultats d'activité arrêtés au 30 septembre.

Le bénéfice net d'exploitation avant provisions s'élève à 41,7 millions de francs et dépasse les prévisions du Plan d'entreprise. Ce résultat marque la fin d'une longue période de déficit et confirme le redressement de l'Européenne de Banque. Il est dû non seulement à l'aide apportée par les actionnaires de la Banque - l'Etat et la compagnie financière du Crédit Commercial de France - qui ont reconstitué les fonds propres à un niveau convenable, mais aussi à une adaptation de la politique commerciale aux besoins nouveaux de la clientèle, au développement régulier de l'activité depuis le début de l'année et, enfin, à un effort important de réduction des frais généraux et d'amélioration de la productivité, effectués avec le concours de tout le personnel. Compte tenu de l'évolution prévisible au 4^e trimestre, le résultat net de l'exercice 1985 devrait donc être positif pour la première fois depuis cinq ans.

GRUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

S.A. DE CRÉDIT A L'INDUSTRIE FRANÇAISE « C.A.I.F. »

Dans sa séance du 19 novembre 1985, le conseil d'administration a examiné l'activité et les résultats de la société au 30 septembre 1985.

Les décaissements au titre des opérations de crédit et de crédit-bail mobilier sont de plus de 11 % supérieurs à ceux des trois premiers trimestres de l'année 1984.

Compte tenu de cette progression, les résultats de l'année 1985 devraient être en légère amélioration sur ceux de l'exercice précédent.

Lors de cette réunion, le conseil a procédé à la nomination de M. Marc Viennot, directeur général de la Société Générale, en qualité de président du conseil d'administration, en remplacement de M. Jacques Mayoux, et M. Yves Bourlond a été renouvelé dans ses fonctions de directeur général.

ACCOR

ACCOR POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Accor a signé fin octobre 1985 un protocole d'accord avec PKB (Polskoprivredni Kombinat Bogrod), groupe agro-alimentaire polono-serbe.

PKB s'est adressé à Accor pour l'aider à réaliser un important programme hôtelier.

La première phase de cet accord programme porte sur un contrat de franchise assorti d'assistance technique dans l'intention de développer à Belgrade un Sofitel et un Novotel représentant un total 700 chambres.

UN QUATRIÈME PAYS EN EUROPE DE L'EST

Avec ses deux nouveaux hôtels, Accor aura, dans cette région du monde, 11 établissements représentant environ 3 000 chambres.

En effet Accor est déjà présent depuis douze ans en Europe de l'Est :

1973	Pologne	6 Novotel à ce jour
1976	Bulgarie	2 Novotel (Sofia et Plovdiv)
1981	Hongrie	1 Novotel (Budapest)
1986	Yougoslavie	1 Sofitel et 1 Novotel (Belgrade).

la légère internationale...

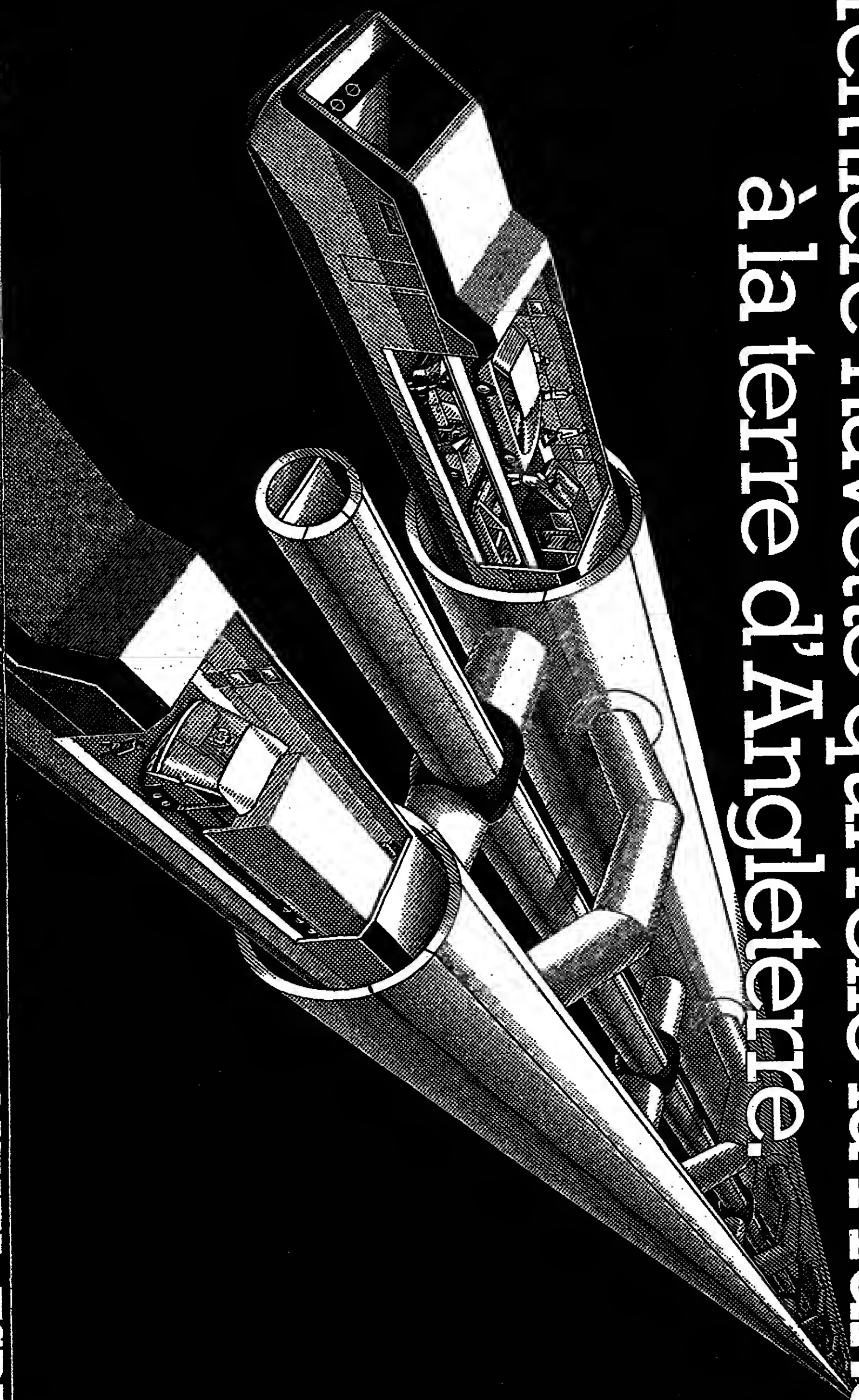


PETER STUYVESANT
ULTRA
goudrons 1,4 mg nicotine 0,16 mg

مكتبة الأدب

France Manche.

La première navette qui relie la France à la terre d'Angleterre.



LES VEHICULES TERRESTRES GAGNENT UN NOUVEL ESPACE.
BOUYGUES • DUMEZ • SAE • SGE • SPIE BATIGNOLLES • CREDIT LYONNAIS • BNP • BANQUE INDOSUEZ

هكذا من الأصل

SOCIAL

La médecine du travail est à la recherche d'une nouvelle crédibilité

L'organisation et le fonctionnement de la médecine du travail vont-ils être transformés avant la fin de la législature ? C'est en tout cas le souhait du ministère du travail, qui, le 3 octobre dernier, réunissait la commission permanente du Conseil supérieur de prévention des risques professionnels pour l'informer de son désir de modifier profondément le décret du 20 mars 1979. Au cours de la réunion, les représentants de diverses organisations syndicales ont opposé un « non » de principe aux propositions gouvernementales. Néanmoins, dans l'entourage de M. Delebarre, on ne désespère pas d'arriver à un accord.

« Médecins des patrons », « ce ne sont même pas des médecins puisqu'ils ne prescrivent pas... ». Que n'a-t-on dit à propos de cette discipline ! La médecine du travail française, qui va bientôt célébrer ses quarante ans d'existence - elle a été créée en 1946, - est mal connue. Sait-on seulement que la France est le seul pays à l'avoir étendue à tous les salariés, les autres pays se contentant d'effectuer une surveillance des salariés à risque ? Sait-on également, indique le professeur D. Furon (institut de médecine du travail de la région Nord), que si l'on ne réforme pas l'organisation de cette discipline, ce n'est pas son jubilé que nous pourrions célébrer dans une dizaine d'années, mais sa commémoration.

« Prévenir et dépister les altérations de la santé des travailleurs du fait de leur travail » : tel est, en bref, l'objet de cette discipline. En filigrane apparaît le rôle du médecin du travail, un hygiéniste d'entreprise doublé d'un technicien en promotion de la santé. Les ambiguïtés commencent dès lors que l'on s'intéresse de plus près au fonctionnement de ce système.

A la fois conseiller du chef d'entreprise, des représentants du personnel et de chaque salarié, le médecin du travail devrait, en théorie du moins, agir de manière à amé-

liorer les conditions de vie et de travail dans l'entreprise. Qu'en est-il en réalité ?

L'aspect économique est fondamental : puisque la charge du coût de la médecine du travail revient au patronat, ce dernier a souvent tendance à réduire au minimum les

Autre carence très importante de l'organisation de la médecine du travail : les chômeurs et les retraités étant exclus, il est difficile d'étudier certaines maladies, comme le cancer, qui surviennent de nombreuses années après la fin de l'exposition professionnelle.

cin devra, toujours en accord avec la commission de contrôle, planifier ce qu'il compte faire du son tiers-temps. Ce plan d'étude et d'intervention devra, dans tous les cas, prévoir la visite une fois par an des entreprises et établissements industriels et une fois tous les cinq ans des autres entreprises du secteur tertiaire.

Autre réforme importante, l'article 241-49, qui stipulait que « tout salarié doit obligatoirement bénéficier d'un examen médical au moins une fois par an », serait profondément remanié puisque la référence à la périodicité de la visite médicale ne figure plus dans le nouveau texte. C'est dorénavant au cours de l'examen d'embauche que sera déterminée, par le salarié et le médecin du travail, la fréquence des examens ultérieurs, compte tenu de l'état de santé et des conditions de travail de l'intéressé. Mais, en tout état de cause, un examen médical sera fait au moins tous les trois ans.

Cette mesure, à laquelle le secrétariat d'Etat à la santé n'est pas favorable, a suscité une véritable levée de bouilliers. Le Syndicat national des médecins du travail (SMDT) allant même jusqu'à dire que « si elle était adoptée, ce serait la fin du rôle préventif de la médecine du travail ». D'ailleurs, d'une manière générale, le texte du ministère du travail a suscité une opposition de principe de la part des partenaires sociaux, seule la CFDT semblant y être favorable.

Un nouveau texte est donc actuellement à l'étude au ministère, où l'on espère cette fois arriver, dans quelques semaines, à une espèce de consensus tripartite salariés-patronat-médecins.

Il serait dommage qu'une réforme allant dans le sens d'une meilleure indépendance du médecin du travail et d'une association plus étroite des partenaires sociaux au fonctionnement des services ne voie pas le jour. Il ne faudrait pas, comme l'indiquent les auteurs du livre *Les Risques du travail*, que « la nécessité accrue en période de crise, pour les travailleurs, de garder un emploi puisse être contrainte à la préservation de leur santé ».

C'est dans un tel contexte que le ministère du travail a proposé le 3 octobre dernier un projet de réforme du décret du 20 mars 1979. Il soulève, entre autres, que le changement de secteur d'un médecin du travail soit soumis à l'accord de la commission de contrôle, qui ne comprendrait plus que des représentants syndicaux pourraient contrôler plus étroitement des « mutations », qui, dans bien des cas, apparaissent comme des licenciements déguisés. En outre, le méde-

Une réforme à l'étude vise à rendre les « médecins des patrons » plus indépendants et à les associer davantage au fonctionnement des entreprises

dépenses. En conséquence, les médecins du travail, dans des services inter-entreprises, suivent un nombre trop élevé de salariés : 3 200 en moyenne. De plus, les cotisations des entreprises sont calculées sur les visites médicales effectuées. Ce qui incite les médecins du travail à en faire le plus possible, au détriment de leur autre activité d'analyse des conditions de travail. Cette « impasse » n'est pas pour déplaire à certains patrons, heureux de voir certains « empêchements de tourner en rond » ne pas pénétrer à l'intérieur de leur entreprise. Pourtant, depuis 1979, les médecins du travail sont légalement tenus d'avoir une activité, appelée « tiers-temps », consacrée à l'étude sur les lieux mêmes du travail des répercussions des conditions de travail sur la santé des salariés. « En pratique, nous ont dit plusieurs médecins, ce tiers-temps est souvent réduit à une peau de chagrin ».

Autre aspect souvent négligé, l'épidémiologie. En effet, tous ces entretiens médicaux représentent une formidable source d'informations dans le cadre d'études analysant la répercussion de l'environnement sur la collectivité. Or, malheureusement, très peu d'études de ce type sont faites en France.

Levée de bouilliers

Ces trois médecins du travail regrettent que, trop souvent, leurs confrères s'auto-censurent, préférant réserver leurs constatations au seul employeur. « La crédibilité du médecin du travail, ajoute le professeur Furon, n'est obtenue que si son indépendance est respectée ».

C'est dans un tel contexte que le ministère du travail a proposé le 3 octobre dernier un projet de réforme du décret du 20 mars 1979. Il soulève, entre autres, que le changement de secteur d'un médecin du travail soit soumis à l'accord de la commission de contrôle, qui ne comprendrait plus que des représentants syndicaux pourraient contrôler plus étroitement des « mutations », qui, dans bien des cas, apparaissent comme des licenciements déguisés. En outre, le méde-

GRANDES ENTREPRISES ET CRÉATIONS D'EMPLOIS

La courte échelle

(Suite de la première page.)

Les grandes firmes utilisent de plus en plus leur puissance pour créer autour d'elles des emplois périphériques. Les méthodes varient beaucoup. Les grandes entreprises peuvent apporter des capitaux de mise en route pour de nouveaux employeurs indépendants, former des gestionnaires qui iront « chercher fortune » ailleurs et pratiquer l'« essaimage », etc.

Des exemples ? Control Data, aux Etats-Unis, participe à une organisation mixte (publique et privée) chargée de faciliter la création de nouveaux emplois dans le Minnesota qui intéresse aussi bien l'industrie que l'agriculture. En France, une filiale de Saint-Gobain-Pont à Mousson, la société Saint-Gobain Développement, utilise avec succès la méthode des prêts à des conditions de faveur (6,5 %) pour des petites et moyennes entreprises. Deux mille deux cents emplois nouveaux sont ainsi créés chaque année et cent quinze entreprises ont bénéficié jusqu'à présent de ces prêts dont les remboursements s'échelonnent sur dix ans avec un délai de grâce de cinq ans.

Pas d'illusions

Toujours en France, Elf-Aquitaine met surtout l'accent sur l'aide à la reconversion dans un bassin d'emploi, celui de Lacq, dont le gisement s'épuise. L'aide se manifeste sous forme d'assistance technique spécialisée pour les entreprises qui se créent, de soutien pour l'exportation grâce à la possibilité offerte d'utiliser des réseaux à l'étranger qu'elles ne pourraient financer, d'accords avec les autorités régionales pour favoriser la naissance d'un nouveau tissu industriel.

Dans le même ordre d'idées, la Montedison a aidé considérablement à la revitalisation de Brindisi, dans le sud de l'Italie. Des sociétés qui travaillaient dans les domaines voisins ont été techniquement assistées, des négociations avec les banques et les autorités dérivant des permis de construire ont été facilitées, etc. Une centaine d'entreprises installées dans le Sud fournissent maintenant le groupe.

Il ne s'agit pas de sauver des emplois car la première responsabilité des grandes entreprises - comme des autres - est de rester

performante, mais d'en créer de nouveaux, à l'intérieur de l'entreprise ou ailleurs.

Si des expériences comme celles que nous venons de citer sont favorables, d'autres, en revanche, donnent moins de satisfaction parce qu'il est difficile de destiner un programme de réduction du chômage à un groupe particulier de personnes. Ainsi la BSC Industry, filiale de la British Steel Corporation, chargée d'atténuer les effets des fermetures d'usines sidérurgiques, a bien réussi dans une ville comme Corby (Northamptonshire), mais beaucoup moins bien à Scunthorpe, dans le nord-est de l'Angleterre. Des emplois sont nés, mais n'ont pas été occupés par des sidérurgistes licenciés.

Le principal inconvénient de tous les programmes de création d'emplois, qu'ils émanent de grandes sociétés, d'initiatives locales ou de coopératives ouvrières, tient au défaut d'information. Il manque de bases de données qui fournissent des renseignements sur les méthodes de financement, les rapports entre les qualifications offertes et la demande, les relais d'entreprises, le coût par emploi créé, les fermetures imminentes d'usines qui risquent d'engendrer les poches de chômage, etc.

Pas d'illusions donc sur les initiatives des grandes entreprises pour atténuer le chômage. Les expériences les mieux réussies, nécessaires certes, n'apportent qu'une faible réduction du chiffre global des chômeurs. Pourquoi ? M. Raymond Souble, au château de la Muette, en donnait deux raisons essentielles :

1) Beaucoup d'industries européennes sont encore en état de surcapacité ;

2) Le problème pour ces entreprises, c'est leur survie et non l'emploi dans les autres firmes. Au reste, et Alfred Sauvy le répète à qui veut l'entendre : le but de l'entreprise n'est pas de créer des emplois mais des richesses.

Alors, on tourne en rond ? Pas forcément. Kasper Cassan, bien placé, à la tête d'IBM Europe, pour dire que notre continent « n'est pas destiné à devenir le musée du monde », ajoute : « 50 % des postes de travail de l'an 2000 n'existent pas aujourd'hui ». Ce qui laisse rêver, mais pas cauchemardeux.

PIERRE DROUIN.

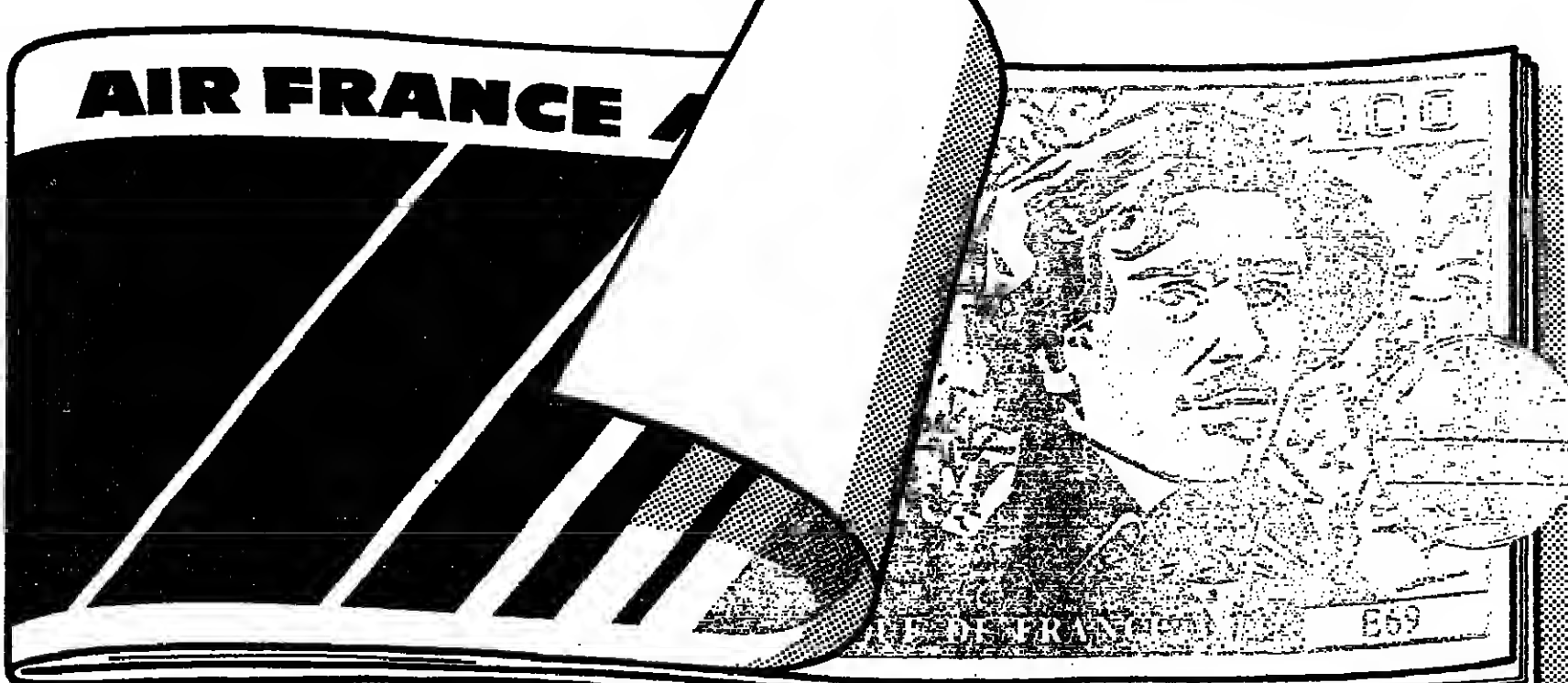
«JEU DE MASSACRE» D'ATLASECO

Payez vous la tête de nos présidentiables sur votre minitel 36 15 91 77 Puis tapez AFC



Quelle est la différence de prix entre la Classe Economique et la Classe Affaires sur un Paris-Milan?

La réponse est dans le billet.



Un billet Air France Paris-Milan en Classe Affaires, c'est 3 vols quotidiens en Airbus 310 ou Boeing 727, tous au départ de l'aéroport la plus rapide, Charles-de-Gaulle 2, Aéroport A. C'est bien sûr la possibilité de

choisir votre siège dès la réservation, un enregistrement et un embarquement particuliers. A bord, c'est un service personnalisé, des repas, des boissons gratuites et le plaisir d'un siège confortable. Un billet Air France

en Classe Affaires vers Milan comme vers 56 destinations d'Air France en Europe, c'est une réponse adaptée aux besoins des hommes d'affaires pour un supplément de tarif minimum par rapport à la Classe Economique.

Le billet tous services

MARCHÉ

PARIS

20 novembre

Avance se poursuit

Le marché des actions, semble-t-il, n'a pas fini de monter. Les nouvelles entrées de capitaux se poursuivent, les investisseurs étrangers se montrent très intéressés par le marché français. Les cours ont continué à progresser, notamment ceux des valeurs technologiques et des valeurs de croissance. Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'une croissance forte de l'économie française, soutenue par les mesures de relance du gouvernement. Les cours ont également bénéficié de la baisse des taux d'intérêt, qui a rendu les actions plus attractives que les obligations. Les investisseurs ont également été encouragés par les bonnes performances des entreprises françaises, notamment dans le secteur de l'électronique et de l'aéronautique. Les cours ont donc continué à progresser, et le marché des actions semble-t-il, n'a pas fini de monter.

Le marché des obligations, quant à lui, a été moins dynamique. Les investisseurs ont été attirés par les obligations à court terme, qui offrent une meilleure liquidité et une moindre volatilité. Les cours des obligations à long terme ont donc été moins dynamiques. Les investisseurs ont également été attirés par les obligations étrangères, qui offrent une meilleure diversification. Les cours des obligations étrangères ont donc été plus dynamiques que ceux des obligations françaises.

Le marché des devises, quant à lui, a été très dynamique. Les investisseurs ont été attirés par le franc français, qui a gagné en valeur par rapport aux autres monnaies. Les cours du franc ont donc continué à progresser, et le marché des devises semble-t-il, n'a pas fini de monter.

AUTOUR DE

HORNET, NOUVELLE PROGRES
SON DES RESULTATS. - Les résultats de la société sont très satisfaisants. Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'une croissance forte de l'entreprise, soutenue par les mesures de relance du gouvernement. Les cours ont donc continué à progresser, et le marché des actions semble-t-il, n'a pas fini de monter.

COTES QUOTIDIENNES	
19 nov. 1985	20 nov. 1985
Valeurs françaises	125,4 126
Valeurs étrangères	95,7 96,3
COTES AGENTS DE CHANGE	
19 nov. 1985	
Indice CAC 40	235,2 236,7
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Euros prime 22 novembre 83/41	
COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1 dollar en yen	202,95 202,59

Cours de clôture en pourcentage, des cours de la veille par rapport à ceux de			
Groupes	VALEURS	Cours précédent	Différence
154	1548	1545	1545
155	1558	1555	1555
156	1568	1565	1565
157	1578	1575	1575
158	1588	1585	1585
159	1598	1595	1595
160	1608	1605	1605
161	1618	1615	1615
162	1628	1625	1625
163	1638	1635	1635
164	1648	1645	1645
165	1658	1655	1655
166	1668	1665	1665
167	1678	1675	1675
168	1688	1685	1685
169	1698	1695	1695
170	1708	1705	1705
171	1718	1715	1715
172	1728	1725	1725
173	1738	1735	1735
174	1748	1745	1745
175	1758	1755	1755
176	1768	1765	1765
177	1778	1775	1775
178	1788	1785	1785
179	1798	1795	1795
180	1808	1805	1805
181	1818	1815	1815
182	1828	1825	1825
183	1838	1835	1835
184	1848	1845	1845
185	1858	1855	1855
186	1868	1865	1865
187	1878	1875	1875
188	1888	1885	1885
189	1898	1895	1895
190	1908	1905	1905
191	1918	1915	1915
192	1928	1925	1925
193	1938	1935	1935
194	1948	1945	1945
195	1958	1955	1955
196	1968	1965	1965
197	1978	1975	1975
198	1988	1985	1985
199	1998	1995	1995
200	2008	2005	2005

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 novembre

L'attente se poursuit

Le mot baisse est, semble-t-il, répété du vocabulaire boursier. De nouvelles et abondantes ventes bénéficiaires se sont encore produites mercredi en prévision de la liquidation générale du lendemain. D'ailleurs, elles ont été bien absorbées et de nombreuses valeurs, dont plusieurs poids lourds de la cote, se sont même offertes le luxe de progresser encore. Ce fut le cas notamment de Total (+1,8 %), Peugeot et Michelin, tous trois à leurs plus hauts niveaux de l'année, de Schneider, Roussel-Uclaf, Nord-Cat, Lafarge, Pechiney, de la Cof, Elf, Club Méditerranée et bien d'autres encore. Bref, à la clôture, l'indice Cote a enregistré une nouvelle avance, de 0,6 % environ. Le marché a maintenant abordable la dernière ligne droite. La fin du mois boursier sonnera dans vingt-quatre heures et, quel qu'il arrive, la liquidation de novembre comptera parmi les plus fantastiques du Palais Brongniart (plus de 14 % actuellement). Au pis, le record établi en janvier 1984 (+12,26 %) sera égalé. Que dire de la réponse des primes, qui avait lieu ce jour ? La plupart d'entre elles ont été levées.

Mais qu'elles aient été conservées ou ramassées, les actions ont été de la même façon, ce type de transaction tombe peu à peu en désuétude. D'une façon générale, les professionnels couraient après le papier - en le voyant s'envoler. Rares l'expression - la hausse appelée la baisse - n'a eu aucun effet.

Sur le marché obligataire, les différents courants d'affaires ont été assez faibles. Les emprunts d'Etat ont été recherchés de même que les valeurs fiscales.

Le prix de l'or à Londres a été soutenu : 325,05 dollars l'once contre 324,35 dollars.

A Paris, le lingot et le napoléon ont reproduit leurs précédents cours, respectivement de 83 450 F et de 515 F. La devise suisse s'est traitée entre 7,9225 F et 7,9450 F (contre 7,94 F - 7,96 F).

NEW-YORK

Indécision

Le marché de New-York est resté indécis mercredi 20 novembre, après l'attente d'une réaction à la baisse, dans la forte hausse des quinze derniers jours. Après avoir gagné plus de cinq points à l'ouverture de la séance, l'indice Dow Jones restait pratiquement inchangé en clôture à 1 439,22 (+0,23 %), à moins d'un point du record établi en début de semaine.

Les baisses, toutefois, l'ont emporté sur les hausses, à l'inverse de la séance précédente, mais les investisseurs n'ont pas concrétisé massivement leurs gains antérieurs. La vigueur du marché des obligations, toujours soutenue par l'espoir d'une détente des taux, s'étend au marché des actions. Dans les compartiments, on a noté la fermeté des valeurs de sidérurgie, en nette reprise, et, surtout, celle des valeurs japonaises, notamment dans le secteur de l'électronique. Avance également d'Eastman Kodak, tandis qu'IBM poursuit sa lente montée, au plus haut de l'année.

VALEURS	Cours du 19 nov.	Cours du 20 nov.
Alcoa	23 1/8	23 1/8
Amstar	47 1/2	47 1/2
Boeing	47 1/2	47 1/2
Chrysler	47 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2
General Electric	47 1/2	47 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	47 1/2	47 1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2
Laboratory	47 1/2	47 1/2
McDonald	47 1/2	47 1/2
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2
Pharmacia	47 1/2	47 1/2
Roche	47 1/2	47 1/2
Schering	47 1/2	47 1/2
Union Carbide	47 1/2	47 1/2
US Steel	47 1/2	47 1/2
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HOECHST : NOUVELLE PROGRESSION DES RÉSULTATS. - Les résultats du groupe chimique allemand, un des plus grands du monde dans sa spécialité, continuent de s'améliorer. Pour les neuf premiers mois, son bénéfice consolidé avant impôts atteint 2,5 milliards de deutschemarks (+11,2 %) pour un chiffre d'affaires (32,49 milliards de deutschemarks) en hausse de 5,4 %. La rentabilité progresse donc. Le phénomène est encore plus marquant pour la société mère, dont le résultat (toujours avant impôts) augmente de 25,4 % à 1,1 milliard de deutschemarks et se compare ainsi avantageusement à l'augmentation de 9,4 % des ventes.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 : 28 oct. 1984)

Valeurs françaises : 125,4 126
Valeurs étrangères : 95,3 95,3

COURS DES CHANGES
(base 100 : 31 oct. 1981)

Indice général : 235,2 236,7

TAUX DU MARCHE MONÉTAIRE
Effets privés du 21 novembre : 9,3/4

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 202,95 202,50

Mais si la performance du groupe a été moins bonne que celle accomplie par Hoechst AG, le phénomène est largement imputable à la médiocrité de la conjoncture aux États-Unis, où la filiale American Hoechst a enregistré une baisse de ses profits. N'importe, tous les secteurs d'activité couverts par le groupe sont désormais bénéficiaires. « Si nous ne prenons pas la décision d'investir, nous ne pouvons pas continuer à diviser », a déclaré M. Wolfgang Rieger, le nouveau président du directoire de Hoechst. Pour 1984, Hoechst avait versé 9 DM par action.

PAS D'IMPASSE DANS LA CESSATION DE CORAZ À NORSK-HYDRO. - Selon la direction de Total, actionnaire majoritaire de ce fabricant français d'engrais, dont le contrôle avait été cédé en mai dernier au groupe norvégien Norsk-Hydro, sous réserve de l'approbation des pouvoirs publics toujours attendue à ce jour, il est inexact de dire que l'affaire est « en impasse » et que ce groupe norvégien « est dégoûté par le projet ». L'opération ne fera, mais sa réalisation est subordonnée à une autorisation d'investissement et à la décision de prendre des mesures d'accompagnement social. Total reconnaît toutefois n'être pas pressé de vendre. Confiez-vous à nous.

BOURSE DE PARIS

Comptant 20 NOVEMBRE

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8	
Amstar	47 1/2	47 1/2	
Boeing	47 1/2	47 1/2	
Chrysler	47 1/2	47 1/2	
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2	
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2	
General Electric	47 1/2	47 1/2	
General Motors	47 1/2	47 1/2	
IBM	47 1/2	47 1/2	
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2	
Laboratory	47 1/2	47 1/2	
McDonald	47 1/2	47 1/2	
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2	
Pharmacia	47 1/2	47 1/2	
Roche	47 1/2	47 1/2	
Schering	47 1/2	47 1/2	
Union Carbide	47 1/2	47 1/2	
US Steel	47 1/2	47 1/2	
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2	

COTE DES CHANGES

COURS	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8
Amstar	47 1/2	47 1/2
Boeing	47 1/2	47 1/2
Chrysler	47 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2
General Electric	47 1/2	47 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	47 1/2	47 1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2
Laboratory	47 1/2	47 1/2
McDonald	47 1/2	47 1/2
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2
Pharmacia	47 1/2	47 1/2
Roche	47 1/2	47 1/2
Schering	47 1/2	47 1/2
Union Carbide	47 1/2	47 1/2
US Steel	47 1/2	47 1/2
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2

COURS DES BILLETS

COURS	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8
Amstar	47 1/2	47 1/2
Boeing	47 1/2	47 1/2
Chrysler	47 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2
General Electric	47 1/2	47 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	47 1/2	47 1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2
Laboratory	47 1/2	47 1/2
McDonald	47 1/2	47 1/2
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2
Pharmacia	47 1/2	47 1/2
Roche	47 1/2	47 1/2
Schering	47 1/2	47 1/2
Union Carbide	47 1/2	47 1/2
US Steel	47 1/2	47 1/2
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8
Amstar	47 1/2	47 1/2
Boeing	47 1/2	47 1/2
Chrysler	47 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2
General Electric	47 1/2	47 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	47 1/2	47 1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2
Laboratory	47 1/2	47 1/2
McDonald	47 1/2	47 1/2
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2
Pharmacia	47 1/2	47 1/2
Roche	47 1/2	47 1/2
Schering	47 1/2	47 1/2
Union Carbide	47 1/2	47 1/2
US Steel	47 1/2	47 1/2
Xerox Corp.	47 1/2	47 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS	Précéd.	Différence
Alcoa	23 1/8	23 1/8
Amstar	47 1/2	47 1/2
Boeing	47 1/2	47 1/2
Chrysler	47 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2
General Electric	47 1/2	47 1/2
General Motors	47 1/2	47 1/2
IBM	47 1/2	47 1/2
Johnson & Johnson	47 1/2	47 1/2
Laboratory	47 1/2	47 1/2
McDonald	47 1/2	47 1/2
Merck & Co.	47 1/2	47 1/2

فكرنا من الأصل

Le Monde

LA DÉCLARATION SOVIÉTO-AMÉRICAINE AU TERME DU SOMMET DE GENÈVE

« Les rencontres ont été franches et utiles »

Après avoir mentionné tous les participants au sommet de Genève, dont les dates officielles sont désormais 19-21 novembre (et non plus 19-20 novembre), la déclaration commune soviéto-américaine publiée ce jeudi 21 novembre affirme notamment :

« Ces discussions en profondeur ont couvert des questions fondamentales des relations américano-soviétiques et la situation internationale actuelle. Les rencontres ont été franches et utiles. De sérieux divergences demeurent à propos d'un certain nombre de problèmes critiques. Tout en reconnaissant les différences dans leur système social et leur approche des problèmes internationaux, une plus grande compréhension des vues de l'autre partie a été réalisée par les deux dirigeants. Ils sont tombés d'accord sur la nécessité d'améliorer les relations américano-soviétiques et la situation internationale en général. »

« Dans ce but, les deux parties ont confirmé l'importance du dialogue en cours, faisant état de leur fort désir de rechercher un terrain d'entente sur les problèmes existants. Ils sont tombés d'accord pour se rencontrer de nouveau dans le futur le plus proche. Le secrétaire général a accepté une invitation du président de se rendre aux États-Unis et le président a accepté une invitation du secrétaire général de se rendre en Union soviétique. La mobilité et la date de ces visites seront fixées par les canaux diplomatiques. »

La déclaration passe ensuite en revue plusieurs questions :

— **SECURITÉ.** — Les deux parties « sont convenues qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée ». Reconnaissant que tout conflit entre l'Union soviétique et les États-Unis pourrait avoir des conséquences catastrophiques, elles insistent sur l'importance de prévenir toute guerre entre elles, nucléaire ou classique. « Elles ont convenu de s'assurer de la supériorité militaire. »

— **DISCUSSION SUR LES ARMES NUCLÉAIRES ET SPATIALES.** — Les deux parties « sont tombées d'accord pour accélérer les négociations en cours ». Elles ont fait de l'accord américano-soviétique du 8 janvier dernier, conclu par MM. Schulz et Gromyko, et qui faisait état de la nécessité « de prévenir la course aux armements dans l'espace, de la terminer sur terre, de limiter et de

réduire les armes nucléaires et de renforcer la stabilité stratégique. »

Les deux parties souhaitent des progrès rapides « à propos des armes stratégiques », et mentionnent le principe d'une réduction de 50 % des arsenaux. La nécessité de tomber d'accord sur des mesures de vérifications efficaces est également mentionnée.

— **NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE.** — Le secrétaire général et le président « ont réaffirmé les engagements de leur pays de respecter le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ». Ils sont d'accord pour améliorer l'efficacité du traité en élargissant les rangs de ceux qui l'ont signé. Ils veulent aussi renforcer l'Agence internationale de l'énergie atomique.

— **ARMES CHIMIQUES.** — Les deux parties « ont convenu de l'interdiction générale et complète des armes chimiques et de la destruction des stocks existants ». Elles sont tombées d'accord pour accélérer leurs efforts pour conclure une convention internationale efficace et vérifiable sur cette question. Les deux parties vont entamer un dialogue pour prévenir la prolifération de ces armes.

La déclaration mentionne encore l'« importance » des négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale (MBFR) et celle de la conférence de Stockholm. A ce dernier sujet, les deux parties « réaffirment la nécessité de s'entendre sur des mesures de confiance mutuellement acceptables » et de « donner une signification concrète et effective du principe de non-recours à la force. »

Avant de citer les accords bilatéraux acquis, la déclaration développe l'accord des deux parties pour intensifier le dialogue américano-soviétique à des niveaux différents et à un rythme régulier. C'est ainsi que sont envisagées des réunions entre les ministres des affaires étrangères ainsi qu'entre les chefs des autres ministères ou agences. Les échanges de vues sur les problèmes régionaux seront également maintenus. La seule mention faite du problème des droits de l'homme est celle-ci : « Les deux parties sont conscientes de la nécessité de promouvoir les droits de l'homme et de la coopération humaine. Elles pensent qu'il devrait exister une plus grande compréhension entre nos peuples et à cette fin encourageront de plus grands contacts entre leurs deux peuples. »

« Accélérer » les négociations

(Suite de la première page)

M. Gorbatchev, se voulant réaliste, a reconnu que « la solution à la course aux armements n'a pas pu être trouvée » et que « des divergences de principe subsistent ». Sans le préciser explicitement, il a laissé entendre que de nouvelles conceptions allaient être données aux négociations américaines et soviétiques qui devraient reprendre les discussions sur la limitation des armements le 16 janvier prochain à Genève.

Parlant des crises régionales, M. Gorbatchev a fait état de « position tout à fait différente ». Insistant sur la nécessité d'« actes concrets et pratiques », qui doivent s'inspirer de la déclaration commune publiée ce jeudi matin, M. Gorbatchev a affirmé que « l'URSS, pour sa part, fera tout ce qui dépend d'elle pour obtenir une solution pratique aux problèmes de la course aux armements, à la réduction des arsenaux et pour assurer la paix sur terre et dans l'espace. »

De son côté, M. Reagan a affirmé que la rencontre avait permis « des résultats intermédiaires utiles » et que les États-Unis et l'URSS étaient « dans la bonne direction » pour « entamer un nouveau départ » dans

leurs relations. Après avoir annoncé qu'un nouveau sommet aurait lieu « l'an prochain », il a, lui aussi, rappelé que « l'établissement d'une réelle confiance dépend des actes et pas seulement des mots (...). Les vrais résultats de Genève ne seront connus que dans des mois et des années, et il faut ajouter, avant d'affirmer qu'il faut réduire le danger provenant des armes nucléaires offensives, les tensions découlant des conflits régionaux en Amérique centrale et ailleurs. »

Faisant allusion aux accusations portées par les États-Unis à l'égard de l'URSS à propos du traité SALT-2, M. Reagan a ajouté : « Il faut aussi respecter les traités signés dans le passé et ceux qui le seront dans l'avenir. » Il a conclu en affirmant qu'il espérait pour « l'avènement d'un monde de paix et de liberté. » M. Gorbatchev a reconnu que l'URSS doit s'associer à nous pour réaliser cette tâche en commun. Je suis sûr que ce sera fait. »

Après les interventions des deux dirigeants, les chefs des diplomates américains et soviétiques, MM. Shultz et Chevardnadze, sont montés sur la scène du grand amphithéâtre pour signer un certain nombre d'accords bilatéraux. Ces accords concernent l'ouverture de consulats à Kiev et à New-York, des mesures de sécurité pour éviter la répétition de l'affaire du Boeing sud-coréen, les échanges culturels, le développement de la coopération dans la recherche sur la fusion magnétique, le rétablissement des communications aériennes civiles, l'ouverture de consultations sur la protection de l'environnement.

● Le premier ministre de Papouasie - Nouvelle-Guinée, M. Michael Somaré, a été démis de ses fonctions, ce jeudi 21 novembre, après le vote par le Parlement d'une motion de censure. Les députés ont choisi M. Pais, ancien vice-premier ministre, passé à l'opposition en mars dernier, comme successeur.

M. Somaré avait dirigé la Papouasie - Nouvelle-Guinée pendant huit des dix dernières années, après que le territoire ait obtenu son indépendance de l'Australie en 1975. — (Reuter.)

MALGRÉ UNE POUSSEE AU TROISIÈME TRIMESTRE

La croissance américaine reste modeste

Le premier moment de surprise, après qu'il ait été connu le taux de croissance américain au troisième trimestre, la plus grande prudence l'a emporté aux États-Unis comme en Europe. Le dollar a salué par une courte et passagère poussée l'annonce par le département du commerce d'une progression, en rythme annuel, de 4,3 % du produit national brut durant le troisième trimestre. L'administration s'est félicitée de voir ses pronostics optimistes confortés par cette augmentation sensiblement supérieure aux premières estimations tablées sur 2,8 %. Mais si le président Reagan peut jouer des indices du troisième trimestre pour tenter de persuader l'opinion publique que le temps de la croissance est loin d'être révolu, tous les analystes s'entendent pour estimer que l'expansion s'est durablement ralentie par rapport à 1984.

Les zones d'ombre l'emportent en effet de plus en plus nettement sur les zones de lumière. Le déclin des exportations est appelé à durer encore quelques mois avant que n'apparaissent les effets de la baisse du dollar.

La production industrielle ne sera pas éternellement dopée par les commandes militaires. Quant à la guerre des rabais à laquelle se sont livrés cet été les constructeurs automobiles, elle a introduit un élément de distorsion qui ne peut faire illusion. L'un des principaux facteurs de la forte croissance durant le troisième trimestre, l'engouement des consommateurs pour l'automobile, est vite retombé, expliquant largement la recrudescence spectaculaire de 3,3 % des ventes de détail en octobre. Phénomène tout aussi préoccupant, les Américains ont tiré sur leur épargne, qui est revenue à un taux inconnu de 1,9 % en septembre et une reprise de la consommation d'ici à la fin de l'année.

La reconstruction de stocks dans l'industrie suffira-t-elle à compenser la faiblesse de l'activité qui se poursuit depuis l'automne ? Les économistes n'y croient guère, contrairement à l'administration, et prévoient pour le dernier trimestre une croissance limitée à quelque 2 % ou 2,5 % du produit national brut. On est loin du spectre d'une nouvelle récession agitée par certains au début de l'année. Mais si les spécialistes ont lissé leurs estimations au fil des mois, ils excluent aujourd'hui la possibilité de terminer l'année sur un rythme de croissance de 3 %. Cet objectif de la Maison Blanche exigeait en effet un rebond de 5,7 % de l'activité économique durant le dernier trimestre, compte tenu des résultats décevants des six premiers mois de l'année — 1,1 % en moyenne annuelle.

Une vision morose de l'économie américaine qui ne doit pas pousser à un pessimisme excessif. Les bénéfices après impôts des sociétés ont repris une courbe ascendante. Leur hausse, 5,3 % durant le troisième trimestre, est même la plus sensible depuis le premier trimestre 1984. Sur le front de l'inflation, la situation reste également satisfaisante. De 3,1 % en rythme annuel entre juillet et septembre contre 3,9 % durant les trois mois précédents la progression de l'indice des prix reflète, il est vrai, une conjonction de facteurs favorables : faible cours du pétrole et des matières premières, modération de la hausse des salaires retombées positives et de la poussée des importations.

F. Cr.

ment à l'administration, et prévoient pour le dernier trimestre une croissance limitée à quelque 2 % ou 2,5 % du produit national brut. On est loin du spectre d'une nouvelle récession agitée par certains au début de l'année. Mais si les spécialistes ont lissé leurs estimations au fil des mois, ils excluent aujourd'hui la possibilité de terminer l'année sur un rythme de croissance de 3 %. Cet objectif de la Maison Blanche exigeait en effet un rebond de 5,7 % de l'activité économique durant le dernier trimestre, compte tenu des résultats décevants des six premiers mois de l'année — 1,1 % en moyenne annuelle.

Une vision morose de l'économie américaine qui ne doit pas pousser à un pessimisme excessif. Les bénéfices après impôts des sociétés ont repris une courbe ascendante. Leur hausse, 5,3 % durant le troisième trimestre, est même la plus sensible depuis le premier trimestre 1984. Sur le front de l'inflation, la situation reste également satisfaisante. De 3,1 % en rythme annuel entre juillet et septembre contre 3,9 % durant les trois mois précédents la progression de l'indice des prix reflète, il est vrai, une conjonction de facteurs favorables : faible cours du pétrole et des matières premières, modération de la hausse des salaires retombées positives et de la poussée des importations.

F. Cr.

A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

M. Bérégovoy :

Notre programme est simple : continuer

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, invité de « L'heure de vérité », mercredi 20 novembre, a indiqué qu'il assignait au Parti socialiste d'obtenir 30 % des voix aux élections législatives, ce qui lui accorderait la première place au sein de l'Assemblée. « La vie politique française pourra s'organiser autour de lui », il a ajouté : « Si le président appelle un représentant du premier parti de l'Assemblée, ce premier ministre présente un programme et chacun se détermine par rapport à lui. Notre programme est simple : continuer de mener la politique que nous avons entreprise, aller plus loin et sans doute plus vite. Si nous n'avons pas la majorité, nous sommes dans

l'opposition, une opposition vigilante qui jugera aux actes ceux qui nous auront succédé. » M. Bérégovoy n'envisage pas que le PS participe à un gouvernement de coalition dans lequel il ne serait pas majoritaire.

A propos des immigrés, M. Bérégovoy a déclaré : « Je n'accepte pas que l'on fasse de cette question le point central de la vie politique française. Les Français n'acceptent pas que l'on fasse des séparations artificielles entre ceux qui sont musulmans, catholiques, protestants, libres penseurs, entre les Noirs, les Blancs, les Juifs, les Maghrébins. »

M. Bérégovoy a souhaité que « l'impôt sur les grandes fortunes soit maintenu ». Le ministre a ajouté : « Je souhaite aussi que la tranche à 65 % sur les hauts revenus soit maintenue. J'ai constaté que le programme du RPR visait à les supprimer (...). Or cela intéresserait 200 000 Français environ (...) qui gagnent en moyenne 500 000 francs par an. » M. Bérégovoy a indiqué qu'une telle suppression ferait perdre 13 à 14 milliards de francs à l'Etat.

La conférence de la FAO DOUZE PAYS INDUSTRIALISÉS SE SONT ABSTENUS SUR LE BUDGET

Le budget de la FAO pour les années 1986 et 1987 a été adopté par la conférence plénière, le mercredi 20 novembre à Rome. Il n'y a pas eu de vote défavorable mais un nombre d'abstentions plus élevé que prévu. Celle des États-Unis était attendue (le Monde du 14 novembre) : celle d'autres pays occidentaux tels que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon était prévisible. Au sein de la CEE, on pensait que la RFA et la Grande-Bretagne s'abstiendraient également ; en fait, à l'exception de la France et de l'Italie, tous les membres actuels de la Communauté ainsi que l'Espagne et la Suisse ont montré leur désapprobation.

Dans les explications de vote, leurs représentants, ceux des États-Unis en tête, ont pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un manque de confiance envers la FAO, mais d'un refus de voir les dépenses administratives augmenter.

Le budget adopté, qui est exécutif, s'élève à 448,5 millions de dollars, en augmentation de 1,1 % en monnaie constante. Dans ce budget, seuls les chapitres concernant les programmes technique et économique progressent (passant de 58,4 % à 59,3 % du total du budget) alors que les lignes consacrées aux dépenses administratives diminuent, ce qui ne va guère dans le sens des arguments des abstentionnistes.

J. G.

Le numéro du « Monde » daté 21 novembre 1985 a été tiré à 487 056 exemplaires

« JEU DE MASSACRE » d'ATLASECO

Payez vous la tête de nos présidentiables sur votre minitel 36 15 91 77 Puis tapez AFC

Sur le vif

Misère

Comment il est votre bonhomme ? Large ou pris de ses sous ? Et d'abord qui c'est qui paye quoi chez vous ? Parce que ça, on ne le sait pas, on ne le dit pas, les femmes le bouclent, elles n'osent pas se plaindre, mais il y a de ces rapats ! Tenez, un cas. Je l'ai trouvé l'autre jour dans Prima, qui consacre un long papier à ce sujet tabou. Elle est insuite, lui toubib, il règle les impôts, la loyer, les charges, le téléphone. Pour le reste, zéro. Résultat, il ne voit au cinéma que si elle coesque. Et le soir, fais ça, il l'a déposée à son travail il lui a réclamé la prime de l'essence. Vous me direz : pourquoi elle reste avec ? Elle n'a qu'à se tirer. Pour aller où, avec qui ? Trop tard. Elle est coincée.

Des radins, il y en a des tas. Et dans tous les milieux. Au boulot, bon, c'est pas trop grave. On les débine, on les taquine, et... on met le main à sa poche. Un café noir, un petit blanc... Ça ne va jamais chercher bien loin. A la maison, en revanche, c'est invivable. Et maintenant qu'on est libérée, c'est le comble, on se laisse piéger plus souvent que dans le temps. Vous commencez à sortir avec un mec. Sortir, façon de parler. Lui préfère de beaucoup passer la soirée au lit, le vôtre, pour ne pas user ses draps. Vous le croyez passionné, il est pingre. Et quand, poussée

par la faim, vous arrivez à le tirer sur un restaurant, vous trouvez normal de partager ou même de payer pour lui.

Résultat, vous voilà avec deux mèmes sur les bras, nbligée de lâcher votre job et de quémander l'argent des courses, le tout assorti d'interrogatoires du style : et les 10 francs que je t'ai donnés hier, à quoi tu les a dépensés ? Tu vas finir par me la dire, oui ? La radio, la télé, terminée. La note d'électricité, tu y penses ? Eteins ce transistor, ça use les piles.

Comment s'en sortir ? Vendre ce qu'on a : ses meubles, ses hardes, son corps s'il est encore en bon état. Et voter. Un très bon truc, ça. Vous vous faites prendre exprès en train de piquer des objets de première nécessité dans un grand magasin. Après quoi vous pleurez misère dans les bras du commissaire et vous lui demandez de prévanir votre mari, là, tout de suite, à son bureau, alors que vous savez qu'il a rendez-vous dehors. Et vous précisez : si jamais il était pas là, vous expliquerez la situation à son collègue ou à son chef. Là, croyez-moi, la beringotte de Mir et le savon de Marseille, ils les lui feront payer les copains. Au centuple.

CLAUDE SARRAUTE.

Au tribunal de Montpellier

L'ANCIEN PSYCHIATRE DE L'ESPÉLIDOU EST RELAXÉ

De notre correspondant

Montpellier. — Il y a neuf ans, la petite Isabelle Le Menach était morte étranglée dans un blouson de contention à l'Espéridou, établissement pour débilés profonds près de Montpellier. Poursuivi par plainte des parents de la jeune handicapée pour « abstention délictueuse », M. André Savelli, actuellement médecin-colonel au Val-de-Grâce, qui était à l'époque, le psychiatre de l'Espéridou, a été relaxé par le tribunal correctionnel de Montpellier, où son procès a eu lieu le 11 septembre (le Monde du 13 septembre).

Pour le tribunal, le professeur Savelli ignorait que le Père Fabre, directeur de l'établissement, utilisait une sorte de camisole de force, comme il ignorait les curieuses méthodes employées par cet ancien numéroté militaire condamné, le 24 mai 1981, à dix ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de l'Hérault. C'est ce qu'avait soutenu le psychiatre lors de son procès.

ROGER BÉCHIAUX.

GRÈVE À L'AFP CONTRE LES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES

A la suite d'un vote organisé par l'intersyndicale de l'Agence France Presse (CFDT, SNJ-CGT, FO et SNJ), les services de l'agence destinés aux abonnés français ont cessé le travail le mercredi 20 novembre à partir de 15 heures pour une durée indéterminée.

La rédaction entend ainsi protester contre le projet de budget 1986 adopté par le conseil d'administration de l'AFP dans la matinée du 20 novembre. Ce budget prévoit notamment un programme d'économie de 15 millions de francs, dont 11 millions pris sur la masse salariale.

A l'occasion de la visite de

Son Altesse Cheikh Khalifa Bin Hamad Al Thani
Emir de l'Etat du Qatar
RADIO ORIENT - PARIS & RADIO QATAR - DOHA

présentent
RADIO QATAR - ORIENT à PARIS

de 12 h à 24 h le 20, 21 et 22 Novembre 1985

Programme commun occasionnel par satellite à partir des studios de Doha assuré par le Centre de Modulation SULTAN bin SALMAN

FM 104.30 MHz

La Fréquence de la Communauté Musulmane de Paris.

et

AM 999 Mètres

La Fréquence de l'Etat du Qatar



A B C D E F G